

Amadeo Bordiga (1899-1970)

Socialiste italien

TEXTES SUR LA QUESTION AGRAIRE

TRADUCTION DE L'ITALIEN
dans la tradition anonyme européenne

Articles parus entre 1957 et 1960
dans le journal italien *Il Programma Comunista*.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Amadeo BORDIGA

TEXTES SUR LA QUESTION AGRAIRE.

Articles parus entre 1957 et 1960 dans le journal italien *Il Programma Comunista*. Traduction de l'Italien achevée le 1^{er} décembre 2006.

Textes publiés avec l'autorisation des traducteurs qui préfèrent publier dans la tradition des traducteurs anonymes européens.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 3 décembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

1. Aperçu introductif sur la question agraire

Il Programma Comunista, n°21, 19 novembre - 03 décembre 1953.

Une formule archi-facile pour les bergers et leurs ouailles

Lénine et les "manuels"

Économie rurale et histoire

La sortie du féodalisme

Art et nature

2. Sorcellerie de la rente foncière

Il programma Comunista, n°22, 04 18 décembre 1953.

Les agricultures sans monnaie

Les économies naturelles

L'agriculture mercantile moderne

Le bilan de l'entreprise

Dramatis personae

Parenthèse lexicale

Intérêt et rente

La petite bonne et le calcul intégral

3. Elle, lui et l'autre (la terre, l'argent et le capital)

Il programma Comunista, n°23, 18 décembre 1953 - 8 janvier 1954.

Fruits et exploitation

Récolte ou pillage ?

La terre nourricière ?

Rente et usure

Faisceaux de lumière

Subsistance et procréation

Distribution et production

4. [Le capitalisme – révolution agraire](#)

Il Programma Comunista, n°1, 09-21 janvier 1954.

[Mise au point](#)
[Toujours la même rengaine](#)
[Un coup de main de Friedrich](#)
[Ceux qui font époque](#)
[Rente et capitalisme](#)
[Passages expressifs](#)
[Travail – denrées – monnaie](#)
[Philosophie enfin !](#)
[Préconscience bourgeoise](#)

5. [La question agraire \(suite\)](#)

Il Programma Comunista, n°2, 22 janvier - 05 février 1954.

[Surtravail et classes](#)
[Pouvoir et richesse](#)
[Usage des modèles](#)
[Bilan du tableau de Quesnay](#)
[Quesnay n'était pas idiot](#)
[Et les modernes ?](#)
[Méthodes de la science économique](#)
[Politique de classe \(pour la bonne bouche\)](#)

6. [Métaphysique de la terre-capital](#)

Il Programma Comunista, n°3, 05 - 19 février 1954

[De 1884 à 1847](#)
[Économie, morale, logique](#)
[À bas le libre arbitre, ce guignol stupide](#)
[Un médecin, un banquier, un professeur](#)
[Égalitarisme mercantile](#)
[Ordonnance : quelques "pilules"](#)
[D'où vient la misère?](#)
[Proudhon sur la rente](#)

7. [Rente différentielle, appétit intégral](#)

Il Programma Comunista, n°4, 12 février - 05 mars 1954.

["hors d'oeuvre"](#)
[Sympathie envers le stoïcisme](#)
[Les mystères du calcul sublime](#)
[Brillante introduction](#)
[La rente de Ricardo](#)
[Position du problème chez Marx](#)
[La solution de Marx](#)
[La réforme foncière italienne](#)

8. [Civilisation grandiose, mais non comestible](#)

Il Programma Comunista, n°5, 05 - 19 mars 1954.

[Banquet et convives terrestres](#)
[Le capitalisme, le pire des nourriciers](#)
[Blé et capitalisme](#)
[Rubriques de la rente](#)
[Révolution anti-trinitaire](#)
[Élimination des cas impurs](#)
[La chute d'eau](#)
[Les personnages en lice](#)

9. [Terre marâtre, marché maquereau](#)

Il Programma Comunista, n° 6, 19 mars - 02 avril 1954.

[Alma parens frugum](#)
[Fertilité naturelle](#)
[Les quatre terrains](#)
[Dressons l'échelle](#)
[Données actuelles](#)
[Les jeux sont faits](#)
[La machine se met en marche](#)
[Histoire du défrichement](#)
[La loi de la faim](#)
[Le cancer mercantile](#)
[On ne construit pas le socialisme](#) : on démolit le mercantilisme

10. Terre vierge, capital satyre

Il Programma Comunista, n°7, 02 - 16 avril 1954.

La première forme
La loi différentielle
Et la "capricieuse" politique ?
La seconde forme
Fécondité intéressée
Les fameuses unités
Le pain à meilleur marché
Point d'arrivée

11. Jamais la marchandise ne rassasiera l'homme

Il Programma Comunista, n°8, 16 - 30 avril 1954.

Poussées de mercantilisme
Ossature maîtresse
Certitudes juvéniles
La meilleure usine, c'est le plus mauvais terrain
C'est la faute au foncier
La loi différentielle est toujours en vigueur
Encore la petite échelle
Les chiffres, ces gros malins
Revenons au programme

12. Que le bathyscaphe historique accoste !

Il Programma Comunista, n°9, 30 avril - 13 mai 1954

Les pêcheurs de "perles"
Absolu et différences
Petite algèbre de Karl
Donc, la faim s'accroît
Point cardinal
À lui le dernier mot
Cheminer à la manière des crabes
Le dernier cri !
Les choses à leur place
Sonder en profondeur

13. [Les seconds rôles dans le drame de la terre](#)

Il Programma Comunista, n°10, 14 - 28 mai 1954

[La rente, fait de classe](#)
[Le joug et le fouet rapportent](#)
[Salarié, serf, esclave](#)
[A rebours dans l'histoire](#)
[Du serf au paysan autonome](#)
[Le colonat partiaire](#)
[Ce qui est soustrait au circuit](#)
[Triste Arcadie](#)
[Ribolla : la mort différentielle](#)
[Politique économique !](#)

14. [Misérable esclavage du lopin de terre](#)

Il Programma Comunista, n°11, 29 mai - 15 juin 1954

[Décomposition en facteurs](#)
[Nomade et colon](#)
[La couronne parcellaire](#)
[Derrière le paravent](#)
[La très petite agriculture](#)
[Quant a nous, nous votons pour l'industrie](#)
[Extensiv oder intensiv?](#)
[L'esclave: un pas en avant](#)

15. [Codification du marxisme agraire](#)

Il Programma Comunista, n°12, 18 juin - 02 juillet 1954

[Ultime étape](#)
[Le tour de Russie](#)
[Entre ennemis et alliés](#)
[Marx et la France](#)
[Les paysans et la politique](#)
[Entre Bonaparte et la commune](#)
[Engels et l'Allemagne](#)
[Les alliés soumis à l'examen](#)
[Heurt catastrophique des thèses opposées](#)

Textes sur la question agraire

1.

APERÇU INTRODUCTIF SUR LA QUESTION AGRAIRE

Il Programma Comunista, n°21, 19 novembre - 03 décembre 1953.

[Retour à la table des matières](#)

Le *Fil du Temps*, paru dans le n° 14 de cette année, était consacré à une certaine insuffisance de vision affectant même les petits groupes communistes anti-staliniens, qui concerne deux points : la question agraire et la question nationale, et qui atteint son summum quand elle aboutit à nier toute importance historique aux mouvements des paysans propriétaires et aux nationalités assujetties ¹.

Le rapport qui a été fait à la réunion de Trieste du 29-30 août 1953 s'est occupé de la question des nationalités, ainsi que de celle des races qui lui est étroitement liée. Les auditeurs ayant demandé que son compte rendu détaillé soit publié rapidement, c'est lui qui a pris la place du *Fil du Temps* dans les numéros 16, 17, 18, 19 et 20... et peut-être un peu plus de place encore!

¹ Cf. Pression « raciale » de la paysannerie, pression de classe des peuples de couleur, paru dans *il programma comunista* n°14/1953. Traduction française dans Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste, éditions Prométhée, 1979.

Il n'est absolument pas garanti que cette très vaste rédaction contienne exactement tout ce qui a été dit à Trieste, pas plus d'ailleurs que tout ce qui a été écrit dans le compte rendu ait été exposé verbalement. Cela n'a aucune importance : il ne s'agissait pas d'un discours *historique*, et encore moins d'un orateur historique. Ce genre d'orateurs, on en trouve à tous les coins de rue.

Malgré l'imposante masse de mots qui ont été dits et écrits, non seulement le problème n'a pas été, disons, épuisé, mais il n'a pas même été traité jusqu'au bout. L'étude de la question historique des luttes nationales, et de l'attitude – du point de vue doctrinal et politique – des communistes à leur égard, s'est arrêtée à l'aire *européenne*, dont nous avons cependant fixé la limite géographique non pas à l'Oural mais au Dniepr (en direction du sud, et au Lac Onega en direction du nord, *grosso modo* bien sûr), et la limite historique (pour ce qui concerne le soutien politique aux mouvements indépendantistes) à la période 1789-1871. Reste donc à traiter l'aire asiatique, et plus généralement le problème des races non blanches, afin d'établir qu'une période analogue, qui s'est ouverte à peu près quand la précédente s'achevait, n'est pas encore arrivée à son terme. Avec cette différence considérable que la période *blanche* coïncidait avec la phase de capitalisme naissant, tandis que la période *de couleur* accompagne la phase de capitalisme impérialiste et parasitaire. Quoi qu'il en soit, cela ne servirait à rien de jouer les daltoniens. Et donc, la prochaine réunion affrontera le sujet : Impérialisme et question orientale et coloniale ¹.

On nous fait assez souvent observer que la manière avec laquelle nous traitons ce genre de thèmes est ardue et ennuyeuse, surtout si on met en regard le caractère si appétissant et alléchant des sujets "vraiment politiques" qui portent sur les faits et gestes des chefs d'Etat et de parti, et sur la question de savoir comment le cours de leurs processus physiologiques personnels façonne le destin de l'humanité. Nous ne pouvons faire qu'une seule réponse, qui s'exprime par un terme de la linguistique désormais internationale, et que tout le monde com-

¹ Cf. Le lotte de classi e di Stati nel mondo dei popoli non bianchi, storico campo vitale per la critica rivoluzionaria marxista. Il programma comunista n^{os} 3 à 6, 1958.

prend depuis que les matelots américains fréquentent les vénus indigènes : *sorry* ! En dépit de cette vieille musique, nous continuerons ainsi. Nous n'avons pas d'autre monnaie à dépenser.

Cela aussi se ramène à une question de classe. Quiconque a quelque peu travaillé dans le domaine de la propagande et de l'agitation dans les rangs de la classe laborieuse sait combien les positions absolument originales du marxisme révolutionnaire, avec leurs conclusions décidément non conformes à ce qu'Église, école, armée, culture, littérature et science, ont fourré dans la tête des *instruits*, sont saisies avec une sûreté incroyable par les masses, alors qu'elles n'entrent qu'une fois sur un million (et provisoirement) dans le crâne des intellectuels.

L'alerte fut donnée à l'époque où fut lancée la mode selon laquelle, pour accélérer le travail de propagande et d'agitation, il fallait utiliser dans les rangs prolétariens des thèses et des termes courants, sans rigueur et acceptés par tous, comme ceux qui sont employés par le curé, l'instituteur, le caporal, l'homme cultivé, l'écrivain et le savant, procédé qui devait ensuite nous permettre, en partant de la plate-forme commune des sacro-saintes vérités indiscutables, de mettre en oeuvre le petit jeu facile de prendre en défaut et sur le fait tous ces gens-là, avec un succès "vraiment politique".

Les résultats de cette tactique sont aujourd'hui évidents, et nous ne voulons pas dire par là qu'il suffisait de changer de méthode dans la propagande, les discours et la presse, pour donner une orientation différente aux événements. La vérité est que, dans une phase historique où la vieille société pue le cadavre, mais où ses membres purulents piétinent encore nos corps en pesant d'un poids immensément accru, il est logique qu'apparaissent ces manières dégoûtantes dont des dirigeants vendus prétendent qu'il faudrait user pour s'adresser au prolétariat.

Plus on est imprégné de la culture qui caractérise cette société et plus on est imprégné de sa putréfaction. Le cerveau non altéré de l'homme qui travaille de ses muscles et qui sent sur eux la brûlure des coups de fouet de l'exploitation, résiste plus longtemps. Mais aujourd'hui, le capitalisme, corrompu mais gigantesque, est en mesure de l'assaillir de drogues, et malheureusement de lui graisser la patte plus largement. En revanche, le cerveau de l'intellectuel, qui a toujours *fonctionné*, bien que selon des rythmes contraignants, dans l'illusion

de s'assurer l'"*arte lieggia*" ¹ – un métier peu astreignant – est une machine usée en quelques décennies. Une presbytie mentale affecte les travailleurs intellectuels d'aujourd'hui : ils ont seulement la force de répéter des opérations habituelles, de rester sur les rails d'une ancienne *routine* ², ils ne peuvent affronter ni résoudre un problème nouveau, et même quand, dans leur vie, ils ont fait des efforts pour subvertir la vieille culture, ils sont réabsorbés en elle, sous la coupe de sa puissante influence. Presbytie et surdité mentales qui les obligent à parler en feignant d'avoir écouté et à écrire en feignant d'avoir lu, ce qui ne peut se faire qu'en rabâchant les vieilles rengaines.

La masse et la force, y compris inertielle, du Capital dans l'histoire sont gigantesques. Si nous devons préserver la lumière de la pensée, nous serions foutus. Mais l'analyse physique du comportement de la matière, même vivante, nous a donné la certitude qu'en fin de compte les sourds entendent et les aveugles verront.

UNE FORMULE ARCHI-FACILE POUR LES BERGERS ET LEURS OUAILLES

[Retour à la table des matières](#)

L'opinion la plus courante sur la "question agraire" est la suivante : Marx avait fondé toute sa critique de l'actuelle société d'économie privée ainsi que la détermination de la voie à suivre pour réaliser le programme de la future société communiste, sur la contradiction entre les forces des capitalistes industriels et celles des travailleurs salariés d'usine – puisque cette forme était en train d'engloutir irrésistiblement toutes les autres formes de la production sociale. Puis Lénine vint *innover* et *changer* tout cela, en mettant en avant le heurt entre les forces des petits paysans et celles des propriétaires fonciers, et en démontrant qu'il pouvait prendre une place égale – si ce n'est supérieure – à celle de la lutte industrielle dans la dynamique de la révolution. Nous savons naturellement ce qui est décisif aux yeux des philistins : Lé-

¹ Italien dialectal ; littéralement « art léger ».

² En français dans le texte .

nine ne s'est pas contenté d'écrire et de dire cela, mais il a "fait" une révolution avec les forces paysannes, la seule qui, historiquement, ait triomphé! Et il ne leur reste qu'à choisir entre ces deux termes de l'alternative : le léninisme est la révolution paysanne préalable à la révolution ouvrière – ou bien le léninisme est la découverte du moyen de rouler les paysans en faisant en sorte qu'ils accomplissent la révolution ouvrière (de même que le libéralisme fut la découverte du moyen de rouler les paysans et les ouvriers afin qu'ils accomplissent la révolution capitaliste).

Eh bien, nous affirmons que tout cela est faux. Et ce n'est pas nous qui le disons, mais Lénine lui-même. Dans toutes ses puissantes polémiques historiques sur la question agraire, il n'a fait que se battre contre les pseudo-marxistes russes et de tous pays qui s'occupaient de cette question, et il a démontré qu'ils commettaient des énormités incommensurables sur tous les points où ils prétendaient élaborer une théorie sur des problèmes négligés par Marx, ou pire encore, corriger des erreurs de Marx.

Lénine affirme que Marx a traité la question agraire de façon aussi originale que complète. Ce n'est pas lui qui le dit... mais Marx lui-même. Et en effet, c'est avec la méthode qui caractérise notre école, celle qui a servi partout à fustiger les sociaux-traîtres de 1914-1918, celle qui a servi à confirmer la doctrine de l'État et de la dictature du prolétariat, que Lénine écrase ses contradicteurs sous une avalanche de citations, tirées des chapitres non pas accessoires mais fondamentaux qui traitent expressément de la question agraire dans le Livre III du Capital et dans les Théories de la survaleur¹ qui devaient en constituer le Livre IV et qu'on diffuse aujourd'hui sous le titre d'Histoire des doctrines économiques! Mais que faire ensuite de tous les passages et paragraphes entiers des Livres I et II du Capital, des oeuvres historiques sur la France et l'Allemagne, des écrits d'Engels sur l'Allemagne, sur la Guerre des paysans, etc., et des nombreuses lettres classiques de la Correspondance, comme celle qui explique le fameux Tableau de Quesnay, longuement traité dans l'Anti-Dühring ? Ils ont

1 En all. : Theorien über den Mehrwert. Nous traduisons systématiquement l'allemand *Mehrwert* par *survaleur* et substituons ce terme à celui de *plus-value*, quel que soit le contexte .

certainement écrit deux fois plus sur la question agraire que sur la question industrielle.

Si Lénine s'en prend durement à ceux qui prétendent "combler des lacunes", il n'est pas moins mordant avec les "rectificateurs" parce que, si les premiers sont des gens qui n'ont pas lu Marx, les seconds sont des gens qui l'ont lu mais n'y ont pas compris un traître mot. Et c'est avec une énorme patience et un travail dont la masse égale la puissance que Lénine explique inlassablement ce qu'ils n'ont pas compris chez Marx, en confirmant à chaque page son orthodoxie absolue.

C'est qu'en effet, pour faire passer leurs bêtises, ces messieurs s'affublent de l'étiquette habituelle : ils ne sont pas "dogmatiques". Il y a deux façons de ne pas être dogmatique, celle qui consiste à s'élever au-dessus du dogme, et celle qui consiste à ne pas être parvenu à la hauteur du dogme. Des représentants de la seconde catégorie, nous en avons vu, comme Lénine, des myriades; en revanche, de ceux de la première catégorie, nous ne dirons pas qu'il n'y a eu que Lénine lui-même, mais un nombre infime. Alors, les non-dogmatiques de la première catégorie font un grand pas en avant s'ils se contentent de rejouer par cœur la doctrine sans y ajouter de chansons de leur cru.

En ce qui nous concerne, nous ne considérons nullement que l'appellation "dogmatique" soit une offense. Mais il est temps de donner la parole à Lénine. Son travail de 1901 sur La question agraire et les "critiques" de Marx (les guillemets sont de Vladimir) débute ainsi : « "Démontrer ... que le marxisme dogmatique, dans les questions agraires, a été renversé de ses positions, serait enfoncer une porte ouverte" ... Voilà ce qu'a déclaré, l'année dernière, *Rousskoïé Bogatstvo* par la bouche de monsieur V. Tchernov [qui deviendra un fieffé opportuniste] ». Et Lénine poursuit : « Ce "marxisme dogmatique" possède une étrange propriété! Depuis bien des années, les hommes savants et savantissimes d'Europe déclarent sentencieusement (et les journaux et revues répètent et redisent en d'autres termes) que le marxisme a été renversé de ses positions par la "critique", et cependant chaque nouveau critique repart à zéro et se met en devoir de bombarder ces positions prétendument déjà détruites. Monsieur Victor Tchernov, par exemple, ... tout au long de 240 pages, "enfonce une porte ouverte" ... M. Boulgakov ... [nous en reparlerons] a publié une étude en deux vo-

lumes [contre l'Agrarfrage de Karl Kautsky, à l'époque marxiste orthodoxe]... Maintenant, à coup sûr, personne ne saurait plus retrouver les restes du "marxisme dogmatique", mortellement écrasé sous ces montagnes de papier critique imprimé. ¹ »

Qu'on s'imagine à quel point, après cinquante ans de tirs d'artillerie supplémentaires, et d'autant plus quand nous voyons mettre en batterie non seulement le canon à projectiles atomiques, mais également le canon à merde (en termes parlementaires : chargé à blanc), nous sommes plus que jamais résolus à nous déclarer **dogmatiques** et à mépriser tous les candidats, sans aucune exception, au rôle de "critiques".

Quelle différence entre le langage de Lénine et celui que Staline tiendra sur "les dogmatiques, les talmudistes, ou bien, avec ses géniales variations coutumières : "les talmudistes, les dogmatiques". Talmudistes pourquoi pas, mais ni flagorneurs, ni renégats. Une fois, un camarade israélite nous confia le soin de lui trouver un exemplaire du Talmud en hébreu. Nous en avons déniché un chez un bouquiniste de Naples, et, déboursant quelques sous pour cette rareté, nous l'avons ramené à Moscou, mais nous nous sommes senti quelque peu idiot étant donné que nous n'étions pas capable d'en déchiffrer une seule lettre !

LÉNINE ET LES "MANUELS"

[Retour à la table des matières](#)

En 1899, Lénine écrivit une série d'articles contre ce Boulgakov cité plus haut, auteur d'une vive critique de la Question agraire de Kautsky qui parut en Allemagne en 1890 et traitait des « tendances de l'agriculture moderne et (de) la politique agraire des socialistes » ².

Avant de se mettre à étriller Kautsky, Boulgakov se consacrait à établir que Marx lui-même avait « parfois des conceptions erronées ». L'une de ces erreurs, dont nous reparlerons en temps utile, aurait con-

¹ Cf. Œuvres complètes (éd. du Progrès), t. 5, p. 105.

² Id., t. 4, p. 100 et 114.

sisté à vouloir appliquer à l'agriculture la loi, valable par ailleurs dans l'industrie, de la baisse du taux de profit résultant de l'augmentation de la composition organique du capital (plus de capital constant, moins de capital variable – plus de machines et de matières premières, moins de travail humain). Lénine démontre la validité de cette loi avec une telle fougue qu'on ne peut s'empêcher de se remémorer que Staline voulait la mettre au rancart dans son célèbre dernier écrit théorique ¹.

Naturellement, Boulgakov se fait fort des apports en la matière des spécialistes, des professeurs d'"agronomie" et d'"économie", pour affirmer : « Il y a là (chez Kautsky) aussi peu de véritable agronomie que de véritable économie... ». Kautsky « élude par des phrases les problèmes scientifiques sérieux ». Il « n'accompagne pas ces *informations* [il s'agit des caractéristiques de l'agriculture à l'époque féodale] d'une *analyse* [nous y voilà!] *économique*... ». « Tous ces renseignements peuvent être tirés de n'importe quel *manuel* d'économie agricole ».

Lénine, après s'être donné la peine de se les taper, ne partage pas cette opinion flatteuse de Boulgakov sur les *manuels* de la science officielle. Il en cite certains pour affirmer que dans aucun d'eux « le lecteur ne trouve un tableau de cette révolution que le capitalisme a produite dans l'agriculture, parce qu'aucun d'eux ne songe même à brosser un tableau général du passage de l'économie féodale à l'économie capitaliste ».

C'est là que les deux *méthodes* s'opposent réellement. Tandis que les gens du genre Boulgakov cherchent dans la science officielle, générale, qui constituerait une base commune aux marxistes et aux non-marxistes, les éléments qui leur suffisent à établir la fameuse *analyse* du processus qui se déroule autour d'eux, et ne se rendent pas compte qu'ils tombent ainsi dans le mensonge fondamental de la pensée bourgeoise qui est de croire que des lois éternelles et rationnelles sont communes à toutes les économies, mensonge que le marxisme a fait voler en éclats, notre école, en revanche, face à chaque problème, se replie avant tout sur la recherche de la clef du processus historique. Et ce n'est qu'alors qu'elle parvient à établir que les prétendues lois éter-

¹ Cf. Dialogue avec Staline, éd. Programme, 1988, pp. 31-39.

nelles sont au contraire des lois spécifiques à un *mode de production* donné et transitoire, en l'espèce celles du mode de production capitaliste.

Lénine défend Kautsky de la manière la plus énergique et le soutient parce qu'il a établi avant toute chose les caractères qui distinguent l'économie féodale de l'économie capitaliste, en insistant fortement sur les caractères du passage de l'une à l'autre.

Dans chaque sujet qu'ils traitent, les marxistes procèdent de la façon suivante : ils ne décrivent pas la réalité qu'ils observent à la manière d'un froid compte rendu bureaucratique-statistique, mais ils en cherchent la source, le déroulement, le développement au cours du temps, les origines même lointaines, de façon à établir ce qu'il y a de transitoire et de caduc dans ce qui semble éternel et stable au chercheur ordinaire.

Le marxiste dispose bien entendu des données des "traités" universitaires. Mais si ces données, dont il se sert avec une *suspicion légitime*, lui apportent dix, la puissance originale de la méthode marxiste lui apporte au moins cent. Quelques heures de consultation suppléent d'ailleurs à l'absence éventuelle de ce facteur dix, tandis que la ressource spécifique de la méthode du déterminisme historique est une conquête beaucoup plus rare et dont l'acquisition a demandé des générations entières.

En conséquence, le spécialiste qui est au courant de tous les manuels, traités, revues et monographies, ne nous en impose nullement.

ÉCONOMIE RURALE ET HISTOIRE

[Retour à la table des matières](#)

La recherche sur les changements survenus dans les formes de production et d'économie agricoles, qui représentent la part prépondérante de toute l'économie sociale jusqu'à l'époque la plus récente, doit s'étendre, c'est indiscutable, non seulement au Moyen Age, mais à tout le cycle historique de l'humanité.

La science occidentale est aujourd'hui aussi conformiste à l'égard des intérêts du capital que la science russe pouvait être soumise, à l'époque, aux ordres du tsarisme. Néanmoins, quand cette science était plus jeune, il était encore possible de consulter quelque "spécialiste" indépendant : il suffit de remonter d'un certain nombre de décennies en arrière pour en trouver un, auquel nous nous abstiendrons de faire de la publicité ¹, car, s'il avait cherché à en avoir de son vivant, il aurait lui aussi publié des balivernes, au même titre que les auteurs modernes. Signalons au lecteur, auquel nous allons fournir, étant donné la clarté de l'exposé, quelques passages didactiques de cet auteur, qu'il s'agit d'un partisan déclaré d'une gestion privée de l'entreprise agricole sous contrôle modéré des pouvoirs publics : on se souviendra toutefois de sa critique vigoureuse du morcellement de la terre, cause de stagnation et d'une misère infinie, qu'il a fondée vraiment sur une base purement scientifique, et que nous avons reproduite dans Propriété et Capital, paru dans *Prometeo* ². Ce qui nous importe dans un sujet aussi complexe, c'est d'établir la prééminence de la méthode historique.

« L'agriculture est *l'industrie extractive par excellence*, puisque, en agissant diversement sur la terre au moyen du travail humain et du capital, elle détermine l'union des composants chimiques du sol avec ceux de l'air, en vue de produire des matières destinées majoritairement à l'alimentation humaine. En revanche, les autres industries extractives (chasse, pêche, carrières, mines, salines, etc.) exploitent des produits ou des matières déjà formés dans la nature, en se contentant de les extraire du sol ou des eaux, à l'état brut ou avec différentes modifications. Les industries extractives fournissent à leur tour aux industries *manufacturières* les matières premières que ces dernières transforment de manières diverses en produits utiles aux besoins humains. Et l'agriculture alimente également de ses produits un certain nombre de ces industries.... ».

1 Il s'agit du père d'Amadeo, Oreste Bordiga, ingénieur agronome et auteur d'un Trattato di Economia rurale (éd. E. Della Torre, Portici, 1926).

2 *Prometeo* n° 10 à 14 de la première série et n° 1 de la deuxième série (1948-1950).

« L'industrie agricole est caractérisée par la prédominance, dans son activité, des forces naturelles représentées par la productivité du terrain lui-même (composition, situation, exposition, etc.) et par les conditions climatiques locales ».

« Alors que l'industrie manufacturière peut s'installer où bon lui semble ... le fait que le terrain soit inamovible et indestructible (en général) crée une contrainte très forte ... qui acquiert une importance exceptionnelle ... dans notre discipline ... et qui a une influence capitale sur la constitution économique de la société, sur les conditions et le niveau de bien-être de ses membres ».

Le traité que nous citons fait ici déjà allusion non seulement au facteur de limitation de la terre mais aussi à celui de ce que l'on appelle la fertilité décroissante, qui fut l'objet d'une vive polémique entre Boulgakov et Lénine, polémique que nous reconstituerons à propos des théories de Ricardo et de Marx.

L'auteur fait très vite appel à l'élément historique afin d'éclairer l'élément social : « La jouissance de la terre s'effectue aujourd'hui de façon absolument prépondérante au travers de la propriété individuelle du sol, si bien qu'il n'en existe pas de portion, si minime soit-elle, et même complètement improductive, sans que quelqu'un ait le droit d'en disposer librement. On peut affirmer que dans les pays civilisés, ou dans ceux qui appartiennent à ces nations civilisées, la *terre libre* a disparu, cette terre sur laquelle le premier venu pouvait s'établir sans soulever de contestations. Là où il reste encore des espaces colonisables, les États s'en sont déclarés propriétaires, et ils les concèdent à titre onéreux. Pourtant, la constitution de la propriété individuelle du sol en tant que phénomène aussi absolu et général, comme c'est le cas aujourd'hui dans de nombreux pays, est un *fait assez récent*, et partout, dans un passé plus ou moins reculé, la terre fut, dans sa majeure partie, l'objet d'une jouissance collective de la part de groupes familiaux ou démographiques. Il y eut ensuite une époque où la terre était sinon libre, dans ce sens que n'importe qui pouvait s'établir où bon lui semblait, du moins sujette à un *usage collectif*, de sorte que tout le monde participait à son exploitation sans pour cela avoir à *payer une rente* quelconque ou à *rétrocéder à des tiers une partie du produit.* »

Nous passons ici sur la description de la transition d'un régime à l'autre chez les différents peuples, et notamment chez les Germains où prédominaient les terrains à usage collectif et domanial, ou chez les Latins qui développèrent un système allodial complet (possession privée).

Pendant longtemps, la terre n'a pas été un objet de valeur, alors que le bétail, que chacun faisait paître sur des espaces communs à tous, l'était déjà. La terre n'était pas encore un article de commerce alors que le bétail l'était : la preuve en est, entre autres, dans le fait que le mot *pecunia* (monnaie) vient de *pecus*, qui signifie bétail.

Les Germains, encore peu nombreux et occupant de vastes terres, à la différence des colons romains avec leur pratique évoluée du bail, appliquaient le système séculaire, et même millénaire, de *l'assolement triennal*¹ dont Lénine parle souvent. Dans ce système, on divisait la terre, pour chaque groupe familial, en trois lots d'égale surface soumis à une rotation annuelle : le premier était consacré à la culture du blé ; le second à celle du seigle, de l'orge ou de l'avoine ; le troisième restait au repos (jachère). La première année, la terre était utilisée pour la céréale la plus nutritive, le froment, qui lui soustrait presque tous ses éléments utiles ; l'année suivante, on semait une céréale moins exigeante et de pouvoir alimentaire moindre ; et la troisième, on ne demandait rien à la terre afin qu'elle puisse reconstituer ses ressources chimiques ; dans une phase plus avancée, on labourait également ce lot afin de permettre à l'air atmosphérique d'y circuler, et on laissait les mauvaises herbes y pousser sans les arracher.

Le texte explique ensuite que, si la propriété privée est née dans certains cas du partage du terrain collectif entre les différentes familles, elle a aussi été engendrée par la violence, l'esclavage et la conquête. Comme nous l'avons bien souvent rappelé, Engels montre que la culture en commun disparaît très tardivement chez les peuples germaniques : si, au contraire, en Italie, on trouve une répartition individuelle des terres dès l'époque pré-romaine (comme l'atteste l'existence du dieu Terme qui rendait la possession sacrée et inviolable), cela est dû à une connaissance très ancienne de cultures supérieures à la cul-

¹ Ital. : sistema dei tre campi.

ture céréalière : la vigne, l'olivier, les arbres fruitiers, et les premières cultures irriguées.

Nous ne citerons pas à nouveau les passages historiques sur les rapports médiévaux, les populations *attachées* au seigneur et chef de guerre qui les protégeait en échange de services personnels obligatoires, pas plus que ceux sur la faible influence et la rapide disparition des formes féodales en Italie, étant donné le trop bref laps de temps qui leur fut donné entre la chute de l'Empire byzantin et l'époque des Communes qui connaissait déjà une agriculture hautement intensive (cultures maraîchères et arbres fruitiers), voire carrément capitaliste.

LA SORTIE DU FÉODALISME

[Retour à la table des matières](#)

Lénine reproche donc à Boulgakov d'avoir considéré comme superflue l'étude de Kautsky sur les rapports féodaux, et, dans de nombreux passages, il la cite et la commente en la qualifiant de remarquable. Il n'est pas difficile de voir l'importance qu'il faut accorder, *en direction du passé*, à la "discrimination" entre la forme non capitaliste et la forme capitaliste : en effet, elle éclaire d'une vive lumière la discrimination *en direction de l'avenir*. Avec la méthode, le style du *Fil du Temps*, nous nous sommes beaucoup appuyés sur "hier" afin qu'on comprenne aussi bien "demain" que le mensonge qui consiste à faire passer pour "demain" le communisme "actuel". Et nous nous apercevons immédiatement que de nombreuses thèses de Kautsky, que Lénine rétablit contre les objections de Boulgakov, ne sont autres que celles dont nous nous sommes servis dans Dialogue avec Staline pour démontrer le caractère capitaliste de l'agriculture russe actuelle.

Selon la belle phrase synthétique de Marx, la rapport féodal diffère du rapport moderne en cela que le serf fournissait à son maître – en journées de travail sur le domaine de ce dernier et en parts du produit de son propre lopin de terre – une *rente en denrées ou en travail* (et nous nous trouvons de ce fait dans une économie naturelle), tandis que le maître moderne de la terre, le propriétaire foncier, jouit

d'une *rente en argent*. Il est vrai que survit encore aujourd'hui le *colonat partiaire*, forme dans laquelle le paysan verse au propriétaire non pas une redevance en argent, mais une quote-part déterminée de son produit : on peut se demander à cet égard pourquoi les fanfarons qui prétendent vouloir extirper les formes féodales vantent tant les mérites de ce système, alors qu'il présente précisément une forme extérieure semi-féodale. Il n'en demeure pas moins, en réalité, que les propriétaires se font verser de plus en plus souvent leur redevance par les colons partiaires, ou métayers, non plus sous la forme peu commode de denrées mais de leur équivalent en argent au prix du marché. C'est justement parce qu'il n'est pas pleinement capitaliste que ce système est un peu plus humain, dans la mesure où le cultivateur est à l'abri du risque de devoir payer la même contribution les années grasses aussi bien que les années maigres.

Quoi qu'il en soit, la rente en argent a pris la place de la rente en services et en denrées, et, dans le même temps, le bien foncier, d'inviolable qu'il était, est devenu aliénable, et le travailleur agricole, d'attaché à la terre qu'il était, est devenu "libre".

Ce processus, à son début, n'a cependant pas été engendré seulement par l'exigence irrépressible de donner un cours favorable aux forces productives manufacturières, car il a été également accompagné par une augmentation de même grandeur des forces productives agricoles.

Lénine cite Kautsky : « A l'époque féodale, il n'existait pas d'autre culture que la petite, car le propriétaire foncier travaillait ses champs avec le même outillage que ses paysans. Le capitalisme a permis de créer, pour la première fois, une grande production agricole, techniquement plus rationnelle que la petite » ¹.

On aborde ici la question de la petite et de la grande culture, question sur laquelle Lénine s'élève non moins vigoureusement contre les critiques de Boulgakov.

¹ Id., t. 4, p. 115.

Lénine rapporte que, dans son chapitre 5, Kautsky expose la théorie marxiste de la valeur, du profit et de la rente, à laquelle il sera fait amplement appel en temps utile dans cette étude. Se moquant de Boulgakov qui ne parle d'agriculture capitaliste que lorsque la bourgeoisie industrielle et commerciale a pris le pouvoir, à la place de l'aristocratie terrienne, Lénine établit clairement que, dans le marxisme, l'agriculture actuelle devient capitaliste dans sa structure économique interne parce que sa forme, de *naturelle*, devient *marchande*.

On se doit de reconnaître que, jeune alors, Karl Kautsky énonçait les thèses marxistes avec une exactitude magistrale.

« *Sans argent*, la production agricole moderne est impossible, dit-il, ou, ce qui revient *au même*, elle est impossible *sans capital*. En effet, avec le mode actuel de production, toute somme d'*argent* qui n'est pas consacrée à la consommation personnelle peut se transformer en *capital*, c'est-à-dire en une valeur engendrant de la survaleur, et, en règle générale, elle se transforme effectivement en capital. La production agricole moderne est *donc* une production capitaliste » ¹.

Par conséquent, l'économie agricole féodale, caractérisée entre autres par la superposition du travail de la terre à la toute petite industrie domestique, ainsi que Kautsky le souligne justement, maintient la production rurale éloignée du marché. L'économie capitaliste, elle, attire la petite entreprise paysanne dans le tourbillon mercantile. Et « plus l'agriculture devient capitaliste et plus elle accentue la différence qualitative entre la technique de la petite production et celle de la grande ». « Dans l'agriculture précapitaliste, cette différence, insiste Lénine, n'existait pas » ².

L'analyse qui montre que la prétendue indépendance de la minuscule entreprise agricole ne conduit qu'à un immense accroissement de la charge de travail pour le "propriétaire" du bout de terrain, viendra en son lieu, et d'ailleurs, elle est quasiment évidente.

¹ Id., p. 115-116.

² Id., p. 123.

Les considérations sur le travail agricole coopératif, dont nous avons de nombreux exemples dans la production capitaliste, sont importantes; de même l'assertion (Marx le disait déjà en 1851) selon laquelle, dans les limites capitalistes, on ne peut compter sur la disparition de la petite production dans l'agriculture :

« On sait comment les idéologues de la petite bourgeoisie en général et spécialement les populistes russes portent aux nues les coopératives groupant de petits agriculteurs. L'excellente analyse que donne Kautsky du rôle joué par les coopératives n'en prend que plus d'importance. Celles des petits exploitants agricoles sont évidemment un chaînon du progrès économique, mais elles marquent un *passage au capitalisme* [*Fortschritt zum Kapitalismus*] et pas du tout un *passage au collectivisme* [souligné dans l'original], comme on le pense et comme on l'affirme souvent » ¹.

Les axes marxistes d'évaluation du passage entre les modes de production agricole représentent donc les éléments essentiels qui permettent de porter un jugement sur l'agriculture russe actuelle - et aussi sur la stupidité de l'opinion *populaire mondiale* qui fait de Lénine un distributeur de terres aux petits paysans.

ART ET NATURE

[Retour à la table des matières](#)

Dans toutes les doctrines portant sur l'économie agricole, nous trouvons deux positions antagoniques. L'une met en avant les *forces naturelles*, et par conséquent la terre, tandis que l'autre met en avant le *travail de l'agriculteur*, et par conséquent *l'homme*. Qui, de *la nature* ou de *l'art*, nous nourrit davantage, aurait dit Dante ?

Cette importante divergence est mise en évidence dans l'histoire des doctrines économiques que Marx nous a laissée, fût-elle fragmentaire (et que Kautsky lui-même a reconstituée). La polémique porte

¹ Id., p. 121-122.

sur la question de savoir quelles sont les sources de la *richesse*, et d'ailleurs on ne sait pas bien, chez les premiers auteurs, si l'on parle de la richesse personnelle des individus, ou bien de la richesse de la *nation*. La première bourgeoisie, innovatrice, audacieuse et révolutionnaire, est tout autant portée vers le principe de liberté personnelle que vers celui de la liberté nationale, et elle aime présenter son travail magnifique pour le triomphe de l'individualisme comme dirigé vers le bien de la patrie. Sous ce déguisement se dissimulent en réalité son sens de classe et l'identification de la classe des capitalistes à l'humanité.

Les derniers féodaux et les premiers bourgeois tiennent encore pour la théorie qui voit dans la nature, dans la terre, la seule source de la richesse. L'école capitaliste classique, au contraire, déclarera que la source de toute richesse est le travail.

C'est un fait bien connu et indiscutable que le marxisme se place aux côtés de cette dernière école : et en effet, la théorie de Marx nous conduira à ce résultat que la rente foncière n'est pas un don de la nature au propriétaire, don lié au fait qu'il occupe un morceau de terrain, mais seulement une fraction de la survaleur, à savoir le travail fourni par les agriculteurs mais non payé par leur rémunération en argent, ou salaire.

Mais il convient ici de lever l'ambiguïté habituelle quant à la portée de la théorie de la valeur. Cette théorie n'est pas une froide explication de l'économie moderne, mais une démonstration que cette économie est historiquement indéfendable et incapable de parvenir à un "régime d'équilibre stable". Elle est la démonstration de la nécessité de l'avènement du communisme, mais non une description de l'économie communiste, si ce n'est par effet dialectique et pas au sens, en tout cas, où notre revendication serait satisfaite en supprimant la *survaleur* tout en gardant la *valeur*. Dans l'économie du travail associé, il n'y a plus de valeur ni de richesse et la question de savoir si l'origine de la richesse se situe dans la nature ou dans l'effort humain n'a plus de sens.

Si un champ, sans être labouré et sans subir d'autres opérations, produisait périodiquement du pain, comme le fameux arbre tropical de

même nom, c'est alors que nous aurions une rente de la nature. Mais Lénine, lorsqu'il maltraite Boulgakov, s'emporte contre de telles sornettes qui sont à la base du célèbre théorème de la productivité décroissante. On n'a jamais mangé sans avoir travaillé : « Prétendre que l'homme primitif obtenait le nécessaire comme un libre don de la nature est une fable stupide... Le passé n'a jamais connu aucun âge d'or, car l'homme était alors complètement écrasé sous les difficultés de l'existence, sous les difficultés de la lutte contre la nature » ¹.

Cela ne contredit pas du tout le lien existant entre les traditions naïves d'un âge sans haines ni rancœurs et le communisme primitif sans trace de propriété privée : c'était un communisme de travail, où tout le monde travaillait pour tout le monde, et la base en était que la "limitation de la terre" par rapport au nombre d'hommes n'avait pas encore fait son apparition. Plus loin, Lénine opère une distinction essentielle entre la limitation de la terre en tant qu'*objet de la production*, et sa limitation en tant qu'*objet du droit de propriété*. Si nous en venons à l'époque capitaliste, la gestion de la terre s'effectue au moyen d'entreprises privées, mais la limitation légale, de type allodial romain, c'est-à-dire le *monopole*, non pas de la gestion, mais du droit de propriété, du droit au prélèvement de la rente foncière, ce monopole peut être transféré à l'État sans qu'on sorte du mode de production capitaliste (remarquons une fois encore : monopole égale propriété et pas seulement grande propriété ; et le monopole foncier, base de la rente, signifie confinement et bornage d'une surface quelconque de terre agricole). Voici donc encore une énième citation qui apporte la preuve que, pour le marxisme authentique et cohérent : « nous pouvons parfaitement concevoir une organisation purement capitaliste de l'agriculture dans laquelle la *propriété privée* de la terre serait complètement absente et dans laquelle *la terre appartiendrait à l'État, aux communautés paysannes*, etc. » ².

Cependant, la discussion sur l'origine (travail ou force naturelle) de la richesse agraire, que celle-ci appartienne à la classe terrienne ou au fétiche "nation", se réduit au déchiffrement des économies de répartition privée et d'exploitation. C'est alors que la thèse selon laquelle tout

¹ Id., t. 5, p. 109.

² Id., p. 119.

a pour origine l'appropriation par une classe du travail d'une autre est de la plus haute importance, qu'il s'agisse de la production féodale ou de la production capitaliste.

Cela n'exclut pas que dans l'économie future, qui se résume à une défense rationnelle de l'espèce *contre* la nature, ainsi que Lénine l'a vigoureusement affirmé, la victoire sur cette marâtre atteigne ce point où tout viendrait d'elle.

Si le pénible travail de la culture du blé permet à notre corps de s'alimenter et de recevoir ainsi sa chaleur vitale, grâce au transfert en lui, après des cycles chimiques complets et au bilan équilibré (cycles dont nous excluons irrationnellement notre propre carcasse), d'une petite quantité de l'énergie que le soleil rayonne dans l'espace, et qu'il ne nous fait pas payer davantage pour la partie qui pénètre la sphère terrestre que pour celle, immense, qui voyage vers les vides interstellaires glacés sans rencontrer d'obstacles ; si nous pouvons cultiver avec la charrue et remplacer le bœuf (qui avait passé avec Phoebus-Apollon un contrat du même type que le nôtre) par la machine; si nous ne fournissons plus à cette machine du gazole (qui, après tout, est une ancienne chaleur solaire "donnée" et stockée dans les banques du sous-sol), mais de cette énergie hydro-électrique qui provient d'un tribut qui nous est régulièrement versé chaque année par le grand astre, alors, alors... Il restera à l'homme, direz-vous, le travail d'organisation, de direction, et le maniement des robinets de régulation. Mais, tout récemment, on nous annonce la venue de la machine des machines, qui remplacera l'homme aux boutons de commande de celles-ci, après qu'elle aura *enregistré* par des processus électroniques le comportement effectif de l'homme, le *truc* qui le distingue, afin de le *restituer* à l'identique. Alors ce sera vraiment la nature qui nous donnera tout, à commencer par le plateau du petit-déjeuner qui nous arrivera sans que personne ne le porte.

Quand personne ne travaillera plus, le but sera atteint où chacun jouit de la rente. Alors, nous ne vivrons plus en travaillant, mais en *volant* notre mère Nature. Aujourd'hui, il n'existe pas de rente pour quiconque qui ne soit volée au travail de l'homme. Et nous refusons aux voleurs l'alibi de la science économique : la rente, le corps du délit, je ne l'ai soustraite à personne, c'est un don divin de la nature, un rayon

parti à mon adresse de l'Étoile de feu tournoyante et étincelante dans le Ciel.

C'est ici qu'intervient la théorie de la rente foncière.

Il Programma Comunista, n°21, 19 novembre - 03 décembre 1953.

Textes sur la question agraire

2.

SORCELLERIE DE LA RENTE FONCIÈRE

Il programma comunista, n°22, 04 18 décembre 1953.

LES AGRICULTURES SANS MONNAIE

[Retour à la table des matières](#)

Pour définir le mode et l'époque de la production capitaliste, il ne suffit pas que des objets manufacturés soient fabriqués par des travailleurs rassemblés et non plus isolés, et que le produit cesse d'appartenir au travailleur.

Le capitalisme se définit aussi par l'introduction du caractère mercantile des produits de la terre et de la terre elle-même – et ce *même quand* le travailleur dispose du produit agricole, comme c'est le cas dans la petite culture paysanne.

D'une manière très générale, on peut dire que, historiquement, il n'a jamais existé de *produit manufacturé* sans marché et sans monnaie, même avant que le travail de l'artisan parcellaire cède la place à la grande production. Le troc au moins doit exister là où un homme vit en produisant exclusivement, disons, des pioches ou des chaussures : il devra les échanger contre sa nourriture.

Troc, échange, marché et monnaie, sont apparus en effet lorsque la différenciation de la technique productive d'une part, celle de la gamme des besoins et des consommations de l'autre, ont donné une grande importance à la production systématique des articles manufacturés.

Il y a donc eu des *marchandises* avant qu'elles ne sortent des grandes fabriques de l'entrepreneur capitaliste : les esclaves de l'Antiquité classique en ont produit que leur maître écoulait, les libres artisans du Moyen Age, quant à eux, les écoulaient eux-mêmes.

Si nous remontons au *clan* communiste primitif, la seule chose que nous pouvons y trouver, c'est qu'à côté de l'agriculture collective, sans droit personnel sur les produits alimentaires, il y avait quelques membres de la communauté affectés au travail ouvrier : mais ceux-ci étaient nourris sur le fonds commun de produits, et ils forgeaient la pioche qui devait remplacer celle qui était hors d'usage, quand c'était nécessaire, sans qu'il existât un droit de propriété personnelle sur cette pioche (pas plus de la part du forgeron que du piocheur).

À partir du moment où la propriété privée apparaît, s'appliquant aussi bien à la terre qu'à l'homme lui-même, la production agricole (qui comprend aussi l'élevage des animaux domestiques) continue de s'effectuer sous des formes multiples et universelles, sans intervention de l'échange ni formation de marchandises.

Dans la petite culture familiale qui s'exerce désormais sur un domaine délimité, tous les membres de la famille en état de le faire travaillent, et les produits agricoles, accumulés selon des cycles déterminés, sont consommés par tous. Cette économie vit dans un îlot parfaitement clôt, comme nous l'avons dit à maintes reprises. Du point de vue économique, il n'y entre ou n'en sort aucune richesse ou valeur; du point de vue physique, il n'en sort aucun produit du travail et il n'y entre que l'énergie thermique du rayonnement solaire, aussi apte à se transformer en énergie chimique du sol qu'en force musculaire des animaux et des hommes et même en savoir organisateur collectif que les sacristies de la culture appellent Pensée, vertu du MOI – le seul

outil qui, en lui-même, ne sert à rien, ou, à la rigueur, pourrait fournir un peu de fumier, ce qu'interdit, nous dit-on, sa nature "spirituelle".

Supposons que dans notre îlot, ou compartiment étanche, s'établisse un *état stationnaire*, un équilibre permanent entre le nombre d'hommes et d'animaux, et l'étendue de la terre (le clan communiste, fort intelligent, ne faisait pas d'enfants à tort et à travers, en raison de démangeaisons existentielles du sujet), sans que la fertilité de celle-ci ne s'épuise. Dans ce cas, les recettes et les dépenses de la terre, dans ses cycles chimiques, s'équilibreront parfaitement : le sol n'aura rien donné à la communauté vivante. Toute l'énergie incorporée dans ses formes successives devra prendre, à un stade déterminé du cycle, la forme d'énergie musculaire humaine, ou si l'on veut, d'énergie organique : le cerveau, lui aussi, est un organe.

En partant de cette lointaine époque et sans tenir compte de la consommation de produits sauvages dont nous avons vu quel cas faisait Lénine (nous savons bien que les indigènes parés de fleurs des îles de la félicité et de l'oisiveté d'un ou deux archipels du Pacifique, viennent désormais s'engager dans les studios de cinéma américains contre dollars sonnants et trébuchants), la polémique peut s'engager : les valeurs (pour le moment, valeurs d'usage seulement et non d'échange), sont-elles engendrées par la Terre ou par le Travail ?

LES ÉCONOMIES NATURELLES

[Retour à la table des matières](#)

La *survaleur* peut déjà exister dans des formes de production sans échange sur le marché mais fondées sur la propriété qui a déjà fait son apparition. Par le terme abrégé *économie naturelle* nous désignons celle où il n'y a ni échange ni monnaie, mais seulement circulation de produits matériels, ce qui n'exclut pas que soit déjà née la division des membres de la société entre travailleurs et non-travailleurs. Quand le vieil Adam Smith définit la rente foncière, bien qu'il soit poussé par le désir d'expliquer l'aspect qu'elle revêt depuis longtemps dans l'Angleterre bourgeoise, à savoir une entrée d'argent pour le propriétaire juri-

dique du sol, il inclut dans sa définition le concept de rapport naturel, et cette formule, parmi beaucoup d'autres qu'il critique sévèrement, est acceptée par Marx : « "Dès l'instant que le sol d'un pays est divisé en autant de propriétés privées, les propriétaires, comme *tous les autres hommes* [il aurait même pu ajouter : comme tous les animaux] ¹, aiment à recueillir où ils n'ont pas semé, et ils demandent une *rente* même pour le produit annuel de la terre... Il faut qu'il" (*l'ouvrier*) ² "cède au propriétaire du sol *une portion de ce qu'il recueille ou de ce qu'il produit par son travail*. Cette portion, ou, ce qui revient au même, le prix de cette portion, constitue *la rente de la terre*..." ³»

Le concept principal est donc : *une portion du produit* – et le concept historiquement contingent et propre au mode de production marchand-capitaliste : son *prix en argent*.

Ainsi enfermés dans un de ces fameux *îlots* peuvent vivre d'une part, un propriétaire d'esclaves et sa famille, qui non seulement récoltent ce qu'il n'ont pas semé, mais font aussi récolter par d'autres (Mussolini n'était pas encore là pour battre le blé de ses propres mains) ce qu'ils bouffent, et d'autre part, les esclaves et les familles esclaves qui assurent tout le travail. Tous mangent les produits de la même terre, mais l'esclave-travailleur transforme grâce au mouvement de ses muscles, par exemple, quatre mille calories provenant de la centrale solaire, alors qu'il n'en consomme que deux mille. La survalue n'est rien d'autre que cela, bien qu'elle ne soit pas encore mesurée en livres sterling mais en unités d'énergie. Et en effet, quand les premiers économistes cherchent la valeur du travail ouvrier, il se creuse alors immédiatement un abîme entre eux et nous, marxistes : ils ne la mesurent pas en hommes-vapeur ou en calories (ce qui reviendrait strictement au même suivant l'équivalence établie pour la première fois par le physicien Joule), mais selon le prix de marché des subsistances qui suffisent à assurer l'existence de l'ouvrier.

1 La remarque entre crochets est de Bordiga.

2 En français dans le texte. L'ajout est de Marx.

3 Théories sur la plus-value, éd. sociales, 1974, t. 1, p. 78. En all. : Theorien über den Mehrwert, *Marx-Engels-Werke* (MEW), t. 26.1, p. 53. Le soulignement est de Marx.

C'est ce que Petty a affirmé brutalement : « La loi... *ne devrait accorder à l'ouvrier que juste ce qui est nécessaire pour subsister* ; dès qu'on lui accorde le double, il ne fait plus que la moitié du travail dont il est capable et qu'il aurait fourni dans le premier cas ; *cela signifie pour la société [!] la perte du résultat d'une quantité de travail égale.*» ¹.

Évidemment, la "société" qui intéresse les premiers (de même que les derniers) théoriciens du capitalisme est formée de ceux qui récoltent là où d'autres ont semé.

Sont donc des économies naturelles non seulement celle de la *gens* communiste où tout le monde sème, mais aussi les économies agraire-esclavagiste et terrienne-médiévale.

En réalité, dans le mécanisme de la société féodale, un marché existe bien, mais il concerne surtout des produits manufacturés artisanaux, et, de manière très limitée, des produits agricoles. Il est vrai que, dans les villes peu développées, la classe artisanale, ainsi que la classe peu nombreuse des fonctionnaires et des professions libérales, trouvent des lieux où acheter contre monnaie leurs aliments apportés par les paysans des faubourgs, ou bien une partie de ces classes possède déjà un peu de terre agricole transformée en propriété privée et dont elle retire les produits. Mais le rapport des deux classes fondamentales : travailleurs de la terre et nobles, n'est pas réglé de façon mercantile ; et il en est de même pour l'ordre sacerdotal. Les paysans-serfs de la glèbe possèdent un petit champ dont le produit leur sert à se nourrir, mais, après l'avoir récolté, il leur faut en soustraire une fraction qui doit être livrée en nature à la maison du seigneur, ainsi que la dîme qu'ils doivent livrer également, sous forme de denrées, à la paroisse. Le paysan-serf de la glèbe n'a aucun besoin de monnaie, pas plus que le seigneur et le prêtre. Bien entendu, au cours de la période du Moyen Age la plus proche de nous, on assiste aux premières accumulations monétaires qui se développent grâce au commerce et à l'usure, et le seigneur ne se contente plus de la bourse qu'aux grandes occasions il jette avec mépris et sans compter à ses hommes de main, mais

¹ Ed. sociales, id., p. 415. MEW, id., p. 332. Le soulignement est de Marx.

il commence à avoir une caisse, une administration et une cassette personnelle. La trame mercantile ne cesse de se tisser et de s'épaissir, mais le gros de la production agricole s'effectue sans qu'il y ait besoin d'y recourir.

Marx et ses études sur les économistes qui le précèdent – qui ne sont pas de simples notes de lecture, mais des schémas lumineux de la nouvelle théorie révolutionnaire –, nous serviront de guide dans ce passage de l'économie naturelle à l'économie d'échange, où le protagoniste de la lutte sociale est la classe bourgeoise, et où les théories qu'elle-même élabore sur son développement présentent un immense intérêt ; ce qui montre combien il est vrai que la conscience même collective n'est que l'élément ultime d'une transformation historique, tandis que la clef en sont la détermination par la base économique et le heurt matériel des forces et des masses humaines en jeu.

L'AGRICULTURE MERCANTILE MODERNE

[Retour à la table des matières](#)

La forme que le capitalisme donne à l'agriculture est celle du marché, après qu'il a détaché de la terre, d'une part, le travailleur rendu "libre", et, d'autre part, le baron féodal, en supprimant le caractère inaliénable de son fief par la cession de ce dernier à ses créanciers bourgeois ou par sa mise aux enchères auprès de leurs concurrents, ou bien, dans certains cas, par la vente, après lotissement, aux petits et moyens paysans.

C'est de cet immense processus que sont issues les diverses formes de gestion de la production agricole qui survivent encore aujourd'hui et accompagnent la puissante industrialisation moderne dans le domaine de la production d'objets manufacturés et de services divers.

Pour distinguer entre ces différentes formes, nous nous référerons principalement à la claire exposition scientifique des meilleurs auteurs, non sans avoir réaffirmé la prééminence de la méthode de déduction historique.

En nous reportant encore une fois à l'étude Propriété et Capital, parue dans la revue *Prometeo*, nous rappellerons comment la bourgeoisie a remplacé les anciens codes et investitures féodaux par la pleine application du "droit romain" à la propriété privée du sol, tant pour sa protection que pour sa transmission héréditaire ou contractuelle. Nous ne reviendrons pas sur le fait qu'un même mécanisme législatif sert aussi bien au lopin de terre de la petite famille du paysan qu'à la propriété de milliers d'hectares, non plus que sur la signification de ce dispositif.

En effet, l'étude économique met en évidence, à la place du critère purement juridique de *propriété* le critère bien différent *d'entreprise*. Cette distinction essentielle fut mise en avant à l'époque où des communistes, dont l'horizon se bornait à un syndicalisme enfermé dans l'usine moderne, montrèrent qu'ils n'avaient rien compris aux thèses agraires de l'Internationale de Moscou et en adoptèrent de nouvelles ; mais cette distinction n'a toujours pas été digérée par les quatre écoliers recalés qui font office aujourd'hui de sanhédrin spécialisé dans ce domaine pour le compte du communisme officiel de Moscou. Leur agitation creuse et démagogique a dégringolé jusqu'aux positions – géniales en leur temps – des physiocrates, à savoir la lutte pour la richesse-terre et pour le partage de la misère propriétaire.

Le manuel d'économie fait donc l'anatomie de l'entreprise agricole, et non celle de la propriété, pour pouvoir développer la genèse de la rente. Néanmoins, les premiers économistes reconnurent quand même que sans l'échafaudage légal la rente mercantile ne serait pas née :

« Le propriétaire ne reçoit rien, hormis le travail du cultivateur : il en reçoit sa subsistance et ce qui lui sert à payer le travail de ses autres agents rémunérés... Le cultivateur n'a pas besoin du propriétaire foncier, ce sont les *conventions humaines* et les lois civiles qui le lui imposent » ¹ (Turgot, physiocrate).

De Jérôme Blanqui (Histoire de l'Economie politique, 1839), Marx cite ensuite cette définition de l'agriculture bourgeoise (aussi brillante

¹ Cité par Marx, id., p. 47.

que sa célèbre formule : *le capitalisme fit de la terre un article de commerce*) :

« La propriété foncière sortit pour la première fois de son état de langueur dans lequel le système féodal l'avait maintenue pendant longtemps. Ce fut un véritable réveil pour l'agriculture. La terre était passée du régime de la *mainmorte* au régime de la *circulation* » ¹.

Nous demanderons au manuel ce qu'est la *mainmorte*. En Italie, elle était, avant la loi qui l'a abolie, la seule forme féodale en vigueur. Les biens de mainmorte sont les propriétés immobilières des églises, couvents (ordres monastiques : non pas les communautés s'adonnant directement au travail, comme le préconise la doctrine de Benoît, mais celles qui jouissent de la rente), et autres institutions pieuses, propriétés qui ne sont ni aliénables ni transmissibles : elles s'acquittent d'une taxe que vient remplacer, lors des transferts par vente ou par succession, le produit fiscal versé par la libre propriété établie. A titre d'exemple, en Italie, en 1923-24, alors que les transferts portant sur la terre *en circulation* procuraient au fisc 500 millions de recettes, la *mainmorte* survivante (adjectif quelque peu abusif ici) ne lui en fournissait que six millions environ. Nous voilà bien loin du féodalisme à extirper ! Mais poursuivons notre digression. Partant de ces taxes et de la périodicité moyenne des transferts de propriété, l'auteur calcule que la valeur du patrimoine immobilier italien s'élevait en 1924 à 120 milliards de liras pour ce qui concerne sa partie agricole privée (sur un total de 200 milliards). Nous allons comparer ce chiffre avec celui des bâtiments qui serait donc de 80 milliards. Avant-guerre, il y avait en Italie 30 millions de pièces habitées; le nombre de pièces faisant partie des bâtiments non publics et affectés à toutes sortes d'activité, en plus de l'habitation, s'élevait presque au double, c'est-à-dire 50 millions; en monnaie de cette époque, une pièce valait, en faisant la moyenne entre la ville et la campagne, trois mille liras, ce qui nous donne 150 milliards. Cela voudrait dire que nous devrions déduire davantage du total sols plus bâtiments; mais la véritable raison, comme le texte nous en avertit, est que les valeurs déclarées par les contribuables sont inférieures à la vérité, même après vérification. La valeur du patrimoine foncier agricole en 1924 peut donc aussi être portée à 150 milliards

¹ Id., p. 56.

qui représenteraient aujourd'hui environ 8 000 milliards. La rente foncière de toutes les terres d'Italie, concentrées ou morcelées, s'élève aujourd'hui à environ 400 milliards par an. Le revenu national total a déjà atteint les 10 000 milliards : la lutte pour le partage de la rente foncière ne concerne donc que les 2,5% de l'économie du pays. Mais une grande partie des terres a déjà été morcelée : à combien s'élèvera donc la rente des *barons*, ainsi que nous nous le demandons ailleurs ? Sur 45 millions d'Italiens, nous avons plus de 8 millions de propriétaires immobiliers ; on sait bien que la statistique relative à la grandeur des propriétés est une affaire embrouillée : quoi qu'il en soit, ce baronnage fantomatique ne pèse pas pour plus d'un demi pour cent sur les tracasseries de cet heureux peuple. À entendre les fanfaronnades de *l'Unità*, le parti communiste officiel – qui après tout le roule pour de bon – lui revient plus cher en cotisations et souscriptions.

LE BILAN DE L'ENTREPRISE

[Retour à la table des matières](#)

Avant d'aller plus loin, encore un tout petit peu de leçon.

« La terre cultivée se divise d'abord en *propriétés*, dont chacune peut comprendre une ou plusieurs *entreprises* ou *exploitations*, alors que le contraire se produit rarement (mais peut quand même se produire : une grande exploitation sur plusieurs petites propriétés). On entend par *propriété* ou *domaine* l'ensemble des terres proches, ou pas très éloignées les unes des autres, qui appartiennent à une seule personne physique ou juridique; et par *entreprise agricole, ferme* ou *unité d'exploitation*, la terre cultivée qui est exploitée par un seul entrepreneur, qu'il soit propriétaire, emphytéote, fermier ou métayer. » ¹

En conséquence (nous nous répétons, mais c'est une habitude chez nous), la question de la petite ou de la grande *culture* doit être mise en

¹ Les Eléments d'économie marxiste écrits en 1929, puis publiés dans la revue Prometeo, sont un exposé des résultats du Livre I du Capital. Les volumes II et III n'ont pas vu le jour.

rapport avec la taille de *l'entreprise* et non avec celle de la propriété, avec ce que Lénine appelle le *monopole d'entreprise* et non avec le *monopole de propriété de la terre*. Abolir le second peut constituer un programme bourgeois qui signifierait qu'après avoir mis la terre *en circulation* en la libérant des droits de la seigneurie féodale, on la retire du marché et l'attribue au domaine de l'État. Mais abolir le monopole d'entreprise ne peut se faire qu'en l'abolissant en même temps pour la terre et les usines ; il s'agit donc d'une tâche révolutionnaire et communiste.

Puisque la définition du latifundium est : très grande propriété, petites entreprises, son morcellement ne touche ni au monopole juridique ni au monopole d'organisation et ne constitue ni un programme socialiste, ni même un programme bourgeois avancé. Il s'agit donc d'une camelote d'affairistes et de pêcheurs de suffrage, rien de plus.

Mais venons-en à l'analyse générale des différentes parties du bilan dans la gestion agricole qui servent à définir les revenus des différents éléments sociaux et à étudier les diverses formes de leur combinaison dans l'économie actuelle.

L'actif, ou les entrées, c'est ce qui est fourni par la production brute, ou *produit brut*, qui, vendue au *prix de marché*, nous donne le montant en argent de la *rente brute* ou *revenu brut*. Arrêtons-nous un instant pour établir que, quantitativement, la rente est la même chose que le revenu, mais que nous utiliserons le premier terme pour désigner ce que rapporte un fonds, et le second pour désigner ce que reçoit un propriétaire, ou tout autre personne qui a un titre de propriété sur une entreprise.

La seule entrée d'argent dans la caisse de la ferme provient donc du prix de toutes les denrées produites dans l'année, apportées au marché et vendues.

Toutes les sorties d'argent doivent être soustraites de ce montant. Il faut avant tout reconstituer ce que la production matérielle a consommé ou usé, à savoir le capital d'exercice. L'économie officielle le divise en *capital fixe* (bâtiments, machines, bétail, etc.) et en *capital circulant* (semences, engrais, fourrages, plants, etc.) ; elle les distin-

gue en ce que le premier subit une *consommation partielle*, et le second une *consommation totale* et inscrit donc parmi les dépenses annuelles de l'exploitation une partie (*l'amortissement*) du capital fixe qui en assure la conservation, et la *totalité* du capital circulant. Le terme de capital fixe a une tout autre signification dans l'économie marxiste : par conséquent, il vaut mieux se servir du terme de capital *constant*. Du point de vue marxiste, nous faisons entrer dans ce dernier la *totalité* du capital circulant et la *partie* usée du capital dit *fixe*.

Une fois déduits, en tant que sorties, le capital circulant et la part d'amortissement, la liste des dépenses n'est pas close. Bâtiments, machines, etc., hormis l'amortissement qui est une mise en réserve pour le moment où il faudra les renouveler en totalité, requièrent un *entretien* annuel.

Lorsque l'entreprise est sagement administrée, on met de côté une autre part pour les *risques* auxquels sont exposées les installations et donc une part pour *l'assurance*.

L'entreprise agricole doit en outre faire face à diverses autres dépenses si elle a du personnel administratif ; elle doit également payer des taxes sur le profit, sur le revenu dit *agricole*, pour les cotisations aux assurances sociales du personnel; mais on ne prend pas ici en considération l'impôt foncier qui frappe le propriétaire, autrement dit l'assiette de cet impôt. Nous appelons tout ceci : *frais généraux*.

Ce n'est pas tout. Si l'entrepreneur ne possède pas de capital liquide et s'il l'emprunte, par exemple, à la banque, pour avancer le montant annuel de toutes ces affectations, il devra payer un *intérêt* correspondant sur le capital d'exercice de l'année.

Venons-en maintenant à ce qui revient aux *personnes* en cause. L'entrepreneur fait travailler des journaliers et des ouvriers agricoles et il leur verse annuellement une certaine somme de *salaires*. Pour l'économiste ordinaire, cette somme est un des postes de *dépense*, alors que pour les marxistes il s'agit du *capital variable*.

L'entrepreneur, ensuite, déploie toute son activité en vue d'un gain et il lui reste donc un *profit* d'entreprise. Nous nous excusons ici au-

près de notre auteur de réfuter son affirmation selon laquelle ce poste représenterait la rémunération du travail intellectuel du dirigeant. Tout au plus faut-il dédoubler ce gain en l'affectant pour partie au poste *salaires* et *traitements* s'il existe des techniciens agricoles permanents, le reste formant le pur *profit* d'entreprise.

Si nous étions en train d'analyser une entreprise manufacturière, nous en aurions fini, c'est-à-dire que nous aurions couvert par les dépenses tout ce qui a été retiré en principe de la vente des produits. Mais s'agissant de terre agricole, et en vertu du code napoléonien, il faut encore admettre qu'une recette revient au propriétaire juridique, à savoir sa *rente foncière nette*.

Si nous avons utilisé des symboles littéraux, nous aurions vite fait de résumer tout cela, mais certains nous auraient alors pris en pitié en qualité de *théoriciens* (pouah !).

Utilisons donc le verbiage *populaire* (c'est-à-dire habile à crétiniser le peuple souverain), en cherchant tout de même à être exacts.

CE QUI ENTRE : la *rente brute*, c'est-à-dire le produit de la vente de la production annuelle brute au prix de marché.

CE QUI SORT : 1°) *l'amortissement* du capital fixe – 2°) son *entretien* – 3°) le *capital circulant annuel* – 4°) *l'assurance contre les risques* – 5°) le montant des *frais généraux* – 6°) *l'intérêt* sur l'avance annuelle de capital – 7°) le montant des *salaires* qui vont aux travailleurs agricoles – 8°) le *profit* qui va à l'entrepreneur.

CE QUI RESTE : (une fois payé ce qui précède) une différence positive qui représente la *rente foncière* et va au *propriétaire de la terre*.

DRAMATIS PERSONAE

[Retour à la table des matières](#)

Et maintenant les symboles et les chiffres se retirent de la scène pour laisser place aux personnages vivants.

Le *propriétaire foncier*, même s'il passe du bon temps en ville, reçoit la *rente foncière* nette. Au cas où une partie du capital technique lui appartient, il touche également une part de l'*intérêt*.

Le *propriétaire-exploitant direct* cumule la *rente*, le *profit* et l'*intérêt*.

Le *fermier capitaliste* reçoit le profit ou même une partie de l'*intérêt*.

Le *fermier-travailleur* (colon) cumule le *profit* et le *salaire*.

Le *propriétaire-travailleur* (petit paysan) cumule la *rente foncière*, le *profit* et le *salaire*.

L'*ouvrier agricole*, journalier ou engagé à l'année, reçoit seulement le *salaire*.

Il faut faire immédiatement observer que le simple aperçu de ce qui revient légalement à chacun ne masque pas la réalité du rapport économique et de classe.

En règle générale, quand le *propriétaire* a donné son fonds en location à l'*entrepreneur* agricole, il est certain de toucher la *rente foncière* qui lui revient, soit parce qu'il a à sa disposition un recours légal pour l'exiger, soit parce que, comme c'est souvent le cas, il détient une caution. Le *profit* capitaliste de l'entrepreneur n'est pas moins assuré, puisqu'il lui est garanti, comme pour tout industriel, par la possession du *produit*, source des rentrées, sur lequel doit être imputé l'ensemble

des dépenses ; sauf cas exceptionnels et crise du marché, il existe un excédent sur les dépenses. Le paiement du *salaire* au travailleur par le donneur de travail est également garanti par la loi.

Mais dans les formes mixtes, il en va autrement. Le *fermier-travailleur* est contraint par la loi de payer son fermage au propriétaire foncier et détient en garantie la totalité du produit brut, mais le produit net peut être fortement entamé dans sa partie-*profit*, voire descendre au-dessous du *salaire* sans qu'il puisse se rattraper aux dépens de quiconque.

Le *propriétaire-travailleur* devrait quant à lui cumuler rente, profit et salaire, mais, en réalité, si les taxes et les intérêts de ses dettes l'étouffent, il peut arriver, sans qu'il puisse disposer d'aucun recours, que son produit chute, qu'avec la disparition des parts de *rente* et de *profit* figurant dans l'analyse théorique, il travaille même au dessous du *salaire* moyen, trimant ainsi au profit de l'Etat, de la banque, de l'usurier ou de l'ingénieur-conseil.

À partir de cette présentation fondée sur les faits, incontestée parmi les différentes orientations sociologiques, il est donc indubitable que dans l'agriculture, ne serait-ce que sous l'aspect, dirons-nous, purement comptable, les *formes mixtes* sont *les plus misérables* et les plus aptes à exiger des efforts de travail excessifs par rapport à leur rémunération.

Et voilà que de soi-disant « marxistes » viennent faire campagne pour augmenter le nombre de petits propriétaires, fermiers et métayers, afin d'en empêcher la prolétarisation. On pourrait expliquer cela par l'objectif de ces gens qui est d'éviter d'en faire des révolutionnaires, mais pour les couvrir de honte, il ne faut pas négliger la preuve qu'ils en font ainsi des gueux bien plus exploités que les travailleurs salariés. Le "peuple" auquel ils font appel au lieu du seul *prolétariat* n'est pas une élévation de ce dernier, mais son abaissement économique outre que social, intellectuel et politique.

PARENTHÈSE LEXICALE

[Retour à la table des matières](#)

Étant donné que nous sommes un parti et non une académie, il n'est ni possible ni utile d'échapper aux interférences entre les différents modes de traitement des questions : exposés écrits ou oraux, articles unitaires ou périodiques (et la périodicité régulière est parfois gravement compromise par la modestie de nos ressources, notre misère *matérielle* n'étant pas moindre que celle du travailleur "autonome", qui n'exploite personne et n'est au service de personne).

Ayant parlé de *capital*, de *salaires* et de *profit*, termes qui reviennent sans cesse dans l'économie marxiste appliquée aux entreprises capitalistes en général, et pas seulement aux entreprises agricoles, il nous faut (en même temps) répéter des choses déjà dites dans Propriété et Capital, et dans le Tome I, déjà paru, des Éléments d'économie marxiste, et anticiper sur des choses qui seront dites dans les Tomes II et III, à paraître, de cet opuscule ¹.

Nous nous limiterons donc ici (et, en effet, l'étude de la rente foncière ne fait que conduire progressivement à la doctrine générale de la survaleur, ainsi qu'on le constate chez Marx) aux seuls éclaircissements indispensables pour ne pas se tromper dans l'emploi des termes, et pour éviter des rapprochements ou dissociations erronés entre des énonciations qui relèvent de chapitres différents de la théorie auxquels nous sommes appelés à nous référer, sans qu'il nous soit possible d'y remédier en renvoyant le lecteur à des Pandectes ou des Digestes systématiques du marxisme, que même les richissimes instituts de divers bords sont incapables de réaliser.

De même que l'on met en parallèle la rente immobilière, le profit d'entreprise et l'intérêt financier, de même fait-on habituellement pour

¹ Les Éléments d'économie marxiste écrits en 1929, puis publiés dans la revue Prometeo, sont un exposé des résultats du Livre I du Capital. Les volumes II et III n'ont pas vu le jour.

la terre, l'usine avec ses machines et pour l'argent liquide, en tant que capital "patrimonial" de leur détenteur.

Ce sont en effet tous les trois des moyens de la forme actuelle de production, et ils sont tous assujettis par la législation en vigueur au monopole de propriété. Mais la question est bien plus complexe à partir du moment où on y introduit deux critères fondamentaux : le procès historique et les rapports de classe.

Dans l'entreprise agricole convergent le capital-terre, le capital technique et le capital-argent. Il semble que, quantitativement, le rapport de l'intérêt au capital-argent coïncide en gros avec le rapport de la rente à la valeur immobilière : mais il ne faut pas aller trop vite, même quantitativement, pour le faire coïncider avec le rapport du profit industriel au capital-machines, souvent bien plus élevé.

Rappelons les termes de Marx et appliquons-les à l'entreprise décrite ci-dessus.

Pour Marx, le coût d'un domaine foncier, d'un atelier de machines ou une somme d'argent, ne sont pas du capital. Il commence en assimilant le capital à une masse de marchandises, de produits du travail humain. Il divise la valeur tirée de ces marchandises en trois parties. La première est le *capital constant*, c'est-à-dire ce que l'entrepreneur auquel les marchandises appartiennent et qui les vend a dépensé pour les matières premières, l'usure de l'installation et les autres frais généraux. La seconde est le *capital variable*, c'est-à-dire ce qui a été dépensé en salaires versés aux travailleurs. La troisième est la *survaleur*, c'est-à-dire la marge bénéficiaire qui revient à l'entrepreneur.

La somme des trois constitue le capital "d'arrivée", c'est-à-dire la valeur que détient l'entrepreneur à la fin des opérations productives quelle que soit la durée de celles-ci.

Quel était donc le *capital constant* de notre entreprise? On le reconnaît (que le lecteur veuille bien faire preuve de patience et d'attention) dans les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième parties des avances (dépenses, sorties) : amortissement des installations ; leur entretien ; capital "circulant", ou matières premières ; assu-

rances ; frais généraux. Tout ceci est constant dans la mesure où, après que ces dépenses ont été effectuées au départ du nouveau cycle productif (qui, en agriculture, n'est lié qu'à l'année solaire), tout est reconstitué à l'identique comme initialement.

Quel est le *capital variable* ? Seulement la septième partie : les salaires (et éventuellement les traitements).

Quelle est la *survaleur* ? La somme de trois parties : la sixième : les intérêts; la huitième : le profit d'entreprise; et la dernière : la rente foncière nette.

Quelle est la somme des trois termes : capital constant, capital variable et survaleur, c'est-à-dire le capital final prêt pour un nouvel emploi ? C'est clair : toute la valeur de la production en denrées, qu'en économie rurale on appelle la rente foncière brute. Pour les bourgeois, c'est une rente brute, pour nous, du capital.

Par conséquent, le capital tel qu'il est décomposé par Marx est tout autre chose que la valeur du patrimoine-terre et du capital-installations (fixe).

Dans le cas d'une entreprise industrielle normale, nous appelons capital, dans un cycle donné, la somme des produits, ce que la comptabilité de l'entreprise appelle *chiffre d'affaires*, c'est-à-dire ses *entrées brutes*, son *actif d'exploitation*. Nous n'appelons pas capital la valeur estimée (ou valeur d'inventaire) des machines et des stocks de l'usine, ni la différence entre cette valeur augmentée des apports des actionnaires et ce même capital-action, nominal ou réel, tel qu'il est calculé dans les bilans prescrits par la loi.

Il est bien vrai que la valeur vénale de l'entreprise ne dépend pas de la somme des valeurs estimées ou valeurs d'inventaire, mais de sa capacité à engendrer un produit brut et, sur ce produit brut, une marge bénéficiaire nette, qui peut donc être de beaucoup supérieure à cette somme, et même à la somme des droits des actionnaires, là où il y en a.

Si nous poursuivions maintenant l'analyse de tout cela, nous en arriverions aux distinctions fondamentales traitées entre autre dans Dialogue avec Staline, entre les *taux* de rente, d'intérêt, de profit, et le taux de survaleur. La survaleur est la somme de ces trois soustractions, mais du moment que les bourgeois la mettent en rapport avec la valeur des installations, et nous avec la valeur de la force vivante de transformation, la loi de la baisse de ces taux n'empêche nullement que la survaleur ne cesse de s'accroître de manière gigantesque, que ce soit en valeur absolue ou relative.

Pour en venir un peu aux chiffres, il nous suffit de dire ici qu'un fonds d'une valeur vénale d'un million peut rapporter une rente brute d'environ 10% et une rente nette d'environ 5%, soit 100 000 et 50 000. Si, sur 50 000 de dépense annuelle, il y a 20 000 en salaires, le taux de survaleur est de **250%**. Dans un secteur industriel donné, avec les mêmes chiffres d'entrées et de sorties, c'est-à-dire avec 100 000 livres de chiffre d'affaires annuel, la valeur des installations peut facilement n'être que de 500 000 : dans ce cas, l'économiste ordinaire trouvera pour ce fonds un taux de profit de 10% alors que pour nous, le taux de survaleur précédemment calculé restera inchangé.

INTÉRÊT ET RENTE

[Retour à la table des matières](#)

Renvoyant donc à des exposés ultérieurs le problème du profit d'entreprise sans en exclure les sociétés par actions, para-étatiques et étatiques, nous retournons à l'époque où les économistes du capitalisme en développement n'étaient pas frappés par cet aspect de la survaleur, mais par les aspects historiques de la rente foncière et de l'intérêt qu'on qualifiait alors ouvertement d'usuraire.

Telle est la voie que Marx emprunte pour parvenir à la compréhension du capitalisme. Si l'on prend comme lui la bonne direction, il est facile d'arriver au terme de ce long chemin : le capital se contentera d'un taux de profit moindre, il tolérera une élévation du niveau de vie des travailleurs, mais aussi la preuve sera faite non pas tant de l'aug-

mentation de la survaleur extorquée, ce qui ne constituerait qu'un résultat platonique, mais surtout de la menace de la catastrophe révolutionnaire.

Il semble parfaitement compréhensible aux premiers chercheurs que la propriété de la terre comporte une rente, étant donné que la terre porte des fruits ; il leur faut faire un effort plus important pour comprendre qu'une somme d'argent prêtée porte un intérêt. Ils sont encore bien loin de comprendre que, dans les deux cas, l'explication ne sera trouvée que lorsqu'on établira que l'origine des valeurs est le travail des hommes, que ni la terre ni l'argent, et par la suite pas même les machines, ne peuvent être comparés aux chocolats purgatifs ("Dormez et Kinglax fera le reste!"), mais qu'il faut découvrir dans le conglomérat social les malheureux qui restent éveillés pendant que vous dormez.

On trouve chez Petty des choses vraiment suggestives, dans le cas où le lecteur s'appelle Karl Marx. Écrivant en 1679, il est le premier à découvrir que la valeur d'une marchandise, qu'il appelle son *prix naturel*, est déterminée par la quantité de travail moyen qu'elle contient. Et il est bien vite confronté aux problèmes qui convergent vers celui de la survaleur, à savoir les *entrées* – le revenu – de ceux qui ne fournissent pas de travail.

"Mais avant de nous étendre sur les rentes, essayons d'en expliquer la nature *mystérieuse*, aussi bien relativement à l'argent, dont nous désignerons la rente sous le nom d'intérêt, que par rapport aux biens-fonds et aux immeubles." ¹

Contrairement aux physiocrates français pour lesquels la rente foncière est la seule source de survaleur (dans la mesure où, selon eux, la production manufacturière n'augmente pas la richesse mais ne fait que la transformer, sans changement de valeur, cette dernière faisant vivre les classes "stériles", industriels et ouvriers), Petty a franchi le pas consistant à voir dans l'intérêt une seconde forme de survaleur.

¹ W. Petty cité dans Théories sur la plus-value, éd. sociales, t. 1, p. 414. Soulignement de Bordiga.

Il suppose que, sur une terre donnée, un homme seul fait lui-même tous les travaux nécessaires, labourage, semailles, récolte, battage, etc., conserve les semences pour l'année suivante et déduit de la récolte ce qui lui suffit pour vivre : le blé qui lui reste constitue la véritable rente foncière en nature, ou mieux, la moyenne du sur-produit ainsi obtenu sur une période de sept ans. ¹

Cet exemple, nous dit Marx, revient à définir la rente comme un surtravail du producteur, en plus du travail correspondant au salaire et à la reconstitution du capital, *au lieu de : un simple excédent du travail employé par rapport au travail nécessaire* (et donc, c'est ainsi que nous, marxistes, la définissons). Définition synthétique certes, mais qui a le mérite d'être énoncée. Un excédent donc du blé produit par rapport à la quantité moindre que le paysan individuel aurait dû produire dans le seul but de la manger.

Les paroles sont de Petty, mais la musique est de Don Carlo ².

Ensuite, Petty veut exprimer cette rente en argent anglais, c'est-à-dire consulter le compte courant de ce Robinson Crusoe à la Banque d'Angleterre ³. En cela, il fait preuve d'une belle sagacité. Cette quantité de monnaie, disons d'argent, correspond à celle qu'un mineur pourrait extraire d'une mine *durant le même laps de temps*, après avoir déduit celle qu'il aurait dépensé pour vivre en réduisant sa consommation au minimum indispensable : autrement dit, l'économie maximale que peut réaliser le travailleur salarié en s'alimentant de la façon la plus frugale. Dans le langage de Marx, cela signifie poser la rente égale à la totalité de la survaleur, profit compris. Après avoir trouvé le *fruit*, c'est-à-dire après avoir calculé la rente annuelle en argent, Petty, par un "nouveau trait de génie", veut trouver la valeur commerciale de la terre (l'édition française traduit ici faussement par "pays").

¹ Bordiga résume ici une citation de Petty : cf. id., p.416.

² Il s'agit de Marx.

³ Cf. Théories sur la plus-value, t. 1, p. 417.

Il dit en fait : *la valeur naturelle du sol libre de toute servitude*. Eh bien, voici la manière vraiment originale dont il procède : il se demande combien d'annuités de rente peut valoir le terrain, c'est-à-dire quel est le prix que l'acheteur est disposé à avancer en monnaie courante. Il dit que cela correspond à la durée de vie que peuvent espérer vivre ensemble un homme de 50 ans, un de 28 et un enfant, autrement dit le grand-père, le père et le fils, et il n'est pas utile de prendre en considération une descendance plus lointaine et non encore née. Chacune de ces trois vies est évaluée en Angleterre à 21 ans (Petty nous donne en réalité comme différences entre les générations : 22 et 23 ans) et donc la terre vaut 21 annuités de rente.

Marx observe que ce procédé équivaut à la "capitalisation" des économistes ordinaires : 21 ou 20 années de rentes sont équivalentes à un taux annuel de 5%, c'est-à-dire que l'acheteur a calculé que la terre lui rapportera autant que son argent placé à un taux d'intérêt de 5% par an. Mais Petty veut partir de la rente comme matrice de la survaleur, et s'il avait raisonné ainsi, il aurait fait dériver la rente de la forme-intérêt.

Le raisonnement de Petty est d'autant plus intéressant qu'il pourrait servir à établir un lien général entre la prolongation de la vie des générations dans le monde moderne et la baisse du taux de profit. Nous pouvons évaluer aujourd'hui la durée d'une génération à 30 et non à 21 ans, et Staline, qui tenait tant à Voronoff (si maigres que fussent ses résultats ¹), en aurait revendiqué au moins 35 pour le "pays du socialisme". Pourquoi, dans ces conditions, nier la baisse du taux de profit de 5 à 3% en trois siècles?

Mais Petty ne répond pas à l'objection que Marx lui adresse sous une autre forme, à savoir que, en principe, une fois les 21 années de rente consommées, la valeur vénale de la terre continuera à exister pour 21 autres années ou pour une autre vente au même prix. Cela, le

¹ Serge Voronoff (1866-1951): médecin et biologiste russe, naturalisé français en 1897, connu en son temps pour ses expériences sur le rajeunissement de l'organisme humain par transplantation des glandes génitales de chimpanzé. Il fut directeur de l'Institut de Clinique Expérimentale du Collège de France.

droit l'exprime par le caractère héréditaire de la terre, sans limites de générations.

Pour réfuter Petty, il est nécessaire de se servir d'une petite formule de calcul intégral. C'est pourquoi, afin d'éviter qu'on ne crie au scandale, nous allons raconter une petite histoire.

LA PETITE BONNE ET LE CALCUL INTÉGRAL

[Retour à la table des matières](#)

Quand, âgé tout au plus de dix ans, j'étais élève en quatrième élémentaire et possédais à fond les quatre opérations arithmétiques, la bonne de la maison me mettait continuellement dans l'embarras. "Je suis analphabète, disait-elle, mais vous qui êtes instruit, calculez-moi combien je dois avoir économisé pour que je puisse m'arrêter de travailler tout en ayant l'assurance de toucher une livre par jour" (je vois d'ici les insinuations qu'on ne manquera pas de faire sur mon âge : jusqu'en 1916, on pouvait vivre avec une lire par jour, trois ou quatre cents d'aujourd'hui ; il doit avoir au moins cinquante ans). Du haut de ma culture, je lui répondais avec mépris : "Idiote! Pour que je fasse un pareil calcul, il faut que tu me dises l'année où tu mourras." Elle me regardait avec compassion et, en faisant des efforts énormes, elle essayait de m'expliquer que cette donnée n'était pas nécessaire (elle comptait à l'évidence vivre plus longtemps que les 21 misérables années de Petty). Si je sortis battu de cette longue lutte, c'est parce que la bonne appliquait le calcul intégral, et moi non.

La donnée indispensable n'était pas l'espérance de vie de cette femme, mais le taux d'intérêt : non seulement son pécule lui aurait suffi même si elle avait vécu aussi longtemps que Mathusalem, mais il lui a certainement survécu (dévaluations mises à part !).

Si elle est placée, une somme d'une lire devient, au bout d'un an, (vous ne voudriez pas en savoir moins qu'une pauvre analphabète du... j'allais dire du siècle dernier), une lire et un sou. Mais si je veux toucher une lire dans un an, il me suffira de mettre de côté aujourd'hui (à la banque) 95 centimes (environ).

Par conséquent, une lire d'aujourd'hui vaut une lire; une lire de l'année prochaine, 0,95; d'ici deux ans, 0,90 (environ !); d'ici 3 ans, un peu plus de 0,85. Ne croyez pas que d'ici 10 ans elle vaudra une demi-lire : "en valeur actuelle", elle vaudra 61 centimes; et d'ici 20 ans, non pas zéro mais 38 centimes.

Je suis arrivé à comprendre ce calcul lorsque j'ai appris, en plus des quatre opérations, à me servir des puissances : croyez-moi sur parole, si vous le voulez bien.

Le problème est alors le suivant : combien dois-je "inscrire au budget" pour égaler la somme des valeurs actuelles de ces rentes futures, toutes égales, mais toujours plus éloignées dans le temps ? Combien d'années ? Toutes les années jusqu'à la fin ... du capitalisme.

Ici, nous pourrions passer du calcul infinitésimal aux concepts einsteiniens de la relativité qui donnent une mesure à l'infinité de l'espace et du temps : mais restons-en aux économistes bourgeois pour lesquels la rente est "*perpétuelle*" et en nombre *infini* les années à prendre en compte.

Il suffit alors que je fasse l'addition suivante : une lire, plus 0,95, plus, plus, plus ... 0,61, plus ... 0,38, plus, plus, plus ... je sais que la longueur des "Fil" inspire le respect, mais les *plus* ne tiendraient pas dans le journal. Les termes de l'addition diminuent, diminuent, mais ne finissent jamais. Le mot *intégration*, qui sonne de façon amphigourique (que peut bien vouloir dire amphigourique? c'est là l'occasion pour vous de le comprendre), ne signifie rien d'autre **qu'addition**. Je ne vais pas vous l'expliquer en note, mais je vais confirmer mes dires avec une autre petite histoire. Au camp de relégation de Ponza, il y avait un camarade de valeur, toujours actif, qui niait qu'une somme de termes en nombre infini puisse donner un total fini; c'est en vain qu'on mobilisait pour le lui prouver le philosophe Zénon, Achille et sa compétition avec la tortue : pour lui, Achille ne rejoignait jamais la tortue.

Eh bien, *cette somme est précisément de vingt lires*. En intégrant l'expression de la valeur actuelle d'une infinité de rentes futures cons-

tantes au taux de 5%, on obtient un capital égal à vingt fois la rente. Quand on a trouvé le nœud de la question, la petite règle devient facile, et n'importe quel usurier la connaît. On trouve le capital en divisant la rente par le taux d'intérêt : une lire divisée par cinq centièmes égale vingt. Un peu délicat peut-être? Vingt pour une.

La petite bonne devait, pour jouir d'une rente de 365 liras par an, avoir accumulé 7300 liras (ou avoir extrait de la mine une pépite de deux kilogrammes, à 3,60 liras le gramme).

Pas bête quand même, ce Petty. Et pas ennuyeux non plus.

Il programma comunista, n°22, 04 18 décembre 1953.

Textes sur la question agraire

3.

ELLE, LUI ET L'AUTRE (LA TERRE, L'ARGENT ET LE CAPITAL)

Il programma comunista, n°23, 18 décembre 1953 - 8 janvier 1954.

FRUITS ET EXPLOITATION

[Retour à la table des matières](#)

Toute la recherche du communisme critique vise à établir la cause et les lois de l'appropriation du travail d'autrui, celles du rapport social en vertu duquel certains hommes ou groupes d'hommes, dans les sociétés qui se sont succédé au cours de l'histoire, travaillent et produisent, tandis que d'autres hommes ou groupes d'hommes vivent sans travailler et en consommant de diverses manières ce qu'ils n'ont pas produit. C'est à cela que se ramènent les recherches sur la rente, l'intérêt et le profit, qui ne sont que des moments et des aspects historiques de ce travail que des hommes prélèvent aux dépens d'autres hommes, c'est-à-dire du surtravail, et qui, comme cela a été démontré à l'époque moderne, ne sont finalement que les parties en lesquelles se subdivise la survaleur. Tout le marxisme est donc théorie de la survaleur, ou,

dans un sens plus général, du surtravail, théorie qui couvre non seulement la période capitaliste mais toutes les époques, y compris les formes futures de prestation de surtravail au bénéfice de "toute" la société humaine (programme communiste, programme de la révolution prolétarienne).

On voit bien là quelle énormité ce serait de se dire marxiste tout en niant la doctrine de la survaleur, ne serait-ce que dans son application au mode capitaliste de production.

Dans la définition sommaire de la recherche des causes du surtravail, on peut, si l'on néglige la méthode historique, s'exposer au malentendu en considérant que tout le système découlerait d'une condamnation de l'"exploitation de l'homme par l'homme", comme s'il s'agissait d'une position d'ordre moral qui taxerait ce rapport de crime, par essence qualifiée, en tout lieu et en tout temps, sans prendre en compte son développement quantitatif ni le processus historique réel.

Comme nous l'avons vu ailleurs, l'erreur à laquelle on aboutit, avec la formule de propagande "contre l'exploitation", c'est de faire croire que le communisme voudrait ou pourrait supprimer le surtravail, alors qu'il veut au contraire l'organiser de telle manière (connue des seules *gentes* communistes où l'on mangeait sans égard à la quantité, au temps et à la mesure de la prestation individuelle de travail, et où tout le travail était du *surtravail* donné à la tribu, dans la mesure où le surtravail signifie travail non payé à son prestataire), de telle manière donc que le prélèvement de surtravail ne soit pas fait au profit d'un seul individu ou d'une seule *partie* de la société. Le communisme empêchera qu'un individu, une partie de la société, ou même l'Etat, puissent dire au prestataire de travail : tu ne pourras pas te nourrir si tu ne fournis pas, quand et où on te l'ordonnera, la part de travail payée au *juste* prix (travail nécessaire), afin que ton surtravail vienne s'y cristalliser.

Ainsi donc, avant d'encadrer l'explication des phénomènes de la rente, de l'intérêt et du profit dans la doctrine communiste du surtravail, Marx l'illustre par les tentatives que les grandes écoles de la science économique firent pour élucider ces formes. Mais cette histoire des théories, que Marx a faite *avant* de construire sa propre théo-

rie, et donc la nôtre, n'est exposée qu'*après* cette dernière et elle est constamment émaillée d'explications lumineuses de notre propre interprétation de toutes les formes de surtravail, et en outre, comme dans les autres parties du Capital, de puissantes percées qui illustrent le programme révolutionnaire et la forme sociale communiste.

RÉCOLTE OU PILLAGE ?

[Retour à la table des matières](#)

Le concept le plus ancien est celui de rendement du sol cultivé, dans la mesure où ses premiers théoriciens étaient loin d'être à même de voir qu'on utilise là aussi, comme nous l'avons dit, non pas une force naturelle "gratuite", mais toujours le travail des hommes qui fournissent du travail dans la mesure où ils vivent et vivent dans la mesure où ils s'alimentent.

Le second problème est celui de l'intérêt de l'argent; le troisième, historiquement, sera celui du bénéfice d'entreprise.

Chacun sait que l'on parle d'argent "mis à fructifier", et des fruits d'un capital-argent simplement prêté à un autre détenteur pour désigner l'intérêt payé. Et comme le fruit de la terre, pour des raisons physiques, est annuel, on a pris l'habitude de prendre en considération l'intérêt annuel, alors même que rien n'interdit de le rapporter à une quelconque durée d'utilisation de cette source miraculeuse qu'est la monnaie. Et en effet, la théorie des intérêts composés s'installe dès qu'on imagine de cumuler, à la fin de chaque année, l'intérêt de la dernière année écoulée et le capital déjà constitué. Les comptables des banques s'aventurent, grâce au système des "points", à calculer l'intérêt de fractions d'années, voir d'un jour, mais c'est seulement au terme de l'année, ou parfois du trimestre, qu'ils l'inscrivent à l'actif du client prêteur ou au passif du client débiteur.

Si l'on pousse cette idée à l'extrême, en imaginant que l'argent "dormant" (pour celui qui l'a prêté, mais pas pour celui qui l'a emprunté) engendre à chaque instant une parcelle de valeur, aussi infime

soit-elle, on en arrive à la notion d'intérêt *continu*. Et alors il faut recourir à la fameuse petite formule du calcul intégral. Il est curieux que, tandis qu'il semble clair à tout le monde que la somme finale obtenue par cette méthode est un peu plus élevée qu'avec la théorie de l'intérêt composé annuel (ou semestriel comme dans les prêts immobiliers), si nous cherchons quelle est la valeur du capital qui nous donne un revenu annuel *perpétuel*, disons de 5% (comme le voulait notre petite bonne), nous trouverons, dans le cas de l'intérêt continu, le même capital, en imaginant que sa rente est "différée", à savoir commençant une année après l'investissement. Mais si au contraire nous supposons que le rendement prend effet à l'instant même du prêt, alors sa valeur s'obtient en additionnant le capital initial et une *annuité* d'intérêt simple. En pratique, cela veut dire que, pour un taux d'intérêt annuel de 5%, une lire de revenu annuel correspond à un capital de vingt lires, mais qu'avec la formule continue, ou "intégrale", elle correspond à un capital d'une lire de plus.

C'est peut-être pour cela que Petty a utilisé précisément une durée de 21 ans dans son explication originale de la "rente foncière capitalisée", première célébration des noces entre Mademoiselle Terre et Messire Argent.

Ainsi, tandis que la rente que la terre procure à son propriétaire prend la forme matérielle de fruits et de denrées qui ont poussé de par leur nature végétative, et qui sont les mêmes que ceux dont jouit tel ou tel travailleur individuel disposant d'autant de terre qui suffit à la force de ses bras, le mot *frutto* [fruit] appliqué à l'intérêt pécuniaire, et en particulier à celui qui fut connu en premier, l'intérêt usuraire, prend une saveur de métaphore et semble avoir donné naissance au terme de *sfruttamento* [exploitation], dont on a plutôt abusé. On dit qu'on exploite la terre, on dit à plus juste titre qu'on exploite un gisement minier. Ce dernier constitue une sorte de richesse thésaurisée par mère Nature et il n'est nul besoin du calcul intégral pour établir le nombre d'années au bout duquel il sera épuisé : ce calcul (une simple division), on a l'habitude de le faire pour le charbon fossile ou le pétrole de tout le sous-sol terrestre... Mais la bonne culture de la terre agricole est celle qui *la fait fructifier* [*fa fruttare*], et non celle qui *l'exploite* [*sfrutta*], c'est-à-dire qui n'en entame gravement ni n'en détruit la fer-

tilité future : ce qui, en réduisant petit à petit la rente, ôterait à cette terre sa valeur "commerciale" ou la réduirait de beaucoup.

Notre mot italien *sfruttamento*, que nous appliquons, à l'époque moderne, au profit que l'entrepreneur extorque à ses salariés, montre que toute théorie du surtravail part de la solution du problème de la rente foncière.

Toutefois, le mot français *exploitation*, et le mot allemand *Ausbeutung* (d'un usage assez parcimonieux chez Marx), viennent des racines respectives *plot* et *beute* qui ont le sens de *proie*, *butin*, et semblent impliquer la notion que les premiers qui accumulèrent des richesses ne le firent pas à partir des fruits surabondants d'une terre généreuse, mais en s'appropriant et en pillant les produits acquis par le travail d'autrui, quelle que soit la manière dont ils sont entrés en possession des premiers.

LA TERRE NOURRICIÈRE ?

[Retour à la table des matières](#)

Ce furent les économistes physiocrates, de cette école qui naquit aux environs de l'époque de la grande révolution bourgeoise, qui établirent que la nature était la source de la richesse, en attribuant uniquement à la terre la faculté de donner vie à l'espèce humaine : les hommes ne seraient donc que des nourrissons tétant les mamelles innombrables de cette nourrice bien ronde au lait intarissable. Mais alors, comment expliquer que ces nourrissons, loin d'entrouvrir les yeux et de manger paisiblement en somnolant, doivent se débattre si terriblement pour joindre les deux bouts ?

Marx distingue entre la formulation banale de ce principe et l'analyse fouillée menée par les grands physiocrates français, comme Turgot et Quesnay, qui ne présentent pas la terre comme la seule source de valeur, mais plutôt le travail humain, le travail des seuls *agriculteurs* il est vrai. Il y a dans cette analyse tous les éléments de la fonction du capital. Les économistes qui leur succédèrent, les économistes

classiques de la bourgeoisie industrielle triomphante, attribuèrent aussi à juste titre au travail manufacturier et industriel le pouvoir d'engendrer la valeur, mais ils le feront pour faire l'éloge du Capital et en justifier le profit : il n'est pas étrange que Marx fasse sienne leur thèse de départ, mais considère avec sympathie la thèse physiocratique, dans la mesure où elle met en évidence le "parasitisme" du capital industriel.

En revanche, il se moque de la formulation la plus grossière de cette école, qu'il met en évidence chez un fonctionnaire allemand du nom de Schmalz. Ainsi, ce dernier généralise la thèse physiocratique selon laquelle le travail de l'ouvrier n'ajoute au produit que ce qui lui a été payé en salaire, pas un sou de plus :

« Le salaire moyen est égal à ce qu'un homme, appartenant à la classe ouvrière, consomme habituellement dans le temps moyen nécessaire à l'accomplissement de son travail » ¹.

Par conséquent, étant donné que dans le travail appliqué aux objets manufacturés il y a égalité absolue entre ce qui est reçu et ce qui est donné, il s'ensuit que c'est la terre qui fait vivre les nations :

« *La rente foncière* est le seul et unique élément du revenu national [c'est la nature, c'est Dieu qui nourrit la nation] ² ; l'intérêt des capitaux placés et le salaire de tous les genres de travaux ne font que faire passer et circuler le produit de cette rente foncière dans toutes les mains. La disposition du sol, sa faculté, sa capacité pour la reproduction annuelle de la rente foncière, est tout ce qui constitue la richesse nationale.» ³

« Si l'on remonte jusqu'aux fondements, jusqu'aux premiers éléments de la *valeur* de tous les objets, quels qu'ils soient, on est forcé de reconnaître que cette valeur [il s'agit de la valeur d'échange] n'est

1 Theodor Schmalz: *Staatswirtschaftslehre* in Briefe an einen teutschen Erbprinzen, Berlin 1818. Id., p.60. MEW, 26.1, p.38.

2 Le commentaire entre crochets est de Bordiga.

3 Cité par Marx, id., p.60. MEW, 26.1, p.38.

autre chose que celle des simples productions de la nature ; c'est-à-dire que, quoique le travail ait donné une valeur nouvelle à ces objets et haussé les prix, cette nouvelle valeur, ou ces prix, ne se composent cependant que de l'ensemble des valeurs réunies de tous les produits naturels qui, en raison de la nouvelle forme que le travail leur a donnée, ont été anéantis, consommés ou employés par l'ouvrier, d'une manière quelconque. » ¹

Et encore : « Ce genre de travail » (l'agriculture proprement dite) « étant le seul qui contribue à produire de *nouveaux corps*, il est aussi le seul qui puisse, jusqu'à un certain point, être considéré comme productif. Quant aux travaux d'apprêt ou d'industrie..., ils donnent simplement une forme nouvelle à des corps que la nature a produits. » ² Marx se contente de sourire de l'ingénuité de ce conseiller aulique qui adresse ses écrits à "Votre Altesse".

Comme Petty, le grand philosophe anglais Locke reconnaît deux formes de survaleur : rente foncière et intérêt, mais il admet déjà nettement que la source de ces deux formes réside dans le travail effectué par d'autres et que s'approprient certains individus dans la mesure où, selon les termes mêmes de Marx, ceux-ci possèdent le sol et le capital, c'est-à-dire les *conditions du travail*. Cette expression marxiste courante des *conditions du travail* qui *s'opposent* au *travail* et au *travailleur* ne doit pas être prise pour une coquetterie hégélienne qui opposerait l'"antithèse" à la "thèse" pour en arriver à la "synthèse" lorsque les travailleurs auront reconquis les conditions de leur travail qui existaient en dehors d'eux et contre eux. Il faut entendre par conditions du travail non pas le cadre général dans lequel on travaille, par exemple l'existence ou l'absence dans l'usine de l'éclairage, du dispensaire ou du réfectoire, mais les *éléments indispensables*, à savoir les *conditions nécessaires* sans lesquelles il est impossible de travailler : et donc, le local, les matières premières, les installations et les machines. On ne peut travailler que si l'on peut avoir accès à l'usine ou au champ, manipuler les outils et les matériaux, les semences, les engrais, les substances brutes à transformer. À la différence de l'artisan

¹ Cité par Marx, id., p.61 MEW, id. p.38.

² Cité par Marx, id., p.61. MEW, id. p.38.

libre, le salarié moderne est *séparé* de tout cela par une barrière insurmontable : les conditions du travail sont des éléments matériels et physiques, et l'opposition entre elles et le travail n'est pas symbolique, mais s'exprime dans la coercition étatique et légale, dans l'existence de pouvoirs publics qui sanctionnent et protègent ces interdits.

Locke estime que toute séparation entre le travail et ses "conditions" indispensables est inhumaine et donc à bannir. Selon lui, "la terre et les êtres inférieurs appartiennent en commun à tous les hommes" ¹, mais il fonde cependant la propriété sur le fait que chaque homme possède de manière certaine et exclusive sa propre *personne*. Par conséquent, si l'homme, avec ses forces matérielles et personnelles, transforme un produit quelconque de la nature et y ajoute son propre travail, il en fait sa propriété. Cependant, en établissant sa "loi naturelle" de la propriété, Locke affirme qu'elle fixe aussi sa propre limite : personne ne peut s'approprier plus que ce qui lui suffit pour vivre. Selon Locke, c'était la situation qui prévalait dans les époques anciennes, et l'on doit empêcher que la propriété soit répartie de telle façon que certains en soient exclus. Ce qui le sépare radicalement de nous, c'est qu'il part historiquement d'une propriété divisée par individus et qu'il veut arriver à une sorte de lotissement égalitaire. Mais l'important est qu'il admette que c'est le travail qui, "à 99%", donne sa valeur aux produits de la terre et à la terre elle-même.

RENTE ET USURE

[Retour à la table des matières](#)

Nous en sommes donc au point où la théorie de la nourrice et des nourrissons est déjà dépassée. Locke résout ensuite le problème de l'intérêt. Il juge que l'argent en soi est stérile et improductif; mais, étant donnée la répartition inégale de la terre, l'argent et l'intérêt représentent le moyen qui permet à celui qui n'a pas de terre, et qui ne pourrait donc pas travailler, de s'en faire "prêter" par autrui, en échange de l'argent qu'il retirera d'une partie des produits. Cette inégalité dans la possession des moyens de production fait passer dans les

¹ Cité par Marx, id., p. 426. MEW, id. p.341.

poches d'un tiers le gain qui devrait récompenser le travail d'un individu donné, et Marx fait observer combien ceci est important étant donné que la conception de Locke

« fut l'expression classique des idées juridiques de la société bourgeoise en opposition à la société féodale, et [que] sa philosophie servit en outre de fondement à toutes les théories de l'économie politique anglaise ultérieure » ¹.

A l'aube du capitalisme (pour l'Angleterre, il s'agit de l'époque qui va de 1650 à 1750), se développe une lutte entre le capital-argent et la propriété foncière, et cela en dépit du fait que, bien souvent, le propriétaire terrien pratique lui-même l'usure. Lorsque la théorie du parallélisme entre rente moyenne de la terre et taux moyen de l'intérêt dans les prêts d'argent fut établie, les maîtres de la terre, plutôt que d'introduire des améliorations dans la technique productive, demandèrent à l'Etat de freiner les intérêts usuraires : si le taux d'intérêt baisse (et il baissa fortement au cours de ces siècles), la terre, qui donne toujours la même rente, voit croître sa valeur patrimoniale. Mais lorsque le capital industriel et commercial succède au capital primitif des usuriers, il ne tarde pas à s'allier étroitement à la propriété foncière et tous luttent contre la forme usuraire, ajoute Marx pour son compte.

Marx cite un autre passage remarquable de Dudley North concernant la théorie de l'intérêt :

« De même que le propriétaire foncier loue sa terre, de même ceux-ci » (ceux qui « détiennent du *capital* pour le commerce... » ²) « louent leur *capital* ». [Nous avons noté ailleurs qu'en dialecte napolitain, *u' capitalista* n'est que le prêteur privé, l'usurier ou, de façon plus élégante, le "bailleur de fonds" ³]. « La location de ce dernier s'appelle *intérêt*, mais n'est autre que la *rente* du capital, de même que

¹ Id., p.428-429. MEW, id. p.343. Retraduit par nos soins.

² La parenthèse, contenant une autre citation de North, est de Marx. Nous la donnons dans son intégralité par souci du sens : « ... mais n'ont pas l'habileté requise pour l'employer au commerce, ou ne s'en donnent pas la peine ».

³ Ital. : *il contantista*, dérivé de *contante*, argent comptant.

l'autre est la rente de la terre.(...) Etre un *landlord* [propriétaire foncier à la manière bourgeoise] ou un *stocklord* [propriétaire d'argent] ¹ est donc la même chose ; le propriétaire foncier a cet unique avantage : son fermier *ne peut pas emporter la terre*, tandis que celui qui a loué du capital *peut s'en aller avec* ² [en langage courant : laisser des ardoises] ; c'est pourquoi la terre doit rapporter un profit moindre que le capital dont le prêt fait courir un risque plus grand. » ³

L'autre grand philosophe, Hume, ira plus loin que Locke en économie, puisque, outre la rente foncière et l'intérêt de l'argent, il prend en compte le profit, mais seulement commercial, se rapprochant ainsi des mercantilistes qui voient la richesse nationale surgir du commerce avec l'étranger. Mais Hume ne découvre pas dans l'échange la création de nouvelle valeur : chez lui, on trouve déjà achevées deux théories, celle de la valeur et celle de la baisse du taux d'intérêt, explicitement formulées :

« Dans le monde, tout s'achète par le travail » ⁴, et « Le taux d'intérêt est le véritable baromètre de l'Etat ; s'il est bas, c'est un signe presque infaillible de la prospérité d'un peuple » ⁵.

Avec Steuart, qui écrit en 1805, l'analyse en arrive au troisième terme : le profit industriel. Il parvient à analyser le prix d'une marchandise en prenant en compte trois facteurs : les matières premières ; le temps qu'un ouvrier d'un pays donné emploie à les transformer ; la valeur des moyens de subsistance, celle des dépenses que l'ouvrier en question doit effectuer pour ses besoins indispensables et les frais d'achat de ses outils ⁶. Selon lui, il y a profit d'entreprise si, une fois

1 Dans le texte de Marx, les termes *landlord* et *stocklord* sont traduits par *Grundherr* et *Kapitalherr*.

2 Les italiques sont de Bordiga dans cette dernière partie de phrase.

3 Cité par Marx, id. p.431. MEW, id. p.345. Retraduit par nos soins.

4 Cité par Marx, id. p. 436. MEW, id. p. 349. Retraduit par nos soins.

5 Cité par Marx, id. p. 438. MEW, id. p. 351. Retraduit par nos soins.

6 Cf. citation de James Steuart, in Marx, id. p. 28-29. MEW, id. p. 8.

calculé de cette manière le prix du produit, l'industriel vend à un prix plus élevé : l'industrie ne peut être rentable que lorsqu'il existe une forte demande.

Nous n'en sommes certes pas encore à la formule marxiste de la valeur de la marchandise. Marx remarque que Steuart fait naître le profit du jeu de la concurrence, alors que ce dernier ne fait que provoquer des variations autour d'une valeur donnée de la marchandise, qui, en soi, en contient *davantage* que la dépense en matières premières et en salaires. C'est pourquoi Marx va s'occuper à juste raison des plus grands physiocrates.

FAISCEAUX DE LUMIÈRE

[Retour à la table des matières](#)

C'est vraiment se mettre dans une position malheureuse que de confondre le traitement marxiste d'un thème donné du passé, par exemple la technique productive d'une race préhistorique, ou bien la pensée d'un auteur d'ouvrage économique ou historique, avec une recherche de culture générale comme celle qui correspond aux questions posées par un professeur d'université lors d'un examen : parlez-moi donc de la civilisation des anciens Mayas d'Amérique centrale... ou encore : exposez la pensée sociale de Kant. Pour nous, remplir une page de cahier ou un rayon de bibliothèque ne peut jamais représenter une fin en soi. Quand l'un de ces paragraphes nous est dicté par Marx ou bien rappelé par l'exposé méthodique, il n'est pas une phrase qui ne fasse surgir une vive confrontation avec les problèmes brûlants de l'époque moderne, qui n'offre l'occasion de faire comprendre dialectiquement le secret de la société qui nous entoure, d'agiter de la manière la plus subversive le programme de la société future.

Celui qui, par exemple, n'est pas arrivé à se hisser au niveau de la théorie marxiste de la survaleur, trouvera un puissant moyen d'y par-

venir dans l'exposé que fait Marx de la théorie physiocratique dans le Chapitre 6 : *Les caractères généraux du système des physiocrates* ¹.

Ils ont été en effet les premiers à parvenir à l'analyse du capital dans ses rapports modernes : ce qui est étrange, et qui n'éveille pourtant pas l'attention distraite du petit étudiant ordinaire ni du chercheur professionnel, c'est qu'ils le font en dépréciant l'industrie et en plaçant l'agriculture au premier plan ; le premier imbécile venu de la section agricole des partis staliniens en viendrait à conclure : ce sont donc des défenseurs de l'économie féodale contre la forme capitaliste... "*Oh que nenni !*" ² (Cette expression est une forme de négation appuyée qu'emploient les Français et qui correspond au napolitain *manco p'a capa!* ; il ne s'agit pas de ce type, avec l'initiale majuscule, dont il était question dans un article du "Stato Operaio" de juillet-août 1931, sous la plume, certainement, du compère d'aujourd'hui, Palmiro Togliatti : "Qui accuse les communistes d'être les alliés du fascisme ? Ce sont les ministres prussiens de la police, ces fusilleurs d'ouvriers, et monsieur Pietro Nenni, fasciste de la première heure.").

Il serait utile d'imprimer ce chapitre en fascicules et d'en faire manger cent exemplaires à chaque renégat.

Le point central de l'analyse marxiste concernant la dynamique du système salarial, quel que soit celui qui verse le salaire, consiste à établir la différence radicale entre le salaire, ou prix de la force de travail, et la part de valeur que la force de travail en question apporte à la marchandise produite.

Eh bien, le physiocrate s'obstine à dire que l'ouvrier d'usine qui, par exemple, a coulé un bloc-moteur avec un quintal de fonte brute, n'a rien ajouté d'autre à la valeur du produit que la paye qu'il a reçue. Et il s'en convainc en effet en pesant le bloc et en constatant qu'il ne

¹ Il s'agit en fait du chapitre 2 intitulé *Les physiocrates*.

² En français dans le texte .

pèse pas plus que la fonte : presque toujours, il pèse un peu moins, en raison du "déchet" ¹ qu'entraîne tout façonnage de matière.

Pour qu'un physiocrate reconnaisse l'existence de la survaleur dans l'industrie, il voudrait que soit violée la loi de conservation de la matière. Il aurait dû attendre jusqu'à ces derniers jours où Eisenhower s'est vanté de la transformation de milliards de kilowattheures et de dollars en quelques centaines de grammes d'hydrogène lourd.

Mais, à condition qu'il s'agisse de production agricole, l'école physioocratique décrit pour la première fois la sorcellerie de la fabrication de survaleur.

« Leur mode d'exposition est nécessairement déterminé par leur conception générale de la nature de la valeur, laquelle, dans leur pensée, n'est pas [et voici l'une de nos formules à 24 carats que le lecteur et le savant ordinaires effleurent sans écarquiller les yeux!] ***un mode d'existence sociale déterminé de l'activité humaine*** (travail), mais se compose de ***matière***, de terre, de nature, et des différentes ***modifications de cette matière*** ». ²

Nous, ***matérialistes historiques***, nous avons expliqué à d'innombrables reprises que nous ***n'évaluons*** pas une marchandise en fonction de la matière qu'elle contient – à la suite d'une analyse chimique, mécanique, voire nucléaire! – mais en fonction des rapports sociaux en vigueur entre les hommes qui l'ont produite, ou mieux encore, qui sont appelés à ***la produire de nouveau***. Mais l'économiste officiel, encore aujourd'hui, prend la marchandise dans sa main, l'offre au besoin à droite et à gauche, l'expose dans les journaux commerciaux, puis l'estime à son peu de matière, et en établit le prix à l'aide de banales petites formules fondées sur l'intensité de la demande et sur la rareté de l'offre.

¹ It. : *Sfroso*, que Bordiga, dans une parenthèse, commente en ces termes : "horrible terme technique". Nous n'avons pas trouvé d'équivalent satisfaisant pour ce terme de métier.

² La traduction italienne étant une traduction très proche du mot à mot, nous avons fait de même. Les italiques sont de Bordiga. Cf. MEW, id. p. 14.

Et le texte poursuit : « La différence entre la *valeur* et la *mise en valeur* ¹ de la puissance de travail – la survaleur que l'achat de la puissance de travail procure à celui qui l'utilise – c'est, de toutes les *branches de production*, dans l'*agriculture*, production originaire ², qu'elle se manifeste de la façon la plus tangible et la plus irréfutable. La somme des moyens de subsistance que l'ouvrier absorbe, bon an mal an, ou la masse de matière qu'il consomme, est inférieure à la somme des moyens de subsistance qu'il produit. » ³

Étant donné que, dans l'industrie, ce phénomène n'est pas évident, on ne peut arriver à saisir cette différence qu'en procédant à "*l'analyse générale de la valeur*" ⁴ et en en découvrant la nature. Les physiocrates, eux, la virent dans l'agriculture, mais ils la nièrent dans l'industrie : ils appelèrent travail productif le travail agricole, classe productive la classe des ouvriers agricoles et classe stérile celle des ouvriers d'usine.

SUBSISTANCE ET PROCRÉATION

[Retour à la table des matières](#)

Arrêtons-nous un moment sur le premier et le plus faible terme de la différence : cette valeur qui est attribuée à l'ouvrier pour avoir fourni sa force de travail, le prix donc de cette dernière, le salaire. C'est pourquoi « le *salaire minimal* constitue à juste titre la pierre angulaire de la doctrine des physiocrates » ⁵.

¹ All. : *Wert et Verwertung*.

² All. : *Urproduktion*.

³ Marx, id. p. 33-34. MEW, id. p. 14.

⁴ All. : *Analyse des Werts überhaupt* (id. p. 14).

⁵ Marx, id. p. 33. MEW, id. p. 13.

En faisant une digression dans la digression, nous éviterons les confusions qui sont commises habituellement. Pour prouver l'existence de la survaleur, ainsi que sa croissance en masse et en taux, point n'est besoin que le salaire reste à ce "minimum" auquel ne le lie aucune "loi d'airain", contrairement à ce que racontait Lassalle. Le salaire se situe *entre* ce *minimum* et un maximum qui serait toute la valeur ajoutée par l'ouvrier au produit fini. Il peut donc parfaitement dépasser le minimum ; mais il ne peut pas tomber en dessous, dans la mesure où le système considéré ne pourrait se perpétuer du fait de l'épuisement de la force de travail sociale disponible.

La valeur minimale du salaire est par conséquent celle qui assure la conservation de la force de travail de l'ouvrier. Mais elle comprend non seulement sa "reproduction" alimentaire mais aussi sexuelle, et ici, à l'aide de quelques citations, nous allons étayer nos analyses sur race et économie, à savoir que le fait sexuel se ramène au fait économique et constitue un élément nécessaire de la "base matérielle" de toute société.

Cette valeur minimale « est égale au temps de travail que requiert la production des moyens de subsistance nécessaires à la reproduction de la puissance de travail, ou encore au prix des moyens de subsistance nécessaires à l'existence de l'ouvrier en tant qu'ouvrier » ¹.

Et dans le même chapitre, plus loin : « La productivité du travail » doit au moins faire en sorte que « le temps de travail d'un individu » ne permette pas seulement de « le maintenir en vie, produire et reproduire ses propres moyens de subsistance » ; la force de travail doit pouvoir « reproduire plus que sa propre valeur, produire au-delà de ce qu'exige son *processus vital* » ².

Étant donné que tout cela est considéré à l'échelle de la société, il s'agit bien du processus vital de la classe laborieuse et non de celui de l'ouvrier isolé. L'un des premiers auteurs étudiés par Marx posait déjà la question : combien faut-il pour l'entretien du travailleur et pour la

¹ Marx, id. p. 32. MEW, id. p.13.

² Id. p. 36-37. MEW, id. p.19. Le soulignement est de Bordiga.

procréation d'autres travailleurs? Adam Smith, cité beaucoup plus loin par Marx, répondra parfaitement bien à cette question :

« Un homme doit toujours vivre de son travail, et son salaire doit au minimum suffire à l'entretenir. Dans la plupart des cas, il doit être même un peu supérieur, sans quoi l'ouvrier ne pourrait pas fonder une famille, et toute la race des travailleurs s'éteindrait avec la première génération. » ¹

Naturellement, Smith s'inquiétait du fait que, dans ce cas, ce serait la classe des non-travailleurs qui, dans l'affliction générale, disparaîtrait aussi.

Ainsi donc, l'hostilité "réactionnaire" des physiocrates à l'industrie moderne n'empêche pas qu'ils furent à l'avant-garde pour déchiffrer le procès productif agricole, et qu'ils furent les premiers à avoir donné les trois termes corrects de la valeur : capital constant, capital-salaires, survaleur ², tous trois incorporés dans la valeur du produit.

DISTRIBUTION ET PRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Le mérite des physiocrates (dont nous indiquerons, par la suite, la "place" historique exacte dans la transition vers la révolution bourgeoise, "place" que Marx établit de façon magistrale dans le texte) est d'avoir finalement situé l'origine de l'accumulation de valeur dans la sphère de la production, dépassant ainsi la précédente école mercantiliste qui ne voyait l'enrichissement national que dans les différentes sortes de commerce :

« Dans le système mercantiliste, la survaleur n'est que relative. Ce que l'un gagne, un autre le perd : *profit upon alienation* ou *oscillation*

¹ Cité par Marx, MEW, id. p. 40. Retraduit de l'allemand par nos soins.

² Ital. : *sopravalore* et non *plusvalore*, donc littéralement "survaleur".

of wealth between different parties ¹. A l'intérieur d'un pays, il n'y a donc en fait pas création de survaleur, si l'on considère le capital total [c'est-à-dire que la nation consomme dans l'année, par exemple, ce qu'elle a produit dans l'année]. Elle ne peut donc avoir lieu que dans le rapport d'une nation avec les autres.(...) A l'opposé – le doctrine mercantiliste nie en effet toute formation de survaleur absolue – la physiocratie veut expliquer cette dernière : le *produit net* ². Et comme elle tient à la valeur d'usage, l'agriculture en est l'unique source. » ³

Dans la doctrine monétariste et mercantiliste, la seule source d'enrichissement relatif réside dans l'argent que le commerçant emploie, le capital commercial qui s'investit en marchandises circulantes et en retire un produit supérieur. Une *parthénogenèse* de l'argent s'engendrant lui-même.

Dans la doctrine physiocratique qui est bien supérieure, nous avons la combinaison de la terre et de l'argent : on reconnaît, ce qui est fondamental, que la rémunération de ces deux facteurs ne provient pas des échanges mais de la production (première apparition de la loi d'équivalence dans tout échange), du travail humain, mais du travail spécifique qui opère au sein, si l'on peut dire, de la nature qui produit les fruits de la terre. Dans la mesure où ce travail n'est plus obtenu par sujétion personnelle du paysan, mais où il est devenu marchandise rémunérée contre argent, il prend désormais une forme bourgeoise et non plus féodale, et engendre un surtravail qui se transforme entièrement en rente foncière. De la rente des propriétaires fonciers sont ensuite détachées des sommes destinées à payer l'intérêt aux prêteurs d'argent, et une sorte de rémunération aux dirigeants de l'industrie, qui n'est pas le profit puisque, pour les physiocrates, l'industrie manufacturière n'engendre pas de survaleur, mais n'est qu'une compensation pour l'argent investi, seule la forme extérieure des produits étant modifiée.

1 En anglais dans le texte : profit tiré de la vente ou balance de la richesse entre les différentes parties.

2 En français dans le texte.

3 Marx, id. p. 59-60. Traduction corrigée par nos soins. MEW, id. p. 37-38.

Malgré tout, dans la sphère de l'agriculture, la formule capitaliste trouve déjà sa pleine application et s'y révèle une marchandise particulière, la force de travail, qui (seule) a cette capacité *magique* : quand celui qui l'a achetée l'utilise, la met en oeuvre, surgit une valeur d'usage bien supérieure au prix payé, à sa valeur d'échange, au salaire.

Et donc, alors que les paisibles physiocrates croyaient fonder un *ménage* ¹ heureux entre la terre et l'argent, ils ont déchaîné sans s'en apercevoir le troisième élément diabolique, le capital industriel, affamé de surtravail, qui imposera son pouvoir adultère et absorbera d'énormes marges tirées du surtravail de masses de salariés jamais vues auparavant, en ne laissant que des amuse-gueules pour la rente foncière, et pour l'intérêt des prêteurs d'argent.

« Le travail agricole étant considéré comme le seul travail productif, la forme de survaleur qui distingue le travail agricole du travail industriel, la *rente foncière*, est tenue pour la forme unique de la survaleur.

C'est pourquoi il n'est pas question chez les physiocrates du profit proprement dit, ce *profit* du capital [attention : on passe ici de la critique à notre propre énonciation!], *dont la rente foncière elle-même n'est qu'un dérivé* ². Le profit leur paraît être seulement une espèce de salaire supérieur : les propriétaires fonciers le paient, les capitalistes le consomment sous forme de revenu (il entre donc dans leurs frais de production, tout comme le salaire minimal des ouvriers ordinaires) et il accroît la valeur de la matière première parce qu'*il entre dans les frais de consommation* que le capitaliste, l'industriel, consomme pendant la fabrication du produit, la transformation de la matière première en un nouveau produit. » ³

Ce produit compense exactement ses différents frais de production et il n'y a donc, dans l'industrie, aucune accumulation de valeurs nou-

1 En français dans le texte .

2 Le dernier soulignement est de Bordiga.

3 Id. p. 34. MEW, id., p. 17.

velles, et rien, en dehors du montant de la rente foncière, ne vient s'ajouter au total de la "richesse nationale".

« Aussi une partie des physiocrates, Mirabeau père par exemple, disent-ils de la survaleur qui se présente sous la forme d'*intérêt de l'argent* – autre variété du profit – qu'elle constitue une usure contre nature. Turgot, en revanche, la justifie à l'aide de l'argument suivant : le capitaliste financier pourrait acheter de la terre, donc de la rente foncière (...). Parce que le *travail agricole* est le seul travail productif (...). Profit industriel et intérêt de l'argent ne sont que des rubriques dans lesquelles la rente foncière se répartit, passant ainsi, dans une proportion déterminée, de la main des propriétaires fonciers dans celle d'autres classes. » ¹

Nous sommes ainsi arrivé à une distinction tout à fait nette. A l'aube de la production capitaliste, est mis en lumière le fait que le mouvement social consiste en production de survaleur. Pour les physiocrates, elle provient en totalité de la rente foncière et il s'en détache des parts déterminées pour les industriels et les banquiers.

À partir d'Adam Smith, nous trouvons « tout le contraire » :

« (...) les économistes ultérieurs considérant depuis Adam Smith, à *juste titre [et nous en sommes donc à l'énonciation de la thèse marxiste correspondante]*, le *profit industriel* comme la *forme* sous laquelle le capital s'approprie *originellement* la survaleur, donc comme la forme générale originaire de la survaleur, présenteront l'*intérêt* et la *rente foncière* ² comme des dérivés du profit industriel [*nous dirions, pour plus de clarté, profit d'entreprise, pour autant qu'ici l'agriculture est elle-même une entreprise*] que le capitaliste industriel distribue aux différentes classes avec lesquelles il partage la propriété de la survaleur. » ³

¹ Id. p. 35. MEW, id., p. 17-18.

² Le soulignement des deux derniers termes est de Bordiga.

³ Id. p. 35. MEW, id., p. 18.

Par conséquent, pour établir les termes de la questions agraire, il faut retenir qu'à l'époque capitaliste la rente de la terre est une part prélevée sur le surtravail social comme contrepartie du monopole de la terre détenu par ses propriétaires.

Au début du cycle capitaliste, les propriétaires fonciers prétendent se placer à la tête de la société; à la fin de ce cycle, après avoir été placés en position subalterne, ils peuvent même être éliminés, sans que le mode capitaliste et salarial de production ait encore achevé sa vie.

Il programma comunista, n°23, 18 décembre 1953 - 8 janvier 1954.

Textes sur la question agraire

4.

LE CAPITALISME – RÉVOLUTION AGRAIRE

Il Programma Comunista, n°1, 09-21 janvier 1954.

MISE AU POINT

[Retour à la table des matières](#)

L'exposé que nous avons entrepris sur le matériel essentiel et très riche dont dispose le marxisme au sujet de la question agraire n'ayant pas encore rejoint l'actualité, ni même le problème politique brûlant de la fonction révolutionnaire des masses rurales, il peut avoir donné à certains lecteurs l'impression de faire la part trop belle à la théorie économique, laquelle ne peut être exposée, même dans un cadre restreint, sans recourir à quelques-uns de ces "chiffres" si horripilants. Sans chiffres, on ne fait pas de politique, et encore moins de révolution.

Par malheur, il a été imprimé un dix (écrit de plus en lettres, par égard pour les maniaques de la "musique légère" ¹) à la place d'un cinq, dans la seconde livraison de cette étude, intitulée Sorcellerie de

¹ Nous n'avons pas compris le sens de cette allusion. (NdT)

la rente foncière, avant de passer au sous-chapitre *Intérêt et rente* ¹. Tout lecteur aura malgré tout compris, même s'il n'a pas la compétence du paysan analphabète qui, lui, sait calculer de façon étonnante. Il est absolument nécessaire de poser concrètement un pied sur la marche intérêt-rente (ce qui est beaucoup plus urgent que de déchaîner le grand remue-ménage activiste). Il était tout simplement question d'un terrain qui, ayant une valeur d'achat d'un million, donne une rente brute de dix pour cent et une rente nette de cinq (même erreur d'impression), c'est-à-dire cent mille et cinquante mille lires. Marche pas trop abrupte pour qui, perché sur le trapèze de l'irrésistible *action*, se sent prêt à un vol de trente mètres. Le bon laboureur peut expliquer le théorème suivant : la rente nette est inférieure à la rente brute à partir du moment où il a séparé du grain à vendre le grain nécessaire à faire le pain et à réensemencer.

Toutefois, ne pouvant servir tout de suite le *dessert* ² de la politique (ce sont les Nenni qui imposent au cuisinier la formule *le dessert d'abord* ³; ce que nous vous donnons, nous, ce sont des hors-d'œuvre, même s'ils ont une saveur fortement acide), il ne nous reste plus qu'à vous amener sur le terrain de la philosophie en utilisant un trait foudroyant de Marx tiré du chapitre sur les *Physiocrates*, chapitre auquel nous avons accordé une importance majeure. Vous aurez ainsi quelque répit : car qui, parmi les *amateurs de musique légère* ⁴, n'est pas philosophe ?

Marx n'analyse pas seulement la transition historique vers la rente agraire capitaliste dans l'Histoire des doctrines économiques, oeuvre que nous avons utilisée jusqu'à maintenant et qu'il aurait pu intituler, de manière plus appropriée : "Histoire des théories de la survaleur" ⁵, ainsi qu'il l'annonce en donnant le plan du Capital. Il traite cette ques-

1 Dans la traduction l'erreur a été rectifiée.

2 En français dans le texte.

3 En français dans le texte.

4 Cf. note 68.

5 Rappelons que le titre allemand est Theorien über den Mehrwert (MEW, t. 26.1, 2 et 3).

tion à fond dans l'un des chapitres qui couronnent le Livre III inachevé, le Chapitre 47, dont le titre est – précisément – : *Genèse de la rente foncière capitaliste*.

Ce chapitre contient toute l'analyse que nous avons tirée de traités courants mais sérieux sur ce sujet. Il se termine par une définition assez atroce du petit paysan, propriétaire et travailleur (que nous avons citée à la réunion de Milan ¹).

« *La petite propriété crée une classe de barbares presque en marge de la société, unissant la grossièreté des formes sociales primitives à tous les tourments et toute la misère des pays civilisés.* » ²

Il n'y a donc pas à se méprendre en mettant platement la moderne *civilisation* au-dessus de l'antique *barbarie*. La seconde n'était que grossière, la première est infâme. La suite du passage fustige pareillement la *grande* propriété terrienne et la grande industrie capitaliste : à la fin, elles "agissent dans le même sens" – celui de l'exploitation, jusqu'à épuisement, du Travail et de la Terre ³.

Or, ce même chapitre contient un avertissement qui répond d'un coup à la question triviale que posent les "praticiens" : la révolution ouvrière ne pourra-t-elle pas lancer ces *barbares*, compagnons d'exploitation et de servitude, contre la *civilisation* du capital ? La réponse viendra plus loin, et nous disposerons là de la riche moisson que représente le matériel de Lénine sur la question agraire : patience !

« Toute critique de la *petite* propriété se résout en dernière analyse en une critique de la *propriété privée*, limite et entrave de l'agriculture. Il en va de même de toute critique inverse de la *grande* propriété. Dans les deux cas, nous faisons évidemment abstraction [évidemment, cher Karl, mais il a fallu suer sang et eau pour cela!] *de toute considération politique accessoire*. La seule différence, c'est que la

¹ Réunion de Milan, de septembre 1952 : *L'invariance historique du marxisme*.

² Marx, *Le Capital*, Livre troisième, t. 3, éd. Sociales, 1974, p. 191-192. MEW, t.25, p.821.

³ Id. p.192. MEW, id., p. 821.

limite, l'entrave que la propriété privée oppose à la production agricole (...) ne se développe pas dans les deux formes de propriété de la même manière; et *à force de discuter sur les formes* spécifiques de ces inconvénients, on en oublie *leur raison fondamentale*. » ¹

L'image employée par Marx n'est pas nouvelle mais elle est utile. C'est une gifle en plein visage, non seulement pour les renégats à la recherche de structures rénovées pour la répartition juridique de la propriété agricole, mais aussi pour les maniaques qui, dédaigneux de l'œuvre titanique de remise en état de la charpente doctrinale, que la contre-révolution tente sans cesse de torpiller, s'empressent de réclamer à tout instant, du fait du besoin irrésistible qui les démange, les fioritures clownesques des "conditions politiques". Fussent-ils des millions, et nous une demi-douzaine, nous leur tournons le dos en disant avec le Florentin que Marx aime citer : *laissez-les donc se gratter là où ça les démange !* ²

TOUJOURS LA MÊME RENGAINE ³

[Retour à la table des matières](#)

Théorie et action. Vieille querelle sur le sens de leur rapport. Leur prétendue opposition, au sens où donner trop d'importance à la théorie pourrait compromettre le succès de l'action, est la pire invention et l'énormité fondamentale de tout opportunisme. La première est indispensable à la seconde, même si des demi-siècles peuvent les séparer. Si notre déterminisme n'est pas une baliverne, il est absurde qu'on puisse avoir à choisir entre l'une et l'autre. Et si par hasard ce choix nous était donné, nous n'hésiterions pas – et qu'en crève qui veut – à laisser tomber l'action, mais jamais la doctrine.

¹ Id. p.191. MEW, id. p.821. Tous les soulignements sont de Bordiga.

² It. : E lascia pur grattar dov'è la rognà (Dante).

³ Littéralement : Toucher toujours la même corde.

Viennent de paraître les comptes rendus d'un livre du communiste français Rosmer : A Moscou, au temps de Lénine. Rosmer est un homme d'une parfaite loyauté : nous ne dédaignons pas cette qualité chez un révolutionnaire, mais nous considérons qu'à elle seule elle est loin d'être suffisante. Rosmer, vieil organisateur syndical et militant dévoué à la cause prolétarienne, était un syndicaliste de type sorélien et est devenu aujourd'hui trotskiste (du reste, il a répudié le curieux mouvement qui s'affuble de ce qualificatif et qui n'a pas compris que tout le mal dans le stalinisme est ce contorsionnisme même dans lequel il s'engage virtuellement plus loin que ce dernier). Mais si Rosmer, en plus d'être un ardent révolutionnaire et un ami de Lénine et de Trotski, avait été un véritable marxiste, jamais il n'aurait défini les écrits historiques de Lénine comme des "*livres de circonstance*", ce qui constitue une grave offense, bien qu'involontaire, à la mémoire de Lénine !

Il ne s'agit pas d'une phrase qui lui a échappé par hasard : Rosmer voit en Lénine le *manœuvrier* génial de la révolution communiste, mais il n'est pas capable de voir en lui la figure bien plus grande, maintenant que l'on peut dresser un bilan historique assuré, du restaurateur de la doctrine révolutionnaire. Mais un incorrigible *volontariste* à la Sorel ne peut raisonner autrement : pour lui, le rêve suprême c'est le rassemblement, ouvert à tout un chacun, de tous les révoltés du moment ; le parti est une chose secondaire, la discipline une entrave inutile, et la théorie un simple *mythe* malléable, une drogue multi-forme propre à enflammer les foules en lutte.

C'est seulement de la sorte que l'on peut expliquer que Rosmer se laisse aller à dire que L'extrémisme, maladie infantile du communisme a été écrit dans l'intention de faire entrer dans l'Internationale les socialistes du type "deux et demi" opposés aux 21 points (en réalité, n'étant pas en possession du livre de Rosmer, nous nous méfions de cette affirmation rapportée : que Lénine ait oeuvré, *par habileté* – terme contenu dans une citation de ce texte –, à violer les conditions qu'il a lui-même dictées, est non seulement absurde mais encore faux) ; et encore que L'Etat et la Révolution a été un autre *livre de circonstance* écrit afin d'attirer les anarchistes avec la promesse d'abolir l'Etat, alors qu'au contraire il s'agissait de dénoncer sans compromis

l'oubli social-démocrate de cette thèse marxiste ainsi que de l'ensemble de la doctrine orthodoxe.

Et ce sera précisément en retraçant l'histoire de la "politique agraire" suivie par les partis marxistes que nous serons à même de faire voir combien Lénine, dans le problème particulier et complexe de la Russie, n'a cessé, sur une base rigoureuse, de réaffirmer la doctrine orthodoxe de Marx en la matière.

Tout cela est conforme à la thèse, que nous avons défendue systématiquement lors de la réunion, rappelée plus haut, de notre mouvement à Milan : selon le matérialisme historique, la doctrine d'une classe révolutionnaire ne peut se former que d'un seul bloc et lors d'un tournant déterminé de l'histoire. En d'autres termes, ce n'est qu'à certains rares "moments" du cycle humain que, pour faire bref, éclosent de nouvelles vérités, se conquièrent de nouvelles connaissances qui deviennent patrimoine d'une classe, programme d'un mouvement qui étend son combat et son avènement sur un arc de temps qui se mesure en siècles. Le pont de cette conquête n'a aucun pilier intermédiaire, car il s'élance en une seule "volée" au-dessus de l'abîme hostile ; c'est pourquoi nous repoussons impitoyablement la conception d'un noyau de doctrine qui serait "en élaboration continue", ce que nous nions tant comme apports des disciples que – pire encore – comme utilisation des apports de la "science en général", de la "culture en général", puisées aux sources d'une société et d'une époque qui seront dépassées et mises en déroute.

Si nous nous référons continuellement aux textes de Marx, c'est parce qu'ils correspondent dans leur formulation de premier jet (même si d'autres mains ont pu concourir à leur rédaction et à leur présentation immédiates et matérielles) à l'utilisation de ce tournant fécond et dynamique de l'histoire, dans lequel la formation en bataille de la classe prolétarienne et la critique portée à la doctrine de la classe bourgeoise (tout fraîchement sortie de *sa* révolution) jaillirent en même temps et inséparablement de la base matérielle de la société. Et non parce que Karl Marx aurait été un cerveau plus puissant que tous ses prédécesseurs et successeurs, comme pourraient nous l'objecter ceux qui voudraient égratigner la thèse parallèle de la négation du rôle moteur des personnalités dans l'histoire.

Les voies qui mènent à la conquête d'un patrimoine commun de connaissances de la part de la collectivité humaine sont au nombre de trois. La première place entièrement le savoir en dehors du monde physique, dans un cerveau surnaturel qui, de temps à autre, manifeste un trait de sa lumière en faisant parler une bouche humaine ; et l'on doit admettre que, dans ce cas, il peut s'agir de la bouche d'un grand sage ou d'une humble créature : c'est la voie des religions. La seconde considère que le savoir est conquis par les cerveaux des hommes vivants qui accumulent progressivement les résultats d'un travail de la pensée ; et, de temps à autre, une personnalité d'une plus grande importance et puissance fait faire un pas en avant au patrimoine commun de la science ; de sorte que chaque époque en sait plus que la précédente : c'est la voie rationaliste¹ et évolutionniste. La troisième voie, révolutionnaire, c'est la nôtre. Sans l'intervention d'aucune divinité, la doctrine, comme tout autre forme sociale, jaillit lors d'une crise violente de l'histoire quand le sous-sol matériel en est bouleversé, et se cristallise en un bagage commun de normes d'action qui traverse d'un bloc des siècles et des siècles d'histoire ; elle ne découle pas des efforts subjectifs d'un ou plusieurs grands penseurs ou capitaines, mais des faits généraux du mode collectif de vie et de production. C'est ainsi que nous expliquons, en tant que superstructures sociales, les anciennes religions et la philosophie bourgeoise moderne elle-même, tout en considérant avec la plus grande attention le formidable potentiel historique de classe qui résulte de l'observance des vieux mythes, ainsi que de l'agitation des principes modernes de démocratie, de liberté et d'égalité juridique propres aux classes qui nous sont hostiles.

UN COUP DE MAIN DE FRIEDRICH

[Retour à la table des matières](#)

Toute l'œuvre immense de Marx contient la démonstration, obtenue sur la base d'un formidable travail de recueil de matériaux, non seulement qu'à partir d'un certain moment, la théorie sociale ne pro-

¹ Ital. : *illuminista*, terme qui fait allusion aux Lumières.

gresse plus, mais régresse inexorablement par rapport aux visions lumineuses du début (à l'exemple des économistes classiques du XVII^{ème} siècle) ; mais aussi que celui qui expose magnifiquement la nouvelle théorie n'en est pas l'inventeur, mais qu'à l'instar du prospecteur qui trouve une pépite, il a le bonheur de démontrer que ses vérités sont déjà contenues, serait-ce sous une forme approximative, dans des textes très anciens. Toutes les notes du Capital, en particulier dans le Livre I, et tout le matériel de l'Histoire des doctrines, visent à ce but : prouver que les conclusions qui semblent originales sont des vérités qui s'imposent à tous de par leur évidence, et qu'elles ont été constatées et formulées de manière de plus en plus précise dans le passé. Finalement, elles ne sont pas énoncées de façon organique quand le génie descend sur terre, mais quand les conditions sont mûres et concourent toutes à l'apparition de ce résultat.

Si l'on ne saisit pas cette conception, il est impossible de se convaincre que nous sommes tout à fait fondés à affirmer que le communisme serait apparu de la même manière si monsieur Karl Marx n'avait pas existé, et à nous jeter comme des chiens enragés sur ceux qui voudraient changer une ligne dans les écrits de Marx, tout en nous défendant avec non moins de hargne de l'accusation d'y avoir ajouté quoi que ce soit de notre cru.

Du reste, les principaux énonciateurs des "révolutions scientifiques" fondamentales n'ont pas procédé autrement que Marx. Dans leur polémique et leur lutte généreuse contre l'étouffement, tant Galilée que Copernic, par exemple, ont fait un travail gigantesque sur les textes anciens et sur l'histoire de la science afin d'en tirer d'innombrables preuves du fait qu'on avait déjà admis, à différentes époques du passé, comme plausible voire certain le mouvement des planètes autour du soleil, de même qu'en son temps le concept de la sphéricité de la terre. Dans la Grèce antique, le subtil dialecticien Zénon d'Elée n'a pas seulement démontré, à l'aide de ses *sophismes*, qu'il avait établi la théorie mathématique du calcul infinitésimal, mais bien plus encore : que cette théorie est inhérente à la logique, tirée de l'expérience, selon laquelle tout homme inculte sait bien que la flèche n'est immobile à aucun instant, même très bref, de sa trajectoire, et que l'homme qui se déplace sur le pont d'un navire en sens inverse du mouvement de celui-ci en regardant le rivage ne peut faire en sorte de nier le mouve-

ment du navire et celui de son propre corps, et donc, à partir de là, par inférence immédiate, non plus le mouvement du rivage, et, avec lui, celui de la terre ! Einstein en viendra à dire qu'il y avait là, en germe, la *relativité* tout entière : celle de Galilée, et aussi la sienne... Accompagnant le cycle de l'évolution biologique et celui de la technique productive, tel s'avérait être le cycle de la pensée "superstructurelle" de l'homme. C'est pour ces raisons que l'on doit dénier tout droit d'auteur aux messieurs précités : Zénon, Copernic, Galilée, Einstein ... et Marx.

Il n'y a que le Sot qui soit enflé, imbu de sa Personne. C'est ici qu'interviendra Engels en faisant *subir le supplice de la roue* au pauvre Dühring : mais auparavant, voici quelques confirmations de ce que nous venons de dire dans les pages de Marx feuilletées aujourd'hui.

C'est précisément dans le Chapitre 47 du Capital, cité plus haut, que Marx démontre, en passant rapidement en revue les auteurs sur lesquels il s'étendra plus longuement dans l'Histoire des doctrines économiques, que la thèse juste est mieux vue par les économistes qui sont les plus proches du surgissement du capitalisme hors de la gangue féodale, et que, plus on avance, plus la science économique officielle renie les vérités conquises et se complaît dans les sottises.

Ce qui est difficile dans le problème de la rente foncière, nous dit Marx, c'est de voir d'où provient cet excédent de profit de l'entreprise agricole par rapport au profit moyen de l'ensemble des entreprises, excédent qui vient rémunérer le droit de monopole du propriétaire foncier ; c'est de voir que cet excédent ne découle pas de la productivité naturelle de la terre, mais qu'il n'est qu'une quote-part de la valeur ajoutée au produit par l'action du surtravail humain. La rente n'est pas un plus ajouté au profit mais, si l'on peut dire, un moins retranché du profit. Par conséquent, ainsi que nous ne cessons de le répéter, toute la valeur trouve son origine dans le travail-valeur, et non dans la nature-valeur.

Ainsi : « Pour les économistes plus anciens, qui en sont encore au début de l'analyse du mode de production capitaliste, à leur époque encore non développé, l'analyse de la rente (...) ne présentait aucune

difficulté (...) ; (...) plus proches des temps féodaux, (ils) prennent la rente foncière pour la forme normale de la survaleur en général, tandis que le profit (...) leur apparaît comme une partie de cette survaleur (...). (...) La propriété foncière leur apparaît encore comme la condition fondamentale de la production. (...)

Chez les *physiocrates*, la difficulté est déjà de nature différente. Etant de fait les premiers interprètes systématiques du capital, ils cherchent à analyser la nature de la survaleur en général. (...) Le capital porteur de rente ou capital agricole est pour eux (...) le seul capital qui produit de la survaleur, et le travail agricole qu'il met en mouvement est (...) le seul travail productif. (...)

Mais que doit-on dire des plus récents auteurs en économie, comme Daire, Passy, etc., qui reprennent, au crépuscule voire au chevet de toute l'économie classique, les conceptions les plus primitives sur les conditions naturelles du surtravail et donc de la survaleur en général, croyant avancer quelque chose de nouveau et de décisif sur la rente foncière longtemps après que celle-ci a achevé son développement [et, au fond, entendons-nous, chez les classiques comme Ricardo avant que chez Marx lui-même] comme forme particulière et partie spécifique de la survaleur ? *C'est précisément une caractéristique de l'économie vulgaire que de répéter des choses qui étaient neuves, originales, profondes et justifiées à un certain degré de développement désormais dépassé, à une époque où elles sont banales, frelatées et fausses.* » ¹

Ainsi donc, loin d'aller voir si finalement les grandes revues, les textes universitaires et les traités officiels laisseraient une place à la doctrine de Marx; nous liquidons de ce seul coup sec non seulement l'économie, mais aussi la sociologie et la philosophie du milieu du XIX^e siècle jusqu'au milieu du XX^e.

¹ MEW, t. 25, p.791-794. Retraduit par nos soins. Les soulignements sont de Bordiga.

CEUX QUI FONT ÉPOQUE

[Retour à la table des matières](#)

Comme on le sait, Engels, qui entre maintenant dans la danse, attachait une immense importance à l'explication géniale que Marx a donnée du fameux *Tableau économique* ¹ de Quesnay que nous avons déjà cité. On peut le constater dans un célèbre échange épistolaire avec son ami et dans un chapitre de l'*Anti-Dühring*, rendu nécessaire par le fait que Dühring lui-même, convaincu de dire des choses neuves sur le Tableau et sur Quesnay, retombe lamentablement dans les positions les plus dépassées et les plus banales.

Dühring affirme accomplir "une entreprise absolument sans précédent" quand il découvre que la doctrine économique est "un phénomène énormément moderne" ². Mais Engels lui rétorque que Marx a déjà dit : « L'économie politique (...) ne date comme science spéciale que de l'époque des manufactures » ³ ; et : « l'économie politique classique... commence en Angleterre avec William Petty, en France avec Boisguillebert et finit en Angleterre avec Ricardo, et en France avec Sismondi » ⁴. Et Engels d'ajouter :

« M. Dühring suit une voie qu'on lui a prescrite, à ceci près que, pour lui, l'économie *supérieure* commence seulement avec les *lamentables avortons* que la science bourgeoise a mis au jour *après expiration de sa période classique*. » ⁵

¹ En français dans le texte.

² Cf. *Anti-Dühring*, éditions sociales, 1973, p. 257.

³ Cf. *Le Capital*, Livre I, éd. sociales, t. 2, p. 53. MEW, t. 23, p.386.

⁴ Contribution à la critique de l'économie politique, éd. sociales, 1972, p. 30. MEW, t.13, p. 37.

⁵ Id., p. 257-258. Les soulignements sont de Bordiga, excepté « économie *supérieure* », où les italiques sont dans le texte d'Engels.

Par conséquent, l'idée selon laquelle toute science de classe, après un début brillant et explosif, décline inexorablement quand la classe qui en est le sujet cesse d'être révolutionnaire pour devenir conservatrice, est tout à fait claire chez Engels également.

Quand Dühring, dans son Histoire critique des économistes... du passé, en arrive à Quesnay et à son Tableau, il le déclare incompréhensible, montrant par là qu'il ignore que Marx a déjà donné la *clef* qui lui échappe : et Engels d'exposer à nouveau de manière limpide la construction du Tableau ¹, aplanissant ainsi le chemin à ceux qui trouveraient trop ardue la substantielle explication de Marx (Doctrines..., Chap. 14 ²). Marx procède ensuite à l'explication critique effective des lacunes du Tableau ; or Dühring, qui inflige à ce dernier un rude traitement, commence par ne pas comprendre ce que signifie le Tableau *pour son auteur lui-même*.

Il ne nous importe pas de suivre plus avant la vivisection scrupuleuse à laquelle Engels soumet les énormités du sieur Dühring, car ce qui nous intéresse ici c'est de montrer la misérable fin de la méthode de la mise à jour, du dépassement scientifique de tout prédécesseur. Il existe des milliers de Dühring qui, comme lui, en voulant aller au-delà de Marx, demeurent en deçà non seulement du génial Quesnay, mais même des auteurs naïfs les plus anciens dont ils entreprennent la critique avec suffisance. Dühring, en effet, avait dès le départ affiché la prétention d'apporter "un système nouveau qui ne soit pas simplement suffisant pour l'époque, *mais qui fasse autorité pour l'époque*" ³.

Auteurs de systèmes nouveaux, auteurs qui faites époque, notre polémique avec chacun de vous sera brève : nous la réduirons à un mot et à un acte dès que vous vous serez présentés : *demi-tour* !

Comment réserver un traitement moins terre à terre à un tel fatras quand, encore une fois, le sieur Dühring, après avoir planché sur la difficulté d'expliquer le profit du fermier et son rapport avec la rente

1 En français dans le texte.

2 Chapitre 6 des Théories sur la plus-value, éditions sociales, t. 1.

3 Cité par Engels, Anti-Dühring, id., p. 251.

du propriétaire foncier, les deux revenus pouvant coïncider, (et Engels lui oppose un passage limpide relatif à Adam Smith chez qui cette analyse, indubitablement, est menée jusqu'à son terme, comme dans les traités universitaires modernes que nous avons cités), en arrive à une conclusion de ce calibre : le gain du fermier se fonde sur l'exploitation de *la force de travail de la terre* ! et constitue donc "une portion de rente" ! ¹

La conception de Quesnay – la rente de la terre est une partie de la survaleur et donc du surtravail, mais il n'y a survaleur et surtravail que dans l'entreprise agricole – est bien en deçà de la conception de Marx : la rente est une partie spécifique de la survaleur totale. Et la conception naïve – la rente provient de la fertilité naturelle et non du surtravail humain – est encore en deçà de celle de Quesnay. Mais leur dépassement par Dühring avec sa formule "force de travail de la terre" ² dans laquelle il y a bien travail mais pas de bras humains, nous ramène au slogan qui pourtant ne lui était pas adressé : "Dormez, *Kin-glax* travaille pour vous !" ³.

Et au petit matin, ce surtravail, découverte scientifique faisant autorité pour l'époque, est recueilli dans un endroit où tout n'est que blancheur ⁴. C'est alors que vous venez à la rescousse, pages de la rubrique "*vient de paraître*" ⁵ !

1 Anti-Dühring, id., p. 255. Il semble qu'il y ait là un malentendu sur le texte d'Engels à propos de la position de Dühring : ce dernier, faisant de l'exploitation de la **main d'œuvre agricole** (*ländliche Arbeitskraft*, qu'on ne peut pas traduire ici par "forza di lavoro della terra") le fondement de la rente, fait coïncider rente et surproduit, et présente à l'envers le rapport du fermier au propriétaire foncier : le fermier prélèverait au détriment du propriétaire une « portion de rente ». (NdT)

2 Cf. note précédente.

3 Chocolat purgatif. Cf. p. 31.

4 It. : ove non è che luce.

5 En français dans le texte. Tout le paragraphe est une allusion ironique au travail intestinal et à ses suites. (NdT)

RENTE ET CAPITALISME

[Retour à la table des matières](#)

La seconde source marxiste à laquelle nous nous sommes référés, le Chapitre 47 du Livre III du Capital (à l'égal d'une autre qui, nous pouvons l'indiquer, se trouve dans les chapitres du Livre I sur l'accumulation primitive et, en particulier, sur "la genèse du fermier capitaliste"), nous permet encore, en revenant en arrière avant de poursuivre, étant donné que ce sujet est aussi considérable que délicat, d'éclairer cette série historique : féodalisme – capitalisme agraire – capitalisme manufacturier d'Etat – industrialisme privé, dont l'ordre ne plaira pas du tout aux gens louches de toute catégorie.

Il faut comprendre que, lorsque le problème moderne de la rente foncière se pose, nous sommes déjà en pleine économie capitaliste. Et c'est en effet dans ce cadre que le pose Quesnay. Le produit agricole total (et aussi les conditions du travail agricole : terre et outillage, stocks, etc.) est déjà totalement *séparé* du travailleur productif. Les cinq milliards auxquels Quesnay évalue le produit national total sont tirés de la vente des denrées et sont entre les mains des *fermiers* et donc des capitalistes. Tous les produits sont par conséquent passés par le marché, aucun n'a été consommé par le producteur direct (comme dans la petite culture survivante, ou comme dans l'économie naturelle du féodalisme). Deux cinquièmes de cet argent sont payés par les fermiers, comme rente, aux propriétaires fonciers, et quant au reste de la circulation entre les "trois classes" de Quesnay : productive (salariés agricoles et fermiers), propriétaire et stérile (les industriels et leurs ouvriers), elle est indiquée dans le Tableau, mais nous ne l'exposerons pas ici. Il est important est que même les travailleurs agricoles acquièrent leurs biens de subsistance avec de l'argent, mais, pour Quesnay, cela se passe "à l'intérieur de la classe productive".

Nous avons donc cinq milliards de produit brut agricole, trois de produit net, dont deux constituent la rente des propriétaires et un la rémunération, au taux de 10%, du capital d'exploitation détenu en to-

talité par les fermiers, à hauteur de dix milliards: les deux milliards restants compensent les avances et l'usure. En tout cas nous en sommes déjà aux critères capitalistes : 1) tout le produit est marchandise ; 2) tout le surproduit découle du surtravail, c'est-à-dire que les travailleurs agricoles consomment deux et produisent cinq ; 3) tout le profit est entre les mains des fermiers, les capitalistes agraires, même s'ils sont tenus d'en soustraire deux tiers au bénéfice des propriétaires fonciers : leur rente.

Cette conception, qui ne reconnaît pas l'extorsion de surtravail aux ouvriers non agricoles, s'explique par la prédominance de l'agriculture sur l'industrie. Dans l'audacieuse hypothèse physiocratique, l'agriculture *tout entière* a cessé d'être féodale, mais la production industrielle est encore secondaire par rapport à la production agricole.

Au fur et à mesure que la manufacture et l'industrie prennent de l'importance, le Tableau s'avère inadéquat. Mais la société qui y est décrite est déjà la société "de Marx", avec les trois classes qui se partagent le produit net : aux travailleurs, le salaire; aux capitalistes, qu'ils soient fermiers ou industriels, le profit; aux propriétaires immobiliers, la rente. Profit et rente constituent la survaleur.

Dans cette société "abstraite", il n'y a ni artisans ni petits paysans : en effet, ces classes sont encore aujourd'hui partout présentes, mais elles ne sont pas "caractéristiques" de la société bourgeoise, ce sont des classes "survivantes" des temps pré-capitalistes, dans la mesure où elles existaient déjà sans qu'il y ait des salariés, des capitalistes entrepreneurs et des possesseurs de terre à la manière mercantile et bourgeoise, et non seigneuriale.

Or, tout cela est confirmé par le texte de Marx.

PASSAGES EXPRESSIFS

[Retour à la table des matières](#)

« La rente est payée sur le prix du produit du sol » ¹ ; et donc la rente doit être expliquée comme une partie du prix payé sur le marché pour la marchandise-denrée. Or, de cette somme d'argent doit sortir : la reconstitution du capital d'exploitation pour le fermier-entrepreneur, le paiement des salaires aux ouvriers agricoles pour un montant au moins susceptible d'assurer leur subsistance et leur reproduction, le gain du fermier (profit de l'entreprise agricole), la rente du propriétaire. Nous sommes donc en plein dans la production marchande et le capitalisme.

Si les physiocrates, comme nous l'avons dit, dénie toute *productivité* au travail manufacturier, il n'empêche que « le capital agricole producteur de rente est (...) pour eux le seul capital qui produise de la survaleur » ². Ainsi donc, la question qui se pose est la suivante : qu'est-ce que la rente foncière lorsque l'agriculture est tout entière régie par le capital, à la manière capitaliste? D'où notre thèse : le capitalisme naît dans l'agriculture, et sa première doctrine révolutionnaire est la doctrine physiocratique, embryon de celle de l'économie classique.

Marx, ici aussi, préfère le système physiocratique au système monétariste qui n'arrive pas à la conception de la survaleur, mais qui proclame cependant « la production *pour le marché mondial* et la conversion du produit en marchandise, partant en argent, conditions préalables ³ de la production capitaliste. Dans son prolongement en système mercantiliste, ce n'est plus la conversion de la valeur-marchandise en argent qui est décisive, mais la production de survaleur, consi-

¹ Le Capital, L. III, ch. 47, éd. sociales, vol. VIII, p. 164. MEW, t. 25, p. 791.

² Id. p. 166. MEW, id. p. 792.

³ All. : *Voraussetzung und Bedingung*. Le soulignement est de Bordiga.

dérée toutefois du point de vue superficiel ¹ de la sphère de la circulation (...) cette survaleur se présente (...) sous la forme d'excédent de la balance commerciale », c'est-à-dire comme un *surprofit* dans le cycle argent – marchandise – argent qui se déroule uniquement sur le marché. S'il est vrai que ce sont les physiocrates qui furent les premiers à situer l'origine de toute survaleur (et donc de toute son accumulation ultérieure) dans la sphère de la production, le système mercantiliste « comporte des éléments qui caractérisent exactement les intérêts des commerçants et des fabricants d'alors et correspondent parfaitement à la période de développement capitaliste qu'ils représentent, à savoir : pour la transformation des sociétés agricoles féodales en sociétés industrielles, dans la *lutte entre nations industrielles sur le marché mondial*, ce qui importe c'est un développement accéléré du capital qui ne peut pas s'obtenir par la voie dite naturelle, mais *par des mesures coercitives*. La différence est énorme suivant que le *capital national* [accumulation de monnaie dans les caisses de l'Etat] se transforme progressivement et lentement en *capital industriel* ou que cette transformation est accélérée dans le temps par divers moyens : les impôts qui, par le truchement des tarifs douaniers protectionnistes, pèsent principalement sur les propriétaires fonciers, les petits et moyens paysans et l'artisanat (...) Par conséquent, le caractère national du système mercantiliste n'est pas simple façon de parler dans la bouche de ses porte-parole. Sous prétexte de s'intéresser exclusivement aux richesses nationales et aux ressources de l'Etat, ils déclarent en fait que les intérêts de la classe capitaliste et l'enrichissement en général sont le but final de l'Etat et proclament la société bourgeoise contre l'ancien Etat de droit divin. » ²

Quand on lit ces passages, on pense au processus, qui passant de l'Europe à la Russie et à la Chine, se répète aujourd'hui avec un retard de deux siècles, ainsi que nous l'avons dit, entre autres, dans un récent rapport à Florence ³.

1 All. : *begriffslos* (non-conceptuel, concret). *Superficiale* est la traduction qu'utilise Bordiga.

2 Id., p. 166-167. MEW, id. p. 793. Les soulignements sont de Bordiga.

3 Réunion de Florence, 6-7 déc. 1953, sur le thème *Impérialisme et luttes coloniales*.

Nous insistons encore une fois sur le fait que cette première forme de capitalisme, ayant pour cible l'entreprise agricole et non pas encore l'entreprise manufacturière et exportatrice, outrepassait déjà les rapports existant dans les agricultures pré-bourgeoises ; et aussi sur le fait que, comme d'habitude, nous n'émettons là (*honni soit* ¹ qui pense à *Kinglax*) absolument rien d'original.

« Dans l'économie naturelle proprement dite, où rien n'entre dans le procès de circulation si ce n'est une part totalement insignifiante du produit agricole, relativement insignifiante même au regard de la partie du produit qui représente le revenu [*en nature*] du propriétaire foncier, comme par exemple dans les nombreux latifundia de la Rome antique, dans les domaines de Charlemagne, et, plus ou moins, (...) durant tout le Moyen Age, le produit et le surproduit des grandes tenures ne consistent pas simplement en produits du travail agricole. Ils comprennent également les produits du travail industriel. Le travail artisanal et manufacturier à domicile, activité accessoire de l'agriculture qui, elle, constitue la base, est la condition du mode de production sur lequel est fondée l'économie naturelle, aussi bien dans l'Antiquité et le Moyen Age en Europe qu'aujourd'hui encore dans la communauté de l'Inde, là où son organisation traditionnelle n'est pas encore détruite. Le mode de production capitaliste *dissout* ² *complètement ce lien* ; processus qu'on peut étudier à grande échelle notamment dans le dernier tiers du XVIII^e siècle en Angleterre. » ³

Nous ajoutons qu'on pourra l'étudier en Chine dans les trente prochaines années de ce XX^e siècle.

Le raccourci historique de Marx qui cite Carthage, Rome et la Chine du siècle dernier, tend à établir qu'il n'y a de rente véritable, telle que Quesnay la décrit, que lorsque la totalité du produit est vendue sur le marché et le capital investi dans l'entreprise agricole, lors-

1 En français dans le texte.

2 All : *aufheben*, traduit dans le texte italien par *dissolve*.

3 MEW, id. t. 25, p. 794-795. Cf. éd. sociales, id. p. 168. Retraduit par nos soins (NdT).

que la séparation entre agriculture et manufacture, entre campagne et ville, est désormais un fait accompli.

À ce stade, le capital industriel n'en est toutefois qu'aux premiers pas de ce qui sera sa course impétueuse à l'accumulation et à la concentration ; mais le premier domaine dans lequel s'est réalisée la révolution capitaliste, c'est celui des entreprises agricoles.

TRAVAIL – DENRÉES – MONNAIE

[Retour à la table des matières](#)

Dans cette forme encore faiblement industrielle, mais où la terre est désormais libre et commercialisable, où le serf est émancipé et le capital investi dans l'agriculture, où le produit, propriété pleine et entière du fermier, est vendu en totalité sur le marché, nous avons déjà la survaleur et la *rente foncière capitaliste* chère au marxisme, toute entière issue du *surtravail* humain.

Pouvions-nous parler de rente auparavant? En un certain sens, oui, puisqu'il s'agissait aussi de rente issue du surtravail, c'est-à-dire du travail d'autrui exploité par le rentier; mais non de rente en argent, ni non plus – au sens strict – de *survaleur*¹, car celle-ci ne se cristallise que lorsque l'ensemble du produit se transforme en monnaie et constitue une partie aliquote de cette valeur-monnaie en laquelle le produit final se convertit intégralement.

Marx explique cela de manière magistrale dans trois paragraphes : *La rente en travail - La rente en nature - La rente en argent.*²

La rente en travail. Le producteur immédiat dispose de son champ et de ses outils, et donc des conditions de son travail. Mais il est obligé, par le mécanisme social, de fournir, en plus du travail sur son propre champ dont il consomme les produits avec sa famille, un certain

¹ It. : sopravalore.

² Cf. Le Capital, L. III, ch. 47.

nombre d'heures dans la journée et de jours dans la semaine pour travailler la terre du seigneur. Le surtravail est ici évident et son analyse immédiate : nous y trouvons le premier germe de la future survaleur ¹. Ce sont les formes sociales du servage médiéval et asiatique. Dans l'esclavage antique et dans celui, actuel, des plantations, la rente absorbe le profit et se confond avec ce dernier si n'est versée aux travailleurs que leur nourriture sous forme matérielle. Dans les autres cas, après avoir rempli les obligations de son travail servile, le producteur immédiat peut disposer d'une certaine marge sur sa consommation, et même sur ce qui, plus tard, sera son salaire, c'est-à-dire l'équivalent du travail nécessaire.

La rente en nature. Le travailleur agricole ne fournit plus du travail (*corvée* ²), mais il doit apporter au seigneur ou à l'institution religieuse une partie du produit de son champ (*dîme* ³). La condition du producteur immédiat a changé en ce sens qu'il dispose, en plus des conditions de son travail, de tout son temps de travail, bien que l'on puisse déterminer, à partir du volume de produit qu'il est tenu de fournir au seigneur, la part de surtravail qui lui est extorquée. Ce type de travailleur reste un serf s'il est attaché à la terre, et, dans ce cas, on se situe complètement dans le rapport personnel qui définit le féodalisme, puisque ce qui importe le plus au seigneur, ce n'est pas tant l'étendue des terres qu'il domine que le nombre de bras qu'il assujettit.

Il s'agit encore d'économie naturelle : la tendance à éloigner de la campagne le travail manufacturier n'existe pas et tout le surtravail se transforme en rente.

La rente en argent. Cette quantité de produits que le petit producteur fournissait en nature est dorénavant représentée par une somme d'argent. Cependant, tant qu'un fermier ne s'interpose pas entre le travailleur et le propriétaire, nous ne pouvons pas encore parler de rente foncière capitaliste, bien qu'il soit toujours vrai que la forme prédominante que prend le surtravail est la rente foncière. Qu'elle soit payée à

1 It. : sopravalore.

2 En français dans le texte.

3 En français dans le texte

un particulier ou à l'Etat, cette forme ne se substitue pas facilement au tribut en produits (à l'époque de Marx encore, ce passage était en train de s'accomplir en Europe orientale : qu'on se souvienne de l'Impôt en nature de Lénine).

Ce n'est qu'après l'avènement de cette forme qui présuppose un certain développement technique et une modification des conditions et des rapports de travail, que commence à apparaître le fermier capitaliste avec l'expropriation et l'expulsion (= libération totale) du paysan qui se transforme en salarié détaché de la terre et des instruments de travail.

Suit l'examen du système du colonat (métayage) et de la petite propriété parcellaire, examen qui mène à la condamnation que nous avons déjà mentionnée. Mais nous sommes parvenus à la forme développée de la rente capitaliste qui nous confirme qu'une révolution sociale a eu lieu avant même que, dans de nombreux pays, l'industrie ne se développe.

« Le métayage ou colonat partiaire ¹ peut être considéré comme une forme de transition entre la forme primitive de la rente et la rente capitaliste (...) Mais l'essentiel c'est que la rente n'apparaît plus ici comme la forme normale de la survaleur tout court. » ²

La rente pleinement capitaliste apparaît lorsque le travailleur immédiat ne dispose plus d'aucune des conditions du travail : ni du sol, même sur une étendue limitée, ni d'aucun outil ou d'aucune réserve, mais seulement de sa force de travail personnelle : c'est un salarié. A partir de ce moment, le surtravail se partage en profit et rente foncière et, dès lors, la révolution capitaliste dans le mode de production est accomplie.

¹ All. : *Teilwirtschaft-System*. Traduit dans le texte italien par *sistema parziario*.

² éd. sociales, id., p. 182. MEW, id. p.811.

PHILOSOPHIE ENFIN ! ¹

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons promis un peu de philosophie afin de rendre moins pesante l'économie, mais il nous a fallu pourtant récapituler ce qui avait déjà été dit sur les différentes théories visant à expliquer le "mystère" de la rente foncière. Nous l'avons fait sans formules ni chiffres, mais il était opportun de confirmer ce que nous avons tiré d'un des textes marxistes par les mêmes thèses prises ailleurs chez Marx et Engels, et cela afin de confondre ultérieurement ceux qui délirent sur des corrections de tir doctrinales qui seraient survenues du vivant même des deux fondateurs du communisme critique. Non seulement la théorie telle que nous avons pu l'exposer en un système de relations mathématiques, mais même la rigueur de la terminologie et de la formulation sont instituées de manière définitive et non révisable.

Ainsi donc : dans la production rurale, si toutefois existe la jouissance de classes de non-travailleurs, tout cet excédent provient du *travail* et non d'un *don de la nature* qui ne coûterait aucun effort humain.

Tout donc est issu du *travail total* qui crée le *produit total*. Ce dernier se réduit au *produit net*, disponible pour la consommation humaine après que l'on a reconstitué ce qu'il faut de réserves pour une nouvelle année de travail.

Une partie du produit net est consommée par le travailleur immédiat afin de reconstituer la force productive humaine. L'autre partie, que nous appelons *surproduit* et donc *surtravail*, est consommée par la classe des non-travailleurs.

Dans *l'économie naturelle*, le surtravail est en totalité de la rente. Le seigneur féodal le prélève sous forme de travail quand le travailleur oeuvre sur le domaine seigneurial ; il le prélève en nature

¹ En français dans le texte .

quand le travailleur lui cède une partie du produit. Le travailleur est un serf.

Une forme de transition entre l'économie naturelle et l'économie pleinement mercantile-capitaliste est celle : a) où le travailleur est libre ; b) où on commence à payer la rente en argent (petit fermier) ou même en nature (petit colon) ; c) où l'entreprise est encore parcellaire (très petite culture), mais suffit à la capacité de travail du fermier ou du colon. À ces formes peut s'ajouter la petite propriété émancipée dans laquelle le travailleur parcellaire ne doit de rente à personne tout en étant assujéti à différentes charges (impôts, etc.). Nous sommes pourtant arrivés au point où une grande partie du produit se retrouve sur le marché et se convertit en argent.

Dans l'économie agricole capitaliste qui, en général, précède l'économie industrielle, les petites parcelles de terre sont réunies en une entreprise unique dirigée par un fermier entrepreneur qui dispose d'un capital d'exploitation et réduit les travailleurs dépossédés de leur lopin de terre à devenir de simples salariés.

L'idéal des physiocrates est une société entièrement fondée sur de grandes entreprises terriennes gérées de façon capitaliste, avec une circulation de marchandises et d'argent fondée sur une production agricole prédominante, dont la manufacture est un appendice qui ne produit pas d'accumulation de richesses (du fait de la supposition erronée qu'il ne s'y engendre ni surtravail ni survaleur ¹).

Comment peut-on, historiquement, idéologiquement, classer cette école économique? Quelle est sa position par rapport aux philosophies modernes de *l'Encyclopédie* qui devancèrent la grande révolution bourgeoise ?

Une opinion courante (reposant sur le modèle erroné : l'antithèse *agriculture – industrie* correspond aux antithèses *féodalisme – capitalisme* et *droit divin – souveraineté populaire*) conduit la plupart des gens à voir dans les physiocrates des défenseurs réactionnaires de

¹ It. : sopravalore.

l'ancien régime contre les nouvelles formes révolutionnaires. C'est cette fausse croyance que Marx démolit.

Il est vrai que Quesnay, parmi les physiocrates les plus éminents, soutenait la monarchie absolue, mais sa critique du système parlementaire fondé sur l'équilibre de forces et de contre-forces est remarquable puisqu'il affirme qu'il mène à la division des grands, mais aussi à l'oppression des petits. Mercier de la Rivière a écrit que l'homme, dans la mesure où il est destiné à vivre en société, l'est aussi à vivre sous le despotisme. Mais même en défendant cette thèse, on est peut-être en avance, et non en retard, par rapport aux divagations libertaires des Lumières. Et puis il y a eu Mirabeau père et Turgot, hommes politiques, ministres radicaux et bourgeois, qui sont des précurseurs de la révolution. Ce qui est remarquable du point de vue social, c'est qu'ils succèdent aux systèmes de Colbert, ministre de Louis XIV, et de Law, représentants sous l'ancien régime dynastique des intérêts du capital commercial et manufacturier, partisans de l'intervention de l'Etat dans l'économie, du protectionnisme, de l'accumulation par l'Etat de finances importantes en vue de l'investissement capitaliste. Cette politique économique de capitalisme étatique et dirigé a conduit au krach et à la faillite, tandis qu'au contraire, sous sa forme capitaliste, l'agriculture française reflourissait : les physiocrates expriment cette étape, et donc le fait qu'ils aient été pour le libre-échange et la non-intervention économique de l'État, fait que leurs critiques attribuent à une coïncidence fortuite, n'est que la conséquence logique de cette situation.

Ceci n'empêche que, pour Marx, le système physiocratique contient de graves contradictions liées à la contradiction fondamentale : ils ont découvert la survaleur, mais seulement sous la forme d'une différence entre de pures valeurs d'usage attachées à la matière des denrées produites et des denrées consommées ; ils ont découvert que « la séparation du travailleur d'avec la terre et la propriété foncière est la condition fondamentale de la production capitaliste et de la production du capital » ¹ et que la survaleur est l'excédent sur le salaire payé en monnaie, mais ils n'ont pas compris que partout où il y a vente de force de travail, de la survaleur se forme et du capital s'accumule.

¹ MEW, id., t. 26.1, p.22. Théories sur la plus-value, t. I, éd. sociales, p. 39. Re-traduit par nos soins (NdT).

Mais de fait, ils accompagnaient la transformation du propriétaire féodal en capitaliste bourgeois lorsqu'ils défendaient la liberté d'action de l'entreprise capitaliste :

« On comprend en même temps comment l'apparence féodale de ce système [*physiocratique*], de même que le ton aristocratique de l'exposé, devaient faire de toute une foule de seigneurs féodaux les disciples enthousiastes et les propagateurs d'un système qui, pour l'essentiel, proclamait le système bourgeois de production sur les ruines du féodalisme. » ¹

PRÉCONSCIENCE BOURGEOISE

[Retour à la table des matières](#)

Ces contradictions des physiocrates « sont les contradictions de la production capitaliste s'extirpant de la société féodale et n'interprétant plus cette dernière que sur un mode bourgeois, mais une production capitaliste qui n'a pas encore trouvé sa forme propre, un peu comme la philosophie qui *s'édifie d'abord dans la forme religieuse de la conscience, détruisant d'un côté la religion comme telle tout en ne se mouvant plus positivement que dans cette même sphère religieuse, idéalisée, réduite à la seule pensée.* » ²

Cet alinéa bref et concis peut servir d'exégèse à la fameuse thèse de la préface à la Critique de l'Economie politique : une époque de transition révolutionnaire ne peut être jugée selon *la conscience qu'elle a d'elle-même*.

On sait le grand cas que Marx faisait du matérialisme classique français dont la victoire accompagna la grande révolution qui, à ses tâches sociales et politiques, adjoignit, dans la période révolutionnaire, celle d'"anéantir la religion".

¹ MEW, id. p.23. Ed. sociales, p. 41. Retraduit par nos soins (NdT).

² MEW, id. p.22. Ed. sociales, p. 40. Retraduit par nos soins (NdT). Le soulignement est de Bordiga.

Naturellement, notre théorie de la révolution bourgeoise, fondée sur le matérialisme dialectique prolétarien, est tout à fait différente de celle qu'en donnait ce premier matérialisme.

Ce dernier avait nié que la conscience de l'homme fût constituée des apports de la révélation divine et qu'elle dût, en fonction et par la grâce de ceux-ci, résoudre les problèmes non seulement du comportement individuel, mais aussi de la vie sociale et du pouvoir public ; il avait nié, de manière cohérente, la monarchie de droit divin. Mais pour remplacer cette source spirituelle, la conscience avait été transférée à l'intérieur de l'individu, comme fondement, certes ratiocinant, de ses décisions quant au comportement tant de l'homme privé que du citoyen et au choix libre et électif des hommes et des groupes qui gouvernent. Cette conscience détachée de la divinité n'en continuait pas moins à précéder, dans sa forme mentale, l'action humaine ; elle était donc "idéalisée et idéelle", et ne cessait de se mouvoir "dans une sphère religieuse".

Bien que de nombreux matérialistes français classiques aient été des athées déclarés, Voltaire, pourtant fier ennemi de l'autorité doctrinale et civile de l'Eglise, était déiste ; la révolution éleva des autels en bonne et due forme à la "Déesse Raison". L'histoire ultérieure devait ensuite sceller la complète réconciliation de la société et de l'Etat bourgeois avec les formes officielles et ouvertes de la religion.

Il n'est pas possible en effet de sortir des brumes de la religion, comme on disait en Allemagne aussi à l'époque de l'anti-christianisme bourgeois de Feuerbach, si l'on ne détrône pas la "conscience" personnelle (et même la conscience collective) de sa place de précurseur pour lui donner, comme le fait le matérialisme développé et dialectique, la place qui lui revient : celle de dernière arrivée, d'enregistreuse passive d'événements que non seulement elle n'a ni déterminés ni provoqués, mais qu'elle n'a même pas su comprendre avant et pendant leur déroulement.

De l'exemple des physiocrates et de l'inachèvement de leur vision, pourtant avancée et géniale pour leur époque, Marx tire confirmation du caractère inadéquat et transitoire de la conscience de toute révolution, dans les formes statiques successives qu'elle revêt, et, par consé-

quent, confirmation de la validité du matérialisme historique qui voit dans la conscience théorique des différentes classes une superstructure édifiée sur la base matérielle des faits économiques, ce qui toutefois n'enlève rien à l'importance de l'étude et de la compréhension de toutes les "écoles" et "systèmes" successifs, qui deviennent autant de forces historiques.

Les systèmes qui, même quand ils sont vrais et vivants et n'ont rien à voir avec les élucubrations subjectives d'auteurs égarés et présomptueux, se flattent de contenir la vérité absolue, ont d'autant plus d'impact qu'ils contiennent de puissants éléments qui contredisent et nient ce qu'ils croient être leur contenu positif.

« (...) l'apparente glorification de la propriété foncière se retourne en sa négation économique et en confirmation de la propriété capitaliste » ¹.

Et effectivement, les législateurs de la Révolution tentèrent d'aller jusqu'à la confiscation de la propriété terrienne par l'Etat bourgeois, et celle-ci était déjà pleinement théorisée par Ricardo, représentant d'une forme plus avancée de la conscience bourgeoise, de la prééminence du capitaliste industriel sur le propriétaire foncier.

Dans tous ces systèmes, cependant, la doctrine n'est pas présentée comme la conscience d'une classe dominante dans la société, mais comme un "idéal" tendant à améliorer le sort de tous les hommes qui la composent.

Et, en effet, pour les physiocrates, « les capitalistes ne sont capitalistes que dans l'intérêt du propriétaire foncier, exactement comme l'économie politique dans son développement ultérieur ne leur permet d'être capitaliste que dans l'intérêt de la classe laborieuse. » ²

Les uns et les autres croient faire oeuvre de pure science économique, mais "ils se meuvent dans une sphère idéaliste sur le mode religieux".

¹ Id.

² MEW, id. p.23. Ed. sociales, p. 41. Retraduit par nos soins (NdT).

Le matérialisme dialectique et révolutionnaire du mouvement communiste est d'autant plus puissant en tant que théorie – et la théorie est la première arme révolutionnaire – qu'il lie moins l'action humaine à une quelconque *conscience*, et repousse toute démagogie reposant sur ce fondement illusoire et ridicule.

Il Programma Comunista, n°1, 09-21 janvier 1954.

Textes sur la question agraire

5.

LA QUESTION AGRAIRE (SUITE)

Il Programma Comunista, n°2, 22 janvier - 05 février 1954.

SURTRAVAIL ET CLASSES

[Retour à la table des matières](#)

Il nous faut tout d'abord insister sur les raisons pour lesquelles Marx attribue une grande importance au système des physiocrates, même par rapport à l'école plus moderne de l'économie classique née dans la première nation industrielle, l'Angleterre, et qui, la première, par la force des choses, donna la préséance à la production industrielle sur la production agricole.

Nous ferons également observer, pour autant que dans ces *Fil du Temps*, nous n'exposons pas la doctrine marxiste dans un ordre "systématique" et que nous nous employons à en consacrer une série à la question agraire (y compris sur des questions soulevées par de nombreux camarades), nous devons nous référer à d'autres écrits et supposer connue désormais – sauf, occasionnellement, pour utiliser une formulation plus lumineuse rencontrée dans l'arsenal des textes – la théorie générale de la valeur et de la survaleur, dont il nous importe ici de repérer l'origine chez les premiers économistes du Capital tels que

Smith, Ricardo, etc., dans la mesure où ils ont consacré des recherches fondamentales à la rente agraire.

C'est pour la même raison que nous sortirons des limites propres à la production rurale lorsque, comme c'est le cas au sujet de l'importance de l'école physiocratique, la critique de Marx nous offrira des occasions fort utiles d'éclairer les fondements mêmes de la doctrine du communisme.

Le premier aspect, mais non le seul, de la grande innovation introduite par les physiocrates dans la science économique est d'avoir démontré l'existence de la survaleur ¹, ne serait-ce que dans le seul domaine foncier, en précisant pour la première fois la différence entre ce que le travailleur salarié reçoit et ce que son travail apporte en surcroît de produit, et donc de valeur. Cette seconde quantité étant, en règle générale, bien supérieure, la différence, affectée à d'autres éléments sociaux, constitue le surproduit, le surtravail, la survaleur ².

Les physiocrates firent cette découverte en se bornant à comparer des produits physiques et matériels, eu égard à leur utilisation dans la satisfaction des besoins humains, et, par conséquent, leur théorie n'est qu'une théorie de la *valeur d'usage* et non de la *valeur d'échange*, comme ce fut le cas des économistes classiques anglais, chantres du capitalisme : il était en effet facile de découvrir le phénomène en question dans le secteur agricole où le travailleur consomme les denrées mêmes qu'il produit, et où on constate immédiatement qu'il consomme du blé, des légumes, des fruits, etc., en quantité bien inférieure à celle qu'il contribue à produire dans l'entreprise.

Mais le second aspect très important du système et du célèbre *Ta-bleau* dans lequel Quesnay le résuma, c'est que, pour la première fois, la comparaison n'est pas faite à propos du seul tribut d'un salarié individuel livré à son fermier et au propriétaire foncier, mais à l'échelle

1 It. : plusvalenza.

2 It : *il sopravvalore (plusvalenza)* : il y a donc, avec *plusvalore*, trois termes italiens pour traduire l'allemand *Mehrwert*. *Sopravalore* n'est pas à proprement parler un néologisme ; attesté chez Croce, il est formé sur le modèle de l'allemand *Mehrwert* comme son équivalent français *survaleur*.

nationale comme rapport entre les *classes sociales*, en lesquelles, selon cette théorie, la nation (la société économique) se subdivise. Et par conséquent on a là, en germe, la théorie des classes sociales. Il y a plus : salaire, profit, rente, n'y sont pas étudiés comme quotes-parts personnelles de valeur qui constituent la recette de l'ouvrier (agricole), du capitaliste agraire et du propriétaire foncier, mais comme masses sociales ; la survaleur est donc calculée socialement, et si on la rapporte à un acte économique donné, elle importe en tant que *moyenne sociale* et non en tant que quote-part occasionnelle et individuelle.

Quesnay est donc en deçà de Marx, mais il est très au-delà du plus fameux des professeurs universitaires d'économie de 1954, dont le cheval de bataille, à tous, est le théorème suivant : il est impossible d'obtenir des résultats scientifiques tels que lois, schémas, théories et tableaux des économies sociales-*types*.

POUVOIR ET RICHESSE

[Retour à la table des matières](#)

Depuis cette époque, la science économique devient théorie du surtravail social et cesse d'être une explication vague et littéraire de la *richesse* et de ses mouvements, des causes et des effets de l'existence de riches et de pauvres... C'est pourquoi Marx rédige (dans le Livre IV du Capital) l'histoire des théories du surtravail et non, comme aurait dit Croce, l'"histoire de l'économographie".

Sans remonter trop loin, Hobbes, philosophe et économiste mort en 1679, c'est-à-dire un siècle avant Quesnay, répond à la question sur la richesse par une définition tranchée : *richesse est synonyme de puissance* ¹. Blanqui, représentant de l'autoritarisme dans la révolution, au même titre que le vieux Hobbes l'était dans la conservation, dira : qui a du fer a du pain! Et le génial, bien qu'encore confus, Adam Smith, afin de défendre sa grande intuition selon laquelle la valeur de toute

¹ Hobbes cité par A. Smith. Cf. Théories sur la plus-value, éd. sociales, t. 1, p. 70. MEW, t. 26.1, p.46.

marchandise (richesse, dans la société capitaliste, signifie amoncellement de marchandises) est mesurée par le temps de travail *contenu* par celle-ci, c'est-à-dire nécessaire pour la produire, commente : cela (la définition de Hobbes) ne signifie pas (il aurait dû dire : ne signifie plus) que « quiconque acquiert un grand patrimoine ou le reçoit en héritage... acquière nécessairement... un quelconque pouvoir politique, civil ou militaire... ; c'est un droit de commandement *sur tout le travail d'autrui ou sur tout le produit du travail se trouvant à ce moment sur le marché.* » ¹

La richesse consiste donc à disposer du travail d'autrui. Qu'elle puisse se former sur la base du travail personnel est une hypothèse naïve avancée par les propagandistes de l'économie mercantile bourgeoise, qui ne vaut rien même pour les jeûneurs de profession.

Quand Marx réfutera Ricardo, beaucoup plus avancé que Smith, il lui expliquera qu'il s'agit de disposer du travail *social* : en effet, l'expression travail *d'autrui*, opposée à celle de travail *personnel*, dotant chacun du mythique "droit naturel", est une expression ingénue. Quand Ricardo parle de "mon" travail, il lui fait observer : " mais mon travail aussi est du travail social". Cette formule si simple et si profonde nous ramène à ce que nous avons répété tant de fois : la formule de la revendication communiste n'est pas : à chacun le fruit de son travail, mais : à la société la totalité du travail social. Par conséquent, l'individu sera privé non seulement du "pouvoir" sur le travail d'autres hommes, mais aussi du pouvoir personnel sur le sien propre, c'est-à-dire sur la quote-part de "surtravail" qu'il sera encore tenu de donner à la société. Plus celle-ci progressera, plus elle reposera sur le surtravail social, et moins sur le "travail nécessaire", c'est-à-dire sur le travail acheté et payé, avec ses contraintes impératives de temps et de lieu de travail, maquillées en libre choix contractuel, en "prestation de service".

Mais à l'époque précédant la formation du marché général, qui est avant tout marché de la force de travail, l'identité entre richesse et

¹ A. Smith, cité par Marx, id., éd. sociales, p. 70-71 ; MEW, t.26.1, p. 46. Retraduit par nos soins à partir de l'allemand et de l'italien (NdT). Le soulignement est de Marx.

pouvoir était plus tangible. La dépendance n'était pas encore sociale, de classe à classe, mais *personnelle*. Dans l'esclavage, le corps tout entier du travailleur faisait partie de la richesse du propriétaire, ce qui impliquait la disposition de son surtravail : une fois qu'il avait reçu la nourriture qui le maintenait en vie, tout le produit de ses bras, en biens de consommation ou en services, appartenait de droit au propriétaire, au riche.

Dans le servage féodal, ce n'est plus l'intégralité de la personne de l'esclave, mais une grande partie du temps de travail du serf, ou du produit de ce travail, qui revient au seigneur, et, en outre, le serf est strictement lié à son lieu de travail. Il s'agit donc encore d'une dépendance personnelle, et la richesse du feudataire dépend toujours d'un rapport de puissance : en cas de rébellion, corps armés et forces légales reconduisent le serf au fief, de même qu'ils ramenaient l'esclave à la maison du maître.

Dans cette situation, la division de la société en classes et la répartition inégale de la richesse étaient évidentes puisque l'acte de pouvoir sur la classe servie était manifeste. Le trait de génie des physiocrates fut d'établir, en *partant même de l'hypothèse* que tous les travailleurs ont été *libérés*, que le transfert d'un volume de surtravail ne s'effectuait plus de domestique à maître en tant qu'individus, mais de classe à classe ; ils justifiaient le gain des entrepreneurs ruraux comme partie à somme nulle, mais mettaient en évidence que la rente des propriétaires terriens provenait, de façon parasitaire, du surtravail.

L'erreur qu'ils commirent, en ne voyant pas dans la manufacture le même rapport entre surtravail et profit, est largement compensée par le résultat grandiose consistant à attribuer la dynamique économique non plus à l'élément individuel mais au complexe social de classe.

USAGE DES MODÈLES

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'à présent, nous n'avons fait que mentionner en passant les chiffres du Tableau. Il convient maintenant d'exposer, dans ses lignes

générales, le "bilan" de chaque classe : cela nous permettra de bien comprendre ensuite où se situent les défauts dans la théorie de la sur-valeur de Smith et de Ricardo en suivant la voie tracée par la critique de Marx.

Le Tableau décrit une société-*type*, abstraite, et donc réduite à un *schéma*. La tâche de Marx, interrompue par la mort et mal achevée par le mouvement et l'école pour des raisons historiques bien connues de déviation et de révisionnisme fallacieux, fut de produire un schéma-type de l'actuelle société capitaliste industrielle.

Les différences sont substantielles : Quesnay considère que son schéma-type caractérise la société post-féodale, celle du travail salarié, et donc l'antagonisme de classe entre prolétaires et entrepreneurs lui échappe entièrement. Dans le rôle de classe dominante, il substitue donc à l'aristocratie d'ancien régime une classe de propriétaires bourgeois de la terre, en négligeant celle des capitalistes entrepreneurs, et même celle de capitalistes du commerce et de la finance. En outre, Quesnay construit son schéma comme le "projet de la meilleure société possible" et comme le plan de la société stable de l'avenir, fondée sur la "liberté" personnelle. Marx, quant à lui, construit son schéma comme celui de la société capitaliste historiquement existante depuis l'époque féodale, en son type pleinement développé, et non celui d'un mécanisme qui tournerait uniformément, à son "régime de croisière", car son objectif est précisément de montrer qu'un tel état de choses est instable et historiquement transitoire, et que sa mécanique ne conduit pas à ce que la physique définit comme "équilibre" dynamique, mais à un déséquilibre certain, à des crises en série et à l'explosion finale. À des fins polémiques, il ne prend pas en considération, comme nous l'affirmons toujours, la société capitaliste réelle, *impure*, des différents pays et des différents stades de développement – dont il fournit, quand c'est nécessaire, des descriptions particulières magnifiques et sûres –, mais une société hypothétique dans laquelle tout serait production salariale et distribution marchande, société que les bourgeois et leur science vantent comme étant en équilibre parfait et éternel, une fois disparus tous les résidus des formes pré-capitalistes.

Et, effectivement, c'est ce qu'affirmèrent les économistes capitalistes de l'école classique ; mais ensuite, la science officielle, effrayée

par les puissances qu'elles avait évoquées, se replia sur la statistique qui enregistre et décrit, et répudia les *schémas*, en les déclarant purs et vains exercices doctrinaux contre lesquels la réalité multiforme et capricieuse ne cesse de se rebeller. Elle refusa donc toute schématisation, non seulement celles à la Quesnay qui ont une valeur apologétique et correspondent en économie aux plans des sociologues utopistes, mais plus encore celle de Marx qui n'est pas statique mais dynamique, ni apologétique mais révolutionnaire.

Malgré tout, Quesnay a eu le mérite de déclarer possible la construction scientifique d'un schéma, au sein de la grande richesse et variabilité des données de l'économie vivante ; en cela, il anticipait, ni plus ni moins, le matérialisme historique de Marx, en affirmant que la critique moderne des vieilles écoles spiritualistes, menée en France au nom de la science naturelle et physique, en Allemagne des sciences de la pensée, tentée en Angleterre au nom des sciences sociales, à l'âge d'or de la révolution industrielle, pouvait parfaitement être proposée et développée dans ce domaine jusqu'à son fondement scientifique ; mais cette tâche dépassait celle impartie à la philosophie bourgeoise et était réservée au matérialisme dialectique d'une classe nouvelle et révolutionnaire : le prolétariat.

BILAN DU TABLEAU DE QUESNAY

[Retour à la table des matières](#)

Le *Tableau* ¹ ne considère pas le mouvement des produits et de la monnaie à l'intérieur des classes, mais seulement entre les classes à l'échelle de la société entière, laquelle était, pour l'auteur, la société française de l'époque (1759).

D'après lui, les classes sont au nombre de trois. La Classe P, ou classe *propriétaire*, qui comprend le souverain et les *décimateurs*, c'est-à-dire les bénéficiaires des dîmes devenues désormais rente en argent. La Classe F, ou classe *productive*, qui comprend non seule-

¹ En français dans le texte.

ment les fermiers capitalistes mais aussi tous les salariés agricoles qu'ils emploient. La Classe S, ou classe *stérile*, qui comprend les fabricants et les ouvriers des manufactures.

Comme on le sait, Smith et Ricardo, ainsi que Marx, utiliseront un autre schéma à trois classes : propriétaires fonciers, capitalistes et ouvriers salariés.

Dans l'un et l'autre cas, les classes des petits paysans et des artisans sont exclues du schéma, dans la mesure où elles constituent des îlots fermés, non impliqués dans la circulation générale des produits et des valeurs. Mais Smith et Ricardo seront moins profonds que Quesnay quant à la prise en compte distincte, dans le calcul bourgeois d'entreprise, du capital constant avancé et recouvré intact, c'est-à-dire non accru, à chaque cycle, et du capital effectivement circulant qui a la propriété de revenir accru à la fin d'un cycle et au début du suivant.

Il est vrai que Smith et Ricardo comprirent qu'à chaque cycle productif, le capitaliste fait l'avance des matières premières et des salaires ouvriers, et devient propriétaire du produit, et que la différence entre la valeur de ce dernier et la valeur avancée constitue une prime qui est la survaleur ; ils affirmèrent aussi que toute la survaleur était du surtravail, c'est-à-dire qu'elle découlait du fait que le salaire payé aux ouvriers ne couvrait qu'une partie de la valeur qu'ils avaient ajoutée par leur travail, mais ils la rapportèrent à la valeur de tout le produit obtenu. On ne doit la rapporter, au contraire, qu'à la seule valeur du capital variable, le capital-salaires, puisque le capital constant n'est qu'une avance qui fait retour sans changement. Par conséquent, ils confondirent les concepts de survaleur et de profit (voir le Dialogue avec Staline) et fixèrent trop bas le taux de survaleur.

Quesnay procède différemment. Prenons la classe F, la classe productive. Au moment de la récolte, il suppose que les fermiers, qui la détiennent en totalité dans leurs dépôts en disposent à hauteur de cinq milliards. Mais, en tant que capitalistes, ils disposent en outre de leur *capital d'exploitation* sous forme de deux milliards en argent. Grâce à ces fonds, ils versent à la classe P des propriétaires sa rente globale, supposée égale à deux milliards. Ils mettent ensuite le produit sur le marché et versent d'abord deux des cinq milliards de produits agrico-

les à leurs ouvriers, versement qui a lieu *à l'intérieur* de la classe F, au moyen d'opérations marchandes ou monétaires qui ne sont pas mises en évidence (pour simplifier, nous faisons comme si les mouvements ne se produisaient qu'une fois par an et comme si chacun gardait ce qu'il avait reçu : justement, l'étude et l'exposé sont moins obscurs pour ce qui concerne l'agriculture où le cycle a une stricte périodicité annuelle ; pour indéchiffrable que Quesnay soit resté jusqu'à Marx, le tableau de la production et de la circulation industrielles le serait encore plus avec ses superpositions et ses déphasages de cycles de durées très variées).

Restent trois milliards de denrées. Les propriétaires de la classe P en achètent pour un milliard, et la classe F récupère ainsi un des deux milliards de ses disponibilités initiales.

Elle récupère un second milliard en vendant des denrées alimentaires à la classe S, la classe industrielle ; il lui reste alors encore un milliard de produits que Quesnay suppose constitué non de biens alimentaires et assimilés mais de matières premières à transformer (coton brut, laine, cuir, etc., etc.). Celles-ci aussi sont vendues à la classe S qui les transformera l'année suivante. Jusqu'ici, F a encaissé un milliard de plus que ceux qu'elle a payés comme rente : ce serait, au sens large, son profit : elle l'emploie encore à acquérir auprès de la classe S pour un milliard de produits manufacturés, soit pour sa consommation personnelle, soit pour le remplacement des outils et équipements usagés (il faut se rappeler que la consommation personnelle en denrées alimentaires des fermiers est déjà assurée par les deux milliards de produits retenus *à l'intérieur de* la classe productive et non mis en circulation).

Le bilan de la classe F est donc bouclé pour une année.

En argent : encaisse initiale de deux milliards. Entrées : un milliard provenant des propriétaires, deux milliards provenant de la classe S, dont un pour les denrées alimentaires, et un autre pour les matières premières : soit au total trois milliards. Sorties : deux milliards versés aux propriétaires au titre de la rente, un milliard à la classe S pour les produits manufacturés : total trois milliards. À la fin, on a donc deux

plus trois moins trois : on retrouve les deux milliards du capital d'exploitation initial.

En produits : cinq milliards en magasin. Sorties : deux milliards aux membres de la classe agricole productive (salaires et rémunérations en nature), un milliard vendu aux propriétaires, deux milliards vendus à la classe stérile, dont un de denrées alimentaires et un autre de matières premières. Total : cinq milliards. Équilibre.

Arrêtons-nous un instant pour faire observer que le milliard employé à acheter à la classe stérile différents biens d'utilité représente la rétribution du capital fixe (et non celle de l'encaisse, ou du capital d'exploitation) des fermiers, qui est constitué par les machines, les outils, le bétail, etc., et que Quesnay estime à dix milliards rémunérés, par conséquent, à 10% d'intérêt.

Faisons maintenant le bilan de la classe propriétaire : le plus simple pour vous, et le plus agréable ... pour eux. Elle reçoit deux milliards en argent de la classe F. Elle dépense un milliard pour lui acheter des denrées alimentaires et un autre pour acheter à la classe industrielle des objets manufacturés. Equilibre.

Si l'on admet ici aussi un taux d'intérêt de 10%, le patrimoine des propriétaires s'élèverait donc, avec une rente de deux milliards, à vingt milliards. En réalité, dans le système considéré, seule la classe des propriétaires paye des impôts. Sur les deux milliards de rente, deux septièmes vont à l'Etat, un septième aux dîmes de l'Eglise, et seuls quatre septièmes constituent la rente nette ; la valeur du patrimoine foncier n'est donc pas de vingt milliards, mais seulement de onze et demi.

Reste à faire le bilan de la classe stérile. Bien sûr celle-ci, en la personne des fabricants, possède un capital d'exploitation de deux milliards, qui, à la fin ou au début du cycle, est transformé en objets manufacturés. Elle vend un milliard d'articles manufacturés aux propriétaires, et un autre milliard à la classe F, encaissant ainsi deux milliards en argent. Avec l'un, elle achète aux fermiers des denrées alimentaires pour ses ouvriers et ses entrepreneurs, et avec l'autre, des matières premières à transformer pour l'année suivante. Son bilan est en équi-

bre, sans pertes ni profits. Elle a bien un capital d'exploitation, mais pas de rente nette, et donc, pour Quesnay, la terre vaut onze milliards et demi, le capital de l'entreprise agricole a une valeur patrimoniale de dix milliards, et l'industrie manufacturière en activité (à moins qu'on ne la liquide en arrêtant la production) vaut zéro.

Quesnay expose ce mouvement d'une façon quelque peu obscure. Marx en a fait une esquisse au Chapitre 14 de la Section A de [l'Histoire](#)¹ en une synthèse assez "raide". Engels l'a exposé à nouveau plus clairement au Chapitre 10 de la 2^o Section de [l'Anti-Dühring](#). Nous nous flattons d'avoir été encore plus terre à terre qu'Engels. Si vous n'avez pas compris, prière d'attendre un interprète encore plus idiot que nous.

QUESNAY N'ÉTAIT PAS IDIOT

[Retour à la table des matières](#)

Nous allons maintenant nous adonner à l'exercice suivant : relire les bilans précédents dans la langue de Marx. Et ensuite, les relire dans la langue (passez-nous l'expression) des professeurs d'université.

Pour Smith et Ricardo, la valeur du produit peut se décomposer en trois éléments : salaire, rente, profit, qu'il s'agisse d'un produit agricole ou manufacturier. En cela, ils ont raison par rapport à Quesnay. Mais ils sont en deçà de Marx qui établit que la valeur du produit se décompose en quatre parties : capital constant, capital variable, rente, profit. Le capital constant, qui va se reconstituer à la fin du cycle, n'est donc le *revenu*², ou entrée économique, d'aucune classe. Le capital variable est cette partie de la somme tirée du produit qui sert à payer les salaires des travailleurs, la rente va aux propriétaires fonciers et le profit aux capitalistes. Ce dernier se divise de manière variable en profit d'entreprise et intérêt du capital financier.

1 Cf. [Théories sur la plus-value](#), éd. sociales, vol. I, ch. 6, p. 357 et suiv.

2 En français dans le texte .

Voyons maintenant le bilan du *Fermier* ¹ de Quesnay (et n'hésitez pas à inscrire, avec l'assentiment général, dans la classe "F" ² celui qui a la naïveté de croire que ces pages seront lues jusqu'au bout). Capital constant : il se réduit à une faible part du milliard en objets manufacturés qu'il achète à la classe stérile et qui servent, entre autres, à renouveler les outils et les machines. Capital variable : il est constitué presque en totalité par les deux milliards d'articles de consommation de la classe productive. Survaleur : deux milliards, plus la majeure partie du milliard en objets manufacturés et une faible partie des deux milliards en denrées alimentaires consommées au sein de la classe rurale, mettons en tout trois milliards. Répartition de cette survaleur : rente, deux milliards, qui vont aux propriétaires; profit des entrepreneurs et intérêt du capital d'entreprise, qui tous deux vont aux fermiers eux-mêmes, un milliard. Valeur totale du produit annuel : cinq milliards.

Bilan du propriétaire : il consomme deux milliards de rente annuelle en achetant des denrées alimentaires et des articles manufacturés.

Bilan de l'industriel : capital constant, un milliard (les matières premières achetées à F), capital variable, un milliard (les denrées alimentaires achetées à F), survaleur, zéro, valeur totale annuelle de la production, deux milliards. En fait, sur le milliard dépensé en ravitaillement des ouvriers, une partie est affectée aux fabricants, et constituerait aussi de la survaleur : mais, à cette époque, l'industriel passait pour un travailleur intellectuel et organisateur (rappelez-vous la définition du profit d'entreprise donnée par l'auteur moderne de traités), et Quesnay définit cette part-là comme une rémunération donnée à des éléments choisis de la classe stérile ; ces derniers reçoivent, comme leurs ouvriers, exactement ce qu'ils consomment : dans l'industrie, la masse du profit et celle de la survaleur sont égales à zéro, ainsi donc que le taux (ou pourcentage) de l'un et de l'autre.

¹ En français dans le texte .

² La classe "F" est ici la classe non des fermiers mais bien celle des *fessi*, des idiots ! .

Dans l'agriculture, au contraire, se manifeste la rente qui, serait-elle exempte de taxes et de dîmes, s'élève aux deux cinquièmes du produit brut (nous pourrions fixer à deux cinquièmes ou 40% le "taux de la rente"), profit et intérêt à un cinquième du produit brut (taux de profit d'un cinquième ou 20%), leur somme, ou survaleur, aux trois cinquièmes du produit brut. Etant donné que le capital constant est négligeable (dans l'agriculture, on ne transforme pas de matières premières), le taux de survaleur est de trois divisé par deux (valeur du capital-salaires), soit environ 150%.

On trouve donc, dans le Tableau, la théorie du surtravail sous une forme embryonnaire. Si les travailleurs de la terre ne consomment que deux en produisant cinq, et si leur journée de travail était de dix heures, le travail payé serait de quatre heures et le surtravail de six heures.

ET LES MODERNES ?

[Retour à la table des matières](#)

Voyons maintenant comment un professeur d'économie moderne lit le *Tableau* ¹.

La propriété foncière nationale vaut 11 milliards et demi. Le produit annuel s'élève à 5 milliards. La rente brute des propriétaires est de 2 milliards, et la rente nette d'un milliard 150 millions, avec un taux de 10%.

Le capital investi dans l'agriculture (valeur patrimoniale des entreprises agricoles capitalistes) est de 10 milliards. Le profit net avoisine 1 milliard avec un taux de 10%. Les produits agricoles sont vendus avec une marge de 10% sur le coût de production, en incluant la redevance du loyer.

¹ En français dans le texte .

Le capital investi dans l'industrie est de 2 milliards, il se reproduit mais ne donne pas de profit. Les prix de marché des produits manufacturés ne laissent aucune marge par rapport au coût de production.

Le capital circulant nécessaire est de 2 milliards. Le revenu national est de 7 milliards (2 en rente foncière, 1 en profit d'entreprise, 2 en salaires agricoles, 2 en salaires industriels). Le patrimoine national s'élève à 23 milliards et demi. Si tout cela met en évidence les insuffisances du Tableau, son rapport à un capitalisme peu développé, avec des taux de rente trop élevés face à des salaires très bas, il n'empêche aussi que cela rend évidente pour la première fois la différence abyssale qui existe entre le mécanisme de la comptabilité capitaliste et celui du calcul marxiste. Pour le modernissime professeur, plus arriéré et plus "féodaliforme" que Quesnay, le Capital est un titre patrimonial. Pour nous, le Capital est une masse de marchandises produites pour être consommées ou réutilisées à titre d'équipement, et aussi une masse de travail social vivant condamné au bagne d'entreprise. Le socialiste universitaire est celui qui se contente d'invoquer l'expropriation des droits de propriété ; le socialiste révolutionnaire est celui qui veut supprimer le Capital, en arrachant le caractère de marchandises aussi bien aux instruments de travail qu'aux biens de consommation, en libérant le travail social vivant de la tyrannie de l'entreprise.

C'est pourquoi, dans des passages que cite Marx, Ricardo disait des bêtises en oubliant, malentendu habituel, que la survaleur ne doit être rapportée qu'à cette seule partie de la valeur du produit qu'est le capital-salaire, et non pas à tout le capital, y compris la partie constante (et encore moins à la valeur patrimoniale de l'entreprise de production) :

« Dans la mesure où il revient moins au salaire, il reviendra plus au profit, et vice versa. »

« Si les salaires augmentent, c'est toujours aux dépens du profit et s'ils baissent, le profit augmente toujours. » ¹

L'erreur qui consiste à réduire, pour la plus grande gloire de la Production et de l'Entreprise, l'antagonisme entre deux époques et

¹ Théories..., éd. sociales, t. 2, pp. 500 et 502. MEW, id., t. 26.2, pp. 423 et 424.

deux mondes féroce­ment ennemis à une chamaillie­rie entre le profit patronal et le salaire ouvrier, caracté­rise la banale caricature de la ré­volution de classe qui a nom syndicalisme, de Proudhon à Lassalle, du pauvre vieux Rigola aujour­d'hui disparu jusqu'aux ordinovistes.

Mais ce n'est pas le moment de développer ici la série de cas examinés par Marx afin de réfuter la petite formule ricardienne.

MÉTHODES DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Le professeur ordinaire ne conçoit pas que la circulation nationale et le revenu national puissent se calculer comme s'effectuant entre "classes". Il prétend qu'il faut considérer la circulation d'entreprise à entreprise, d'"homo œconomicus" à "homo œconomicus", et le revenu national comme la somme de tous les revenus personnels des citoyens. Il égare ainsi le lecteur imprudent des journaux et des revues dans le labyrinthe des entrées qui deviennent sorties, puis redeviennent entrées, des dépenses, des revenus, des reports créditeurs, débiteurs et... arnaqueurs, si bien qu'à la fin une seule loi triomphe, celle de l'équivalence des valeurs au cours de milliards de transactions moléculaires, et que la philosophie suprême de la recherche économique se réduit à cela que le droit moral et la religion officielle sont saufs lorsqu'on entonne la chansonnette : qui a donné, a donné ! Qui a reçu, a reçu !

L'économie politique est la science par excellence où l'on constate que la culture moderne tant vantée traverse une époque de recul ininterrompu. Une autre science, caractéristique à cet égard, est l'urbanisme, qui fait des pas de géant à reculons depuis l'époque de Romulus. Les villes fondées par les urbanistes modernes sont de plus en plus répugnantes en l'absence totale de toute notion sensée de technique, d'économie et d'histoire sociale. Qu'on ne croie pas qu'il faille faire exception des prétendues sciences "exactes". La plus vénale et corrompible est par exemple l'architecture, toute entière fondée sur les mathématiques et la mécanique, et on ne met guère à l'étude – il fau-

dra bien que d'ici quelques années quelqu'un y travaille – les questions touchant à la physique nucléaire, autre domaine où de formidables intérêts de *richesse* et de *puissance* faussent le jeu.

Pour défendre sa méthode moléculaire, désagrégatrice, indéterministe et hostile à toute prise de parti, le professeur d'économie se mettra à railler les efforts que sa science eut à accomplir dans la période où la situation sociale lui donnait un élan puissant, en qualifiant d'exercices d'agitateur et d'homme de parti les tentatives d'établir des schémas explicatifs de la machine sociale, conçue comme un système grandiose et simple, et non comme un banal mécanisme d'horlogerie. Mais Quesnay, malgré les simplifications abusives qui l'amènèrent à mettre ensemble les ouvriers agricoles et les fermiers capitalistes, eux-mêmes opposés à la symbiose économique des industriels et des ouvriers d'usine, fut grand lorsque, à partir de la terrible *impasse* ¹ de la circulation monétaire, dans laquelle le seul phénomène compréhensible d'emblée est le portefeuille qu'on tire de la poche intérieure de la veste, il en déduisit la structure : circulation annulée à l'intérieur de chacune des trois classes, circulation *incomplète* lorsque seules deux classes sont en jeu (par exemple, les Propriétaires achètent des articles manufacturés aux Stériles), *complète* lorsqu'elles sont toutes les trois en jeu : par exemple, l'argent va des *Fermiers* ² aux Propriétaires, des Propriétaires aux Stériles, et à nouveau des Stériles aux *Fermiers* ³. Le professeur, ou le grand bureaucrate, nous disent : aujourd'hui, nous avons devant nous un nombre beaucoup plus grand de types, et, dans chaque type qualifié, de situations quantitativement différentes, et cette présentation simpliste n'est plus admissible. Les données doivent être traitées au moyen des théories statistiques modernes, des ressources de la *cybernétique* et des calculateurs électroniques. Pendant que ces "trusts" de cerveaux, naturels et artificiels, élaborent les données à manches retroussées, *surveillez vos poches !* pas seulement en prenant l'autobus, mais même à pied, à chaque pas ou faux-pas !

1 En français dans le texte .

2 En français dans le texte .

3 En français dans le texte .

Et pourtant le schématique Quesnay n'était mû que par les conditions du milieu où il vivait, lesquelles étaient parfaitement limpides et lisibles, et non par un esprit partisan : nous avons dit que son idéologie était encore aristocratique et autocratique, et qu'il ne s'était pas rendu compte qu'il était l'expression d'une époque nouvelle, non seulement de celle de la propriété foncière capitaliste opposée à la propriété foncière féodale, mais même de celle des formes ultérieures du capitalisme industriel dont, sans les avoir connues, il trouvait et écrivait les lois. N'est-ce pas ainsi que toute science a procédé : par ces schémas qui semblent tenir sur des béquilles et qui ne naissent pas dans des cerveaux fêlés, mais sous la dictée presque inconsciente de situations historiques hautement sismiques ? Christophe Colomb ne découvrit-il pas l'Occident inconnu en soutenant qu'il "rejoignait l'Orient" ? Galilée écrivit dans le plus grand secret : "altissimum planetam tergeminum observavi", c'est-à-dire : j'ai vu (avec une lunette primitive) la planète Saturne composée de trois étoiles collées ; une grosse au milieu et deux petites sur les côtés. Et en effet, avec un plus fort grossissement, Herschel vit qu'il s'agissait du fameux anneau qui entoure la planète de forme approximativement sphérique comme toutes les autres, et que Galilée avait "pris la tasse". Mais cette tasse ne vaut-elle pas plus que toutes les tasses de café que vous pouvez prendre avec votre paye du mois ?

On pourrait ajouter aujourd'hui des centaines d'autres exemples pour démontrer que les conquêtes de la théorie procèdent par vagues et que celles qui sont fondamentales correspondent à certaines périodes critiques. Toutes les connaissances récentes sur la physique des particules sont issues de l'élaboration de schémas et de modèles de l'atome, qui non seulement le décrivent de manière grossière afin de rendre la chose accessible à nos sens et au degré de développement de notre cerveau, mais qui ne garantissent pas du tout que les nombreux types de particules découvertes, et en un certain sens vérifiées, existent réellement en tant que points matériels, et qu'il ne s'agisse pas d'un tout autre processus, ondes d'énergie ou autre, décrit dans les formules mathématiques, confirmé par des protocoles expérimentaux, mais non accessible à nos sens, ni même à notre entendement.

Le modèle schématique paraîtra un jour grossier et banal comme le petit dessin que Galilée fit de Saturne, mais, pendant ce temps, l'éner-

gie atomique aura été libérée, à la gloire d'une autre science qui dégè-
nère honteusement depuis des milliers d'années : l'art militaire.

Il est donc parfaitement licite de travailler au modèle "irréel" de la
société capitaliste moderne et au schéma indiquant la voie et la trajec-
toire au bout desquelles elle devra crever.

Si l'on doit un jour rejeter le schéma, nous ne le ferons qu'"après".

POLITIQUE DE CLASSE (*Pour la bonne bouche* ¹)

[Retour à la table des matières](#)

La critique spécifique mise en œuvre par les physiocrates, fût-ce
sous forme embryonnaire, offrait donc au marxisme, doctrine mo-
derne du prolétariat (déjà présent dans le schéma de Quesnay, puisque
les salariés agricoles, sur le travail desquels repose toute la création de
richesse sociale, sont de purs, on ne peut plus purs, prolétaires), quel-
ques éléments essentiels. Nous avons étudié le premier, à savoir la
création de la théorie du surtravail, et le second, à savoir la division de
la société en classes et l'analyse des mouvements économiques de
classe à classe, et non plus d'individu à individu, de firme à firme.
Mais il y en a encore un autre qui confirme que l'intérêt que Marx por-
tait à ce système n'était pas un exercice d'érudition, mais répondait à
une exigence révolutionnaire.

Il y a, dans la théorie physiocratique, un élément qui est totalement
absent de l'économie classique capitaliste, bien que celle-ci ait eu le
mérite d'avoir prouvé l'existence de la survaleur dans la production de
toute *marchandise*, qu'elle soit produit agricole ou manufacturé. En
mettant en évidence ce rapport comme étant prestation de classe à
classe, les physiocrates n'essayèrent jamais d'expliquer la rente fon-
cière en atténuant son caractère d'extorsion de travail par une autre
classe ; les économistes classiques, quant à eux, découvrirent bien la

¹ En français dans le texte .

survaleur dans l'industrie, mais, en obéissant au schéma individualiste de leur économie, ils affirmèrent que le salaire du travailleur paie exactement son temps de travail en vertu de la loi d'équivalence des échanges et avancèrent sans cesse des "justifications" du profit d'entreprise qu'ils définissent comme contrepartie d'une contribution à la richesse sociale.

En d'autres termes, tandis que l'économie classique justifie le rapport entre le capitaliste et le prolétaire comme étant, dans le régime du salariat, équitable et libre, ne qualifiant d'oppressifs que ceux, antérieurs, de dépendance servile, et que pour elle, l'environnement juridique de la liberté personnelle est la condition définitive d'une économie équilibrée et florissante, les physiocrates français, faisant précisément dépendre la naissance de la survaleur d'une part de la transformation historique du serf de la glèbe en travailleur libre, d'autre part de la libération de la terre de l'inféodation héréditaire, rendant ainsi la propriété convertible à tout moment en argent et vice versa, les physiocrates français, donc, posent les premiers jalons d'une critique sociale des institutions libérales et démocratiques, que le marxisme développera jusqu'à en faire la base de la politique de la classe salariée.

Le marxisme ne pouvait se passer de construire sa théorie de l'antagonisme de classe dans la société libérale sur les données fournies par l'économie industrielle des classiques bourgeois, puisque ceux-ci ont énoncé clairement les lois du procès de mécanisation de la production qui aboutissaient à la formation de l'immense armée des travailleurs industriels. Celle-ci, se trouvant, vis-à-vis de la classe des fabricants, dans le même rapport que les salariés agricoles vis-à-vis des fermiers capitalistes, aurait apporté des forces supplémentaires immenses à la nouvelle lutte entre les classes en occupant, dans le Tableau, la place la plus flamboyante.

Mais le résultat auquel parvient le marxisme est que la révolution libérale n'a pas le sens qu'elle prétend avoir dans l'idéologie politique et qu'elle ne débouche pas sur une conquête irrévocable de droits nouveaux pour tous les citoyens, au-delà de leur position économique ; mais que ce sens est plutôt celui de l'ascension au pouvoir d'une nouvelle classe dominante, dont les atours rationalistes ne sont que le déguisement. Certes, ce résultat n'est pas contenu dans la doctrine phy-

siocratique et n'aurait pu l'être historiquement, mais elle ne s'y oppose pas d'une manière aussi résolue que le libéralisme économique anglais qui affirme : si chaque molécule sociale jouit de la pleine faculté d'effectuer ses choix économiques, tout le système doit fonctionner sans entraves ni secousses. Dans le schéma du Tableau, en effet, est mis en lumière le fait que la classe privilégiée, celle des propriétaires fonciers, tout en étant seule à entretenir, par ses impôts, la machine de l'Etat, ne le fait que dans la mesure où cette dernière intervient pour défendre l'intangibilité de son monopole de la terre. L'école ricardienne, à l'opposé, tend à dissimuler le monopole du Capital et l'essence de la machine de classe de l'Etat démocratique qui est à son service .

En partant de la schématisation de la société "capitaliste agraire", nous sommes arrivés au cœur du problème de la stratégie politique prolétarienne.

Durant la période qui va de Quesnay à Marx, le prolétariat ne pouvait pas ne pas combattre dans les révolutions bourgeoises qui, outre qu'elles permirent de vaincre la machine féodale du pouvoir, ouvrirent la voie à la libération des forces productives qui naît de l'abolition du servage et des entraves pesant sur la terre, mais aussi à celle qui découle de la concentration en unités de plus en plus puissantes du travail manufacturier et urbain.

Dans cette participation du prolétariat naissant aux insurrections libérales et nationales, qui expriment la formation de la nouvelle économie de marché et font fusionner les îlots stagnants traditionnels dans une unité territoriale, il est une condition à laquelle on ne peut déroger : la démolition incessante, par la doctrine et l'agitation, des illusions démocratiques en politique et en économie. Cette conception marxiste de la stratégie révolutionnaire n'est pas moins profonde que les autres positions de principe. Tant qu'il est voué à suivre avec impatience les victoires armées des révolutions libérales, le mouvement marxiste ne cesse pas de combattre à fond les idéologies rationalistes et démocratiques et de se moquer des conquêtes tant vantées de la liberté de l'"individu" et du "peuple".

Cette puissante position sur deux fronts, dont les deux aspects dialectiques ne se contrarient pas mais se complètent de manière irrésistible, se trouve pleinement confirmée par la référence que fait Marx à cette doctrine de l'économie politique qui, en pleine ferveur idéologique vouée à la proclamation des droits de l'homme et du citoyen, se consacre à faire de la circulation des valeurs matérielles, des produits et des ouvrages, entre telle et telle des grandes classes sociales de l'époque, la structure essentielle de la dynamique historique de la société.

Et cette référence est toujours très importante, aujourd'hui précisément, pour comprendre les toutes dernières années et les prochaines, où de faux dialecticiens, de faux marxistes, de faux révolutionnaires répètent inlassablement que le temps est revenu où il est nécessaire de donner au développement du cycle bourgeois une nouvelle poussée en avant, les armes à la main comme au XIX^e siècle, se noient dans la fange de l'apologie la plus outrée des thèmes idéologiques ¹ de la bourgeoisie et plaident, dans le jargon démocratoïde le plus vil, pour les revendications et les droits de la "personne", pour les présumés populaires, alors que voilà deux siècles déjà, il était possible de dépasser avec certitude toutes ces vieilleries écœurantes et de reconnaître les traits vigoureux des seuls protagonistes de l'histoire vivante, les classes.

Il Programma Comunista, n°2, 22 janvier - 05 février 1954.

¹ It. : ideologismi.

Textes sur la question agraire

6.

MÉTAPHYSIQUE DE LA TERRE-CAPITAL

Il Programma Comunista, n°3, 05 - 19 février 1954

DE 1884 À 1847

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne voulons pas nous contenter de soutenir que ce que Marx a écrit dans la dernière partie de sa vie, aussi bien dans le Livre III que dans le Livre IV de son oeuvre majeure inachevée, représente *le dernier mot* concernant la théorie de l'économie agraire.

Cette théorie a une forme bien définie dès l'instant où se constitue le bloc, aux contours nets et précis, de la doctrine révolutionnaire, à savoir quelques années avant le Manifeste paru en 1848.

Et en effet, c'est Marx lui-même qui nous le confirme, au grand dépit, pour la énième fois, de ceux qui ont toujours affirmé le caractère de "continuel changement" de la méthode marxiste en général, et des analyses de Karl Marx en particulier. Et il est vrai que parmi ces gens-là il y en eut (il n'y en a plus) qui n'étaient pas idiots. Nous vou-

lons dire par cette phrase un peu contournée qu'il en existe aussi aujourd'hui, mais qu'ils sont tous idiots.

Parmi les défunts, rappelons-nous Tonino Graziadei qui connaissait son affaire (même si, dans les dernières années, on l'avait réduit, dans le parti en toc, au rôle de consultant bibliographique et doctrinal de la grande Direction "militante"). Depuis l'époque où il était un réformiste très droitier jusqu'à celle où il se révéla communiste, mais professeur toujours (comme il souriait de bonheur un jour à Berlin quand il racontait comment il était passé facilement à la frontière en déclinant sa qualité : "Universitätsprofessor"!..., à un douanier qui aurait à coup sûr interdit le passage à Karl Marx en personne!), il n'a cessé de publier, même durant la période fasciste, un livre par an pour prouver que le Livre III du *Capital* avait démoli, morceau par morceau, les premières théories économiques de Marx, et surtout sa théorie de la survaleur, celle sur la rente devenant (au dire de Tonino) un vain exercice littéraire.

À la fin du troisième volume de *l'Histoire des Doctrines*, dans l'intéressant paragraphe où il compare Rodbertus et Ricardo, Marx, sans doute fatigué de citer les "bévues" du premier, s'exclame à un moment : « J'ai déjà expliqué tout à fait correctement la propriété foncière moderne » ¹. Et, en bas de page, il cite *Misère de la Philosophie*, éditée à Paris en 1847.

Cette oeuvre fondamentale, à laquelle nous avons eu si souvent recours et qui prend pour point de départ les écrits économiques de Proudhon, représente le premier exposé organique de l'économie marxiste et des principes de base du déterminisme dialectique, tandis que le *Manifeste*, rédigé quelques mois plus tard, en établissait, sur des fondations irrévocables, la partie historique et politique.

Nous avons non moins souvent constaté que la démolition de la construction proudhonienne fait époque, car suffisante pour faire place nette des déviations innombrables et bien postérieures qu'on a alignées tout au long d'un siècle, en enfourchant exactement les mêmes erreurs et les mêmes *ismes* archi-déconsidérés, dont nous rappelons à nou-

¹ Éditions sociales, t. 2, p. 175. MEW, t. 26.2, p. 155.

veau la série : idéal – moral – égalitar – libre-échange – libéral – libertar – individual – personnel – subjectiv – mercantil – ISME ¹.

Cela est souligné magistralement par Engels dans sa Préface de 1884 ² (et donc 37 ans plus tard), dont nous avons aussi extrait en d'autres occasions d'excellentes formules synthétiques des positions cardinales, et où il avertit cependant que la terminologie n'est pas encore aussi élaborée que celle du Capital, puisque on parle de valeur et de prix du travail au lieu de ceux de la *force de travail*, traitée dans l'économie salariale (ergo : capitaliste) comme une marchandise.

ÉCONOMIE, MORALE, LOGIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est pas un hasard si nous avons dit que, dans la critique adressée à Proudhon, les problèmes couramment qualifiés de philosophiques sont aussi passés au crible. Dans son caustique préambule bien connu, Marx se moque de l'auteur qui passait en France pour un grand philosophe allemand, et en Allemagne pour un grand économiste français.

Or, c'est précisément lorsque Proudhon se met à traiter notre sujet actuel, c'est-à-dire la propriété agraire et la rente, qu'il s'en sort ainsi : « L'origine de la rente, comme de la propriété, est pour ainsi dire extra-économique; elle réside dans des considérations de psychologie et de morale qui ne tiennent que de fort loin à la production des richesses. » ³

-
- 1 L'italien aligne ici un dernier terme : *aziend-Ismo*, dont il n'y a pas de véritable équivalent français et qui désigne toutes les théories centrées sur l'entreprise.
 - 2 Il s'agit de la Préface à la première édition allemande de *Misère de la Philosophie*.
 - 3 Proudhon cité par Marx, dans Misère de la Philosophie, éditions sociales, 1961, p.160.

On voit là qu'on se trouve situé de part et d'autre de l'abîme. Devons-nous nous aider des données de la science psychologique et de la science (?) morale pour expliquer les processus économiques? Ou bien, au contraire, brandir la solide clef du matérialisme historique, et expliquer par les données économiques les manifestations "psychologiques" et les innombrables *systemes* de morale?

Lorsque Marx aborde la dite "méthode économique-métaphysique", il se paye la tête de son adversaire qui a voulu faire peur aux Français en leur jetant à la face des phrases quasi-hégéliennes. Marx a l'air de dire : oui, nous avons dépassé Hegel (peut-être certains lecteurs se souviennent-ils de la citation de cette note du Livre III du Capital ¹ où, est-il dit, « rien n'est plus comique » que la définition par Hegel de la propriété qui est acte de force et de volonté de la personne humaine, ou, ainsi qu'on l'entend dire aujourd'hui encore à tout bout de champ, *prolongement* de cette même personne), mais vous qui l'écoutez si distraitement, vous ne l'avez jamais étudié ni compris... Et, en effet, le texte de Proudhon dit :

« Nous ne faisons point une histoire *selon l'ordre des temps* [fi donc!... car ce serait alors être partisan du "Fil du Temps"] mais *selon la succession des idées*. Les *phases* ou *catégories* économiques sont dans leur *manifestation* tantôt contemporaines, tantôt interverties... Les théories économiques n'ont pas moins leur *succession logique* et leur *série dans l'entendement*. » ²

Le passage suivant de Marx, que l'on peut et doit encore utiliser en matière de théorie de la connaissance et de la pensée, ne liquide pas seulement l'économie verbeuse de Proudhon, mais encore met hors jeu tant la raison pure de Kant que la méthodologie de Hegel, sorte de "strip-tease" qui, *faisant successivement abstraction* de tous les objets et de leurs rapports réels, *laissant tomber* tous leurs *prétendus accidents*, réduit tout le mouvement et la vie du monde réel à la nudité, plus qu'à la nudité, à la vacuité de la *catégorie logique* qui ne vit que dans la raison; à la *méthode absolue* qui préexiste à tout.

¹ Editions sociales, t. 8, p. 8-9. MEW, t. 25, p. 628-629, note 26.

² Id., p. 114. Soulignements de Marx.

« Toute chose étant réduite à une catégorie logique, et tout mouvement, tout acte de production à la *méthode*, il s'ensuit naturellement que tout ensemble de produits et de production, d'objets et de mouvement, se réduit à une métaphysique appliquée. Ce que Hegel a fait pour la religion, le droit, etc., M. Proudhon cherche à le faire pour l'économie politique. » ¹

Dans la critique de Marx et d'Engels à leurs contradicteurs, nous trouvons toujours un double aspect. Ces derniers se vantent à tout bout de champ d'avoir "découvert" de nouvelles lois et de nouvelles vérités. On prouve alors que, pour autant qu'il s'agit d'observations et de théories exactes, elles ont déjà été énoncées bien avant par des économistes qui se contentaient de la sérieuse méthode "descriptive et historique", habituellement méprisée par les innovateurs; pour autant qu'ils ont vraiment dit des choses originales, on prouve qu'il s'agit 99 fois sur 100 d'énormes erreurs, de travestissement de la réalité, de déductions arbitraires tirées de constructions métaphysiques vides, étayées par les dogmes banals de la culture courante et par de mièvres impulsions sentimentales.

Le renvoi de Proudhon à la psychologie, à la morale, à l'ordre des idées, sa curieuse façon d'analyser dans tout processus économique (concurrence, monopole, division du travail, machinisme, crédit, impôts, etc.) le *bon* et le *mauvais* côté, sont des expédients désormais séculaires : mais qu'entendez-vous de différent dans un exposé d'économistes, qu'ils soient amateurs ou professionnels, daté, pourquoi pas, de janvier 1954 ? Si la stricte analyse scientifique met en évidence la venue d'un *affaïssement* dans la structure économique, si tout examen des faits vient mettre en doute la possibilité, par exemple, de conjurer la crise qui survient, soit en libérant des contrôles et des entraves les initiatives économiques des individus et des entreprises, soit en renforçant le dirigisme et l'intervention de l'État, quel est le refuge ? Le recours aux forces de *l'esprit*, à l'action des *hommes honnêtes* et de bonne volonté, et autres plaisanteries. Et il en est de même dans le camp opposé lorsqu'on fait dépendre la reprise de la force révolutionnaire de classe du retour de la *conscience* : partout, dans les deux camps, anti-marxisme et *sous-marxisme*, c'est le refus de voir dans les

¹ Id., p. 117.

attitudes mentales le résultat et le reflet engendrés par la matérialité du procès économique.

À BAS LE LIBRE ARBITRE, CE GUIGNOL STUPIDE

[Retour à la table des matières](#)

Partant pour son périple dans l'économie métaphysique, Proudhon quitte lui aussi le port de la réalité et prend une route indiquée depuis longtemps par de véritables explorateurs : il établit la distinction entre la valeur *d'usage* et la valeur *d'échange* de tout objet et tente de fonder là-dessus une théorie des phénomènes de marché. Il n'a pas encore évoqué les puissances mystiques, mais il s'égare quand même en négligeant deux points essentiels : la genèse et le développement historique de l'échange au cours des différentes époques d'un côté, le caractère social et non individuel du rapport d'échange de l'autre. Et, par conséquent, il va s'échouer.

Les économistes modernes ne vont pas plus loin. Étant donné un acheteur, poussé par le besoin de s'approvisionner, disons, en pommes de terre, et un vendeur qui écoule des pommes de terre contre de l'argent, ils se demandent comment expliquer le montant de la transaction. L'acheteur pense à la valeur d'usage, au *besoin* qui le presse de manger, le vendeur à la valeur *d'échange*, c'est-à-dire au gain maximal en argent qu'il pourra retirer de ses pommes de terre. Tout l'effort pour déplacer quelque peu le problème hors de ce simple duo et faire apparaître au moins au second plan la société, la collectivité économique, se réduit à la fameuse petite règle (« *ce sont là de ces vérités, nous dirons presque banales* », écrit Marx ¹) de l'offre et de la demande. Le prix baisse s'il y a beaucoup de pommes de terre et peu d'appétit pour elles, il monte si les pommes de terre sont rares et nombreux ceux qui les convoitent. Assimilant alors l'abondance à la valeur d'usage, notre auteur nomme celle-ci valeur *d'utilité*, et la rareté à la valeur d'échange, il la nomme valeur *d'opinion*. Et il se demande si,

¹ Id., p. 48. Soulignement de Bordiga.

entre ces deux puissances opposées, on peut établir un point de comparaison. Il en trouve un, en effet : l'arbitraire.

« En ma qualité d'*acheteur libre*, je suis juge de mon besoin, juge de la convenance de l'objet, du prix que je veux y mettre. D'autre part, en votre qualité de *producteur libre*, vous êtes maître des moyens d'exécution, et, en conséquence, vous avez la faculté [?] de réduire vos frais. » ¹

« Il est prouvé que c'est le *libre arbitre* de l'homme qui donne lieu à l'opposition entre la valeur utile et la valeur en échange. Comment résoudre cette opposition tant que subsistera le libre arbitre ? Et comment sacrifier celui-ci, à moins de sacrifier l'homme ? » ²

Ici, Marx examine les choses de plus près et de son propre point de vue. Dans le contrat mercantile, offre et demande sont simultanées des deux côtés, et ce sont deux valeurs d'échange qui s'y font face.

« Dans le cours de la production, il [le produit qu'on offre] a été échangé contre tous les frais de production, tels que les matières premières, les salaires des ouvriers, etc., toutes choses qui sont valeurs vénales. Donc le produit représente, aux yeux du producteur, une somme de valeurs vénales. Ce qu'il offre, ce n'est pas seulement un objet utile, mais encore et surtout une valeur vénale.

Quant à la demande, elle ne sera effective qu'à la condition d'avoir à sa disposition des moyens d'échange. Ces moyens eux-mêmes sont des produits, des valeurs vénales. » ³

Dans l'hypothèse de Proudhon, nous sommes dans une société fondée sur la division du travail et sur l'échange. Dès lors, les moyens de production ne dépendent pas du *libre arbitre* du producteur, mais sont en grande partie des produits qui lui viennent du dehors... Le consommateur n'est pas plus *libre* que le producteur. Son opinion repose

¹ Proudhon cité par Marx, id., p. 51.

² Id.

³ Id., p. 52.

sur ses moyens et ses besoins qui lui viennent de ses conditions sociales et dépendent de l'organisation sociale tout entière :

« Oui, l'ouvrier qui achète des pommes de terre, et la femme entretenue qui achète des dentelles, suivent l'un et l'autre leur opinion respective. Mais la diversité de leurs opinions s'explique par la différence de la position qu'ils occupent dans le monde, laquelle est le produit de l'organisation sociale. » ¹

M. Proudhon « pousse l'abstraction aux dernières limites, en fondant tous les producteurs en un seul producteur, tous les consommateurs en un seul consommateur, et en établissant la lutte entre ces deux *personnages chimériques*. » ² « Ainsi, toute la dialectique de M. Proudhon en quoi consiste-t-elle? À substituer à la valeur utile et à la valeur échangeable, à l'offre et à la demande, des notions abstraites et contradictoires, telles que la rareté et l'abondance, l'utilité et l'opinion, *un* producteur et *un* consommateur, tous les deux *chevaliers du libre arbitre*. » ³

Faisons un paquet de tous les économistes modernes qui fabriquent des formules sur la détermination du prix fondée sur les forces en mouvement sur le marché : ophélimité ⁴, utilité marginale, vitesse de circulation, volume du numéraire, quantité de biens de consommation, etc., et enterrons-les sous cette expression lapidaire : *chevaliers du libre arbitre*, dans la chapelle nobiliaire de la famille Proudhon.

¹ Id., p. 53.

² Id. Soulignement de Bordiga.

³ Id., p. 54. Soulignement de Marx.

⁴ Notion avancée par l'économiste italien Pareto, qui s'oppose à celle d'utilité et qui "exprime le rapport de convenance par lequel une chose satisfait un besoin ou un désir, légitime ou non" .

UN MÉDECIN, UN BANQUIER, UN PROFESSEUR

[Retour à la table des matières](#)

Dans les *Fil* précédents, nous avons insisté délibérément sur le gros travail effectué par Marx à propos du *Tableau Économique* de Quesnay. Et nous avons fait ressortir la raison essentielle pour laquelle Quesnay occupe la place la plus haute parmi les ancêtres des économistes du capitalisme : il dépasse largement le point de vue de l'échange "moléculaire" et la puérile personnification des forces économiques. Pour lui, il ne s'agit pas de *l'homme* qui vend et de *l'homme* qui achète, mais du mécanisme de la circulation de la richesse entre la *classe* productive, la *classe* rentière, et la *classe* (à son avis stérile) de l'industrie.

Nous avons aussi comparé, à la lumière du marxisme, Quesnay et Ricardo, les représentants les plus éminents de deux écoles économiques, en montrant que l'énorme avantage du premier, du fait de la découverte des *protagonistes-classes*, surpasse celui que possède l'Anglais quand il établit la portée de la production industrielle et la formation, en elle aussi, de la survaleur par l'emploi de salariés.

Nous avons indiqué par ailleurs les diverses contributions que les écoles des grandes nations ont apporté à la critique bourgeoise du monde féodal, de sorte que les révolutions bourgeoises, en leur commun caractère de classe, présentèrent un profil national marqué. L'Allemagne donna la Philosophie, l'Angleterre l'Économie, la France la Politique, toutes trois appropriées à l'époque et au mode capitalistes de production.

Comment la lutte de classe prolétarienne se fonde-t-elle au début sur l'intervention dans les révolutions nationales bourgeoises (nous trouvons encore, dans ces mêmes pages, la formulation d'un concept

qui, toutefois, ne semble pas avoir pénétré la micro-cervelle de certains grands benêts ¹ qui ne savent où donner de la tête) ? Voici :

« Les classiques, comme Adam Smith et Ricardo, représentent une bourgeoisie qui, luttant encore avec les restes de la société féodale, ne travaille qu'à épurer les rapports économiques des tâches féodales, à augmenter les forces productives, et à donner à l'industrie et au commerce un nouvel essor. *Le prolétariat participant à cette lutte, absorbé dans ce travail fébrile, n'a que des souffrances passagères, accidentelles, et lui-même les regarde comme telles.* » ²

C'est ainsi que la nouvelle doctrine de classe, originale et intégrale, maîtrise fermement et élabore le matériel de ces trois affluents historiques.

Et c'est à ce puissant concentré qui ne s'est donc pas formé quelques mois auparavant, que Marx se réfère en 1847, lorsqu'il suit Proudhon qui passe imprudemment du domaine de l'économie "à l'anglaise" à celui de la philosophie "à l'allemande". Marx s'est vu contraint, dans un premier temps, de parler abondamment de l'école de Ricardo afin de clarifier le grand embrouillamini français.

« M. Proudhon, dit-il, nous transporte dans notre *chère patrie* et nous force à reprendre notre qualité d'*Allemand malgré nous*. (...)

"*L'Anglais*, c'est Ricardo, riche banquier et économiste distingué; *l'Allemand*, c'est Hegel, simple professeur de philosophie à l'Université de Berlin". ³

Et le Français ? Il s'agit ici de démontrer que les constructions idéologiques sont le produit de la société contemporaine de leur auteur et non celui de la fermentation spontanée de la "raison pure" sous le *chapeau* du banquier ou dans le *cerveau* du philosophe.

¹ It. : *stenterello*, nom propre substantivé d'un personnage du théâtre florentin.

² Id., p.132.

³ Id., p. 113.

Et voici la contribution de la France au ... *pool* de la révolution bourgeoise. Attention!

"Louis XV, dernier roi absolu [le dernier à mourir absolu... et dans son lit], et qui représente la décadence de la royauté française, avait attaché à sa personne un médecin qui était, lui, le premier économiste de France. Ce médecin, cet économiste, représentait *le triomphe imminent et sûr de la bourgeoisie française*. Le docteur Quesnay [qui saura jamais pourquoi, dans l'édition "Avanti !", il est désigné sous le nom de *Tuesnay*], a fait de l'économie politique une science ; il l'a résumée dans son fameux *Tableau économique* ¹. Outre les mille et un commentaires qui ont paru sur ce tableau, nous en possédons un du docteur lui-même. C'est "l'analyse du tableau économique", suivie de "sept observations importantes". » ²

Marx saisit cette occasion magistrale pour enchaîner *sept observations* sur la méthode proudhonienne, dont la première, précisément celle à laquelle nous avons fait allusion, porte sur les "catégories" économiques que Proudhon introduit de manière métaphysique en singeant Hegel. Celui-ci avait une "formule magique" et il n'a pas su trouver les problèmes auxquels l'appliquer. Proudhon, lui, a posé quelques-uns de ces problèmes mais la formule s'est figée entre ses mains. Il tenta de fonder un *système socialiste*, mais il ne fonda qu'une théorie pour petits-bourgeois qui empeste encore terriblement.

ÉGALITARISME MERCANTILE

[Retour à la table des matières](#)

Cette forme de système socialiste, répandue comme le chiendent et qui s'enracine dans la tête d'au moins neuf et demi sur dix de ceux qui se disent marxistes, est le rejeton hybride d'une économie bourgeoise ricardienne et d'une philosophie humanitaire encyclopédiste.

¹ En français dans le texte .

² Id., p. 113-114.

Quelques passages du texte de Marx et de la Préface d'Engels permettront d'en expliquer les "minces proportions" ¹. Ricardo et les siens font partie des économistes "fatalistes" ² qui ne font pas de programmes pour abattre ou pour dépasser le capitalisme : ils le prennent comme il est, sans même se poser de questions sur ses *bons* ou ses *mauvais* côtés. Dans un autre passage, Marx dit que Ricardo est *cynique*. Il met en effet *chapeaux* et *hommes* sur le même plan :

« *Diminuez les frais de fabrication* des chapeaux, et leur prix finira par tomber à leur nouveau prix *naturel* [c'est-à-dire *fixé par la quantité de travail nécessaire pour fabriquer un chapeau*], quoique la *demande* puisse doubler, tripler ou quadrupler. *Diminuez les frais de l'entretien des hommes*, en diminuant le prix naturel de la nourriture et des vêtements qui soutiennent la vie, et vous verrez les salaires finir par baisser, quoique la demande de bras ait pu s'accroître considérablement. » ³

Ricardo n'avait donc pas (sous son couvre-chef) ne serait-ce qu'un cheveu travailliste, même vaguement. Malgré tout, il nous intéresse au plus haut point. C'est pourquoi Engels, dans sa Préface, synthétise sa contribution depuis les Principles qui datent de 1817. Premièrement : la valeur de toute marchandise est seulement et uniquement déterminée par la quantité de travail requise pour sa production. Deuxièmement : le produit de la totalité du travail social est partagé entre trois classes, celle des propriétaires (rente), celle des capitalistes (profit), et celle des travailleurs (salaire).

Par la suite, une série d'auteurs, que nous pouvons appeler socialistes "pré-marxistes", ont fondé sur les deux propositions de Ricardo une théorie *égalitaire*. En Angleterre, ce fut par exemple Bray, en Allemagne, Rodbertus (dont Engels réfute la prétention d'avoir été plagié par Marx, qui a suivi une voie si différente). En s'appuyant sur le système des "bons de travail", ils proposèrent que toute la valeur du produit social fût exprimée non plus en argent, mais en une monnaie qui

¹ Id., p.134.

² Id., p.132.

³ Id., p. 61-62. Soulignement de Marx.

indiquerait le travail contenu dans chaque marchandise, et que ces bons ne fussent attribués qu'à ceux qui auraient fourni un temps de travail correspondant. Ils pensaient qu'il serait ainsi possible de restituer au travailleur toute la valeur produite, ou ajoutée aux produits, par son travail, et, en définitive, de supprimer les rentes et les profits du capital.

Bien qu'il soit dicté par l'objectif humanitaire, philanthropique, d'éliminer la misère et la souffrance sociales, ce système est non seulement irréalisable, mais il ne répond même pas au but de remplacer la société capitaliste par une autre moins tissée de misère et de cruauté. Dès le départ, une intention de la sorte est carrément réactionnaire en regard du libre développement et de l'accumulation du capital privé. Ce jugement est martelé dans tous les écrits de Marx, mais dans cet "Anti-Proudhon" figurent des développements particulièrement décisifs.

Engels ajoute ceci, que nous avons cité ailleurs : « L'application précédente de la théorie de Ricardo, selon laquelle aux travailleurs appartient la totalité du produit social, de *leur* produit, en tant qu'ils sont les seuls producteurs réels, cette application mène droit au communisme. *Mais elle est aussi* – comme Marx le laisse entendre – *fausse du strict point de vue économique, car elle est simplement une application de la morale à l'économie.* (...) C'est pourquoi Marx n'a jamais fondé là-dessus ses revendications communistes, mais bien sur la ruine nécessaire, qui se consomme sous nos yeux, tous les jours et de plus en plus, du mode de production capitaliste. » ¹

Engels ajoute ensuite que cette réaction "morale" dans les masses n'est pas du tout dénuée d'effet historique, ni même économique, malgré sa fausseté doctrinale intrinsèque : comme toutes les autres, c'est une idéologie "approximative", signe précurseur de celles qui suivront et superstructure d'une opposition de forces existantes au sein de la société, et elle ne doit donc certainement pas être ignorée ou sous-estimée.

¹ Éd. sociales, id., p. 29. MEW, t. 4, p. 561. Retraduit par nos soins. Soulignements de Bordiga.

Mais, en développant la critique de la version proudhonienne de ce socialisme borné, Marx élabore des conceptions du plus haut intérêt sur lesquelles il conviendra de nous attarder un peu, afin, principalement, de rendre claire la distinction radicale entre ces premières exigences et la nôtre, et d'établir que la formulation qui dépasse et laisse derrière elle tout "économisme" de ce genre n'est certes pas nouvelle, mais qu'elle est tout bonnement primordiale dans son orthodoxie irréductible : objectif auquel on ne consacrerait jamais assez de temps, tant il est facile de perdre cette boussole en traversant les mers périlleuses de *l'actualité* et de *l'activité*.

ORDONNANCE : QUELQUES "PILULES"

[Retour à la table des matières](#)

Proudhon appelait "valeur relative" d'une marchandise la valeur déterminée selon le temps de travail nécessaire pour la reproduire. Il réduisait la question sociale à la requête de payer l'ouvrier dans l'exacte mesure de son travail.

Marx lui démontre au contraire qu'historiquement, c'est justement la mesure de la valeur des marchandises selon le travail, que Ricardo introduit, ou mieux découvre, qui définit l'économie capitaliste et qu'elle comporte la formation d'une survaleur. Devons-nous, pour la énième fois, refaire cette démonstration avec nos propres mots? Si règne l'échange libre, qui détient des bons de travail-temps pourra toujours trouver sur le marché de la main d'œuvre qui travaille, disons, dix heures, non pour un bon de dix heures mais pour un de six, la valeur-temps de six heures suffisant à acheter la subsistance quotidienne, au sens complet, d'un travailleur. De toute façon, un tout autre appareil de coercition est nécessaire : mais cela n'est qu'un aspect de l'objection que Marx introduit dans cette "pilule" salutaire :

« Ainsi la valeur relative, mesurée par le temps de travail, est fatalement la formule de l'esclavage moderne de l'ouvrier, au lieu d'être,

comme M. Proudhon le veut, la "théorie révolutionnaire" de l'émancipation du prolétariat. » ¹

Si l'on prend cette pilule après le repas, on comprend rapidement que la théorie de la survaleur nous est indispensable pour faire l'anatomie de la société capitaliste, mais que notre revendication programmatique n'est pas : *l'abolition de la survaleur*. Quel est-elle? Il le dit et le redit; et des *pilules*, nous vous en avons données!

La métaphysique de Proudhon prétend que, si à une époque quelconque on s'était mis à respecter la loi-miracle de la valeur-travail, étant donné qu'on pourvoit avec moins de travail aux choses les plus nécessaires, l'humanité aurait eu automatiquement – ainsi qu'il adviendra dès l'émission des fameux *bons* – tout ce qui est nécessaire aux besoins élémentaires de tous et aurait progressivement pourvu aux besoins les plus élevés. Pilule, pour éviter une telle indigestion de rhétorique et d'utopie :

« Les choses se passent tout autrement que le pense M. Proudhon. Au moment même où la *civilisation* commence, la production commence à se fonder sur l'antagonisme des ordres, des états, des classes, enfin *sur l'antagonisme du travail accumulé et du travail immédiat*. Pas d'antagonisme, pas de progrès. C'est la loi que la civilisation a suivie jusqu'à nos jours. » ²

C'est une pilule à faire valser un hippopotame. Elle contient avant tout la démonstration qu'en son temps tout mode de production, y compris le mode capitaliste, précisément parce que meilleur producteur de surtravail, a fait tourner en avant la fameuse roue de l'histoire.

La formule visionnaire de Proudhon revient à dire que « (...) parce qu'on nourrissait des murènes dans des piscines artificielles, sous les empereurs romains, on avait de quoi nourrir abondamment toute la population romaine » ³.

¹ Id., p. 63.

² Id., p. 71. Soulignements de Bordiga.

³ Id., p. 72.

Mais il y a plus encore : si l'on pense qu'à l'époque bourgeoise, le travail *accumulé* est le *capital*, et que le travail *immédiat* est l'œuvre des salariés, il en découle la formule lapidaire de la revendication communiste : abolir *la dépendance du travail immédiat vis-à-vis du travail accumulé*.

La petite formule de 1847 suffit à établir que, dans la Russie de 1954, il n'y a pas une miette de socialisme. Supposons qu'il soit prouvé que l'ouvrier russe touche un salaire réel plus élevé que l'ouvrier occidental. Puisqu'il est rémunéré sur la base de l'échange d'équivalents, c'est-à-dire tant d'argent (plus au besoin tant d'objets de consommation) contre tant d'heures de travail, la domination du travail accumulé sur le travail immédiat subsiste (y compris en la personne de capitalistes et de propriétaires *invisibles*).

Encore un comprimé à avaler en réponse à l'optimisme des égaux. Il n'est pas vrai que les choses les plus utiles et les plus nécessaires sont celles dont le prix est le plus bas :

« Le prix des vivres a presque continuellement haussé, tandis que le prix des objets manufacturés et de luxe a presque continuellement baissé. (...) À notre époque [*où valeur = travail*], le superflu est plus facile à produire que le nécessaire. » ¹

Ici pour Marx un peu d'idéologie médiévale ne peut nuire : les produits agricoles étaient alors relativement meilleur marché que les produits manufacturés.

Corollaire pour 1954. L'industrialisation de la Russie s'effectue à un rythme typiquement capitaliste étant donné que les prix des produits alimentaires y augmentent et que ceux des objets manufacturés y baissent : quant aux canons et aux fusils, ils sont fournis gratis au travailleur-soldat.

¹ Id., p. 72.

D'OÙ VIENT LA MISÈRE?

[Retour à la table des matières](#)

Si l'utilité est en raison inverse du prix, l'eau-de-vie et le tabac de très basse qualité (Marx ¹ ne parle pas de ce dernier produit : si son prix avait été prohibitif, nous aurions trouvé le Capital entièrement rédigé) sont-ils donc utiles aux masses ? Est-ce en rapport à l'utilité que le prix minimal (même exprimé en temps de travail) décide de la consommation maximale ? En garde !

« Non, c'est parce que, dans une société fondée sur la misère, les produits les plus misérables ont la prérogative fatale de servir à l'usage du plus grand nombre. » ²

Et Marx ne s'occupe jamais des caractères de la société communiste ! Embouchons un cor du calibre de celui de Roncevaux :

« Dans une société à venir, où l'antagonisme des classes aurait cessé, où il n'y aurait plus de classes, l'usage ne serait plus déterminé par le minimum du temps de production ; mais le temps de production sociale qu'on consacrerait aux différents objets serait déterminé par leur degré d'utilité sociale. » ³

Est-il nécessaire d'expliquer ?!

Il se peut que nous ne soyons pas au bout du traitement énergique visant à faire assimiler un peu de dialectique, même durant cette "séance". Nous nous sommes servi de Ricardo comme de Hegel et même de Voltaire (nous en sommes désolé, mais nous ne prescrivons pas un *festival* de théoriciens à seule fin d'allonger la liste des fournis-

¹ It. : *Don Carlo*.

² Id., p. 73. Soulignements de Bordiga.

³ Id., p. 73. Soulignements de Bordiga.

seurs de doctrine, bien que pullulent peut-être les génies incompris et les cerveaux-utérus en état de grossesse nerveuse), mais si nous rencontrons des ricardiens, des hégéliens ou des voltairiens, les coups se mettent à pleuvoir :

« Le temps du travail servant de mesure à la valeur vénale devient ainsi la loi d'une dépréciation continue du travail. » ¹

Eh bien, non seulement nous ne nions pas que l'économie régie par cette loi soit née, mais nous ne nions même pas qu'elle ait *bien fait* de naître, ou qu'elle fasse bien de naître là où ce n'était pas encore le cas (Russie, Chine). Ce que nous nions – comme quand nous dialoguons avec Staline – c'est que cette économie soumise à une telle loi-clé soit une économie prolétarienne. Cette formule a-t-elle réellement tiré du néant, comme par magie, la gamme très variée de produits vantée par Proudhon ? Même pas :

« Tout au contraire, le monopole dans toute sa monotonie vient à sa suite envahir le monde des produits, de même que (...) le monopole envahit le monde des instruments de production. » ²

Le monopole, la dictature sur la consommation des marchandises et des services les plus stupides, que nous dénonçons, par exemple, dans l'Amérique ultra-moderne et prospère, sont gravés depuis un siècle dans la prédiction marxiste.

La polémique prend un tour infernal et confirme l'indivisibilité des deux combats : destin catastrophique du capitalisme, programme social révolutionnaire du communisme.

Il n'y a pas dans la production actuelle, et il n'y aura jamais – il n'y aura plus depuis l'équilibre médiéval où « *la production suivait pas à pas la consommation* » ³ – de *proportionnalité* entre les différents secteurs de consommation que Sismondi, Proudhon et d'autres invo-

¹ Id., p. 75. « Dépréciation » est souligné par Marx.

² Id., p. 76.

³ Id., p. 78. Soulignements de Bordiga.

quent, sans comprendre qu'elle est incompatible avec la distribution de marché, avec la domination de la loi de l'échange entre valeurs équivalentes (cela a été avoué en Russie, même si ceux qui l'ont fait ont connu la fin de Béria).

« La grande industrie, forcée, par les instruments mêmes dont elle dispose, à produire sur une échelle toujours plus large, *ne peut plus attendre la demande*. La production précède la consommation, l'offre force la demande. » ¹

Quelle rigolade ! On écrit des périodiques entiers pour expliquer tout cela à Marx : le pauvre, à son époque, il ne pouvait pas savoir ! Il n'avait pas reniflé l'odeur du monopole, de l'impérialisme. Pourtant, cafards aux pattes plongées dans l'encrier, écrivez sur ces "pages blanches" :

« Dans la société actuelle, dans l'industrie basée sur les *échanges individuels*, l'anarchie de la production, qui est la source de tant de misère, est en même temps la source de tout progrès.

Ainsi de deux choses l'une :

Ou vous voulez les justes proportions des siècles passés avec les moyens de production de notre époque, alors vous êtes à la fois réactionnaire et utopiste [et, ajouterons-nous, cafard ² désœuvré].

Ou vous voulez le progrès sans l'anarchie : alors, pour conserver les forces productives, *abandonnez les échanges individuels*.

Les échanges individuels ne s'accordent qu'avec la petite industrie des siècles passés et son corollaire de "juste proportion", ou bien encore avec la grande industrie et tout son cortège de misère et d'anarchie. » ³

¹ Id., P ; 78. Soulignement de Bordiga.

² En napolitain dans le texte, "scarafone" .

³ Id., p. 78.

Faut-il nous étonner qu'après des prises de position aussi tranchantes et formidables, les innovateurs de ce dernier demi-siècle débitent les mêmes sornettes ¹ que ceux du demi-siècle précédent ?

Cela aussi, nous le savions déjà. Après avoir démontré que le prétendu "socialisme" mercantile-travailliste n'est qu'une apologie de la société bourgeoise, Marx conclut ainsi le paragraphe :

« *On voit que les premières illusions de la bourgeoisie sont aussi ses dernières.* » ²

PROUDHON SUR LA RENTE

[Retour à la table des matières](#)

Amenons les voiles.

Avec de telles prémisses, il est clair que notre Proudhon s'est aussi fourvoyé au sujet de la rente. Comment ? Il importe peu, en somme ; nous tenons seulement à montrer que Marx, encore très jeune, définissait le problème dans les mêmes termes que dans les oeuvres de sa maturité.

Déclarant impossible une analyse économique de la propriété rurale qui ne fasse pas appel aux impulsions sentimentales, l'auteur, qui venait de traiter du crédit et de ses effets néfastes (dans ce domaine, qui sait pourquoi l'esprit du Mal l'emporta ?), se retrousse les manches pour « rattacher plus fortement l'homme à la nature » ³. Ne dirait-on pas un discours parlementaire sur la réforme foncière ?

¹ En napolitain *scarafonate* : formé sur *scarafone*.

² Id., p. 99.

³ Proudhon cité par Marx. Id., p. 161.

Ensuite, à grand « fracas de mots » ¹, il se met à présenter la théorie de Ricardo sur la rente différentielle, affaire que nous traiterons d'ici peu, à heure matinale.

Toujours concis, Marx explique les propos de Ricardo :

« (...) l'excédent du prix des produits agricoles sur leurs frais de production, y compris le profit et l'intérêt ordinaires du capital, donne la mesure de la rente. » ²

Non seulement dans certains cas cette marge n'existe pas, mais, évidemment, sa grandeur varie, d'une terre à l'autre, suivant la fertilité. Mais soumettre ces différents degrés de fertilité à une analyse quantitative est tout autre chose que retomber dans la conception de la terre comme richesse naturelle offrant à titre de rente une quote-part de richesse, sans qu'elle provienne du travail humain.

Le problème clairement posé par Ricardo est avant tout historique.

« La rente, dans le sens de Ricardo, est la propriété foncière à l'état bourgeois : c'est-à-dire la propriété féodale qui a subi les conditions de la production bourgeoise. (...) C'est l'agriculture patriarcale transformée en industrie commerciale, le capital industriel appliqué à la terre, la bourgeoisie des villes transplantée dans les campagnes. » ³

La plus grande erreur de Proudhon dans ce domaine est de soutenir que « la rente est l'intérêt payé pour un capital *qui ne périt jamais*, savoir la terre ». Et que, tandis que le taux de l'intérêt commercial décroît, le taux de la rente foncière augmente historiquement. ⁴

Marx nous prouve que les amendements et les apports de capital technique effectués sur la terre conduisent à une baisse et non à une hausse de la rente, bien que lors de cet investissement ils trouvent leur

¹ Id., p. 162.

² Id., p. 162.

³ Id., p. 163-165.

⁴ Proudhon cité par Marx, id., p. 168.

marge correspondante de profit, lequel tend à baisser historiquement comme celle de tout autre investissement industriel.

Puis il se demande : jusqu'à quel point est-il juste de qualifier la *terre de capital* ?

« La terre, tant qu'elle n'est pas exploitée comme moyen de production, n'est pas un capital. » ¹

Cela signifie que ne sont du capital que les aménagements réalisés sur la terre par le travail humain, ou bien les machines, outils, stocks concourant à sa culture. Et le revenu de tout cela, c'est le profit du fermier et non la rente du propriétaire, sur quoi Proudhon entretient une grande confusion.

Quant à la prétendue "éternité", même en ce qui concerne la fraction de la terre-capital qui devient capital fixe, elle est consommée au même titre que tout autre capital fixe ou circulant, et doit être partiellement renouvelée chaque année, tout autant que dans l'industrie non agricole.

Si l'on peut parler d'un capital-terre, ce n'est pas en relation avec la rente du propriétaire, mais avec le profit du fermier entrepreneur.

La rente ne résulte pas de l'intérêt d'un capital, ni comme capital-terre, ni comme capital investi dans la terre. « *La rente résulte des rapports sociaux dans lesquels l'exploitation se fait. (...) La rente provient de la société et non pas du sol.* » ²

Et donc, encore une fois, propriété et rente foncières peuvent être supprimées tout en restant en régime bourgeois : « Nous concevons que des économistes, tels que Mill, Cherbuliez, Hilditch et autres, aient demandé que la rente soit attribuée à l'État pour servir à l'acquittement des impôts. »³

¹ Id., p.169.

² Id., p.170. Soulignements de Marx.

³ Id., p.167.

La formule russe : la terre à la Nation, n'est pas du socialisme.

Il Programma Comunista, n°3, 05 - 19 février 1954

Textes sur la question agraire

7.

RENTE DIFFÉRENTIELLE, APPÉTIT INTÉGRAL

Il Programma Comunista, n°4, 12 février - 05 mars 1954.

"HORS D'OEUVRE"¹

[Retour à la table des matières](#)

Nous en sommes arrivés au point que je t'ai dit... Nous en sommes au chapitre terrible, celui qui, habituellement, dans l'engrenage pitoyable de l'école bourgeoise de tout niveau, est la terreur de l'élève, le classique pont aux ânes où il y a risque que vacille l'idéal radieux : va-t-il sortir rayonnant de la salle en adressant à l'enseignant le plus obscène des gestes (toute référence à des saluts *politiques* n'est que fortuite) ?

La *scolastique* fut la gloire du Moyen Age, mais elle est la honte de l'époque capitaliste ; c'est un, mais non le seul, des domaines où l'on atteint des hauteurs sublimes dans le contraste entre l'orgie de rhétorique célébrant le triomphe de la culture, et la pratique impudente de la diffusion et de l'accréditation du mensonge de classe, du servilisme, du manœuvrisme, du carriérisme, où l'emportent ceux qui "sentent" le mieux la grande ambition de la vie bourgeoise contemporaine : vénalité et fainéantise.

¹ En français dans le texte .

Nous n'avons pas dit par hasard que les maîtres du communisme consacreront plus de pages à la question agraire, que nous sommes en train de réexposer, qu'à la question "industrielle". Aussi bien dans les exposés organiques qu'historiques ayant trait à la naissance de la société bourgeoise et à la formation de la science économique, l'exigence essentielle de la recherche n'a pas en vue le bilan du producteur immédiat qui travaille et consomme ; ni celui de l'"entreprise" capitaliste qui produit et commerce ; mais l'immense tableau de la population vivante et de son alimentation, l'étude de la machinerie complexe par laquelle les aliments parviennent aux hommes, machinerie de moins en moins simple depuis qu'Ève tendit la main vers la pomme sans avoir exécuté, au préalable, aucune des opérations arithmétiques.

C'est cette même question que tous se sont posée : Quesnay, Ricardo et Malthus, ce dernier particulièrement battu en brèche par Marx pour son inéquation entre aliments et bouches : les premiers croissant en raison arithmétique (un, deux, trois, quatre ...), les seconds en raison géométrique (un, deux, quatre, huit ...) ; d'où la faim. Puisque vous ne pouvez pas augmenter la nourriture, diminuez le nombre de bouches à nourrir en faisant moins d'enfants ! Ainsi parlait un prêtre, alors que son dieu a dit : croissez et multipliez ! L'évêque anglican ne proposa pas d'aimer sans procréer, mais tourna la question grâce à la *moral restraint*, à savoir la renonciation à l'amour : vieille recette du haut Moyen Age et d'une économie rêvée par Saint Benoît et Charlemagne où les communautés travaillent pour manger et non pour proliférer. Mais, comme d'habitude, nous tirons notre chapeau à Benoît et à Charles, qui, avec leurs entreprises conventuelles, anticipaient en même temps l'oppression sauvage du capital sur les armées de travailleurs, et l'économie associée ultérieure ; tandis que Malthus regardait vers un passé impossible et inhumain. Et Marx, qui consacre des chapitres entiers à analyser, par exemple, les équations de Ricardo et les efforts des économistes anglais pour expliquer les vagues de hausse et d'effondrement du prix du blé, Marx dédaigne de *refaire les calculs* de Malthus, même pour en démontrer l'absurdité, mais il s'en débarrasse à coups de pied peu mathématiques. Voici donc une citation qui sera un excellent apéritif pour le repas consistant qui va être servi :

« Ce Malthus est caractérisé par une *bassesse foncière*, une bassesse que seul peut se permettre un curé qui voit dans la misère humaine la punition pour le péché originel et qui, en fait, a besoin d'une "vallée de larmes terrestre", mais qui, en même temps, trouve tout à fait avantageux "d'adoucir", à l'aide du dogme de la grâce, et compte tenu des prébendes dont il bénéficie, le séjour des classes dominantes dans cette vallée de larmes.» ¹

SYMPATHIE ENVERS LE STOÏCISME

[Retour à la table des matières](#)

On ne peut s'empêcher de faire une digression utile au seuil de la théorie ricardienne de la rente, lorsqu'on tombe sur une de ces synthèses décisives dictée par la comparaison entre Ricardo et Malthus, magnifique invitation à s'abreuver de dialectique.

Pris sous une tempête d'imprécations, Malthus se voit toutefois attribuer un mérite, « face aux misérables professeurs d'*harmonie* de l'économie bourgeoise » ; il consiste « (...) justement à souligner, à mettre en lumière, les disharmonies, qu'à la vérité il *n'a découvertes en aucun cas*, mais qu'il épingle, dépeint et fait connaître dans tous les cas, avec un cynisme benoît et complaisant. » ²

Ainsi donc la critique du capitalisme, même celui de 1815, est possible et juste, mais la position historique et politique de cette critique est à combattre. Chez les marxistes, on ne fait pas de la science pour la science, mais toujours de la lutte politique (que les camarades d'Outre-Alpes ne s'en fassent pas, eux qui veulent s'assurer que ces exposés soient reliés à *l'actualité*, qui est une Vénus souvent ... francisée). Malthus n'avait pas d'autre but, pour lequel il fait grande consommation de plagiats et de faux scientifiques, que « de défendre la propriété

¹ Théories sur la plus-value, éd. sociales, t. 2, p. 125. MEW, t. 26.2, p. 110. Traduction modifiée par nos soins, en particulier du terme allemand *überhaupt* (en fait). Soulignement de Marx.

² Id., p. 129. MEW, id., p.114. Soulignement de Marx.

foncière réactionnaire contre le capital "éclairé", "libéral" et "progressiste" » ¹. Une volée de bois vert pour Malthus donc ! Et une salve d'applaudissements pour le même, car il sait que le rationalisme, le libéralisme et le progressisme ne sont que de simples bobards de la bourgeoisie. Mais « la haine des classes travailleuses anglaises contre Malthus (...) est (...) pleinement justifiée » ².

L'opposition entre Malthus et Ricardo est la suivante : le second exprime la pression des forces productives impétueuses et il exalte la production pour la production, à laquelle il sacrifie tout intérêt particulier, y compris celui du prolétariat, et il le dit ouvertement ; le premier, tel un rat plein de duplicité, sacrifie hypocritement la production, lorsqu'elle heurte l'intérêt de classe des propriétaires et des *rentiers* ³, et, à cette fin, il commet des faux scientifiques : pour Marx, c'est cela qui signifie être "vil". Et par rapport aux classes travailleuses ?

"De la part de Ricardo, il n'est pas vil d'assimiler les prolétaires aux machines ou aux bêtes de somme ou à la marchandise; parce que (de son point de vue) cela encourage "la production" qu'ils soient simplement des machines ou des bêtes de somme, ou parce qu'ils sont vraiment de simples marchandises dans la production bourgeoise. C'est *stoïcien, objectif, scientifique*. » ⁴ Vieux *béguin* ⁵ pour la philosophie stoïcienne grecque, cher Karl ? Tope là !

« Le calotin Malthus par contre, pour l'amour de la production, ravaile les travailleurs au rang de bêtes de somme, les condamne même à mourir de faim et au célibat. Partout où ces mêmes exigences de la production amenuisent la "rente" du landlord (...) [il] cherche, tant

¹ Id. p.127. MEW, id., p.112.

² Id. p.128. MEW, id., p.113.

³ En français dans le texte .

⁴ Id. p.127. Traduction modifiée par nos soins : nous avons traduit l'allemand *stoisch* par *stoïcien*. MEW, id., p.112. Soulignement de Bordiga.

⁵ En français dans le texte .

qu'il peut, à sacrifier les exigences de la production à l'intérêt particulier de classes ou de fractions de classes dominantes, en place. » ¹

La production comme fin en soi? Est-ce donc là, pour nous "stoïciens" et matérialistes, un mythe inhérent à toutes les époques ? Voici la synthèse de Marx à laquelle nous avons fait allusion :

« Ricardo considère *à bon droit, pour son époque*, le mode de production capitaliste comme le plus avantageux pour la production en général, le plus avantageux pour la production de la richesse. Il veut la *production pour la production*, et c'est *juste*. Si l'on voulait prétendre, comme des adversaires sentimentaux de Ricardo l'ont fait, que la production en tant que telle n'est pas une fin, on oublierait que la production pour la production ne signifie rien d'autre que développement des forces productives humaines, donc *développement de la richesse de la nature humaine comme fin en soi*. Si l'on oppose à cette fin, comme Sismondi, *le bien de l'individu*, alors on soutient que le développement de *l'espèce* doit être *arrêté* pour garantir le bonheur de *l'individu*, que, par exemple, on ne doit pas faire de *guerre* dans laquelle, *de toute façon, périssent des individus* [touchez votre front dur comme la corne, ô pacifistes !] (...). Que ce développement des *facultés de l'espèce-homme*, bien qu'il se fasse tout d'abord aux dépens de la *majorité des hommes individuels* et de classes entières d'hommes, finit par surmonter cet antagonisme [entre le bien de l'espèce et celui de ses membres] et par coïncider avec le développement de l'individu particulier, donc que le développement supérieur de l'individualité ne s'achète qu'au prix d'un procès historique *au cours duquel les individus sont sacrifiés*, voilà ce qu'on n'a pas compris, sans parler de la stérilité de ce genre de considérations édifiantes, étant donné que *les avantages de l'espèce*, aussi bien dans le règne humain que dans les règnes animal et végétal, *s'imposent toujours aux dépens des avantages d'individus* (...). » ²

Si donc la "brutalité" de Ricardo ne recule pas devant la mort de prolétaires ou de la propriété foncière, et si, dans l'ensemble, sa con-

¹ Id.. MEW, id., p. 112-113.

² Id., p. 125-126. MEW, id., p. 110-111. Bordiga reprend les soulignements de Marx en en ajoutant quelques uns.

ception sert l'intérêt de la bourgeoisie industrielle, cela est dû uniquement au fait que, dans cette transition historique, « l'intérêt de cette dernière coïncide avec celui de la production ou avec le **développement productif du travail humain** » ¹.

L'instauration du mode de production capitaliste, qui ne peut se produire sans l'extermination féroce d'êtres humains, est la voie obligée pour élever la **capacité productive de l'espèce** à un niveau qui seul permettra de dépasser l'antagonisme qui, sous la forme de la lutte de classe, sacrifie sans cesse l'individu à la palingénésie sociale. Historiquement, le cri : "la production pour la production!", ne signifie pas que le volume toujours plus grand de production est une fin en soi, mais qu'il s'agit d'accomplir un grand bond qualitatif dans la **productivité** du travail, grâce à l'association et à l'utilisation des forces mécaniques, en posant les conditions de l'économie associée où l'on pourra produire avec **moins de travail**, avec la "proportionnalité" aux besoins qu'invoquait Sismondi, et même éliminer d'énormes secteurs inutiles de la production : c'est alors seulement que l'antagonisme entre le bien de chacun et celui de tous commencera à céder, mais cette perspective était trop étrangère à Ricardo.

Si la Russie de 1953 équivaut à l'Angleterre de 1815, qu'on permette alors à Staline de calculer comme Ricardo, et qu'on fonde la lutte contre le stalinisme sur la mise à nu de sa prétention, basement contre-révolutionnaire, à construire le socialisme ; et non pas sur les larmes hypocrites versées sur les hécatombes humaines consacrées à l'eupéanisation de l'Asie, ou sur un sentimentalisme déplorant le retour de résidus d'armées mises en mouvement par l'impérialisme bouillonnant et lancées dans la fournaise de l'histoire capitaliste. S'agit-il là, les amis, de philosophie sur les catégories d'**espèce** et d'**individu**, ou bien d'un trait de lumière sur les polémiques actuelles entre les "anti-staliniens" eux-mêmes, d' **actualité politique** à *crever les yeux* ² ?

1 Id. p. 126. MEW, id. p.111. Soulignements de Bordiga.

2 En français dans le texte .

LES MYSTÈRES DU CALCUL SUBLIME

[Retour à la table des matières](#)

Revenons donc à l'effroi qu'inspire la fameuse formule de la rente *différentielle*, et disons de quoi il s'agit : rien de méphistophélique. Le profane qui entend parler de calcul différentiel blêmit ; tout au plus sait-il par oui-dire que, couplé au calcul intégral, il forme le calcul infinitésimal, et, si l'on s'élève encore plus, à des hauteurs stratosphériques, le calcul sublime, ce qui d'ailleurs ne veut rien dire, de même qu'un crétin sublime reste un crétin. La mathématique pure est cette science qui répète toujours la même chose avec des mots et des symboles nouveaux. Qu'est-ce que l'élévation à la puissance? Une multiplication. Et la multiplication? Une addition. Et l'addition? Une numération, comme lorsqu'on compte avec les doigts sur le bout du nez. Logarithme, racine, division, soustraction, ne sont que les mêmes choses faites à l'envers, comme la numération à l'envers : le nez sur le bout des doigts. Eh bien, l'intégration est encore plus simple : c'est une très longue addition. Et la différentiation? Une fastidieuse soustraction. Pour ces deux opérations, il faudrait une bête qui n'aurait pas une main à cinq doigts : disons, un mille-pattes. Donc, tout se ramène à la numération, et vous savez alors parfaitement de quoi il s'agit.

Eh bien, je vous ai eus. Car, justement, ce que vous ne savez pas, et que je ne sais pas moi-même, ni quiconque dépassant, contrairement à nous, la stature du crétin ordinaire, c'est la définition de la *numération*. Pensez à l'espace, au temps, aux enfants qui se suivent ou aux cerises du panier, et dites-moi comment pouvez-vous être vraiment sûrs qu'on va de un à deux et de neuf à dix d'un pas identique, et donnez-moi la date de publication de cette *loi* au Journal Officiel.

En tout cas, en économie, la chose se comprendra tout de suite. La culture universitaire veut déchiffrer le rébus économique en lui appliquant la mathématique. Nous savons, au contraire, qu'en appliquant la seule mathématique, on a toujours fait chou blanc, et qu'à l'inverse, nous nous servons des notions économiques immédiates, que nous

possédons tous, pour comprendre la mathématique. Celle-ci, en effet, est née après l'économie, plus encore qu'après la physique : elle fut d'abord arpentage, puis géométrie ; d'abord comptabilité, puis algèbre et calcul. Nous avons déjà cité, à propos de l'intérêt perpétuel, abstraction théorique difficile, mais à la portée de l'intuition de tous, l'anecdote de la petite bonne qui savait le calcul intégral.

Nous allons facilement *mettre en équation* toute l'économie de classe. Ceux qui vivent avec un faible salaire doivent le répartir entre une centaine d'achats : à la fin de la quinzaine ou du mois, le compte n'est jamais bon. Enlève, déduis le loyer, les chaussures, le pain, le vin, etc. : la somme diminue à faire peur, même si l'on réduit les "soustracteurs" à presque rien. Si nous appelons *valeur* la grandeur dont nous traitons (nous pourrions aussi bien l'appeler Thérèse, en priant la faculté de philosophie d'introduire la *catégorie* Thérèse), le prolétariat se débat en faisant des soustractions de valeur continues et de plus en plus ténues : en *différentiant* donc la valeur. Les mathématiciens les désignent par *delta*, la lettre grecque Δ . Et alors, en désignant la valeur par *V* (ou *T* comme Thérèse, ou si vous voulez *V* pour la même Thérèse, cela n'a aucune importance), *delta V* sera la différentielle de valeur, une valeur très petite, un centième de notre lire inflationniste, par exemple. Et voici notre première équation :

$$\Delta V = \text{misère} = \text{prolétariat}$$

(lire : différentielle de valeur égale misère, égale prolétariat).

On nomme *intégrale* un signe curieux qui tient à la fois de l'*S* majuscule italique et de l'ouïe du violon : il signifie l'addition d'un très grand nombre de ces tous petits riens appelés *delta* que sont les infinitésimales, les différentielles.

Eh bien, le truc qui, sur le plan théorique, remonte aux Grecs, est le suivant : ces si nombreux petits riens, nombreux au point de défier toute énumération, font un total brut, tangible, que les mathématiciens appellent *fini*. Un nombre infini de valeurs, bien inférieures à un centime, font un milliard, de dollars si ça vous chante. Mais tous les membres de la société marchande ne le savent peut-être pas.

Alors, l'intégrale de toutes ces valeurs minuscules constitue la richesse. Seconde équation d'une grande simplicité :

$$\int \Delta V = \text{richesse} = \text{capitalisme}$$

(lire : intégrale des différentielles de valeur égale richesse, égale capitalisme).

Nous avons donc établi que les grands mots **d'intégrale** et de **différentielle** n'ont pas à faire peur. Nous avons établi qu'il est trivial de dire : je veux m'occuper d'économie (sans quoi, je reconnais ne pouvoir m'occuper de politique, même de rien du tout), mais je ne veux rien savoir de la mathématique en économie : c'est trivial parce que c'est maman-Économie qui a enfanté la Mathématique, supérieure et élémentaire.

Nous sommes même allés plus loin que nécessaire. La rente foncière dont s'occupent Ricardo, et Marx, est différentielle parce qu'elle découle d'une opération de soustraction à partir d'une marge, d'une prime. C'est au même titre qu'est différentiel le surplus sur dépenses ¹ qu'empêche notre petite bonne encyclopédique. Pour Ricardo, la rente ne peut pas être **absolue**, mais seulement différentielle. Pour Marx, dans un certain sens, il se forme une rente absolue. "Absolue" veut dire qu'elle se forme inévitablement ; "différentielle", qu'elle résulte d'une marge, laquelle peut aussi faire défaut. Le surplus sur dépense n'est que différentiel : si la patronne connaît tous les prix des fournisseurs, et si ces derniers ne font pas de rabais, le surplus tombe à zéro (nous parlons en mathématiciens, Nom de Dieu!).

¹ *La cresta sulla spesa*. L'expression "fare la cresta sulla spesa", s'appliquant le plus souvent aux domestiques, signifie empocher la différence entre le prix d'achat réel d'une marchandise et un prix déclaré. En français on disait : "faire danser l'anse du panier".

BRILLANTE INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

La sixième Section du Livre III du Capital traite de la "**Conversion du surprofit en rente foncière**". C'est dans ces pages que Marx expose la théorie de Ricardo (largement traitée dans les tomes 3 et 4 de l'Histoire des doctrines économiques ¹), et donc la sienne propre, qui ne nie pas celle de Ricardo, mais l'inclut comme l'un des nombreux cas possibles étudiés par lui. Une telle démarche est classique dans l'histoire de la science : ainsi, par exemple, la théorie d'Einstein ne nie pas celle de Galilée, mais l'inclut comme un de ses cas : celui où la vitesse du mobile considéré est très petite par rapport à celle (énorme) de la lumière. Par conséquent, Einstein et Galilée disent la même chose sur la théorie du train de 8h. 47 (qui est des millions de fois plus lent que la lumière). Marx fait son exposé avec un grand nombre d'exemples numériques et, pour finir, quelques équations simples. Le "baratin" – vous préférez ça – est aussi très fourni. Nous prévoyons que, d'ici quelque temps, le groupe marxiste anonyme publiera un texte en 3D : baratin, développements numériques, formules algébriques, en parallèle mais séparément.

Glanons donc tout d'abord, dans l' *Introduction* de cette section, quelques pages à l'évidence organiques et définitives, ce qui n'est pas toujours le cas dans l'ensemble du Livre III, écrit posthume et "mis en pages" par une main, fût-elle qualifiée, qui n'est pas celle de Marx. Peut-être allons-nous nous répéter, mais il n'est pas mauvais de reprendre son souffle avant le *toboggan* infra-mathématique.

« L'analyse de la propriété foncière dans ses différentes formes historiques sort des limites de cet ouvrage. Nous ne nous en occupons que pour autant qu'une partie de la survaleur produite par le capital finit dans les poches du propriétaire foncier. Nous *présupposons* donc

1 Cf. ch. 11 à 13 de l'édition citée des Théories... Bordiga se réfère ici à l'édition Costes (1925).

que l'agriculture, tout comme l'industrie manufacturière, est dominée par le mode de production capitaliste, c'est-à-dire que l'économie agraire est mise en oeuvre par des capitalistes qui ne se distinguent tout d'abord des autres que par l'élément en lequel sont investis leur capital, et le travail salarié mis en mouvement par ce capital. » ¹

Excusez notre insistance mais, encore une fois, ni le *baron* féodal, ni le serf, ni le paysan petit propriétaire, n'entrent ici en scène :

« Rappeler qu'ont existé également ou qu'existent encore d'autres formes de propriété foncière et d'agriculture, est une objection sans aucun effet sur notre développement. Cela ne peut concerner que les économistes qui traitent le mode capitaliste de production dans l'agriculture et la forme de propriété foncière lui correspondant comme *des catégories non pas historiques, mais éternelles*. » ²

Marx rappelle que, pour le petit paysan indépendant, un producteur *direct*, la propriété légale de la terre est une des "conditions de production". Or, si le capitalisme « présuppose bien que les travailleurs soient expropriés de leurs conditions de travail, dans l'agriculture il présuppose que les travailleurs ruraux soient expropriés de la terre et subordonnés à un capitaliste qui pratique l'agriculture en vue du profit. » ³

Par conséquent, dans notre étude, nous n'aurons à faire qu'à des "journaliers" et non à des paysans propriétaires, des métayers ou des colons partiaires (quelle aubaine !).

Nous avons donc trois figures : propriétaire foncier, fermier capitaliste, ouvrier salarié. En théoricien sûr, Marx simplifie ensuite :

-
- 1 MEW, t. 25, p.627. Cf. éd. sociales, t. 8, p.7. Traduction revue par nos soins. Soulignement de Bordiga.
 - 2 Cf. éd. sociales, id., p. 8. Traduction revue par nos soins. MEW, t. 25, p. 628. Soulignement de Bordiga.
 - 3 Id., p. 7-8. Traduction revue par nos soins. MEW, t. 25, p. 627-628.

« Nous nous limiterons donc exclusivement à l'investissement du capital dans l'agriculture proprement dite, c'est-à-dire dans la production de la principale matière végétale, celle dont vit une population. » Et plus encore : « Nous prendrons le froment, parce qu'il est l'aliment principal des peuples modernes, à développement capitaliste. » ¹

Vous qui êtes bien informés et qui faites la moue, vous vous demandez : les boites de conserve américaines, où les met-il ?

Et quand vous avez saisi, voilà qu'il vous faut faire un autre effort : « Sinon dans l'agriculture, dans les mines, les lois étant les mêmes. » ² Mais les modernisateurs de Marx, on peut les envoyer manger jusqu'à du savon, qui est un produit industriel.

Adam Smith a le grand mérite d'avoir montré que la rente foncière dérivant d'autres produits agricoles : lin, plantes tinctoriales, élevage du bétail, etc., est déterminée par la rente qui se forme à partir du capital placé dans la production de l'aliment principal : « (...) **Depuis Smith aucun progrès n'a été réalisé sous ce rapport.** » ³ Smith est né en 1723 et mort en 1790. Marx transforme en tabac pour la pipe quatre-vingts ans de "progrès scientifique". Bien que non-fumeurs, nous en rajoutons quatre-vingts de plus. Ainsi, on ne pourra plus nous dire : vous ne lisez rien, alors que Marx lisait tout. Nous lisons Marx.

Ici aussi, du reste, il se rattache à l'unité indissoluble de la théorie. La rédaction de ces pages est des dernières années, peut-être 1882 :

« Du capital peut être fixé dans le sol, lui être incorporé, plus ou moins passagèrement, dans le cas d'améliorations de nature chimique, l'engrais par exemple, ou de façon plus durable, s'il s'agit de canaux de drainage, de systèmes d'irrigation, de nivellements, de bâtiments d'ex-

¹ Id., p. 8. Traduction revue par nos soins. MEW, t. 25, p. 628.

² Id.

³ Id. Soulignement de Bordiga.

ploitation, etc. J'ai appelé ailleurs le capital ainsi incorporé au sol *la terre-capital*. » ¹

Et Marx renvoie, en note, à Misère de la Philosophie de 1847, largement exposée dans le précédent article.

LA RENTE DE RICARDO

[Retour à la table des matières](#)

L'ouvrage de Smith sur la Richesse des Nations est de 1776 ; un an plus tard, un fermier économiste, Anderson, énonçait cette formule sans équivoque :

« Ce n'est pas la rente du sol qui détermine le prix de son produit, c'est au contraire le prix de ce produit qui détermine la rente foncière (...). » ²

C'est ainsi – note Marx – qu'était donné le coup de grâce à la théorie physiocratique et à l'opinion selon laquelle la rente était due à la productivité exceptionnelle de l'agriculture provenant de la fertilité particulière du sol. Une fois écartée cette opinion physiocratique, il ne reste que quatre façons d'expliquer l'origine de la rente.

Premièrement. Etant donné que les propriétaires fonciers détiennent le monopole de la terre, c'est-à-dire la faculté légale d'en interdire l'accès à qui leur déplaît, ceux-ci acquièrent le monopole des denrées alimentaires, lesquelles sont, par conséquent, vendues au-dessus de leur *valeur*. Il apparaît donc une marge, ou prime, constante qui constitue la rente.

Deuxièmement (et c'est la théorie de Ricardo). Il n'existe pas de rente foncière absolue mais uniquement une rente différentielle. Au-

¹ Ed. sociales, id., p. 11. MEW, id., p. 632. "La terre-capital", en français chez Marx, est souligné par Bordiga.

² Ed. sociales, Théories sur la plus-value, t. 2., p.158. MEW, t. 26.2, p. 141.

trement dit, le fait que le prix de vente des denrées offre un surplus par rapport au prix de production n'est pas vérifié pour tous les terrains mais seulement pour ceux qui, sur une certaine échelle, sont plus fertiles que le "plus mauvais terrain". Ce dernier, grâce à la vente du produit, rémunère le travail ainsi que le capital investi accompagné de son profit, et pas plus : il n'y a pas de marge pour le propriétaire foncier. Dans ce cas, l'exploitation de la terre n'est possible que si le fermier et le propriétaire sont une seule et même personne, puisqu'aucun loyer ne pourrait être payé. A mesure que la terre devient plus fertile, le prix de vente n'en est pas modifié, mais les frais de production diminuent ; la marge est le loyer payé au propriétaire.

Troisièmement. La rente est l'intérêt du capital qui a servi à acquérir la terre. Cette théorie proposée par certains défenseurs de la propriété foncière opposés à Ricardo est, aux yeux de Marx, insoutenable, dans la mesure où elle est dans l'incapacité d'expliquer la rente qui ne découle pas de capitaux investis, comme dans le cas des mines et des chutes d'eau (point important : l'État italien, par exemple, a déjà confisqué *cette* forme de rente, puisque aussi bien les ressources du sous-sol que les ressources hydrauliques ne sont pas attribuées en toute propriété mais à titre de concessions à des exploitants privés qui paient une redevance à l'État).

Quatrièmement. C'est la théorie de Marx. On admet une rente même pour le plus mauvais terrain : c'est la rente absolue, à laquelle s'ajoute la rente différentielle si l'on passe à des terrains de fertilité supérieure. Il n'est pas nécessaire, comme dans la première des quatre solutions, de détruire la loi de la valeur.

La difficulté est levée si l'on remarque que, dans certains cas, la valeur mesurée par le temps de travail moyen et réalisable sur le marché laisse une marge par rapport au prix de production. L'erreur de Ricardo était d'identifier systématiquement prix de production et valeur, c'est-à-dire prix moyen de marché. Or il existe certaines catégories de produits, parmi lesquels les produits agricoles, même provenant de la terre la moins fertile, qui rendent possible un prix de production *inférieur* à la valeur et donc au prix de marché : cette différence systématique est la rente absolue. *Celle-ci n'en fait pas moins partie de la survaleur et du profit* : elle correspond à un *surprofit* – d'où le titre de

l'exposé de Marx – qui se convertit en rente, et qu'en jouant sur les mots il faudrait appeler "sur-survaleur" ¹.

Naturellement, pour éclairer la démonstration de Marx, il est nécessaire de bien fixer les concepts : prix de production – valeur d'échange – prix de marché – et, ce faisant, de ne pas se laisser dévier par les concepts courants de l'économie bourgeoise.

Le *prix de production* de Marx n'est pas le *coût de production* ... de Maître Costa ². Pour le capitaliste, le coût de production comprend toutes les dépenses et affectations : matières premières, travail et frais généraux. La différence entre le débit du compte d'exploitation ainsi établi et le produit des ventes, le fameux "chiffre d'affaires", constitue le bénéfice de l'entreprise, ou, en d'autres termes, le profit capitaliste. Laissons de côté pour l'instant le fait que dans le jargon d'entreprise, cette marge n'est pas rapportée au montant des dépenses du cycle considéré, mais au *capital social* de l'entreprise souscrit par les actionnaires, et qui devrait – *devrait* est le mot, surtout en période de fluctuations monétaires – correspondre à la valeur patrimoniale de la totalité de l'entreprise, à la somme qui permettrait de l'acquérir avec tous ses biens fonds, son outillage et sa *clientèle* ³.

Marx inclut *déjà aussi*, si l'on peut dire, le *profit* du capital, outre les dépenses en matières premières et salaires, dans le *prix de production*.

Pour que tout cela soit clair, nous devons abandonner le bas niveau de la dynamique économique *d'entreprise*, et passer à une dynamique *sociale*, traiter le profit non pas du capitaliste individuel ni de telle entreprise ou firme, mais le profit de la *classe* capitaliste (comme Quesnay le fit de la rente de la *classe* des propriétaires fonciers), ou mieux encore, le profit du *capital social*, non pas dans le sens de la

1 It. : Sopra-plusvalore.

2 Angelo Costa, président du syndicat patronal de l'époque.

3 Italien dialectal : *Accorsamento*, du verbe *accorsare*, qui signifie entre autres attirer le client. On pourrait le rendre par le vieux mot français « achalandage ». Il s'agit donc de la clientèle attirée de l'entreprise et captée par elle.

comptabilité bourgeoise, mais dans celui qui s'exprime déjà, en partie seulement, dans l'expression de *capital national*, celui qui existe dans le cadre de la nation capitaliste et de toutes celles qui déversent les produits sur un marché d'échange intérieur et extérieur.

POSITION DU PROBLÈME CHEZ MARX

[Retour à la table des matières](#)

Il est naturel qu'on ne puisse édifier la théorie de la rente foncière sans avoir auparavant établi celle du taux moyen de profit du capital : nous en avons traité dans le Dialogue avec les morts.

Marx admet le postulat ricardien selon lequel le prix d'une marchandise est donné par la quantité, et donc le temps de travail qui a été nécessaire pour l'obtenir. Il s'agit, bien entendu, du prix moyen, s'appliquant à une vaste étendue et à une certaine période, et ce n'est qu'à ces conditions que nous en prenons le montant comme mesure de la valeur d'échange. Sa définition, à l'échelle d'une entreprise particulière ou d'un lot particulier de produits, n'importe plus : il ne faut pas considérer le cumul contingent d'heures de travail qui *ont été nécessaires*, mais celui qui *serait nécessaire* en moyenne, dans des conditions sociales données, pour reproduire la marchandise en question.

Voulons-nous faire exprimer par Marx ce concept que nous rappelons sans cesse? Il suffit de recourir à l'exposé qu'il donne du point de vue de Ricardo :

« (...) la *valeur* de la marchandise dans une sphère donnée de production n'est pas déterminée par la *quantité de travail* que coûte *cette marchandise particulière*, mais par celle que coûte *la* marchandise produite dans les conditions *moyennes* de la sphère considérée. »¹

¹ Éd. sociales, id. p. 278. MEW, t. 26.2, p. 239-240. Soulignements de Marx, sauf « cette marchandise particulière », souligné par Bordiga.

Dès lors, si, à partir de la multitude de prix de marché d'une branche, disons le coton, nous déduisons la grandeur moyenne, nous négligeons de nombreux écarts en plus ou en moins, dus à des circonstances occasionnelles de lieu et de temps, de rareté et d'abondance, et qui donnent lieu, de mille manières, à des sous- et surprofits accidentels qui ne nous intéressent pas.

Nous décomposons alors ce montant de la valeur d'échange sociale en ses différents termes, et nous en déduisons ce que le bourgeois appelle ses frais. Il y en a deux catégories : le capital constant, c'est-à-dire les matières premières, l'usure des machines et autres – le capital-salaires ou variable. Il reste toujours un troisième élément qui permet de solder le compte de la valeur d'échange : c'est la survaleur, qui dans son montant brut équivaut au profit, lequel comprend le bénéfice d'entreprise et l'intérêt du capital si le fabricant a emprunté du numéraire. Le taux de profit est le rapport entre ce bénéfice tiré du prix moyen du marché et les avances. Ayant fait ce calcul sur la base de données générales, sociales, Marx appelle ***prix de production*** la somme des ***trois*** éléments qui sont englobés dans la marchandise : capital constant, capital variable, survaleur ou profit moyen éventuel. Une entreprise particulière qui aurait réalisé des contrats plus favorables, ou qui, d'aventure, aurait payé moins que le salaire moyen et acheté à meilleur compte ses matières premières, aura une marge supérieure que Marx appelle ***surprofit***.

Il est inévitable qu'une telle survaleur ¹ soit compensée par autant de sous-valeurs et de sous-profits. En conclura-t-on peut-être qu'il n'existe ni survaleur ni exploitation dans une fabrique où le bénéfice se transforme en perte ? C'est pourtant la conclusion à laquelle arriveraient les différents Chaulieu ² qui étudient la dynamique interne à l'entreprise et se situent au niveau de Proudhon lorsqu'ils intitulent "*Dynamique du capitalisme*" ³ l'une de leur banale "*Métaphysique de*

1 It. : sopravvalenza.

2 Pseudonyme de C. Castoriadis, théoricien du groupe français *Socialisme ou barbarie*.

3 En français dans le texte .

l'exploitation" ¹. En français, le mot "exploitation" signifie aussi : *entreprise*. Ils sont quelque peu brouillons, *chez eux* ²!

Une fois éliminés tous ces écarts qui se compensent, il n'y a plus, face à face, le patron et ses ouvriers, mais le capital national (ou mondial) et le prolétariat, le travail humain et social.

L'étude de la production capitaliste dans toute sa pureté, où joue la concurrence parfaite et la loi des valeurs (chère à Staline), qui devrait conduire à la fameuse *harmonie* entre travail et consommation (et *tant mieux* si la concurrence n'est plus libre ; la porte que nous voulons faire voler en éclats se défonce d'elle-même et nous serions bien bêtes si nous lui tournions le dos comme la classe ouvrière européenne de l'entre-deux-guerres ; quand tout le profit deviendra une "rente industrielle", il n'y aura pas besoin de tant de mathématique pour débusquer et flanquer dehors la mafia de classe), cette étude aboutit à mettre face à face, dans le bilan social, deux *classes* antagonistes, et si nous connaissons le montant total du capital constant de la société et le nombre total de prolétaires dans la population, le taux moyen de survaleur et celui du profit nous permettent de calculer la quantité de richesse qui passe, dans le Tableau de Karl Marx, de la classe ouvrière à la classe capitaliste.

Ce résultat n'a pas été atteint par toute la "philosophie" de l'exploitation, car ce qu'il faut établir historiquement, c'est jusqu'à quand un tel flux correspond à la croissance tant des forces productives que de la part des revenus destinée à des services sociaux presque totalement inconnus dans les sociétés pré-capitalistes; et à partir de quand, au contraire, il correspond à un gaspillage fou des forces productives ainsi stimulées, au krach et à la catastrophe dans le mécanisme gigantesque des services généraux.

LA SOLUTION DE MARX

[Retour à la table des matières](#)

1 En français dans le texte .

2 En français dans le texte .

Des surprofits apparaissent évidemment dans les secteurs industriels ordinaires, mais seulement de manière contingente et accidentelle. En fait, l'analyse de Marx a conduit aux lois suivantes sur le profit : il tend à s'uniformiser entre les différents secteurs de la production à un taux identique ; ce taux tend à baisser au cours du développement capitaliste, tandis qu'augmentent énormément la masse de capital investi, le nombre de travailleurs salariés, la productivité du travail, en tant que rapport entre les matières transformées et le temps employé (concept de la composition organique du capital), et donc la masse sociale du profit : que cela soit clair ou non pour feu Staline, Béria expédié *ad patres*, ou l'heureux dirigeant actuel, Malenkov.

En conséquence – si ce que vous, théoriciens capitalistes, dites sur les joies de la libre concurrence est vrai – il ne peut apparaître de surprofits systématiques dans les différentes branches de la production des objets manufacturés. Mais, naturellement, si une organisation possédait, par exemple, tout le caoutchouc du monde, elle pourrait dicter son prix au marché et il serait systématiquement supérieur à la valeur et au prix de production unifié : cette organisation, ayant raflé le taux moyen de profit comme tout libre capitaliste, raflerait aussi en permanence un surprofit instantanément et facilement transformé en *rente caoutchoutière*. N'est-ce pas précisément le parasitisme capitaliste que Lénine décrit comme étant issu des trusts et des monopoles? Le capitaliste et les complices du capitalisme jouiront de ces rentes dès lors que « un des grands résultats du mode capitaliste de production... » est l'instauration d'un état de choses où « ... le propriétaire foncier peut passer toute sa vie à Constantinople alors que sa propriété se trouve en Ecosse » ¹.

Cela, le "baron" ne pouvait pas le faire, sacrebleu ; il devait, en armes, surveiller le fief depuis son château, et si éventuellement il allait à Constantinople, c'était en Croisade et pas en croisière.

Comment donc, à l'époque de Marx, et de Ricardo avant lui, ce surprofit se transformait-il, *en général*, dans tout le secteur agricole,

¹ Ed. sociales, id. p.9-10. MEW, t. 25, p. 630-631.

en rente foncière, après qu'ait été payé, au *taux moyen de l'ensemble de l'industrie*, le bénéfice du fermier-entrepreneur ?

Ricardo supposait que, dans l'industrie comme dans l'agriculture sur le terrain le moins fertile, le prix de production était identique au prix de vente, en parlant toujours de moyennes générales. Dans ce cas, ce terrain ne fournit pas de rente mais couvre seulement, ainsi que nous l'avons déjà dit, les dépenses et le profit d'entreprise. Ricardo considère que la *valeur* de tout produit est liée au *prix moyen* de vente sur le marché, et cela est vrai, sans quoi la théorie de la valeur, que partage Marx, est mise en échec. Mais Ricardo lie aussi le *prix de production* à la dite *valeur* du produit. Au contraire Marx admet que cela est vrai pour tous les produits de l'industrie, mais observe que si l'on déduit de cette valeur le profit moyen, partie du prix de production, rien n'empêche que dans le cas particulier de la production agricole, les denrées étant toujours vendues à leur valeur et le profit du fermier égal à celui du fabricant, le prix de production s'avère inférieur. Pour que ce soit le cas, il suffit qu'à produit égal, il y ait moindre emploi tant de capital que de travail dans sa moyenne sociale : cela revient à dire que le travail appliqué à la terre est *plus productif* que celui appliqué à l'industrie. Dès lors, l'écart entre prix de production et valeur vénale retirée du marché, le profit restant constant, doit être versé au propriétaire foncier, dans la mesure où les lois et la force de l'État lui en donnent la faculté.

Est-ce une chose inévitable, même pour le terrain le plus médiocre ? Bien sûr que non, et il existe en effet des terres sans rente. Cela signifie seulement qu'elles ne trouvent pas de fermiers disposés à y investir leur capital. En effet, si la terre ne donne qu'une marge bénéficiaire égale au profit d'entreprise, le fermier ne pouvant y accéder sans payer quelque chose au propriétaire, il devrait investir son capital à un taux *inférieur à celui du profit moyen* : dans ces conditions, il cherche un autre terrain, devient industriel ou même garde ses sous à la banque.

Mais Marx a démontré que, dans des conditions différentes de celles de l'Irlande du XVIII^e siècle par exemple, sur n'importe quel terrain, le capital qui y est apporté sous forme de matières et de travail rapporte plus que le profit moyen de l'industrie : ce minimum est donc

la rente foncière *absolue*, c'est-à-dire une rente de base, minimale, que retire tout propriétaire de terres, même de simples landes.

Maintenant, si un terrain de même superficie se compose, au contraire, d'humus fertile, il peut se faire, pour fixer les idées, qu'avec la même dépense en engrais et avec le même nombre de journées de labour, on y obtienne du blé en plus grande quantité, et donc un gain supérieur. Dans ces conditions, le propriétaire trouvera un fermier qui, en gagnant le même profit que dans le cas précédent, pourra payer un loyer beaucoup plus élevé, la différence étant égale au prix de vente sur le marché de la quantité de blé excédentaire. Cette augmentation du loyer constitue une *rente différentielle*.

Pour Ricardo : la terre la plus stérile donne zéro de rente et le profit normal d'entreprise; au fur et à mesure que les terres s'améliorent, elles donnent progressivement des rentes différentielles.

Pour Marx : la terre la plus stérile donne malgré tout suffisamment de blé pour fournir un supplément par rapport au profit d'entreprise au taux moyen : c'est la rente absolue. Si l'on passe à des terrains de plus en plus fertiles, des quantités variables de rente différentielle s'ajouteront à cette rente absolue.

On comprend que nous n'ayons fait, ici et pour l'instant, que présenter les deux doctrines, dont on ne peut brièvement épuiser la comparaison complète, qui démontre la validité de la deuxième et n'aurait sa place que dans un exposé intégral de l'économie marxiste. Mais nous aurons l'occasion de revenir sur telle ou telle comparaison particulière..

Nous ne passerons pas non plus cette fois aux chiffres, que Marx rend plus expressifs par l'exemple suggestif de l'industriel qui tire sa force motrice d'une chute d'eau plutôt que de machines thermiques, comme ses collègues. Étant donné qu'il verra diminuer son prix de production, la valeur moyenne de ses produits et le prix de vente sur le marché restant constants, il pourra parfaitement supporter un loyer sans lequel le propriétaire de la chute ne lui donnerait pas la permission d'y installer un moteur hydraulique : il s'agit là d'une véritable rente absolue.

Quant à la rente absolue complétée par les rentes différentielles, non moins élégant est l'exemple de la mine, dans l'hypothèse où le rendement de l'extraction, à égalité de capital engagé par l'entreprise exploitante, serait augmenté par des précautions techniques dans le travail d'excavation.

LA RÉFORME FONCIÈRE ITALIENNE

[Retour à la table des matières](#)

L'État fasciste en Italie, ainsi que nous l'avons dit, a confisqué, pour avoir lu Marx peut-être, les cours d'eau et les mines – non sans indemnité toutefois. Nous pouvons dire que, par un tel acte, il a confisqué toute *rente absolue non agricole*. Ce faisant, il n'a certes pas confisqué la part bien plus élevée des profits des industries extractives et hydroélectriques, dont les appétits considérables sont bien connus.

Il semble qu'à l'heure actuelle, en matière agricole, on veuille se mettre à l'école du fascisme (pas le fascisme qui exprimerait les intérêts fonciers contre les intérêts manufacturiers ou "ordinovistes"¹), et exproprier – en payant bien, quoique de manière désordonnée – *la rente agraire absolue* en Italie. En effet, la règle qui consiste à prendre les terrains à bas rendement fiscal et à laisser de côté ceux à haut rendement, revient à prendre les plus stériles. Si la théorie de Ricardo, selon laquelle la rente est égale à zéro sur le plus mauvais terrain, était vraie, on préserverait toute la rente différentielle, et Pantalón² ... serait un idiot intégral.

Ricardo, en tant que ministre d'un pays bourgeois, n'aurait pas été aussi couillon. Sans être subversif, et encore moins communiste, c'est toute la rente qu'il voulait confisquer, selon lui toute la rente différentielle ; c'est-à-dire qu'il se serait jeté, au nom du Roi, sur les meilleures

1 De *Ordine nuovo*, organe de Gramsci à Turin.

2 Personnage de la *commedia dell'arte* qui personnifie ici l'Etat et le Trésor Public . Cf. *Imprese economiche di Pantalone* (*Battaglia comunista* n°20, 1950).

terres. Il les aurait confiées à la grande entreprise capitaliste, qui aurait touché son profit à l'instar de l'industrie, et la rente aurait fini dans les caisses de l'État.

Si, comme cela est vrai et ainsi que Marx le démontre, une certaine rente, très faible, existe également sur les terres des "latifundia", l'État réformateur raflerait toujours quelque chose (une misère, comme nous l'avons démontré ailleurs avec les chiffres de l'agriculture nationale ¹) mais à condition de se mettre à faire le *rentier* ², en maintenant en place les capitalistes agricoles déjà existants, c'est-à-dire les *fermiers* ³ du cru, qu'on appelle *fittatori* en Campanie, *gabelloiti* en Sicile, *industrianti di campagna* ⁴ en Calabre (industriels agricoles : terme impeccable sur le plan théorique), lesquels pourraient payer leur redevance foncière en la tirant du surtravail des journaliers agricoles. Ricardo, stoïcien mais non cynique (comme les flibustiers de notre époque), aurait agi ainsi.

En lançant au contraire la formule malheureuse de la parcellisation paysanne, la connerie hyperbolique d'une agriculture féodale qui ne serait pas passée, parmi les premières au monde, au mode de gestion pleinement capitaliste, on n'a fait que détruire la maigre rente absolue qui ne répartit entre les paysans propriétaires que la condamnation à doubler les heures de travail pour le blé qui les fait vivre et les mensualités à payer, à supposer qu'ils ne fuient pas leur *lopin*. Quant aux grasses rentes différentielles, elles demeurent sacro-saintes, à disposition du capital spéculatif italien qui, détestant par principe l'investissement agricole, aurait investi sur "le plus mauvais terrain" où au contraire il fallait l'amener, la corde au cou et à coups de pied au cul.

1 Cf. *Il miraggio della riforma agraria*, appendice à *Proprieta e capitale*, *Pro-meteo* n°13, 1949.

2 En français dans le texte .

3 En français dans le texte .

4 Les trois termes dialectaux des régions citées signifient tous « capitalistes agricoles ».

La formule est donc : On sauve la rente différentielle avec tous les honneurs dus au capital des sociétés anonymes, et que périsse la rente absolue ; si l'on ne savait pas ce qu'est l'État italien, quelle version méprisante des États de classe du capital il représente, et à quelle fonction ultérieure de mystificateur des masses laborieuses il s'abaisserait s'il passait aux mains des partis de l'opposition "antiféodale", on pourrait la résumer par cette apostrophe concise : « État, que tu es stupide ! ».

Il Programma Comunista, n°4, 12 février - 05 mars 1954.

Textes sur la question agraire

8.

CIVILISATION GRANDIOSE, MAIS NON COMESTIBLE !

Il Programma Comunista, n°5, 05 - 19 mars 1954.

BANQUET ET CONVIVES TERRESTRES

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'opinion vulgaire, le capital n'a pas pour origine le travail accumulé des morts employé à investir et piller le travail d'une grande masse de vivants, mais tout est capital : la terre agricole, la terre inculte, l'eau, les gisements du sous-sol, les animaux et les végétaux à l'état naturel. On nous rapporte que le 8ème congrès scientifique international du Pacifique s'est tenu à Manille, aux Philippines où des spécialistes d'écologie, de botanique, de zoologie, d'hydrologie, de pédologie (ces pédologues ne sont ni pédants, ni pédestres, ni pédiatres – ou pédicures – mais étudient les terrains, les sols) se seraient occupés du fait que l'humanité moderne se dirige vers "la dilapidation des ressources du globe", sans prendre garde à ce que ce dernier est "un capital certes considérable mais non éternel".

Quant à l'éternité, laissons tomber le fait que le globe n'est certainement pas éternel au sens cosmique, pas plus que ne l'est aucune des espèces qui y prolifèrent, et même pas l'espèce humaine. Il s'agit de

voir si le cycle des échanges entre le milieu naturel, avec ses réserves de matière-énergie, et l'espèce vivante, tend vers une harmonie en équilibre dynamique (théoriquement indéfinie), ou bien s'il tend progressivement à sombrer dans le déséquilibre, et, par conséquent, à devenir irréalisable, à l'échelle historique, en provoquant la régression et la fin de l'espèce.

C'est là, en effet, une grande question, à laquelle les données concrètes de ces disciplines peuvent sans aucun doute apporter leurs contributions ; mais on tirera peu de choses de congrès à ce point « scientifiques », qui s'abaissent à des bévues de type superstitieux, qui en économie consistent à traiter le globe comme "capital", ou même comme bien foncier de la société anonyme par actions *Humanitas*, et, en philosophie, à attendre le remède de la morale et du savoir, c'est-à-dire de l'exhortation des hommes "à y réfléchir", comme s'il s'agissait du fils traditionnel occupé à dévorer les restes du patrimoine de papa.

Un biologiste français, que nous ne connaissons naturellement pas, et que nous nous bornons comme d'habitude à imaginer, décrit, dans un but philanthropique de ce genre, une tragédie de l'espèce pour en conclure : que l'homme pense au destin des sauterelles ! Qu'arrive-t-il donc aux sauterelles affolées ? Une vague de chaleur dans une zone de savane ou de marais tropical provoque un pullulement de sauterelles en même temps qu'une floraison de plantes éphémères (à croissance rapide et à vie brève). Que peut devenir ce potentiel de vie inattendu, à savoir cette transformation d'énergie rayonnante du soleil en énergie organique ? Les innombrables sauterelles dévorent rapidement toutes les plantes et meurent ensuite de faim sur place. Et que doivent penser les hommes de ce phénomène ? Reconnaisants envers la divinité qui les a dotés de science et de conscience, ils devraient penser que, si les sauterelles avaient raisonné, elles auraient établi un plan de rationnement des plantes éphémères et auraient de plus découvert la solution de bon sens consistant à se dévorer entre elles.

Si nous avons rappelé ce problème souvent soumis aux hommes dits de culture moyenne, c'est parce que nous accordons une grande importance au thème d'une table imaginaire, à l'échelle de toute la planète autour de laquelle s'assiérait un fourmillement de convives, les hommes-sauterelles, et à celui du rapport entre le nombre de bouches

à nourrir et la quantité de plats préparés ; et parce que nous voulons dire, pour poursuivre notre exposé, que l'étude pas toujours facile de la question de la production agricole à l'époque capitaliste, avec ses analyses rationnelles, disposées en tableaux numériques et réduites à des formules algébriques, ne doit pas être prise pour un luxe de l'esprit, mais pour une exigence incontournable de *l'estomac de l'espèce*.

En même temps, ces présentations banales sont utiles pour montrer combien s'en distingue, en simplicité aussi bien qu'en puissance et en richesse de développements, la position marxiste. Le terme du cycle n'est pas un tournant où les hommes, frappés par une révélation ou pénétrés de savoir, se démèneraient pour ne pas finir comme les sauterelles, en améliorant la culture des plantes éphémères ou en éloignant les sauterelles-mâles de l'alcôve conjugale. Durant de longues phases du cycle, des groupes de l'espèce en lutte les uns contre les autres (le nombre des individus étant déjà élevé, mais bien loin du nombre actuel, par rapport aux terres connues et parcourues) apprennent à se détruire, à se piller et à s'opprimer : l'étude des grandes étapes de ces luttes inévitables doit établir si, comment, et après quels stades, l'espèce parviendra à un équilibre utile et stable de ses rapports avec la nature physique, de sorte que la guerre et l'asservissement de classe ne soient plus les seuls moyens pour se procurer des aliments. Cette étude a donc pour objet les forces productives et leurs rapports, et non pas leurs caricatures sous forme d'avertissements administratifs ou de sermones moralisatrices.

LE CAPITALISME, LE PIRE DES NOURRICIERS

[Retour à la table des matières](#)

Toute la démonstration fondamentale de Marx, qui occupe la partie finale de ce qui nous a été transmis du Livre III du Capital, tend vers cette thèse clairement révolutionnaire : le mode de production capitaliste, le plus grand propulseur de la croissance absolue et relative des forces productives, étape indispensable et décisive de cette croissance, ne peut accorder le rythme de l'augmentation en nombre et en puissance technique des collectivités humaines avec celui de la production d'aliments. Nous n'en concluons pas pour autant à la nécessité de cal-

culer le temps qui reste avant que nous mourrions tous de faim, mais la trajectoire qui nous sépare du moment catastrophique où cette contradiction inéluctable fera voler en éclats la structure capitaliste. En effet, le lecteur paresseux qui saute les pages où il lui semble qu'on aligne de froids raisonnements économiques, des séries peu divertissantes de données numériques, un tissu de symboles et de formules (aujourd'hui, on dirait que tout cela est barbant, que ce n'est pas comme une bande dessinée ou un magazine illustré, et surtout que ça ne fait pas recette), ce lecteur donc n'aperçoit pas les jalons du dur chemin au bout duquel le point d'arrivée du heurt révolutionnaire apparaît dans toute sa force suggestive, et il se fait facilement avoir par la conclusion triviale : ah, si ce vieux Marx n'avait pas abandonné son rôle d'agitateur pour s'adonner à la description théorique de l'économie capitaliste...! Il s'était, dès lors, désintéressé de la politique révolutionnaire, la seule qui compte; et c'est quand même autre chose que la théorie de la rente foncière...

Marx rappelle que les premiers économistes modernes avaient déjà relevé la contradiction entre le progrès technique dans l'agriculture et les formes sociales. La production d'un terrain peut être augmentée par de bons drainages, des engrais abondants, un bon travail du sol, l'extirpation des herbes nuisibles et le nettoyage du terrain, etc. :

« Mais tout cela exige des dépenses considérables, et les fermiers savent pertinemment que, quoi qu'ils fassent pour améliorer le sol et accroître sa valeur, c'est le propriétaire foncier qui, à la longue, en récoltera l'avantage principal sous forme de rentes plus élevées et d'une valeur accrue de la terre. »

« Tous les efforts [d'amélioration] (...) ne peuvent produire de résultat notable (...) tant que de telles améliorations augmenteront bien plus la valeur de la propriété foncière (...) qu'elles n'amélioreront la situation du fermier et de l'ouvrier agricole. » ¹

¹ Marx cite ici un ouvrage d'Alfred Walton. Ed. sociales, id. p.12-13. MEW, t.25, p. 634 et 633 (l'ordre des phrases ayant été inversé). Traduction revue par nos soins.

Le mécanisme du système capitaliste est tel que le capital aussi bien que le travail humain sont constamment dirigés vers l'industrie et non vers l'agriculture, de sorte qu'aux rythmes incroyables de transformation des méthodes de la première, correspond une énorme lenteur d'évolution de la seconde : même dans les champs des pays les plus développés, on utilise aujourd'hui encore, la plupart du temps, les mêmes méthodes agricoles qu'il y a des siècles ou des millénaires.

Marx attribue cette réticence du capital à s'investir dans la terre à sa composition technologique et organique, qui est plus favorable dans l'industrie que dans l'agriculture. Rappelons encore une fois ce dernier concept :

« La part de valeur du capital [avancée dans la production] qui se compose de machines, etc. et de matières brutes, se trouve *simple-ment reproduite* dans le produit, elle réapparaît, demeure inchangée. Cette composante du capital, le capitaliste doit la payer à sa *valeur*. (...) Seul le travail qu'il emploie entre *entièrement* dans la valeur du produit, est achetée entièrement par lui, bien qu'il ne soit payé par lui qu'en partie [par le salaire]. En prenant le taux d'exploitation du travail indiqué ci-dessus [Marx suppose ici qu'il est de 50% : c'est-à-dire que, sur 12 heures de travail, l'ouvrier produit de la valeur en travaillant 8 heures pour lui-même et les 4 heures restantes pour le capitaliste], la *grandeur* de la survaleur pour un capital *de la même* grandeur dépendra donc [notez bien : à *taux* de survaleur égal] de la composition organique de celui-ci. » ¹

Si le capital se compose de 80 en capital constant et de 20 en capital-salaires (en règle générale, Marx estime le niveau technologique de l'industrie de son époque à 4 : en moyenne, l'ouvrier transforme des matières d'un montant quadruple de son salaire), 10 autres s'y ajouteront en survaleur (c'est-à-dire 50% des 20 de salaires), et la valeur du produit sera $80 + 20 + 10 = 110$; le profit sera de 10 et son taux de 10%. Mais si différemment nous avons 60 de capital constant et 40 de salaires (Marx suppose que c'était, il y a un siècle, la moyenne approximative dans l'agriculture : et aujourd'hui, elle n'y est probable-

¹ Théories..., éd. sociales, id. p.342. MEW, t.26.2, p.293. Soulignements de Marx.

ment pas très supérieure), alors le surtravail sera la moitié de 40, soit 20, le produit de 120, le taux de profit non plus de 10% comme dans le cas précédent, mais de 20%.

« Nous admettons que la composition du capital en agriculture = $C^{60}V^{40}$, ou encore que, dans sa composition, on débourse davantage en salaire – *immediate labour* – que dans la somme totale du capital investi dans les autres branches de l'industrie. Cela caractérise un niveau **relativement plus faible** de développement de la productivité du travail dans cette branche. »¹

BLÉ ET CAPITALISME

[Retour à la table des matières](#)

Il ne faut pas confondre la question soulevée par Marx pour expliquer la lenteur de l'augmentation de productivité dans l'agriculture par rapport à l'industrie, qui est un obstacle à la réduction du temps de travail, à égalité de produits et de consommations moyens, obstacle insurmontable pour les classes dont la consommation est avant tout alimentaire, avec la préférence du capital pour les autres produits, confusion commise par le *théoricien* Staline (voir Dialogue). Le capital "sait" qu'il obtient une *masse* toujours plus grande de profit suivant la loi de la baisse du *taux moyen*, et il préfère produire à un *niveau technique* élevé (beaucoup de tonnes d'acier par an et par ouvrier employé), niveau qui est environ de 15 ou 20, au lieu des 4 de Marx ; il préfère, comme le dit Maître Costa, avoir beaucoup d'ouvriers, quitte à bien les payer, mais avoir une très grande quantité de produit. Avec l'acier, il est facile "à l'offre de forcer la demande", en faisant des armes et des guerres, et en diminuant en même temps le nombre de bouches qui *demandent* inutilement du blé.

Le tonnage annuel de blé que produit chaque ouvrier agricole n'a probablement pas augmenté de 50% au cours d'un siècle, tandis que

¹ Id. p.343. MEW, t.26.2, p.294.

celui d'acier a été multiplié par plusieurs dizaines en passant du procédé de puddlage manuel à celui de Martin-Siemens ...

Dans ce même passage, Marx poursuit :

« Sans doute, dans quelques branches de l'agriculture, par exemple l'élevage, la composition du capital peut être $C^{90}V^{10}$, donc le rapport $V : C$ est plus faible que dans l'ensemble du capital industriel » (ici, Marx note en bas de page un point maintes fois "martelé" : il va de soi que, lorsque nous parlons de composition du capital agricole, la valeur ou le prix du sol *n'y est pas* comprise. Ce prix n'est que de la rente foncière capitalisée).

« Mais ce n'est pas cette branche qui détermine la rente, mais l'agriculture proprement dite, et plus précisément la partie de celle-ci qui produit la principale *subsistance*, le blé, etc. La rente, dans les autres branches, n'est pas déterminée par la composition du capital qui y est investie, mais par la composition du capital employée dans la production de la principale subsistance. » Suit une assertion tranchante : « La seule existence de la production capitaliste présuppose que la nourriture à base de végétaux et non la nourriture à base de produits animaux est l'élément principal des subsistances. » ¹

Ici, les modernisateurs pourraient sauter sur l'occasion pour juger *dépassée* cette position dans la mesure où désormais le prolétariat ne se nourrit plus exclusivement de pain.

Les statistiques actuelles nous disent que chaque habitant du globe dispose de 77 kg de pain par an. Il est curieux qu'il dispose du même poids d'acier ! Et en outre, de 568 kg de charbon, 215 de pétrole et, déjà, 75 m³ de méthane. En plus du blé, il y a évidemment d'autres céréales et d'autres denrées : 55 kg de riz (souvent cité par Marx), 55 de maïs et 93 de pommes de terre. Le reste des produits agricoles est négligeable en quantité, sinon en valeur. Ce qui n'est certainement pas

¹ Id. La note de bas de page dont il est question figure dans l'édition de Kautsky *Histoire des théories économiques* (trad. française Costes), mais non dans l'édition de l'IML de Berlin que suivent les Éditions sociales. (Note de l'édition italienne *Iskra*, Milan 1979)

négligeable dans le cas des pays développés, c'est la quantité de sucre, de viande, de lait et de graisses. Ces quantités sont dérisoires pour l'Asie, notables pour l'Europe centrale et occidentale, fortes pour l'Amérique, tandis qu'elles égalent, dans le cas des États-Unis et du Canada, et dépassent, dans celui de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, les quantités de céréales consommées. Même en Angleterre, on ne consomme que 51 kg de viande contre 103 de céréales. Et, en Italie, 17 contre 153 ! En Italie, la totalité des aliments fournirait 2 370 calories par habitant et par jour; en Angleterre et aux États-Unis, plus de 3 000. Le minimum est atteint en Inde avec 1 620. Il n'y a pas de données certaines pour la Russie et la Chine.

Selon d'autres données, la terre produirait un milliard et demi de quintaux de blé pour deux milliards quatre cent millions d'habitants : 60 kg par tête. Les chiffres russes faisant totalement défaut, il y a donc concordance avec les données précédentes. La quantité de riz est un peu supérieure, celle de maïs un peu inférieure, et celle de pommes de terre dépasse celle de riz. Les statistiques portant sur les animaux d'élevage donneraient par tête, grosso modo, un tiers de viande de boeuf, un tiers de mouton, un huitième de porc (on pourrait à l'occasion traiter beaucoup de gens de cochons intégraux). Il n'est pas facile de calculer, à partir de ces données brutes, la croissance annuelle du cheptel, et d'en déduire la part d'animaux de boucherie. Par exemple, les États-Unis, avec 150 millions d'habitants, 84 de bovins, 33 d'ovins, 24 de porcs (ohé, Mc Carthy !), *produisent* 10 millions de tonnes de viande. Cela ferait 66 kg par habitant, ce qui s'accorde avec les données utilisées plus haut et qui indiquaient une *consommation* de 70 kg. Il ressort du traitement grossier de ces données que l'élevage des États-Unis fournit le dixième de la viande de l'ensemble de la planète, celle-ci disposant donc de 100 millions de tonnes de viande de boucherie par an. La conclusion serait que chaque terrien mange 270 kg de céréales et de pommes de terre par an, alors qu'il n'en mange que quatre ou cinq de viande (avec un minimum de 2 kg pour le Japon et l'Inde).

Nous ne nous sommes donc pas écartés de Marx. Et les pays développés ? Il ne faut pas se laisser embobiner par les moyennes. Dans ces pays, le rapport viande-céréales varie énormément d'une classe à l'autre et d'une région à l'autre. Par exemple, en Italie, l'abattage en kg

par habitant est en moyenne de 14,2 (troisième source qui coïncide presque avec les 17 précédents). Mais il va de 27 en Emilie à 5,3 en Sicile. Le sicilien est aussi carnivore que le terrien moyen. Et encore n'avons-nous pas comparé Mario Scelba ¹ avec le mineur sicilien des souffrières. Le capitalisme est donc l'époque de l'alimentation céréalière, comme la "barbarie supérieure" (guerre de Troie) était celle de l'alimentation exclusivement carnée. De toute façon, Marx a toujours raison de calculer la part du profit qui est affectée à la rente en se fondant sur la production de blé. En Amérique, celle du porc (honnit soit ²...) est une industrie : vous avez entendu parler de ces grandes usines de Chicago où le cochon vivant entre dans la machine pour en sortir sous forme de saucisses, et du jour où les machines tournèrent à l'envers et où, après y avoir introduit des saucisses, il en sortit des cochons vivants. Ici, la composition technique n'est pas moins élevée : un brave travailleur pour dix cochons bourgeois.

RUBRIQUES DE LA RENTE

[Retour à la table des matières](#)

Marx consacre onze bons chapitres du Livre III ³ à la rente foncière et il se réfère ensuite directement à celle-ci dans les cinq chapitres suivants ⁴, les derniers que nous possédions. L'ordre de leur composition n'est peut-être même pas certain. A un certain moment, l'auteur semble faire une pause pour récapituler la doctrine qu'il est en train d'exposer :

¹ Président du Conseil italien de mars 1954 à juin 1955.

² En français dans le texte .

³ Il s'agit de la sixième section.

⁴ Il s'agit de la septième et dernière section.

« L'étude de la rente doit comporter les rubriques suivantes :

A. Rente différentielle.

1. Notion de la rente différentielle. Illustration par la force hydraulique. Passage à la rente agricole proprement dite.
2. Rente différentielle I, découlant de la différence de fertilité de divers terrains.
3. Rente différentielle II, découlant d'investissements successifs de capital sur un même terrain. Il faut étudier la rente différentielle II, le prix de production étant :
 - a) constant,
 - b) en baisse,
 - c) en hausse.

En outre,

d) la conversion de surprofit en rente.

[Rappel : prix de production égale capital constant, plus capital variable, plus profit au taux moyen général de l'industrie – la rente foncière a pour origine le surplus du prix moyen de marché par rapport au prix de production ainsi établi.]

4. Influence de cette rente sur le taux de profit.

B. Rente absolue.

C. Le prix de la terre.

D. Considérations finales sur la rente foncière. » ¹

Nous aussi, nous donnons ce clair résumé synoptique de la question, après avoir utilisé par anticipation une partie du matériau avec divers commentaires et développements. Mais il est nécessaire cependant de revenir au raisonnement quantitatif afin de confirmer les conclusions.

¹ Le Capital, Livre III, ch. 43, éd. sociales, p. 113-114. MEW, t. 25, p. 736. Soulignements de Bordiga.

Le raisonnement complexe sur la rente différentielle aboutit à la thèse suivante :

« Du point de vue du mode capitaliste de production, il y a toujours un renchérissement relatif des produits lorsque, pour obtenir le même produit, on doit *ajouter du capital* pour maintenir la production au même niveau. » ¹

Cela signifie que la production augmentera, mais qu'inévitablement, le prix unitaire devra croître, si la terre cultivable a été entièrement occupée alors que, du fait de l'augmentation de la population par exemple, il faut produire davantage (blé) et investir sur le même terrain déjà cultivé une nouvelle somme en engrais et en divers équipements visant à améliorer la culture, (il est exact qu'en cinq ans, l'Italie arrivera à produire 90 millions de quintaux de blé, sur une base de 79 en 1952). Ceci est un aspect de la vérité générale selon laquelle les produits manufacturés sont disponibles à moindre prix grâce à l'augmentation de la productivité du travail due au capitalisme, alors que les produits alimentaires atteignent des prix plus élevés. Cette course ne peut déboucher que sur la révolution, laquelle détruira le mode capitaliste de production, c'est-à-dire, ce qui est la même chose, la distribution par le marché, unique donnée nécessaire pour en déduire toute la théorie de Marx.

RÉVOLUTION ANTI-TRINITAIRE

[Retour à la table des matières](#)

Quand, en achevant sa théorie de la rente, Marx affronte le problème d'ensemble des trois sources de revenu économique et des trois classes, il semble aligner les armées pour une journée de bataille décisive, dont le chapitre inachevé : « *Les classes* », ne pourra donner la description. Mais Marx pourra dès lors traiter à fond la critique de la

¹ Id., ch. 44, éd ; sociales, p. 130. MEW, id., p. 753. Nous avons retraduit d'après l'italien. Le texte allemand dit ceci : « (...) wenn, um dasselbe Produkt zu erhalten, eine Auslage gemacht, etwas bezahlt werden muss, was früher nicht bezahlt wurde. » Le soulignement est de Bordiga.

formule trinitaire : *capital-profit* (ou mieux, ainsi qu'il le démontre, *capital-intérêt* ; *terre-rente* ; *travail-salaire*. Dans la mentalité super-structurelle qui se forme en ambiance bourgeoise, il semble que ces trois sources autonomes et effectives des trois fractions en lesquelles se répartit la richesse produite, l'ajout de valeur lors de tout cycle productif. Dans la critique révolutionnaire, le seul facteur réel de la valeur est le travail; il est seul à en ajouter; mais ils sont trois à y puiser.

« (...) cette trinité économique reliant les composantes de la valeur et de la richesse à leurs sources porte à son comble la mystification du mode de production capitaliste, la réification des rapports sociaux, l'identification immédiate des rapports de production matériels et de leur détermination historico-sociale [il ne s'agit pas de sources de valeur, mais de rapports de force entre les hommes : droit de propriété pour la Terre, appropriation de marchandises pour le Capital] : le monde enchanté, mis sur la tête, le monde à l'envers, que hantent *Monsieur le Capital* et *Madame la Terre* ¹, personnages sociaux en même temps que simples choses dans leur immédiateté.» ²

L'économie classique a dissipé ces fantasmagories et a mis en évidence que seul le Travail - sans formule de politesse - engendrait la Valeur. Mais l'économie moderne retombe dans cette niaise personification, et, ainsi que nous l'avons vu au début de cet article, elle fait du Globe même un Capital limité. Cette formule « correspond aux intérêts des classes dominantes du fait qu'elle proclame, et élève au rang de dogme, la nécessité naturelle et la légitimité éternelle de leurs sources de revenus. » ³

Citons ici, encore une fois, à l'intention de ceux, nombreux et même importants, qui n'ont pas voulu comprendre le rapport entre le capitalisme *décrit* par Marx et les mille contingences du cours historique, et à l'intention également des fêrus de textes modernes d'économie, un passage exhaustif :

¹ En français dans le texte de Marx.

² Traduit par nos soins. Cf. éd. sociales, id. p.207-208. MEW, t.25, p.838.

³ Id. MEW, t.25, p.839.

Dans toute cette discussion « *nous n'abordons pas* la façon dont, par l'entremise du marché mondial, de ses conjonctures, du mouvement des prix de marché, des phases du crédit, des cycles de l'industrie et du commerce, des alternances de prospérité et de crise, les connexions apparaissent à ces agents comme des lois naturelles toutes-puissantes, les dominant jusqu'à en faire des instruments dociles, pas plus que nous n'abordons la façon dont elles s'imposent à eux comme une nécessité aveugle. Nous ne l'abordons pas parce que *le mouvement réel de la concurrence n'est pas dans notre plan* et qu'il nous faut *exposer seulement l'organisation interne du mode de production capitaliste*, comme MOYENNE IDÉALE pour ainsi dire. » ¹

Suit un raccourci historique qui prouve que ces relations : terrene, et surtout, argent-intérêt (capital-profit), loin d'être naturelles et éternelles, étaient étrangères aux anciens modes de production : production directe de biens d'usage – esclavage et servage – système médiéval des corporations.

« Dans les communautés primitives où domine le communisme spontané, et même dans les cités antiques, c'est *la communauté elle-même*, avec ses conditions propres, qui se présente comme *base de la production*, de même que *sa reproduction se présente comme sa fin ultime*. » ²

Comme toujours, la méthode de Marx est cohérente : comparaison avec le passé afin de démontrer le caractère *transitoire et non immuable* des lois économiques du capitalisme, et surtout de *la loi de la valeur* (dont Staline et les ridicules modernisateurs de Marx voudraient faire un manteau commun au capitalisme et au communisme, en prétendant lui apprendre que tout son plan est modifié par le jeu de la concurrence, alors que ce dernier *ne rentrait pas du tout dans le plan* ; drôles de souris qui s'occupent avec sérieux à mettre "la sonnette au coup du chat"). Et après cette comparaison, un saut dans le futur et un aperçu sur la grande communauté qui, réunissant tous les "terriens", se fixera comme but final "sa propre reproduction", en se préoccupant comme d'une guigne de la rente, de l'intérêt, et, *in primis*

¹ Id. Tous les soulignements sont de Bordiga.

² Id. Cf. éd. sociales, p.209. MEW, id. Soulignements de Bordiga.

et *ante omnia* ¹, du salaire, fût-il celui du président Ike, recordman mondial des employés intérimaires.

À la fin de ce chapitre aussi, quelque stupide incident arrêta la plume dans la main du géant : « Ce n'est que dans le mode de production capitaliste... ». ² Mais nous lirons la suite sans aucune hésitation : ce n'est que dans ce dernier – cela n'existait pas avant lui et n'existera pas après son renversement – que tout se mesure avec votre argent sale et puant, en calculant le revenu personnel et le bilan d'entreprise, en enchaînant la nature humaine aux aiguilles de la pointeuse à l'usine et au bureau.

ÉLIMINATION DES CAS IMPURS

[Retour à la table des matières](#)

En revenant donc à la rubrique *A* de la rente différentielle, il convient assurément de réaffirmer encore une fois que toute l'étude est fondée sur les données d'une *moyenne idéale* qui non seulement (et Marx le répète mille fois) ne sont celles d'aucun pays de son époque (ni même d'aujourd'hui), mais différent de beaucoup des conditions de l'Angleterre elle-même. Les conditions *idéales* (après un si long exposé, on saura prendre ce terme *cum grano salis* et ne pas le confondre avec celui d'"imaginaires" ou "rêvées" ; ce sont les conditions-*limites* que toute science pose par hypothèse comme conditions réelles : tel le champ gravitationnel, par exemple, constant et sans milieu matériel, alors que, dans la nature, il est toujours variable et occupé par une matière aussi ténue soit-elle, etc.), les conditions idéales, donc, correspondent à l'hypothèse que le travailleur de la terre est un salarié, que son salaire est au niveau moyen de celui de l'ensemble de l'industrie, qu'entre lui et le propriétaire juridique qui détient, par ordre de la police, la "clé" du fonds, s'interpose partout un fermier entrepreneur, et que le gain de ce dernier est au niveau moyen social du profit de tous les entrepreneurs industriels.

¹ En latin dans le texte.

² Id.

Dès que nous avons affaire à des paysans propriétaires et cultivateurs directs, ou même à des fermiers cultivateurs directs, nous sortons nettement de ces hypothèses.

« Nous n'examinerons pas ici les cas où la rente foncière, qui est la forme de propriété foncière correspondant au mode capitaliste de production, existe formellement, sans qu'existe le mode capitaliste de production lui-même, sans que le fermier soit un capitaliste industriel ou que le mode d'exploitation agricole qu'il pratique soit capitaliste. Ce cas existe par exemple en *Irlande*. En général, le fermier y est un petit paysan. Le fermage ¹ qu'il verse au propriétaire foncier absorbe souvent, non seulement une partie de son *profit*, c'est-à-dire de son *surtravail*, auquel il peut prétendre [selon le droit bourgeois] en tant que possesseur de ses propres instruments de travail, mais aussi une partie du salaire normal qu'il recevrait dans d'autres conditions [comme journalier] pour la même quantité [temps] de travail. En outre, le propriétaire foncier qui, dans ce pays, ne contribue en rien à l'amendement du sol, le dépossède du petit capital qu'il incorpore à la terre [défrichage, nivellement, plantations, etc.], en majeure partie par son propre travail (...). Ce pillage permanent constitue l'objet de la querelle sur la législation agraire irlandaise qui se résume pour l'essentiel à ceci : le propriétaire foncier qui donne congé à son fermier doit être forcé de le dédommager pour les amendements qu'il a apportés au sol ou pour le capital qu'il y a investi. A quoi Palmerston avait l'habitude de répondre cyniquement : "La Chambre des Communes est une chambre de propriétaires fonciers". » ²

Nous avons rappelé ailleurs que, lorsque Marx se battait, pendant la période 1860-70, et cette fois non comme écrivain seulement mais comme chef politique de la Première Internationale, pour la révolution indépendantiste irlandaise, il déclarait qu'une *révolution agraire* était nécessaire pour l'Irlande. Cette révolution agraire, tout comme sa forme nationale, étaient des *révolutions capitalistes*, bourgeoises.

1 It. : *affitto* : Bordiga donne entre crochets des synonymes de ce terme, dont un d'Italie méridionale, "estaglio", qui désigne un contrat où l'ouvrier s'engage à exécuter un travail dans un délai donné et pour une somme fixée à l'avance. (NdT)

2 Ed. sociales, id. p.17-18. MEW, t.25, p.638-639. Soulignements de Bordiga.

Mais c'étaient des révolutions : comme celle que Lénine a dirigé dans les steppes de Russie, en plaçant à sa tête le prolétariat industriel et agricole du monde.

Il est pitoyable de voir les "communistes" d'Italie défendre désespérément le colon ¹ et le métayer (qui sont les plus nigauds des électeurs : ici, le cynisme égale celui de Palmerston, le corps électoral étant constitué de millions de paysans et de colons), tout en proclamant de manière impudente qu'ils étendent cette défense à celle du grand fermier capitaliste contre le propriétaire foncier, et ceci quand la réglementation des prix et des fermages a rendu assez bénigne la rente du propriétaire mais scandaleux le surprofit des entreprises agricoles. C'est là délibérément et ouvertement la position d'un parti bourgeois, dans un pays où il existe de nombreux journaliers agricoles, un prolétariat de la terre aux traits bien accusés, moins corrompu que celui des industries urbaines, avec lequel, compte tenu de sa force numérique, il fait jeu égal eu égard à un passé tout simplement glorieux de guerres de classe contre les agrariens et les entrepreneurs agricoles, contre les *jaunes* de l'hypocrite bourgeoisie des fermiers et des métayers, et tout autant contre les sbires de l'État capitaliste. Lénine aurait bien confié la république à une masse de ce type, en donnant, au Soviet, une délégation pour cent journaliers et une pour dix mille colons.

Marx exclut également du calcul qu'il mène les phénomènes hybrides de la lutte historique anglaise entre les trois forces : propriété foncière bourgeoise (*landlords*), capitalistes agraires (*farmers*) et travailleurs agricoles. Tout au long de cette lutte, qui culmina avec les droits protecteurs sur le blé lorsque les prix de ce dernier baissaient au grand soulagement de tout le prolétariat, les propriétaires fonciers tendaient à grossir leurs rentes en comprimant les fermages au-dessous du profit normal, et les fermiers réagissaient en comprimant les salaires des travailleurs des campagnes. Marx, qui a étudié à fond cette phase historique et économique, en donne l'interprétation rigoureuse et limpide d'une adjonction à la rente, grâce au facteur politique et de force d'une fraction du profit d'entreprise et du salaire qui arrondit ar-

¹ Cf. plus haut l'analyse que Bordiga fait du **colonat partiaire**, en particulier dans le paragraphe "Sortie du féodalisme".

tifiquement la rente proprement dite, à savoir la rente *moyenne idéale*.

En effet, le point crucial est à son tour déplacé du terrain de la science pure vers celui de la lutte sociale et politique. Il s'agit de clouer le bec aux ricardiens et aux économistes vulgaires en démontrant que, même en contenant la rente dans ses limites théoriques, voire éventuellement en l'attribuant à l'État pour couvrir ses dépenses, c'est-à-dire en exonérant de taxes l'entreprise capitaliste de l'industrie et de la terre, on n'atteint pas pour autant l'illusoire harmonie dans la *richesse de la nation* et dans le bien-être *trinitaire* de toutes les classes, mais on confirme la perspective des antagonismes révolutionnaires. La conversion de la rente des plus mauvais terrains en intérêt des bons d'État n'a du reste rien à voir avec la révolution, même bourgeoise : elle sauvegarde le privilège du rentier et alourdit le budget public au nom d'améliorations foncières inefficaces dans lesquelles la technique agricole devient une ânerie et l'administration de l'État un pillage au profit de la spéculation triomphante des entreprises.

LA CHUTE D'EAU

[Retour à la table des matières](#)

Feuilletons tranquillement nos rubriques (on dirait aujourd'hui notre "agenda" et venons-en à *l'image* (si nous disions "parabole", sur le modèle des Saintes Écritures, vous vous paieriez moins notre tête : si vous entrepreniez de les mettre au goût du jour, ô modernisateurs, vous ravaleriez ce texte historiquement grandiose au rang de vos si nombreuses diarrhées typographiques ; votre place est au marché appelé "Shanghai", où, à la périphérie de nos villes éventrées par les bombes, le consommateur italien se fait refiler les restes rafraîchis des tenues américaines), à l'image donc de la *chute d'eau* que nous préférons à celle de la mine (traitée dans Histoire des doctrines économiques).

Nous supposerons que les usines d'un pays sont actionnées, dans leur grande majorité, par des moteurs à vapeur (électriques ?, d'accord, nucléaires, pourquoi pas ? Bravo bravissimo !) à la différence

de quelques usines disposant d'une chute d'eau qui leur fournit la force motrice nécessaire. Celle-ci, *momentanément*, ne coûte rien, comme s'il y avait encore, dans quelque coin, de l'"eau libre", non accaparée par des propriétaires en titre ou par l'État. Pour plus de clarté, nous supposerons maintenant que la seule économie réalisée dans ce cas soit le charbon consommé annuellement, en égalisant, pour les deux types de moteur, l'effectif nécessaire et les frais d'entretien et d'amortissement.

Il adviendra, dans le cas des quelques usines privilégiées, que le *coût* de production et le *prix* de production baissent d'une somme équivalente à la dépense en charbon, c'est-à-dire une partie de ce que nous, marxistes, appelons capital constant.

Passons donc à quelques chiffres, et prenons les mêmes que Marx dans le cas présent. Admettons avec lui que, pour les usines qui utilisent des moteurs à vapeur, le capital soit de 100, et, si vous voulez, qu'il se décompose en 80 de matières premières et 20 de salaires (capital variable), ce qui, pour cet exposé, n'est pas de première importance. Soit un profit de 15%, en négligeant comme d'habitude toutes les fluctuations contingentes de temps et de lieu. La marchandise produite aura un coût de production (*prix de revient* ¹) de 100. Par *prix de production* ², Marx entend le total du capital avancé, ou dépense engagée, et de la marge de profit au taux moyen : le prix de production est donc de 115. Ce prix détermine le prix de vente du produit, le prix de marché, abstraction faite des écarts habituels : par conséquent, le produit de cette usine (disons de papier) se vend à 115.

Il n'y a aucune raison pour que l'acheteur demande si le moteur était à vapeur ou hydraulique : par conséquent la papeterie hydraulique vendra aussi à 115 : ceci est clair.

Maintenant, en quoi le compte de cette unique ou de ces quelques papeteries hydrauliques diffère-t-il du compte général ? Ce dernier s'établissait ainsi : capital constant 80, capital-salaires 20, coût ou frais

1 En français dans le texte .

2 En français dans le texte .

de production 100, profit 15, prix de production 115, prix de vente 115. Taux de profit de 15%. Taux de survaleur de 15 sur 20, soit 75%.

Marx ne donne pas ici ce rapport : mais notez bien que, dans tout l'exposé, il est supposé que le taux moyen social de survaleur dans l'industrie est unique, du moins pour une branche d'industrie où la composition organique et la productivité du travail sont les mêmes. Poursuivons en passant à la papeterie hydraulique. Soit 10 l'économie sur la dépense en charbon. Le capital constant tombera de 80 à 70, le capital-salaires demeurera à 20, et le coût de production ne s'élèvera qu'à 90. Mais nous avons vu que le prix de vente est de 115. Il reste donc une marge de 25 et non plus de 15. Ce "surprofit" de 10, qu'en faisons-nous, comment le définissons-nous ?

De même qu'il n'y a aucune raison pour qu'un acheteur demande si le papier provient de telle ou telle usine, il n'y en a pas non plus pour que le capital à investir demande autre chose que le taux de sa rémunération : on trouvera donc quelqu'un qui sera disposé à avancer 90 au taux social de 15% que touchent les autres (après toutes les oscillations d'ajustement concurrentiels qui sont *en dehors de notre plan*). Alors, le *prix* de production sera de 90 plus 15%, soit de 90 plus 13½, et donc de 103½.

Il reste en outre un gain supplémentaire de 11½ pour arriver aux 115 tirés de la vente du papier sur le marché. Eh bien, c'est ce *surprofit* qu'on appelle *rente différentielle* dans la mesure où elle découle, à satisfaction égale du consommateur quant à la valeur d'usage, et donc à égalité de valeur d'échange du produit, d'une situation différente dans le mécanisme productif, due à la présence de l'élément naturel qu'est la chute d'eau. Mais, cette marge de 11½, ce n'est pas la chute d'eau qui l'a produite : on peut y puiser un verre d'eau, mais pas une seule feuille de papier ; c'est toujours le travail du personnel de la papeterie qui l'a produite.

Le salaire étant resté le même, 20, le surtravail s'est accru de 15 à 25 : il se répartit en 13½ de profit industriel et 11½ de rente différentielle de *type* foncier.

Maintenant, nous avons supposé délibérément que le taux de survaleur était constant. Alors nous ne dirons donc pas que ce taux est monté de 75% dans le premier cas à 125% dans le second (25 de gain sur 20 de salaire) mais, plus rigoureusement, nous devrions dire que les 15, c'est-à-dire les 75%, représentent la survaleur normale, et les 10, c'est-à-dire les 50% supplémentaires, une survaleur exceptionnelle, qui devient surprofit, et rente.

Marx élimine la différence apparente entre 10 et 11½ en supposant que la productivité du travail et la composition organique sont identiques dans les deux cas : par exemple, à la diminution de dépense en charbon correspond une certaine économie sur le salaire (celui du chauffeur, à la chaudière). Dès lors, celui qui avance 90 de capital aura déboursé 72 de capital constant et seulement 18 de salaire (le quart de 72). On aura, comme profit normal au taux de 15%, les 13½ déjà cités, et le surprofit converti en rente sera de 11½ comme cela a été établi auparavant.

Dans cette hypothèse de composition du capital, le taux de survaleur total sera supérieur : 25 sur 18, et donc 139%, nombre dans lequel, si 75 représente la survaleur normale, 64, et non 50 comme auparavant, représente la survaleur exceptionnelle.

LES PERSONNAGES EN LICE

[Retour à la table des matières](#)

Ceci étant établi, il est clair que « si nous nous représentons maintenant que les chutes d'eau et la terre sur laquelle elles sont situées se trouvent entre les mains de personnes qui passent pour être les détenteurs de ces parcelles du globe, les propriétaires fonciers, l'investissement de capital dans la chute d'eau et son utilisation par le capital sont alors exclus. Les propriétaires peuvent autoriser ou refuser cette utilisation, mais le capital par lui-même n'est pas capable de créer la chute d'eau. Le surprofit issu de l'utilisation de la chute d'eau ne provient donc pas du capital [de même qu'il ne provient pas non plus d'un travail humain antérieur], mais de l'emploi par le capital d'une force na-

turelle monopolisable et *monopolisée*... Dans ces conditions, le surprofit se convertit en rente foncière, c'est-à-dire qu'il revient au propriétaire de la chute d'eau. Si le fabricant paie à ce dernier annuellement 10£ pour sa chute d'eau, son profit se monte à 15£, 15% sur les 100£ qui représentent alors le montant de ses frais de production... » ¹

« La propriété de la chute d'eau n'a, en soi, rien à voir avec la création de la part de survaleur (profit), donc du prix de la marchandise, produite grâce à la chute d'eau. Ce surprofit existerait même s'il n'existait pas de propriété foncière, si, par exemple, le fabricant utilisait le terrain doté de la chute d'eau, comme terrain n'appartenant à personne. **Ce n'est donc pas** la propriété foncière qui *crée* cette fraction de valeur se transformant en surprofit ; elle donne seulement au propriétaire foncier, possesseur de la chute d'eau, le pouvoir de faire passer ce surprofit [par des moyens légaux] de la poche du fabricant dans la sienne. Elle [la propriété foncière, fait de droit et de pouvoir] est la cause non de la création de ce surprofit, mais de sa métamorphose en rente foncière, donc de l'appropriation de cette fraction, ou encore du prix des marchandises, par le propriétaire du terrain ou de la chute d'eau. » ²

Le fabricant peut avoir acheté la chute d'eau à son propriétaire. Ce dernier demandera alors une somme d'argent égale à ce que lui rapporterait la même rente placée à intérêt dans une banque. Pour Marx, cette expression de prix ou de valeur de la chute d'eau ou de la terre en général est "irrationnelle". Seules les marchandises, les produits du travail humain, le capital en lequel ils peuvent se transformer, ont une valeur et un prix. Le prix qu'on paiera pour la chute d'eau n'est que rente capitalisée : si le taux, non pas du profit au sens marxiste, mais de l'intérêt au sens vulgaire, est de 5%, le propriétaire demandera, en contrepartie de la perte d'une rente de 10 par exemple, la somme de 200, et pour celle d'une rente de 11½, la somme de 215.

¹ Id., p. 37. MEW, t. 25, p. 658-659. Dans le texte de l'article paru dans le journal italien, la partie finale est modifiée comme suit : « Si l'industriel paie au propriétaire la rente de 11 ½ pour utiliser la chute, son profit sera inchangé, soit 15% de la dépense engagée, de son capital. » Soulignement de Bordiga.

² Id., p.38-39. MEW, t. 25, p. 660. Soulignement de Bordiga.

Comment faire entrer dans la tête dure de certains lettrés (voir Socialisme ou Barbarie ¹, titre en soi rhétorique et non marxiste) que la confusion entre capital-"patrimoine" et capital-"frais engagés" n'existe jamais chez Marx, mais uniquement dans les formules qu'ils utilisent ? Dans le calcul du capital total, de sa partie constante et de sa partie variable, jamais, nulle part, vous ne verrez Marx prendre en compte, dans la détermination des taux de survaleur, de profit et de la composition technique, la valeur patrimoniale de la chute d'eau, de la terre agricole, des bâtiments et de l'atelier. *Ni celle du moteur*, qu'il soit à vapeur, hydraulique ou autre dont jamais rien d'autre ne sera pris en compte que la **cote d'amortissement** fixée au cours de la production d'un stock déterminé de marchandise fabriquée.

Capital *investi*, *avancé* ou *engagé* dans la production, c'est la même chose pour Marx : c'est toujours une partie du *produit*, de la marchandise fabriquée et vendue, et du très fameux *chiffre d'affaires* des comptables et des professeurs d'université.

Pour aujourd'hui, nous pouvons clore la rubrique.

« Après avoir précisé le concept général de la rente différentielle, nous allons en venir à l'étude de cette rente dans l'agriculture proprement dite. Ce que nous en dirons vaudra dans l'ensemble pour l'industrie extractive également. »²

S.O.S. Les chiffres seront un peu plus nombreux. Que la Trinité nous garde au moins des erreurs typographiques, sinon des bâillements du lecteur ... intellectuel de profession.

Il Programma Comunista, n°5, 05 - 19 mars 1954.

¹ Nom d'une revue et d'un groupe français des années 1950 (cf. note 206).

² Id., p. 39. MEW, id., p.661.

Textes sur la question agraire

9.

TERRE MARÂTRE, MARCHÉ MAQUEREAU

Il Programma Comunista, n° 6, 19 mars - 02 avril 1954.

ALMA PARENS FRUGUM

[Retour à la table des matières](#)

Cette fois, nous en sommes à la rubrique de la première forme de rente différentielle. Le concept en a été expliqué par l'exemple de la papeterie actionnée par eau au lieu de vapeur et qui vend au même prix, mais produit à coût inférieur : cette marge résulte d'une *différence* par rapport au "prix de production" et constitue la *rente*.

Mais il est temps de passer à la terre agricole. Depuis que l'espèce humaine cultive la terre pour en tirer des aliments végétaux, le problème se présente sous deux aspects fondamentaux : d'une part l'occupation, la conquête de la terre, c'est-à-dire la modification du rapport entre la terre inculte et celle mise en culture et défrichée, d'autre part la fertilité de la terre, variable selon les conditions naturelles et les effets du travail des hommes, c'est-à-dire son aptitude à donner plus de fruit pour un effort moindre.

L'histoire économique, c'est-à-dire l'histoire fondamentale de l'espèce, tourne autour des questions suivantes : combien de terre est-il encore possible de mettre en culture ? Quelle est la fertilité minimale qu'entraîne le défrichement des terres incultes, en proportionnant les efforts de travail à la consommation alimentaire ?

Et ce jusqu'à ce qu'à l'époque capitaliste, toute la terre disponible, de la plus à la moins fertile, soit exploitée. L'espèce a trop faim.

Dans notre doctrine, les hommes s'offrent leur nourriture par leur propre travail, et ce n'est pas la nature qui les invite à déjeuner sans qu'ils aient à payer leur écot, ou que, se trouvant sans le sou, ils paient – à l'anglo-saxonne – en étant condamnés à faire la vaisselle à la cuisine. En temps de travail.

C'est à la poésie, à la littérature, et au légendaire âge d'or – lequel, puisque tout mythe trouve son origine dans la vie réelle et non dans le songe pur, a bien existé, sans se caractériser pourtant par la cueillette sans effort, mais plutôt, au sein des premières communautés joyeuses et intrépides, par le travail et l'alimentation encore libres de tout lien à la *propriété* de la terre – qu'appartient l'hommage à "la mère dispensatrice des récoltes". Car le dispensateur de la récolte, c'est le travail.

FERTILITÉ NATURELLE

[Retour à la table des matières](#)

Au début de son exposé, Marx relève que « Ricardo a parfaitement raison lorsqu'il dit : "La rente réside toujours dans la *différence* entre les *produits* obtenus en employant deux quantités *égales* de *capital* et de *travail*". (Il s'agit de rente différentielle ; Ricardo suppose qu'il n'existe pas d'autre rente que différentielle) » ¹.

¹ Ed. sociales, id. p. 40. MEW, t. 25, p.662. Soulignements de Bordiga.

Marx précise que cela est vrai pour tout surprofit en général (comme dans le cas de la papeterie possédant une chute d'eau), mais, s'agissant de rente foncière, il est nécessaire d'ajouter une autre condition : "*sur la même quantité de terrain*".

Ce cas des capitaux égaux (le salaire des ouvriers agricoles est bien entendu inclus dans le capital investi par le fermier) est le cas le plus simple, mais il est rare en pratique : quand on emploie, serait-ce sur une même superficie, des capitaux inégaux pour des produits inégaux, la comparaison s'effectue aussi en considérant le rendement proportionnel des différents capitaux : dans le cas où ce rapport (taux de profit) augmente, il y a surprofit et par conséquent une rente différentielle. Expliquons-nous à l'aide d'un exemple : sur un terrain, un capital de 100 000 liras a donné un profit de 15 000 : taux de profit de 15%. Sur un autre terrain, un capital de 200 000 liras a donné un profit de 40 000 : le taux de profit est passé de 15% (ce qui aurait donné 30 000) à 20%, avec un surprofit, égal à la rente différentielle, de 10 000, soit de 5%.

Ricardo a également raison lorsqu'il considère que la cause du phénomène de la rente réside dans l'inégalité du produit, du rendement productif :

« Quelle que soit la cause diminuant la disparité du produit qu'on obtient sur un même terrain ou sur un terrain nouveau, elle a tendance à abaisser la rente ; et quelle que soit la cause augmentant cette disparité, elle produit nécessairement un effet contraire, elle a tendance à l'élever. » ¹

Après avoir fait allusion à tout ce qui influe sur la fertilité de la terre au sens économique-social, c'est-à-dire sur l'intérêt de l'exploiter, Marx, pour simplifier son exposé, se limite à considérer sa "fertilité naturelle", due aux ressources chimiques d'un terrain déterminé, telles que les ont développées géologiquement et organiquement la nature tant que ce terrain est resté "vierge", et ultérieurement la culture elle-même ainsi que le degré de développement social de la technique agricole. Il existe d'autres facteurs de fertilité de la terre, c'est-à-dire

¹ Ed. sociales, id. p. 40. MEW, t. 25, p.663.

de l'utilité à l'exploiter : la situation du terrain par rapport aux lieux de consommation du produit; la répartition des impôts, tant qu'elle n'est pas proportionnelle au rendement (voir la fameuse *péréquation foncière* dont les humoristes se sont moqué abondamment) ; la disparité du progrès agricole entre les différentes provinces (voir l'Italie : dans le fameux Nord *industriel*, l'agriculture est plus développée et la terre produit davantage) ; la disponibilité variable du capital industriel pour les fermiers (voir aussi en Italie l'exemple de la culture des pommes de terre).

Marx s'arrête un moment sur les effets de la situation du terrain : il plante ici sur le système capitaliste une de ses banderilles coutumières qui résument l'essentiel de toutes ses *analyses* (et tant pis pour le paresseux qui se lasse et s'ennuie, parce qu'averse seulement d'histoires croustillantes et criminelles). D'un côté, le capitalisme réduit les effets de la situation et exploite même le sommet des montagnes pour faire de l'argent, créant de nouveaux moyens de transport et de nouveaux marchés ¹, mais de l'autre, il augmente l'effet de la situation des terres dans la mesure où *il sépare l'agriculture de la manufacture, fait naître de grands centres de production et isole certaines régions*. Ô vous que l'actualité excite tant, voilà une botte qui est portée à Malenkov et à son discours récent sur le programme de la société future.

Ce malotru annonce que pour "construire" le communisme (l'expression galvaudée de *construction* du socialisme est de style on ne peut plus capitaliste ; non seulement elle pue la philosophie volontariste, mais correspond au véritable *moment* de la dynamique capitaliste, et à son véritable moteur : ce qui importe, ce n'est pas d'habiter et de jouir d'un logement, c'est de le construire ; ce qui est alléchant, ce n'est pas l'affaire à flux constant qu'est le rendement d'une usine, mais celle d'investir du capital en vue d'accumulation graduelle, de reproduction accélérée, ou de fonder une nouvelle usine), pour construire le communisme donc, il faut certes augmenter la production des biens de consommation qui font gravement défaut tant en quantité

¹ Suit une parenthèse de Bordiga, absente de l'édition *Iskra* : « Ah, quelle douceur cette traduction française qui, au lieu de "nouveaux", imprime "locaux" qui en est le contraire le plus *criant* ». En fait le texte de Marx porte bien « lokale Märkte » (MEW, t. 25, p. 664).

qu'en qualité, mais il faut surtout poursuivre "la politique d'accroissement de l'industrie lourde qui est la base de l'économie soviétique et la pierre angulaire de la défense de l'U.R.S.S."

Mensonge : la pierre angulaire de l'économie communiste sera ***la fusion de l'agriculture et de la manufacture, l'abolition des grands centres, la fin de l'isolement des régions***, tels les déserts où se déroulent les essais atomiques.

Même l'architecte Wright en arrive à prophétiser l'énorme ***caprice***¹ que s'accordera la révolution mondiale, en un tout autre domaine que celui de la ***construction*** : planter des pommes de terre sur le terrain occupé par le gratte-ciel de la Société des Nations. De même que la statue de Napoléon a fini par tomber du haut de la colonne Vendôme, de même ce chef d'œuvre imbécile finira par s'écrouler.

LES QUATRE TERRAINS

[Retour à la table des matières](#)

Étant donné que les pommes de terre s'avéreront un peu chères après qu'il eut fallu faire sauter toutes ces fondations de béton, nous limitons avec Marx à la seule fertilité naturelle et imaginons quatre pièces de terre, égales en superficie, sur lesquelles on applique le même travail avec la même dépense en salaires, matières et amortissement, mais dont on tire des quantités différentes et croissantes de produit.

A est l'important personnage "le plus mauvais terrain" : je vous le présente. B, C et D sont de meilleurs terrains.

Ici surgit une difficulté habituelle dans la lecture de Marx : celle des unités de mesure. Même lorsqu'il simplifie, Marx exemplifie².

¹ It. :*sfizio*. Terme de dialecte méridional.

² Jeu de mots sur *semplificare* (simplifier) et *esemplificare* (illustrer par des exemples). (NdT)

Pardonnez le jeu de mots. Il donne des chiffres qui correspondent dans la pratique à des données concrètes de son époque et, la plupart du temps, d'Angleterre, ce qui le contraint à s'empêtrer dans les mesures anglaises non décimales : sterling, shillings, pence ; livres, onces, grains ; avec toutes leurs fractions diaboliques. Étant donné qu'Engels les a prévenus une fois pour toutes, les traducteurs hésitent à changer les unités et les chiffres, et en vérité, les rares qui l'ont fait sont souvent tombés dans de graves erreurs.

Dans le cas qui nous occupe, l'unité de mesure des quatre terrains est décimale : il s'agit de l'are ¹, cent mètres carrés, la centième partie de l'hectare (hélas ! les professeurs et les techniciens agricoles italiens se perdent encore dans les anciennes mesures ², néanmoins expressives puisqu'elles tirèrent leur origine de quotes parts de travail ou de produit).

Le produit (blé) est exprimé en *mesures* ³. Le capital, la rente, etc., en shillings. Pour l'instant, le prix est constant : 60 shillings par mesure.

Les compilateurs ou les traducteurs n'ont pas pu s'empêcher de faire quelques blagues. 60 shillings font 3 livres sterling, soit environ 5 250 lire italiennes d'aujourd'hui. Si l'unité de mesure est le *bushel* anglais d'environ 36 litres, il correspond à une trentaine de kilogrammes et le prix du quintal de blé se retrouverait à 17 000 lire, ce qui est trop. De toute façon, le plus mauvais terrain ne peut pas produire 30 quintaux de blé à l'hectare, parce qu'alors le meilleur produirait 4 mesures par are, et donc 120 quintaux à l'hectare, ce qui est absurde.

-
- 1 En réalité, dans l'édition française du Capital (Editions sociales), l'unité est l'acre qui vaut environ 40 ares. .
 - 2 Bordiga mentionne ici diverses unités de mesure antérieures à l'instauration du système décimal : "moggia", "versure", "tomoli", "trabucchi", "giornate", qui ont toutes des valeurs différentes selon les régions. Par exemple, l'unité de capacité *tomolo* variait d'environ 27 litres en Sicile à environ 255 en Campanie.
 - 3 Dans le texte de Marx, l'unité de mesure de la quantité de blé est le quarter (soit environ 291 litres).(NdT)

Nous suivrons donc le tableau classique de Marx, quitte à reconnaître avec les données actuelles de l'agriculture italienne (cela vous va-t-il ?) que la démonstration est impeccable.

Terrain A. Cet are du plus mauvais terrain ne donne qu'une mesure de blé qui, vendue au prix moyen, fournit un gain brut de 60 shillings. Bien.

Dans tout le présent développement, on suppose que le capital qui est investi sur un are de terrain est toujours de 50 shillings; c'est ce qu'a dépensé le fermier capitaliste pour empocher les 60 shillings de blé. La marge est donc de 10 shillings.

On suppose aussi que le profit moyen normal du capital est de 20% et, par conséquent, les 10 shillings de gain sur les 60 de la vente finale ne représentent que le profit capitaliste : il n'y a pas de surprofit et la rente est nulle.

Signification sociale : sur ce plus mauvais terrain, une fois les salaires et les autres frais payés et le gain de l'entreprise agricole assuré, il ne reste rien pour le propriétaire foncier. Alors, ou bien le terrain ne sera pas cultivé (tant que le prix du blé n'augmentera pas), ou bien on cherchera à en tirer une rente sous sa seconde forme, en investissant un capital supplémentaire.

DRESSONS L'ÉCHELLE

[Retour à la table des matières](#)

Résumons : le terrain A produit une mesure vendue 60 shillings. Capital avancé : 50 shillings. Gain : 10 shillings. Profit de l'entrepreneur : 10 shillings. **Rente : zéro.**

A côté de la répartition des 60 shillings, Marx expose celle du **produit**. Sur une mesure, les 5/6 remboursent le capital avancé, 1/6 est le profit industriel et la rente est nulle.

Retroussons nos manches et passons au terrain B. Avec la même superficie et les mêmes frais, il produit le double : 2 mesures de blé. On retire évidemment 120 shillings de la vente. Les frais sont toujours de 50 shillings, le profit du fermier 10, et il reste encore 60 shillings. Voilà la première rente différentielle que le fermier paiera comme redevance de fermage au propriétaire.

Donc : produit : 120 shillings ; capital : 50; profit : 10; *rente* : 60.
Et aussi : produit en mesures : 2; capital : 5/6; marge totale : 7/6, dont 1/6 de profit et 1 mesure de rente.

Terrain C. Il produit 3 mesures de blé. Gain brut : 180 shillings ; capital : toujours de 50 ; marge : 130 ; profit : toujours de 10 ; *rente* : 120. Ou bien, produit : 3 mesures ; capital : 5/6 ; profit : 1/6 ; rente : 2 mesures.

Et enfin le terrain D. 4 mesures de produit, donc 240 shillings. Marge sur notre habituel capital déboursé de 50 : 190 shillings. Toujours 10 pour le profit d'entreprise. Rente : 180. Ou bien, produit : 4 mesures ; profit : 1/6 et rente : 3 mesures.

Sur cette échelle, alors que l'étendue du terrain, le capital et le profit du fermier restent identiques, le produit passe de 1 à 2, à 3 et à 4 mesures. Il n'y a pas de rente dans le premier cas ; ensuite, elle est de 60 shillings pour B, de 120 pour C, et de 180 pour D.

En supposant que les quatre types de terrain, multipliés par millions si vous voulez, constituent l'ensemble de l'agriculture d'un pays, Marx fait les totaux : 4 ares, 10 mesures récoltées soit 600 shillings, 200 shillings de capital déboursé, 40 shillings de profit. Rente totale : 360 shillings, soit 6 des 10 mesures de produit.

Jusqu'ici, par conséquent, le "prix de production" du blé, qui comprend le capital-salaires, le capital constant, et le profit au taux moyen industriel, est lui aussi constant : 60 shillings par mesure.

On suppose aussi que toute la production est vendue sur le marché au prix de production, en négligeant les habituels écarts occasionnels. La rente ne provient pas de ce que l'on vend cher et elle ne provient

pas du marché : elle ne provient pas d'un écart de prix mais d'un surproduit qui revient à celui qui détient la "clé" ouvrant les grilles des meilleures terres, et qui peut en interdire l'accès au capital et au travail. Mais il n'existe aucune rente si l'on n'y fait pas "entrer" du capital-travail, c'est-à-dire de l'argent qui a acheté du travail mort et qui achète du travail vivant.

DONNÉES ACTUELLES

[Retour à la table des matières](#)

On peut s'étonner de ce que la rente d'un terrain s'élève de zéro aux 3/4 du produit total, les rémunérations des travailleurs et de l'entreprise restant constantes. En réalité, la difficulté de l'exemple réside dans la supposition qu'il existe des terrains dont la production varie de 1 à 4 du seul fait de leur fertilité intrinsèque, tandis qu'on y effectue la même quantité de travail avec des frais identiques. Lorsque la productivité organique varie d'autant, le capital et le travail à apporter varient également : ce problème est résolu avec la seconde forme.

Mais, étant donné que le raisonnement abstrait s'avère ardu tant pour le paresseux que pour le sceptique, il conviendra de choisir un exemple, en utilisant des adjectifs que nous détestons, *concret* et (pouah!) *actuel*.

Le cadastre italien actuel taxe les diverses qualités de terrain par unité de superficie (hectare) de deux manières différentes. Le revenu *foncier* imposable détermine l'impôt dû par le propriétaire foncier, et il représente donc la *rente* proprement dite (à la rigueur, le montant de la taxe est déduit de la rente du propriétaire, mais cela ne pose pas de problème si, comme le disait Marx, l'impôt est proportionnel à la rente, ce qui est le cas en Italie). Le revenu *agricole* imposable sert de base à l'impôt dû par l'exploitant du terrain, et il exprime donc le profit industriel : dans l'industrie non agricole, c'est ce qui est imposé au titre de la *richesse mobilière* ou sous d'autres formes.

Nous allons voir qu'il n'est pas absurde que des terrains de qualité croissante aient des rentes foncières très variables, contrairement aux revenus agricoles peu variables, et qu'elles soient plus élevées que les revenus. C'est ce qui se produit surtout sur les terres qu'on peut ensemen-
cencer et qui sont la plus grande partie des terrains cultivés. En Italie, il y a 28 millions d'hectares agricoles : si nous excluons les terres productives non cultivées, les pâturages et prés permanents, il en reste 15 ½ dont 13 peuvent êtreensemencés.

Une commune italienne, parmi celles où existe la plus mauvaise terre et où il y a, en effet, du "latifundium" bonifié et divisé en lotissements ¹, fournit pour les différentes "classes" de terrains à ensemen-
cencer le barème de tarifs suivant (le tarif exprime le revenu attribué à chaque hectare), toujours exprimés en liras de l'année d'avant-guerre 1939 :

Revenu foncier : Première classe : 550 liras – Deuxième : 400 – Troisième : 300 – Quatrième : 190 – Cinquième : 95.

Revenu agricole : Première classe : 180 – Deuxième : 170 – Troisième : 160 – Quatrième : 130 – Cinquième : 80.

Pour plus de clarté encore, nous traduisons ces chiffres en liras actuelles en les multipliant prudemment par 40.

Rente : Première classe : 22 000 – Deuxième : 16 000 – Troisième : 12 000 – Quatrième : 8 000 – Cinquième : 4 000.

Profit : Première classe : 7 200 – Deuxième : 6 800 – Troisième : 6 400 – Quatrième : 5 200 – Cinquième : 3 200.

Nous observons immédiatement qu'en général la rente est beaucoup plus élevée que le profit. Mais dans la cinquième classe, elle lui est à peine supérieure, alors que dans la première elle l'est de plus du triple. On constate ici encore une fois combien l'État démocrate-chrétien, avec ses laquais communistes, est idiot d'exproprier là où le re-

¹ It. : *scorporo* (littéralement : désincorporation). Il s'agit du démantèlement de certaines grandes propriétés consécutif à la loi foncière de 1950.

venu imposable est faible et, par conséquent, de s'emparer des rentes de 4 000, en les indemnisant bien, et d'abandonner la jouissance de celles de 22 000 et plus.

Deuxième observation : alors que le profit varie peu, c'est-à-dire du simple au double, la rente varie énormément, du simple au sextuple.

Troisième observation : si nous considérons les trois premières classes, nous voyons qu'avec un profit dont les écarts sont faibles (entre 6 400 et 7 200), et qui donc correspond sensiblement à la première forme de Marx, la rente varie fortement : 12 000, 16 000, 22 000. Avec ces chiffres tirés de la pratique, nous chercherons à dresser un tableau analogue à celui de Marx.

Le prix moyen du blé est de 8 000 liras par quintal. La donnée moyenne qui nous manque est le taux du profit, c'est-à-dire le rapport entre le profit, qu'en bon accord avec le tarif nous fixons à 8 000 liras, et le capital avancé.

Pour trouver des chiffres de manière rationnelle bien que déductive, nous nous servirons d'un intéressant tableau de comptes d'exploitation qui figure dans un traité d'économie agricole que nous avons utilisé plusieurs fois. Ces comptes concernent quatre exemples de domaines de la vallée du Pô, où les cultures sont complétées par l'élevage de bétail sur des unités modernes de 50-60 hectares. Élaborés dans le moindre détail pour les ventes, les frais, etc., ils sont exprimés en liras d'avant-guerre, mais ce qui nous intéresse, ce sont les rapports au produit brut. Le compte se présente en effet non comme un bilan patrimonial mais comme un exercice annuel, et le produit brut se partage entre main d'œuvre, frais et amortissements, intérêts, profit et rente, ce qui se prête bien à notre interprétation. La conclusion est qu'en moyenne : sur 100 de produit, la main d'œuvre représente 28, les autres frais 33, les intérêts du capital 7, le bénéfice d'entreprise 8, et la rente 24.

Les données de cette production sont, au sens marxiste, les suivantes : capital constant 33, capital variable 28 (le niveau de productivité, ou technologique, est donc bas, à peine 1,18 alors que l'industrie en était déjà à 4 à l'époque de Marx et qu'il est aujourd'hui au moins de

8) ; capital total avancé 61, profit capitaliste (intérêts et bénéfice de l'entrepreneur) 15, d'où : taux de profit d'environ 25%, taux de survalueur d'environ 45%. Marge totale 39, c'est-à-dire 65% : donc, profit de 25%, surprofit, qui devient rente, de 40%. Tels sont les rapports au capital avancé total de 61.

Au trois cas de la réalité, nous devons ajouter le cas A que le barème ne peut nous fournir puisqu'il gratifie tous les terrains d'une rente. Nous devons obtenir le profit constant de 8 000, admis pour les trois meilleurs terrains, et le taux convenable étant de 25%, le capital avancé sera de 32 000 liras. Le produit de la vente devra être de 32 000 plus 8 000 plus 0 de rente, c'est-à-dire 40 000 ; un tel terrain doit à peine produire 5 quintaux de blé à l'hectare, à 8 000 liras le quintal. Pour passer de ce cas aux cas suivants, il suffit de prévoir un produit supérieur qui permette de faire passer la rente de 0 à 12 000, 16 000, et 22 000, celle des trois premières classes du barème.

LES JEUX SONT FAITS

[Retour à la table des matières](#)

Terrain	Produit		Capital avancé	Marge		Rente	
	Quintaux	Lires		Quintaux	Lires	Quintaux	Lires
A	5	40 000	32 000	1	8 000	–	–
B	6,50	52 000	32 000	2,5	20 000	1,5	12 000
C	7	56 000	32 000	3	24 000	2	16 000
D	7,75	62 000	32 000	3,75	30 000	2,75	22 000
Total	26,25	210 000	128 000	10,25	82 000	6,25	50 000

Données constantes : capital investi par hectare : 32 000 liras ; profit du fermier : 8 000 liras ; prix de vente du blé : 8 000 liras par quintal.

Supposons que ce tableau représente toute l'agriculture italienne. Le total du produit du travail des salariés de la terre s'élève à 210 000.

Nous avons vu que, sur ce total, la main d'œuvre représente 28%, soit 59 000 liras. Le profit du capital est de 32 000 liras. La rente foncière de 50 000. En d'autres termes, sur 26,25 quintaux de blé, les paysans en mangent 7,4 seulement; le capitaliste en mange 4; et le *baron* propriétaire 6,25.

Il manque, dans ces deux décomptes, 8,6 quintaux et 69 000 liras. Quesnay dirait qu'ils sont acquis par la classe manufacturière au titre de réserves de semence ; nous, nous disons qu'ils sont du capital constant.

Que disait Ricardo ? Travailleurs et entrepreneurs, faisons cause commune et supprimons les 6,25 du *landlord*, après quoi, vous les ouvriers agricoles, vous aurez toujours 7,4; et nous, les entrepreneurs, 10,25.

Que dirait un modeste syndicaliste socialiste ? Ô travailleurs, supprimons les 6,25 du baron et, également, les 4 du capitaliste, et nous disposerons de 17,65.

Que dit la section agricole (couac !) du parti communiste italien ? Le véritable baron, c'est celui du terrain A, et tout au plus, en partant des tableaux de lotissement ¹, celui des terrains A et B. En revanche, les propriétaires des terrains à hauts revenus, tout comme leurs fermiers, sont de parfaits gentilshommes et des électeurs désirables pour le parti. Dans ces conditions, nous n'exproprions que les rentes du latifundium : 1,50 quintaux sur les 26,25. Puisque nous les paierons en monnaie courante, elles deviendront des intérêts sur le capital et passeront donc à la classe des entrepreneurs : celle-ci verra son revenu s'élever de 4 à 5,50, et les propriétaires fonciers bourgeois verront le leur tomber de 6,25 à 4,75. C'est de cette manière qu'on règle leur compte aux couches monopolistes. Et les prolétaires ? Ils font comme les étoiles, ils regardent ².

Que dit Marx, et nous avec lui, ses plagiaires éhontés ? Que tout le tableau et, s'il le faut, son auteur, aillent au diable, pourvu que tom-

¹ Cf. note précédente.

² Bordiga fait allusion à un roman de Cronin "Sous le regard des étoiles".

bent en poussière le monopole foncier de la terre et le monopole capitaliste du produit. Puisqu'il s'agit là de la faim et du prix du blé : nous aurons alors le quadruple de blé et renoncerons à avoir la bombe atomique, même gratis, cette pierre angulaire à la Malenkov.

Voici d'autres remarques pour faire constater que nos données économiques sont plausibles. Le loyer de ces terrains, traduit en quantité de blé, comme c'est souvent la pratique aujourd'hui, est d'un quintal et demi à l'hectare, normal pour ces terrains de faible rendement et qui s'élève ensuite à 2 et 2,75 dans les catégories supérieures. Toutefois, il n'est pas inutile de remarquer que nous avons travaillé sur des données d'avant la dernière guerre et que, si l'on établissait aujourd'hui l'impôt foncier, les revenus des entrepreneurs agricoles progresseraient notablement relativement aux rentes des propriétaires fonciers en général. De plus, tandis que les rentes sont proportionnelles à la superficie, les profits par unité de surface, au contraire, ne le sont pas, comme l'imagine le cadastre ; le profit par unité de surface croît avec la dimension de l'entreprise agricole, en passant de la petite à la grosse redevance de la ferme de dimension optimale déjà citée. Le petit fermier et le petit métayer paient de fortes rentes, mais doivent se contenter d'un faible profit et, s'ils travaillent eux mêmes, ils compensent en fournissant un temps de travail exagéré.

Une autre comparaison concerne la valeur vénale de ces terres. Lorsque l'expert en estimation appelle valeur-capital le prix payé pour la terre lors des transferts de propriété, il utilise une expression impropre. Le calcul économique agricole se prête bien à mettre en évidence la divergence entre la comptabilité bourgeoise et la comptabilité marxiste du *capitalisme* (celle du socialisme n'est pas une comptabilité en argent). La rubrique du prix de la terre vient en temps voulu, mais il n'est pas du capital, dit Marx.

Au taux d'intérêt de 5%, nos trois terres valent 240 000 – 320 000 – 440 000 liras l'hectare. Nous le signalons pour faire observer qu'il s'agit bien de chiffres du marché réel, mais surtout pour mettre en évidence la différence entre ces valeurs patrimoniales et le *capital*. Ce dernier est l'avance annuelle de l'entreprise agricole : nous avons vu que, dans tous les cas, il est constant et égal à 32 000 liras. Mais la valeur de l'entreprise elle-même et de ses installations, c'est autre chose.

Mettons qu'elle possède des outils, des charrues, des tracteurs, des animaux de trait, un stock de semences et d'engrais, assez de trésorerie pour faire face aux dépenses de l'année (32 000 précisément), et, si l'on veut, une certaine clientèle ¹ et une notoriété commerciale, toutes choses pour lesquelles un repreneur désirerait l'acquérir, si toutefois le bailleur y consent, en respectant l'échéance du contrat : il la paiera peut-être en capitalisant, lui aussi, à 5% ou un peu plus le bénéfice annuel net de 8 000 liras, soit environ 15 000 liras. Voilà donc comment ces messieurs les bourgeois, propriétaires et entrepreneurs, parlent d'un modeste profit de 5 ou 6%, alors qu'à chaque occasion, nous leur jetons à la figure des profits au taux de 25%, des surprofits-rentes au taux de 40%, une survaleur au taux de 45%, comme dans notre exemple.

LA MACHINE SE MET EN MARCHE

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons arrêté un moment la machine de l'histoire de la terre défrichée et du prix des aliments afin de la photographier dans notre "tableau". Son moteur n'est donc pas l'énergie rayonnante transformée en chimisme, mais le fait social qu'un certain nombre d'ouvriers agricoles peut produire 26,25 quintaux et n'en consomme que 7,4 : ce qui signifie que ces ouvriers reconstituent leur force et parviennent à vivre en ne consommant que le quart de ce qu'ils ont produit et récolté. Si ces ouvriers, au lieu d'être ces lamentables et sacro-saints individus enregistrés à l'état civil, sur les listes électorales et fichés par la civilisation moderne, étaient des Robinson, ou bien s'ils étaient déjà L'Espèce ayant laissé derrière elle la larve sacrée de la Personne, ils travailleraient deux heures au lieu de huit. Mais ils auraient renié les temps glorieux de la Liberté. Comment définit-on le travailleur salarié ? Un vendeur de liberté.

Nous avons tenu ferme sur le prix de 60 shillings la mesure (après avoir fait la démonstration pour les tenants de la dernière mode, il convient de revenir aux chiffres de Marx) : et à partir de maintenant,

¹ It. : *accorsamento*. Cf. note 205.

nous ne nous préoccupons plus que de la valeur relative des différentes quantités, en supposant que le tableau représente la production d'une *société* toute entière.

Les hommes, qui ont tous le défaut de manger, ont atteint un tel nombre qu'il leur faut 10 mesures de blé (10 millions, si vous voulez, comme Marx le répète) afin qu'ils puissent tous manger et qu'ils ne soient pas obligés de recourir à la *brioche*. Dans cette situation, le défrichement et la culture ont atteint le terrain A qui détermine donc le prix de production, c'est-à-dire de vente et d'achat : 60 shillings.

« Le prix de production du plus mauvais terrain (...) est toujours égal au prix régulateur de marché (...) » ¹.

Les terrains de qualité supérieure qui *pourraient vendre moins cher* ne font que s'aligner sur lui. Plus le capitalisme défriche et civilise, plus il *construit* – le capitalisme soviétique y compris – LA FAIM. Et pourtant il faut qu'il défriche.

Supposons qu'au lieu de la fixité des prix, il y ait une série croissante de ces prix. Cette série, Marx l'appelle série décroissante du tableau. Nous n'affecterons pas de lui rendre le service qu'il a rendu à Quesnay. Mais le texte est aussi exact que concis et ardu.

Je lis le tableau non plus en série constante, mais en série décroissante des prix, de haut en bas. Pour A, le prix ne peut être que de 60. Mais pour B, si *j'abolissais* la rente, ainsi que le veut Ricardo, ce même montant de 60 shillings suffirait pour *deux* mesures et non plus une seule : prix, 30. Je passe à C ; les mêmes 60 shillings, avance plus profit, me donnent 3 mesures : prix, 20. Enfin pour D, toujours dans le cas de la suppression de la rente, le prix de production est de 15.

Qu'est-ce que cela signifie ? Si la rente n'existait pas, le prix, à la production et à la consommation, baisserait avec la fertilité croissante du terrain. Mais le système capitaliste le bloque sur le rendement du terrain le plus dégoûtant.

¹ Ed. sociales, id., p. 48. MEW, t. 25, p. 671.

Qu'est-ce que cela signifie que la rente n'existe pas ? Cela signifie que personne n'empêcherait autrui de cultiver, de travailler et de récolter. S'il existait en effet de la terre libre, on pourrait augmenter la production sans augmenter le prix, à condition de trouver de la terre de même fertilité que celle antérieurement défrichée par les hommes.

HISTOIRE DU DÉFRICHEMENT

[Retour à la table des matières](#)

Et maintenant, nous lisons le petit tableau magique de bas en haut et en série décroissante de prix. Supposons que l'expression « de bas en haut » soit entendu – c'est le cas – au sens historique. La population étant limitée, quatre mesures tirées du terrain D lui suffisaient alors. Tant qu'il y eut du terrain libre de fertilité naturelle équivalente, le prix resta à 15 ; 50 shillings de dépenses et 10 de profit d'entreprise pour 4 mesures.

Que les besoins de la population augmentent (il ne faut pas confondre cette analyse dans le domaine de la production avec le jeu de la concurrence, de l'offre et de la demande qui donnent des écarts également probables dans les deux sens), et il lui faut 7 mesures et non plus 4, mais il n'y a plus de terrain D disponible : on doit recourir à C. Celui-ci ne fournit que 3 mesures pour le même prix de production : le prix du blé, pour ce type de terrain, ne peut être que 20. Que se passe-t-il ? Le prix des 4 mesures de D monte *aussi* de 15 à 20 : ceux qui l'avaient occupé en premier se mettent à rafler une *rente* de 20 shillings pour 4 mesures de blé.

Que le nombre d'estomacs augmente encore, il faut dépasser les 7 mesures et recourir au terrain moins fertile B. Mais, sur ce dernier, nous l'avons désormais compris facilement, on produit à 30 : tout le monde vend à 30 (notez au passage que le pouvoir d'achat des travailleurs est inchangé, et que, par conséquent, il dégringole tandis que le prix grimpe : dans le calcul, les différents terrains sont travaillés avec le même salaire global et unitaire). En B, il n'y a pas encore de

rente, mais elle existe en C, soit 30 shillings ou 1 mesure, et en D, elle s'élève à 60 shillings ou 2 mesures.

Enfin, à la suite des nouvelles exigences des bouches à nourrir, on met en culture le terrain A. Celui-ci exige les 50 shillings de capital et les 10 de profit et ne prodigue qu'une misérable mesure. Les prix bondissent à 60 partout. B se voit offrir une rente de 60 shillings, ou 1 mesure ; C une rente de 120 shillings, ou 2 mesures ; et D une rente de 180 shillings, ou 3 mesures ; rentes que nous avons déjà trouvées en descendant le long de notre petite échelle, plus prometteuse que celle où salive Christian en s'élevant précipitamment vers les tendres bras de Roxane. Et ce n'est personne d'autre que Karl Cyrano Marx qui crie à l'adresse de ce stupéfiant capitalisme moderne : "*monte donc, animal !*". Que nous te fassions faire ensuite un vol plané.

A présent, on supposera au contraire que nous allions de haut en bas. On n'avait d'abord que le terrain A et le peu de blé produit atteignait le prix de 60. On a besoin de plus de blé, et on découvre en même temps le terrain B plus fertile. Ici, on produit à 30 mais on vend aussi à 60, avec une rente de 60 shillings. Au moment où l'exigence d'une production supérieure se faisait sentir, l'offre peu fournie pouvait faire monter le prix au-dessus de 60; une fois B défriché, tout rentre dans l'ordre. La population croît, et une nouvelle tendance à l'augmentation de la production apparaît : on trouve et on défriche C encore plus fertile : le prix se stabilise à 60, et C nous donne une rente de 120. Et ainsi de suite.

Marx développe diverses hypothèses sur la mise en culture de terrains progressivement meilleurs, progressivement pires, ou compris successivement entre les pires et les meilleurs déjà défrichés. Il démontre que, quelle que soit la façon dont est choisie la série, on a toujours formation de rentes différentielles, avec un développement de la rente totale. C'est ainsi qu'il réfute West, Malthus et Ricardo, qui tous prétendent que la progression se fait toujours du terrain le meilleur vers le pire, c'est-à-dire qu'il y a *fertilité décroissante* de l'agriculture. Dans le mode capitaliste de production, l'issue est l'augmentation du prix réel du blé, même quand on va vers une augmentation considérable de la superficie cultivée et une amélioration de la productivité par unité de surface.

La thèse selon laquelle il ne convient pas de consacrer des capitaux à l'augmentation de la fertilité du sol (phénomène plus visible encore dans l'étude de la seconde forme) parce que le produit augmente certes, mais le profit des avances successives décroît, chose qui fait horreur au capital, cette thèse est par conséquent uniquement liée à la société capitaliste.

LA LOI DE LA FAIM

[Retour à la table des matières](#)

La conclusion à laquelle Marx tient à aboutir est la suivante : dans le domaine de l'agriculture, la valeur de marché de toute la masse produite est toujours supérieure à son prix de production. Alors qu'on sait que, dans le domaine de l'industrie, en dépit de surprofits et de sous-profits, voire de pertes pour les entreprises, lesquels s'entremêlent dans le temps et dans l'espace, la masse du produit social a théoriquement un prix de marché égal au prix de production, c'est-à-dire à la valeur qui se calcule sur la base du temps de travail.

En effet, si nous revenons à notre fameux tableau, le prix de vente est identique dans les quatre cas examinés : 60 shillings, et, par conséquent, toute la masse produite est vendue 600. En revanche, les prix de production sont différents : 1 mesure de A à 60 - 2 mesures de B à 30, soit 60 - 3 mesures de C à 20, soit 60 - 4 mesures de D à 15, soit 60 encore. Au total, 240 shillings pour 10 mesures, et donc le prix moyen de production est de 24 shillings par mesure.

Le prix de marché représente ainsi 250% du prix de production de toute la masse des denrées.

Si nous appliquions un tel critère à notre propre tableau, en valeurs actuelles et avec des écarts de fertilité moins importants (de 5 à 7,75, alors qu'il existe des cas où le rendement à l'hectare dépasse les 40 quintaux ; toutefois il faut les traiter dans le cadre de la seconde forme : capitaux en augmentation), nous aurions : 5 quintaux à 8 000; 6,5

à 6 200; 7 à 5 700; et 7,75 à 5 100 de prix de production. Le total s'élève à 160 000 livres pour 26,25 quintaux et le prix moyen de production du quintal s'avère être de 6 100 contre les 8 000 du prix de marché, lequel est donc de 31% plus cher.

Ce qui est fondamental, c'est l'illustration que donne Marx de cette loi inexorable : capitalisme égale pain cher. Cette loi ne découle pas du fait que les capitalistes sont des individus, des sociétés, des collectivités ou des États : elle découle de la nature mercantile de l'échange, de la tristement fameuse *loi de la valeur*, qui aux dires des staliniens, du grand pontife au sous-fifre, régit aussi bien l'économie capitaliste que l'économie socialiste !

Méditons donc le passage qui suit.

LE CANCER MERCANTILE

[Retour à la table des matières](#)

« Il s'agit là de la détermination *par le prix de marché* [au lieu du prix de production], tel qu'il s'impose sur la base du mode capitaliste de production, *grâce à la concurrence*, laquelle engendre *une fausse valeur sociale* ». ¹

Qu'entend Marx par l'expression "valeur sociale" ? C'est quelque chose qui s'oppose à la valeur marchande, naissant de la rencontre de deux agents économiques individuels, fait élémentaire sur lequel l'économie bourgeoise voudrait construire toute la mécanique économique. La valeur sociale d'un produit, calculée en temps de travail social moyen, est la quantité totale de travail qu'il coûte à la société, divisée par la quantité totale de produit obtenue. Cette valeur comprend le travail accumulé, le travail actuel, ainsi qu'une quote-part de surtra-

¹ Ed. sociales, id., p. 51. MEW, id., p. 673. Soulignements de Bordiga.

vail destinée aux services généraux : à condition qu'aucun de ces termes ne prenne la forme-marchandise ou la forme-capital. ¹

« Ce phénomène [l'effet de fausse valeur sociale] résulte de la *loi de la valeur de marché* à laquelle les produits du sol sont assujettis. La détermination de la valeur de marché des produits [tant que cette loi est en vigueur], donc des produits du sol aussi, est un *acte social*, même si son accomplissement social n'est ni conscient ni intentionnel ; cet acte repose nécessairement sur la valeur d'échange du produit, il n'est pas fondé sur la terre et ses différences de fertilité » ².

Prenez le risque de rendre hommage à la loi de la valeur marchande, à savoir à la parité entre valeurs d'échange équivalentes pour des valeurs d'usage identiques, et vous ne pourrez rien faire pour empêcher que toute mesure de blé se vende à 60 sans qu'il y ait à se demander si elle a été produite à 60, 30, 20 ou 15, et sans qu'on puisse faire en sorte qu'elles soient toutes vendues à 24. Remarquez ici que Marx part en lutte non pas contre les 10 de survaleur normale qui vont au capital, mais contre les surprofits-rentes qui s'élèvent en moyenne à 36. La totalité des choix prétendument libres et volontaires de millions d'actes de marché, sur lesquels on veut fonder l'économie bourgeoise (en Russie également) ne peut conduire à une autre réglementation que celle d'une société qui, même prise comme un tout, est inconsciente et impuissante.

Et maintenant, encore une fois (avez-vous fait un collier de ces perles ?), Marx en vient à l'explication et à la définition de la société communiste :

« Si l'on imagine *abolie* la forme capitaliste de la société, et celle-ci organisée en *association consciente et pourvue d'un plan* [six mots seulement à graver au bistouri dans la dure-mère], les 10 quarts représenteraient une quantité de *temps de travail indépendant* égale à celle contenue dans les 240 shillings. *La société* ne payerait donc pas

¹ Ce dernier membre de phrase est peu compréhensible. Ces termes n'ont-ils pas déjà la forme marchandise en entrant dans le procès de production ? Faut-il entendre qu'aucun d'eux n'acquiert la forme capital *isolément*, mais seulement combiné aux autres dans le capital total ?

² Ed. sociales, id., p. 51. MEW, id., p. 673. Soulignements de Bordiga.

pour le produit du sol 2 fois $\frac{1}{2}$ *le temps de travail effectif qu'il contient* ; la base d'une classe de propriétaires fonciers s'en trouverait ainsi supprimée » ¹.

Dès lors, toute cette critique tombe-t-elle pour peu qu'on accepte la théorie ricardienne sur la suppression du privilège foncier, en le transférant à l'État ?

« S'il est juste d'affirmer – avec le mode actuel de production, mais en supposant que la rente différentielle revienne à l'État – que les prix des produits du sol resteraient constants [Ricardo], toutes choses égales d'ailleurs, il est faux par contre de dire que la valeur des produits resterait constante si l'on remplaçait la production capitaliste par l'association [= communisme] » ².

Ricardo soutient, avec cette seconde thèse, que le profit capitaliste normal n'est pas une forme parasitaire, mais correspond à la juste valeur, en tant que travail, de toute marchandise, à condition que la rente ait disparu. Marx lui répond directement ainsi qu'à tous les défenseurs du capitalisme :

« L'identité du *prix de marché* pour les marchandises de *même espèce* [en d'autres termes, toujours la loi de la valeur] est la manière dont s'impose le caractère social de la valeur sur la base du mode capitaliste de production et, de façon générale, sur la base de la production *reposant sur l'échange de marchandises entre individus* » ³.

¹ Ed. sociales, id., p. 51. MEW, id., p. 673-674. Soulignements de Bordiga.

² Ed. sociales, id., p. 51. MEW, id., p. 674. Traduction modifiée par nos soins.

³ Ed. sociales, id., p. 51. MEW, id., p. 674. Traduction modifiée par nos soins. Soulignements de Bordiga (dans le texte de Marx, seul le terme « individus » est souligné).

ON NE CONSTRUIT PAS LE SOCIALISME : ON DEMOLIT LE MERCANTILISME ¹

[Retour à la table des matières](#)

Par conséquent, même à l'époque capitaliste, se forme une valeur sociale et non individuelle des marchandises. Mais tant que le mode de fixation de cette quantité de valeur est le résultat d'actes économiques individuels, parmi lesquels le versement d'un salaire en monnaie en contrepartie de temps de travail, la valeur sociale obtenue *s'avère fausse*. Par son invariance fondamentale sur l'ensemble du marché, cette valeur n'exprime pas l'effort social moyen, qui ne peut être calculé qu'avec les données réelles de la production, et dans une production *non régie par le marché*, la seule qui sera *non inconsciente et non involontaire*.

« Ce que la société, considérée comme consommatrice, paie en trop pour les produits du sol, ce qui, pour la réalisation de son temps de travail dans la production agricole, représente une perte, constitue maintenant le gain d'une partie de la société : les propriétaires fonciers » ².

Marx dit dans ce passage que le mal n'est pas que les propriétaires fonciers mangent, les mains sur le ventre, ce butin différentiel, mais que, le marché et sa loi fixant toutes les valeurs, il est impossible de surmonter l'inconscience, l'anarchie et l'impuissance de l'organisation sociale. Et tant que la comparaison sur le marché sera le critère de tous les actes économiques, il ne sera pas possible de passer du capitalisme à l'"association" communiste.

¹ It. : *il mercantilismo*. Il ne s'agit pas ici de la doctrine historique à laquelle est attaché le terme de mercantilisme, mais d'une terminologie propre à Bordiga, désignant « la distribution suivant les *échanges d'équivalents* » (cf. infra, 1^{er} paragraphe du chapitre 11).

² Ed. sociales, id., p. 51-52. MEW, id., p. 674. Traduction modifiée par nos soins.

La portée de la théorie de Marx sur la rente, difficile dans certains passages, réside dans le fait qu'elle contient la critique essentielle de tout le capitalisme. Pour ramener les prix de marché aux valeurs *dans la production*, il ne suffit pas de supprimer les bénéficiaires des surplus qui se forment entre les premiers et les secondes ; il est vrai, par contre, que ces dilapidations de plus en plus monstrueuses verront le jour *tant que* l'impulsion et le calcul des actes de production seront fondés sur des événements de la sphère de circulation des marchandises, en application de la *loi de la valeur*.

Toutes les formes de parasitisme des monopoles commerciaux et industriels – cartels, trusts, entreprises d'État et États capitalistes – n'ont aucun besoin d'une nouvelle théorie sous le prétexte idiot que Marx aurait écrit sa théorie du capitalisme en faisant l'hypothèse de la concurrence.

Marx s'étant moqué de la concurrence, ou mieux, ayant démontré qu'elle est un phénomène inessentiel du capitalisme, la théorie du monopole et de l'impérialisme se trouve déjà toute écrite, jusqu'à sa dernière phrase et sa dernière formule : dans la théorie de la rente agricole.

Voulez-vous déposer de nouveaux brevets ? Voulez-vous combler les lacunes de Marx ? Pour vous régler votre compte, il nous suffit d'une expression peu courtoise : Au chômage, brasseurs de vent ¹ !

Il Programma Comunista, n° 6, 19 mars - 02 avril 1954.

¹ It. : *Flanelloni*. L'expression *far flanella* signifie « ne rien faire ».

Textes sur la question agraire

10.

TERRE VIERGE, CAPITAL SATYRE

Il Programma Comunista, n°7, 02 - 16 avril 1954.

LA PREMIÈRE FORME

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons amplement traité de la première forme de la rente différentielle des terrains agricoles. Elle correspond à la comparaison entre différents terrains qui sont progressivement mis en culture du fait de la nécessité de nourrir une population croissante, et qui sont inévitablement de fertilité différente, c'est-à-dire qui donnent un produit différent pour l'emploi d'un travail identique. Il est évident que, si la société humaine disposait non seulement de terres illimitées, mais encore de terres illimitées de chaque "type" de fertilité, elle ne cultiverait que la terre la plus fertile de toutes et se nourrirait avec le minimum de travail.

"A la limite", s'il existait une terre assez fertile pour donner des fruits à autant d'hommes qu'on voudra, sans aucun travail, ceux-ci pourraient vivre la bouche ouverte au pied d'arbres quasi miraculeux :

le travail se réduirait à celui des muscles actionnant les mâchoires. Il ne viendrait à l'esprit de personne d'établir des monopoles sur la terre et de se donner la peine d'édifier une enceinte autour de l'arbre nourricier.

Dans le cas plus vraisemblable des terrains A, B, C, D de productivité croissante à égale dépense de travail, si chacun de ces terrains était en quantité et en extension illimitées, la communauté ne travaillerait que sur les terrains de type D qui donnent quatre fois plus de fruits à peine égale. La quantité de blé à récolter étant proportionnelle au nombre de membres de la société, il est clair que, trouvant autant de terrains D qu'elle le désire, elle travaillera le quart du temps nécessaire si elle défrichait les terrains de type A qui fournissent le minimum de produit.

Quoi qu'il en soit, le nombre d'hommes augmentant, ou, si vous voulez, leur appétit, et tant que la terre n'est pas limitée, c'est-à-dire monopolisée, la première solution évidente n'est pas d'obtenir plus de fruit d'un même terrain, mais d'en occuper un autre.

Il importe à Marx d'examiner ce phénomène à l'époque et dans un cadre capitalistes modernes, à savoir dans l'hypothèse où celui qui travaille ne dispose pas du produit, ni individuellement, ni collectivement, mais où il en reçoit un tantième de "l'entreprise agricole" en fournissant une certaine quantité de temps de travail.

Dans la première forme, cette économie assure son extension par la mise en culture de nouveaux terrains. Mais, historiquement, toute la terre disponible sera bien vite occupée, et si l'on veut davantage de blé pour davantage de bouches à nourrir, la seule solution sera de faire produire davantage la terre déjà cultivée : c'est ce que nous devons analyser avec la seconde forme.

Avec la première forme, nous avons démontré que, étant donné l'échange marchand qui obéit à la loi des équivalents, étant donné la production agricole organisée de manière capitaliste avec des entrepreneurs agricoles ou fermiers, et des paysans exclusivement salariés, dans l'hypothèse où toute la terre, qu'elle soit ou non ensemencée, est désormais objet de propriété privée, et étant donné qu'il existe des ter-

rains de fertilité différente, une rente *différentielle* se forme au fur et à mesure que l'on passe du terrain le moins fertile A aux terrains supérieurs B, C et D.

LA LOI DIFFÉRENTIELLE

[Retour à la table des matières](#)

Les lois établies disent que le prix de production du blé calculé pour le terrain le plus stérile A, ou prix régulateur, détermine le prix de vente de l'ensemble du blé. A reste dépourvu de rente, mais les trois autres terrains ont des rentes successivement croissantes.

Les analyses détaillées des différents cas, à savoir lorsqu'on met en culture des terrains successivement meilleurs ou pires, ou encore en ordre alterné, montrent que la *cause* "fertilité différente" engendre l'*effet* "rente différente".

Quelle est la relation entre cause et effet ? La plus simple serait la proportionnalité : si la fertilité double, la rente double. Mais le tableau fondamental de Marx, son Tableau I, sur lequel s'appuie toute la construction, est là pour montrer que la forme de cette loi est bien différente. En produit, les quatre terrains donnent 1, 2, 3, 4 mesures de blé. Les rentes ne sont pas de valeur proportionnelle, soit 1, 2, 3, 4, mais de 0 shilling, 60 shillings, 120 shillings, 180 shillings, c'est-à-dire qu'on peut les représenter par les nombres : *zéro, un, deux, trois*. Contre, répétons-le: *un, deux, trois, quatre*. Justement : cette règle n'est pas proportionnelle mais différentielle. Qu'est-ce que cela veut dire ? Supposons que je connaisse la rente (60 shillings) du terrain 2 (B) et que je me demande quelle est celle du terrain 3 (C). Si je calcule qu'elle doit croître par rapport à 60 shillings, en fonction du *produit* qui est de 3 au lieu de 2, je dirai que la rente de C est de 90 shillings. Mais alors j'aurai dit une bêtise ; ce qui n'est ni nouveau ni grave pour aucun d'entre nous. Mais, socialement, je l'aurai dite dans un sens qui avantage le propriétaire foncier bourgeois ; et j'aurai trompé politiquement mon parti révolutionnaire. Voilà où ça pêche.

Il faut donc calculer autrement et dire : *l'augmentation* de rente de B à C dépend de *l'augmentation* de fertilité de B à C, comme cela était le cas pour l'augmentation de rente de A, terrain de référence, à B. B gagne une mesure de fertilité par rapport à A, et C fait de même par rapport à B. Eh bien, si B gagne une rente de 60 shillings par rapport à A, C doit faire de même par rapport à B. Et alors, 60 plus 60 font 120, et non 90. Idiot que j'étais ! Et malin le *rentier* ¹ !

Traduisons verbalement : il n'est pas vrai que la rente croisse proportionnellement à la fertilité, mais la différence entre deux rentes est en raison de la différence entre deux fertilités.

Ce principe de la rente différentielle est le même que celui qu'a établi Galilée pour la relativité des mouvements uniformes. Il n'a plus dit que les distances d'un mobile à un point fixe sont proportionnelles aux durées de sa course, mais que les distances entre deux positions successives sont proportionnelles aux différences entre les durées mesurées dans ces deux positions. Ce n'est pas la même chose.

En algèbre, on exprime la première loi par : d (distance) égale v (vitesse constante) multiplié par t (temps). Depuis Newton - Leibniz, ceux qui utilisent l'outil commode du calcul infinitésimal (qui est comme le rasoir électrique à la primitive pierre dure aiguisée : pour manier celle-ci, il faut un Figaro de génie, le premier est pour l'idiot quelconque tel que nous) disent au contraire : δd (différentielle de distance) égale v (vitesse constante) multiplié par δt (différentielle de temps).

Loi de Marx : la différentielle de rente est égale à une constante multipliée par la différentielle de fertilité.

Petit, le pas en avant ?! Il était plus facile de connaître la rente absolue que sa différentielle ?! Plus facile ? Nous ne sommes pas à l'école, bon Dieu, mais dans la lutte historique ! Ce pas fait par Galilée fonde la théorie de *tous* les mouvements, y compris ceux à vitesse *non uniforme*, et avec elle, la physique moderne, science de l'époque de l'outil et du moteur mécaniques. C'est sur cette base que Marx par-

¹ En français dans le texte

vient à passer à la seconde forme, c'est-à-dire à admettre que le capital, inchangé dans la première forme, varie ; que le prix de production régulateur, inchangé dans la première forme, varie lui aussi, et c'est ce que nous allons voir. Ce faisant, il donne les lois qui permettent l'étude de la forme économique capitaliste, agraire ou *non* (dirait-on aujourd'hui), de celle qui lui était contemporaine et de celle à venir ; il démasque la *soubrette*¹-concurrence et donne la théorie exhaustive du *tyran*-monopole ; il rend muet et met au chômage tous les correcteurs bouffons, de la naissance du capitalisme à l'avènement du communisme chimiquement pur.

Nous n'abandonnerons pas cette digression sur la *philosophie* de la rente différentielle sans une application de ladite loi de Marx à notre exemple, *mis à jour* avec des données concrètes actuelles. Dans le tableau que nous avons publié dans notre précédent numéro, le terrain C produisait 7 quintaux et le D 7,75. Connaissant la rente de C, soit 16 000 liras par hectare, je cherche la rente de D. Si, par inadvertance, j'effectuais la proportion, je trouverais que la rente de D s'élève à 17 700 liras (en effet, la règle de trois donne : $16\ 000 \times 7,75 : 7 = 17\ 700$).

En vérité, je dois d'abord connaître la fertilité de A, terrain de référence de rente nulle, qui est de 5 quintaux. Je dirai alors que la différence de fertilité pour le terrain C est de $7 - 5$, soit 2, tandis que, pour D, elle est de $7,75 - 5$, soit 2,75. Par conséquent, à la différence de rente entre C et A qui est de 16 000 (moins zéro), correspond une différence de rente entre D et A, à raison évidemment de 8 000 liras pour chaque quintal de plus. Mais cette différence de fertilité est de 2,75 au lieu de 2 ; et donc, à 0,75 quintal de plus, correspondent 6 000 liras. Telle est l'augmentation de rente lorsqu'on passe de C à D ; et, par conséquent, ce terrain rapporte 22 000, comme dans notre tableau, *et non pas 17 700*. Le propriétaire foncier avait donc bel et bien mis dans sa poche 4 300 liras par an et par hectare. Chose digne du bureau agricole du PCI.

Je pouvais également partir des données de B qui sont : 6,5 quintaux et 12 000 liras de rente. C rapporte un demi quintal et 4 000 liras

¹ En français dans le texte

de plus que B, soit 8 000 livres par quintal. D rapportant 0,75 quintal de plus que C, voit sa rente s'élever, comme nous l'avons dit, de 6 000, et passer de 16 000 à 22 000.

Les nombres absolus conduisent les chercheurs de vérité dans les hautes sphères de la conscience et de l'esprit, siège unique et incorruptible des valeurs absolues.

À l'inverse, nous ne croyons qu'aux différentielles et notre science n'a affaire qu'à elles. Elles nous conduisent à constater les arnaques de la réalité.

ET LA "CAPRICIEUSE" POLITIQUE ?

[Retour à la table des matières](#)

De nombreux lecteurs suivent patiemment ces déductions et développements, et font tout ce qu'ils peuvent pour s'adapter aux va-et-vient entre arithmétique, littérature de parti, histoire et même philosophie. Malgré tout, ils ont l'air de se demander : mais quand arrivera-t-on à la politique ? A l'attitude à observer envers les différentes couches de la campagne, à l'évaluation sociale et politique non seulement des propriétaires, des fermiers et des ouvriers agricoles, mais aussi des petits colons et métayers, des petits propriétaires, à l'effet de leurs aspirations et revendications, de leur pression collective, à la possibilité qu'ils soient assez bons pour nous donner un coup de main ?

À l'encontre de ces impatients qui nous dominent depuis toujours d'une hauteur pareille à celle de l'Olympe d'où tonnait Jupiter (et contre lesquels, en vérité, nous luttons en vain, nous retrouvant toujours le cul par terre, comme Capanée¹ et Prométhée), nous avons lancé, dans un numéro précédent, une pierre à ne pas dédaigner, ramassée sur no-

¹ Capanée est l'un des sept chefs argiens qui marchèrent contre Thèbes lors de l'expédition commandée par Polynice voulant reprendre la ville à son frère Étéocle (cf. *Les sept contre Thèbes* de Eschyle). Homme violent d'une taille gigantesque, Capanée n'hésitait pas à défier les dieux ; il sera foudroyé par Zeus.

tre mère la Terre, probablement sur le terrain A. C'était un passage de Marx ; cela vaut la peine de le citer à nouveau :

« Toute critique de la *petite* propriété [et nous promettons d'en dire tout le mal possible] se résout en dernière analyse en une critique de *la propriété privée* [du sol et des produits], limite et entrave de l'agriculture. (...) Naturellement [c'est la seconde fois que nous nous lamentons avec le Maître que cela soit si peu naturel en cette sombre époque] nous négligerons [va pour ce gallicisme ¹, qui n'est d'ailleurs qu'un latinisme : l'original dit sûrement *vernachlässigen*, beau mot dont nous aimerions donner une traduction sonore ²] (...) toute considération politique accessoire. » ³

Vous rappelez-vous ce que le texte ajoutait ?

« Cette limite et, cette entrave que toute propriété privée de la terre oppose à la production agricole, au soin, à la conservation et à l'amélioration rationnelles du sol, ne font que se développer, d'un côté comme de l'autre, sous différentes formes [c'est vrai, messieurs les activistes, les conditions des différents pays, les situations contingentes successives, les rapports concrets des forces politiques, oui, mais ça va bien comme ça ...]. ET DANS LA DISPUTE SUR CES FORMES

-
- 1 L'édition italienne utilisée par Bordiga employait ici le verbe *negligere* issu directement du latin et d'usage littéraire. Le verbe allemand de l'original est en fait *absehen* – "négliger" au sens de "faire abstraction de".
 - 2 Bordiga achève cette parenthèse linguistique en proposant un équivalent dialectal intraduisible – *abandonare al pernacchio*. Le *pernacchio* est un bruit de pet prolongé émis en signe de mépris et de dérision en Italie centrale.
 - 3 Ed. sociales, id., p. 191. Traduction revue par nos soins. MEW, id., p. 821. Soulignements de Bordiga.

SPÉCIFIQUES DU MAL, ON OUBLIE LA RAISON DERNIÈRE DE CELUI-CI [le mal de la propriété]. » ¹

Et maintenant, nous ramassons une autre pierre pour essayer de la balancer sur le bedonnant Jupiter-Tecoppa ² de la politicaillerie. C'est Lénine qui écrit à la fin de 1907, après la défaite de la révolution, sur le programme agraire du parti :

« Le gros défaut de la presque totalité de la presse social-démocrate dans la question du programme agraire (...) c'est que les considérations *pratiques* l'emportent sur les *théoriques*, et les considérations *politiques* sur les *économiques*. » ³

Lénine ? Oui, Lénine. Mais Lénine n'était-il pas celui, celui-là même qui... ? Si, mais l'on voit bien que vous vous abreuvez de Lénine (ainsi que de Marx) à des sources d'un niveau intellectuel digne des comptes rendus du procès Muto ⁴. Nous n'aurons aucun mal pour expliquer comment s'y prend Lénine, en orthodoxe têtue, encore pire que nous. Voilà en tout cas qu'il vous excuse :

« Ce qui excuse la plupart d'entre nous, ce sont naturellement les conditions d'un intense travail de parti, dans lesquelles nous avons examiné le problème agraire dans la révolution : d'abord, après le 9 janvier 1905 [le massacre du Palais d'Hiver] à quelques mois de l'ex-

-
- ¹ Ed. sociales, id., p. 191. Traduction revue par nos soins. MEW, id., p. 821. Soulignements de Bordiga. Le sens de ce passage est affecté par l'omission volontaire de la seconde phrase du paragraphe : « Il en va de même de toute critique a contrario de la grande propriété. ». Les « deux cas » envisagés – petite et grande propriété foncière – sont repris par l'expression « d'un côté comme de l'autre » (*hüben und drüben*).
 - ² Tecoppa est le symbole du politicien dans les anciennes représentations populaires italiennes du début du siècle.
 - ³ Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 (Lénine, o. c., éditions du Progrès, 1967, t. 13, p. 309). Soulignements de Bordiga.
 - ⁴ Le procès Muto : allusion à un épisode judiciaire d'une affaire de mœurs éclatante en avril 1953 et impliquant des personnalités de la Démocratie chrétienne.

plosion [de l'insurrection] ; (« 3° congrès du POSDR » des Bolchéviks au printemps 1905 à Londres et conférence simultanée de la minorité à Genève) ; ensuite au lendemain de l'insurrection de décembre, et à la veille [avril 1906] de la première Douma à Stockholm... ». ¹

Mais nous, au lendemain de quoi, et à la veille de quoi sommes-nous ? Quelle est l'histoire que nous sommes en train de vivre ? Ne sommes-nous pas, peut-être, au lendemain de la coucherie de Ugo et de Anna Maria, ou à la veille du deuxième anniversaire de la lune de miel de Mario et Clara ² ? Par conséquent, faisons comme Lénine l'a dit :

« Mais cette insuffisance (...) doit en tout cas être corrigée maintenant [insuffisance, traducteurs, ou énorme bévue ?] ; et l'analyse de l'aspect théorique de la question (...) s'impose tout particulièrement. » ³

Alignez-vous sans rouspéter pour la nouvelle étape de notre parcours tourmenté !

LA SECONDE FORME

[Retour à la table des matières](#)

Avant de passer à l'évaluation quantitative, le texte de Marx met en relief le caractère historique du passage de la forme I à la forme II de la rente différentielle, ainsi que la plus grande complication à laquelle on est confronté lorsqu'on ne cherche plus l'augmentation du produit, devenu nécessaire à la vie de la population, dans la mise en culture de

¹ Id., p. 309.

² Les personnages en question sont d'une part Ugo Montagna et Anna Maria Moneta Caglio, impliqués dans le scandale de la note précédente ; d'autre part Mario Scelba, chef du gouvernement italien de l'époque, et Clara Boothe Luce, ambassadrice américaine en Italie de 1953 à 1957. La « coucherie » désigne bien sûr l'alliance de l'Etat italien avec les Etats-Unis.

³ Id., p. 309.

nouvelles terres, mais dans des améliorations réalisées sur des terres déjà cultivées grâce à l'apport d'un surcroît de travail et de capital.

Le débat entre agronomes et économistes à propos de la perspective d'extension de la production agricole est fort ancien. Certains ont exagéré les effets du phénomène de *l'exploitation* de terres *vierges*, c'est-à-dire de l'épuisement progressif de la fertilité des sols qui, les premières années, sont riches d'un chimisme organique séculaire qu'ils perdent ensuite du fait des récoltes ; les autres ont exagéré en généralisant les conclusions de la technique industrielle quant aux possibilités illimitées de produire des objets manufacturés en réalisant de nouvelles installations (possibilité dont, au contraire, il faut aussi chercher la limite physique et sociale), et en affirmant que *l'on pouvait parfaitement investir n'importe quelle masse de capital sur un terrain déterminé*. Marx rappelle avec un sourire que

« la *Westminster Review*, par exemple, objectait à Richard Jones qu'on ne pouvait pas nourrir toute l'Angleterre en cultivant Soho Square » ¹.

Il s'agit de la place principale du célèbre quartier mal famé de Londres : Soho, où habitent des Chinois, et, bien entendu, des Italiens.

Nous reviendrons sur cette question, car le passage est fondamental :

« Alors que l'on voit cela comme un désavantage particulier de l'agriculture, c'est précisément le contraire qui est vrai » ².

Pour le moment, Marx ne résout pas le problème de la "productivité" des capitaux successifs qui, dans la forme II, sont appliqués à la même terre. Par exemple, sur le terrain C de la série de base, avec un capital de 50 shillings, on a 3 mesures de blé et 120 shillings de rente. Que se passera-t-il si le capital investi sur ce terrain double et devient 100 shillings ? Si le produit double, c'est-à-dire si les seconds 50 shillings de capital-travail donnent eux aussi 3 mesures, on en obtien-

1 Ed. sociales, id., p. 163. MEW, id., p. 789.

2 Id.. Traduction revue par nos soins.

dra 6 au total ; mais si la productivité décroît, il se pourra qu'on en ait 3 plus 2, soit 5 ; et si elle croît, 3 plus 4, soit 7.

De plus, il peut arriver que le prix de production reste constant, ce qui signifie qu'il existe toujours du terrain A du type le plus stérile, mais il peut aussi arriver qu'en améliorant le terrain A, le prix régulateur diminue, ou bien qu'en défrichant un terrain encore plus mauvais, le prix augmente.

Par conséquent, Marx étudie trois cas : premièrement, prix de production constant ; deuxièmement : prix décroissant ; troisièmement : prix croissant.

Pour chacun de ces trois cas, il y a trois variantes, suivant l'effet qu'ont les investissements successifs de capital ; c'est-à-dire, productivité constante, décroissante, croissante. Dans certains cas, afin de vérifier si la rente peut tendre à disparaître – conséquence, selon l'opinion de certains autres économistes, d'un fort investissement de capital d'entreprise dans la terre –, on suppose aussi qu'entre en scène un terrain encore moins productif que A.

C'est l'occasion d'aborder, sans trop s'étendre, cette longue série de nombres. Il s'agit de comprendre quelle est la thèse de Marx : avec le développement du mode de production capitaliste et l'investissement d'un plus grand capital dans la terre, seul moyen d'augmenter le produit en rapport avec l'augmentation de population, la rente tend à augmenter, aussi bien dans sa masse totale qu'en moyenne par unité de superficie, parfois proportionnellement plus que le capital (et son profit), assez rarement avec un rythme plus lent que ce dernier.

Mais c'est d'abord l'occasion d'exposer certains concepts généraux de Marx sur ce sujet.

FÉCONDITÉ INTÉRESSÉE

[Retour à la table des matières](#)

En investissant les habituels 50 shillings de capital sur quatre surfaces différentes, soit donc 200 shillings, nous avons vu que l'on a un profit de 40 et une rente de 360. Il est tout de suite évident que ce même *surprofit* extorqué au travail, qui s'élève à 360 (et qui a augmenté de 150% le prix du pain par rapport à celui des objets manufacturés, une fois payés dans les deux cas, aux dépens du travail salarié, l'intérêt normal du capital et le bénéfice normal de l'entreprise), ce surprofit donc de 360 pourrait apparaître sur un seul are si, par exemple sur le terrain D, en plus des 50 premiers shillings (qui ont donné 4 mesures), on en investissait 50 de plus (en obtenant 3 mesures), puis 50 encore (en obtenant 2 mesures de plus), et enfin les 50 derniers (qu'il conviendrait d'investir au taux moyen de profit en obtenant une dernière mesure). Les $4 + 3 + 2 + 1 = 10$ mesures, obtenues avec une productivité décroissante mais à prix constant de 60 shillings, donnent nos fameux 600 de produit, d'où, une fois déduits les 200 de capital et les 40 de profit, émerge toujours le surprofit de 360, formé auparavant sur quatre ares différents. Alors que D rapportait 180 par are, maintenant il rapporte le double.

« Dans les deux cas, les surprofits et les taux de surprofit différents pour les fractions de capital différentes se constituent de la même façon. La rente n'est rien d'autre qu'un aspect du surprofit qui en est la substance. Mais il est certain que la seconde méthode présente des difficultés quant à la conversion du surprofit en rente, ce changement de forme qu'implique le transfert du surprofit du fermier capitaliste au propriétaire du sol. D'où la résistance obstinée que les fermiers anglais opposent à une statistique officielle de l'agriculture. D'où la lutte engagée entre eux et les propriétaires fonciers à propos de la constatation des résultats réels de leurs investissements de capitaux. (...) La rente est en effet fixée au moment où les terres sont affermées; en vertu de quoi, les surprofits qui résultent des investissements successifs de capital reviennent ensuite au fermier aussi longtemps que dure le bail. D'où la lutte des fermiers pour obtenir des baux à ferme de longue durée ; et inversement les lords terriens usent de leur toute-puissance pour augmenter le nombre de contrats résiliables chaque année (...). » ¹

¹ Ed. sociales, id., p. 64. MEW, id., t. 25, p. 687.

On rencontre deux conceptions dans cette question : celle de la théorie bourgeoise du capital qui considère l'investissement comme une "immobilisation" dans la terre-patrimoine, et celle de la théorie marxiste qui considère comme capital employé dans la production agricole celui qui, année après année, est dépensé en travail et en matériaux, et dans l'amortissement des seules installations fixes (qui peuvent être les bâtiments de ferme, les canaux d'irrigation, etc.).

Lorsque l'amélioration ne consiste pas seulement en une plus forte dépense d'exercice (semences, engrais, biens meubles comme les animaux et les machines appartenant à l'entreprise, argent avancé en salaires, etc.), laquelle réapparaît dans sa totalité dans le produit annuel, mais en ouvrages qui *restent* sur le bien-fonds, ceux-ci devraient être réalisés à la charge du propriétaire. Quand c'est au contraire le fermier qui les réalise afin d'accroître son gain durant la période stipulée par le contrat, il doit tenir compte du fait qu'il ne pourra plus les récupérer et que, dans ses calculs, la masse des surprofits différentiels croissants devra dépasser cette avance à fonds perdu, plus les intérêts. Et en effet, il existe des contrats d'amélioration dans lesquels le paiement d'un fermage plus bas compense l'augmentation de rente foncière que pourra donner, du fait de sa fertilité accrue, la terre dont il s'agit, à l'expiration du bail, lors de la passation d'un nouveau contrat.

C'est pourquoi Marx invite à s'arrêter sur deux points. Le premier, auquel nous avons déjà fait allusion, est que la forme II (terre entièrement occupée) découle historiquement de la forme I (terre en cours d'occupation et de défrichement). Le second point est que, lors du plein développement de la forme II, qui attire sur la même terre *so-*
ci
ale, désormais non extensible en superficie, de plus grandes fractions du capital *social* afin d'augmenter le produit, entre en jeu la répartition du capital entre petits, moyens et grands entrepreneurs. Même dans l'industrie, la taille de l'entreprise est un élément de variation du taux de profit : le taux moyen calculé à partir de la somme de tous les capitaux (quels qu'en soient les propriétaires en titre) correspond à un certain "chiffre d'affaires minimum" avec un "minimum de capital".

Or, « tout ce qui est au-delà peut former un profit extra ; tout ce qui est en deçà n'obtient pas le profit moyen ». ¹

Ce théorème, énergiquement énoncé ici, reflète l'ensemble du tableau économique capitaliste.

Marx insiste : c'est pour cette raison que « le mode capitaliste de production ne s'empare de l'agriculture que lentement et non uniformément (...) » ².

Même en Angleterre, l'agriculture parcellaire survit.

« Il est vrai que le paysan (...) dépense beaucoup de travail sur son petit lopin. Mais il s'agit d'un travail isolé et privé des conditions objectives, sociales aussi bien que matérielles, de la productivité (...) » ³.

Le tout petit propriétaire (employeur de lui-même) travaille en dessous du profit et couvre la différence en trimant davantage.

« De ce fait résulte que les véritables fermiers capitalistes sont à même de s'approprier une partie du surprofit ; il n'en serait rien (...) si le mode capitaliste de production était aussi uniformément développé dans l'agriculture que dans l'industrie manufacturière. » ⁴

Cette position est remarquable dans la mesure où non seulement cette parité d'activité et de productivité en ce qui concerne les denrées alimentaires et les produits manufacturés est impossible pour le capitalisme (ce que l'on voit mieux quand il s'agit de la *rente absolue*, niée par Ricardo), mais aussi où la croissance exacerbée de la production industrielle jusqu'à ses limites extrêmes et la concentration des capitaux accumulés déchaînent le surprofit dans tous les domaines de l'économie malgré la baisse du taux moyen de profit.

¹ Ed. sociales, id., p. 66. MEW, id., t. 25, p. 689. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

² Ed. sociales, id., p. 66. MEW, id., t. 25, p. 689.

³ Id.. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

⁴ Id..

Ici, Marx se libère de l'incertitude quant à la transformation intégrale du surprofit agricole en rente foncière : c'est le premier qui importe.

« Bornons-nous à considérer d'abord la formation du surprofit (...), sans nous occuper des conditions dans lesquelles se produit la transformation du surprofit en rente foncière. » ¹

C'est pourquoi, dans les nombreux tableaux, tout le surprofit est traité dans la forme II comme rente différentielle.

LES FAMEUSES UNITÉS

[Retour à la table des matières](#)

L'épineux problème des unités de mesure revient ici à la surface. Cette partie des manuscrits de Marx était à l'état d'ébauche et le temps manqua à l'auteur pour réorganiser les différents tableaux. Après avoir reproduit ceux de la forme II, et en particulier ceux du troisième cas, Engels constata qu'il y avait une erreur matérielle de calcul qui, une fois rectifiée, ne conduisait pas à modifier le raisonnement général, mais à attribuer aux terrains une production inconcevable dans la pratique. En conséquence, Engels a réélaboré les 14 tableaux de Marx en changeant d'unités de mesure, et les tableaux XI à XXIV sont non seulement corrects, mais confirment pleinement la théorie originale.

En effet, en passant de la forme I à la forme II, un long intervalle séparant peut-être les rédactions, Marx n'utilise plus les shillings mais les livres sterling, ce qui ne change rien (1 livre sterling vaut 20 shillings). En outre, on comprend aux intitulés que les unités de superficie ne sont plus des ares (qui ne font que 100 m²) mais des *arpents* (à la française ?) qui valent chacun de nombreux ares.

¹ Ed. sociales, id., p. 66. MEW, id., t. 25, p. 690. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

Engels adopte comme unité de capacité le "boisseau" ¹ qu'il rapporte à l'"arpent" ², et, ainsi que nous l'avons fait nous-mêmes dans le précédent numéro, il diminue les écarts de productivité en fixant à 10, 12, 14, 16 et 18, les unités de produit au prix initial de 6 shillings. Le boisseau, faisant environ 4,5 litres et pesant donc 3,7 kilos, vaut 210 liras italiennes actuelles : cela donne 5 500 liras le quintal, prix modeste mais convenable, étant donné la croissance historique du prix réel.

Le tableau de base, qui correspondrait à ce qui a été traité dans la forme I, comprend maintenant 5 terrains : A, B, C, D et E. Pour chacun d'eux, le capital déboursé est de 50 shillings, le profit, au taux de 20%, de 10 shillings, et, par conséquent, le prix de production de 60. Le terrain A qui ne donne pas de rente fournit 10 boisseaux de blé, dont la vente à 6 shillings l'un rapporte les dits 60 shillings : il n'y a ni surprofit ni rente (à noter que le texte français de l'édition Costes imprime une seule fois l'intitulé des colonnes et se trompe en mettant *l st* (livre sterling) à la place de *sh* (shillings) ; en outre, il traduit *rapport* ³ au lieu de *produit* ⁴ lorsque ce dernier est exprimé en argent. ⁵

Ainsi donc, dans ce tableau de base, le tableau XI du texte, les cinq terrains ont le même coût de production, 60 shillings ; le produit augmente de 10 à 12, 14, 16 et 18 boisseaux de blé ; de 60 à 72, 84, 96 et 108 shillings ; la rente, avec la loi différentielle que nous avons illustrée, de 0 à 12, 24, 36 et 48 shillings.

Le capital total est de 250, le profit de 50, le coût de production de 300, le produit est de 70 boisseaux qui, à 6 shillings l'un, rapportent 420 shillings : la rente totale est de 120 shillings. ⁶

¹ En français dans le texte.

² En français dans le texte.

³ En français dans le texte.

⁴ En français dans le texte.

⁵ Le texte allemand utilise deux termes : *Produkt* (exprimé en boisseaux ou en quarters) et *Ertrag* (exprimé en unités monétaires).

⁶ Cf. id., tableau XI, éd. sociales p. 104, MEW p. 728.

Dans le tableau de base de Marx, pour quatre terrains, on avait, par rapport à un capital de 200 et un coût de production de 240, une rente de 360. Dans le tableau que nous avons nous-même établi, le capital était de 128 000 livres par rapport à une rente de 50 000 : ce dernier rapport n'est pas éloigné de celui d'Engels ¹.

Quoi qu'il en soit, nous nous basons sur les chiffres d'Engels. Sur cinq arpents de fertilité différente, le coût de production étant de 300 (capital plus profit), on obtient une rente de 120.

Maintenant, le problème est le suivant : si le capital industriel se déverse de façon plus importante dans l'entreprise agricole, comprimera-t-il la rente ? Réussira-t-il à engloutir le surprofit ?

Marx suppose donc que le capital investi soit doublé sur tous les terrains, ou sur certains seulement.

Le premier cas sera : prix de vente constant, productivité constante.

Cela signifie que, sur chacun des cinq terrains, on investit 100 au lieu de 50, et que, pour chacun, le nombre de boisseaux de blé récoltés double. Le cas est facile : tout double, et la rente également. Capital : 500 ; profit : 100 ; et rente : 240. ²

Il est aisé de constater que le prix régulateur de production est toujours le même. Il est vrai que le terrain A amélioré a produit 20 boisseaux et non 10, mais le capital investi a été justement de 100 et non de 50, le profit de 20 et non de 10 ; par conséquent, les 20 boisseaux vendus 120 shillings donnent toujours un prix de base par boisseau de 6 shillings.

Le prix de base resterait identique, même si l'on ne faisait pas de nouvel investissement sur A, mais uniquement sur les quatre autres terrains. Si donc nous voulons étudier une productivité décroissante et

¹ Un calcul simple nous montre que les chiffres donnés ne justifient pas cette affirmation. (NdT)

² Cf. id., tableau XII, éd. sociales p. 104, MEW p. 729.

non plus constante, nous laisserons A dans l'état où il se trouve et investirons le nouvel apport de 50 shillings sur B, C, D, et E.

Nous pouvons supposer maintenant que la productivité du second investissement est décroissante, et égale aux deux tiers de la productivité initiale. A donne toujours ses 10 boisseaux, B passe de 12 à 20, et ainsi de suite. Le développement du tableau montre que la rente totale est restée quand même à 120, bien qu'avec 20 boisseaux et 120 shillings le terrain B ne couvre que le capital et le profit, et passe lui aussi, comme A, à la rente zéro. ¹

Mais si B doit donner encore une certaine rente, la productivité devra décroître moins brusquement, c'est-à-dire d'un quart seulement. Avec le même capital, la rente s'élève à 150, contre 120. ²

Si, enfin, dans la troisième variante du premier cas, la productivité augmente, et que le second investissement donne un produit augmenté des cinq quarts, on comprendra, sans faire les calculs, que la rente augmente de beaucoup : 330 au lieu de 120, le capital étant passé de 250 à 450. ³

Par conséquent, tant que le prix du blé ne change pas, l'apport de capital circulant à la terre, afin d'augmenter la production, n'entame jamais la rente, pas même si la productivité des apports suivants est décroissante (ce qui correspondrait à l'hypothèse d'une technique agricole déjà très poussée). Mais si la productivité est constante ou croissante, la rente foncière subit une forte hausse.

Notons ceci : avant cette invasion cupide de la terre par le capital, la rente moyenne par arpent était de 24 (et la rente maximale de 48, en D). Dans la première variante, la moyenne est passée à 48. Dans la seconde, elle est de 24 ou 30, et, dans la troisième, elle passe à 68. Dans aucun cas, le propriétaire foncier n'a reculé du fait de l'arrivée des capitalistes.

¹ Cf. id., tableau XIII, éd. sociales p. 105, MEW p. 729.

² Cf. id., tableau XIV, éd. sociales p. 105, MEW p. 729.

³ Cf. id., tableau XV, éd. sociales p. 106, MEW p. 730.

LE PAIN À MEILLEUR MARCHÉ ?

[Retour à la table des matières](#)

Naturellement, les économistes industriels répondaient : d'accord, mais si nos investissements, considérables, font diminuer le prix de production régulateur (comme cela advient dans l'industrie manufacturière où la marchandise bon marché chasse les autres), vous verrez que la rente diminuera.

Eh bien, ils trichaient. Le capitalisme n'apporte que la faim ; pourtant il devrait réussir si la productivité générale du travail augmentait.

Le juge d'instruction Marx, par le truchement de son substitut Engels, les soumet à un interrogatoire de troisième degré.

Donc, conformément au programme, second cas de la forme II. Le prix de production diminue. Pour y arriver, on exclut le mauvais terrain A qui le maintient élevé, et l'on double l'apport de capital en B, C, D et E. Ou bien la productivité reste la même, ou elle baisse, ou elle monte. Si elle reste la même, nous aurons 24, 28, 32 et 36 boisseaux de produit.

Étant devenu le plus mauvais terrain, B doit être le régulateur du prix. Dépense : 120; boisseaux : 24; prix unitaire : 5 et non 6 shillings comme auparavant.

Le total des boisseaux produits – *breviter* – s'élève maintenant à 120. Ils rapportent 600 shillings. La dépense est de 480, la rente globale de 120. Caramba, comme elle est longue à mourir ! Elle n'a pas reculé d'un pouce. ¹

Bon, ricane maintenant le sordide *solicitor* qui défend les intérêts des *farmers*, vous avez supposé la productivité constante. Mais si la productivité baisse, la rente s'écroule.

¹ Cf. id., tableau XVI, éd. sociales p. 106, MEW p. 730.

Engels suppose donc que le nouvel apport ait une productivité n'arrivant qu'aux trois quarts de celle du premier et que B ne donne toujours pas de rente. Mais ici l'édition française ¹ lui joue un mauvais tour : elle imprime le tableau XVII avec un prix augmenté ! Elle l'a confondu avec celui qui est donné dans le tableau XX (quelle rigolade quand nous verrons la traduction italienne : à moins qu'elle soit d'un Monti ², poète et chevalier, grand traducteur parmi les traducteurs d'Homère ?). Si B, avec l'habituelle dépense de 120 shillings, doit donner seulement 12 + 9 soit 21 boisseaux, chaque boisseau doit coûter $120 : 21$ soit 5,7 shillings. Et donc moins de 6. On a maintenant un total de 105 boisseaux qui valent 600 shillings : dépense 480, rente 120. Tonnerre de Dieu !

Si vous le trouvez, corrigez le $5 \frac{3}{7}$ de la traduction française en 5,7.

Naturellement, aucun espoir pour le *solicitor* si la productivité, au contraire, augmente : troisième variante du second cas, tableau XVIII d'Engels, numéroté XXI dans l'édition fautive. Productivité : augmentation d'une fois et demie ; prix : $4 \frac{4}{5}$ seulement, rente double : 240 !

Reste ensuite le troisième cas : bien que d'importants capitaux aient été investis dans l'agriculture, la fécondation de la terre par ce Don Juan à moitié stérile qu'est messire Capital est battue avec éclat par la fécondation prolétarienne entre humains ; et le prix du blé augmente. Il nous semble que, dans ce cas, il est inutile de faire les calculs, et les résultats du patient Engels nous suffisent, si toutefois les différents bousilleurs voulaient bien les laisser à leur place.

Le prix augmente donc : de 6 à 8 shillings. La productivité doit être constante.

¹ Il s'agit des éditions Costes, traduction Jules Molitor.

² Il s'agit de Vincenzo Monti (1754-1828) poète italien fameux surtout pour sa traduction en italien de l'Iliade d'Homère.

Ici, à la place du tableau XIX, on en trouve un qui doit au contraire porter le numéro XXII. Le tableau véritable manque : recalculé, il démontre, comme c'était prévisible, que la rente s'élève à 240. ¹

Mais si la productivité décroît ? Aucune crainte. Ici, il faut reprendre tel quel le tableau XVII qui n'était pas à sa place. Prix 8, productivité diminuée de moitié par rapport au premier investissement : rente totale 240. ²

Et si ensuite la productivité augmente, suivant le tableau XVII, à condition de le déplacer tel quel au numéro XXI. Même en réduisant de moitié le produit du premier investissement (ce qui est nécessaire pour maintenir A à la rente zéro), la rente s'élève à 240. ³

Ces mêmes trois cas sont ensuite analysés en introduisant un terrain *a* qui, moins fertile, précède *A* et devient régulateur du prix ; après avoir mis le tableau XIX à sa place, au numéro XXII, on a un prix de 7 ½ et une rente de 450. ⁴ Si la productivité baisse (XXIII), on a encore 380, et si elle augmente (XXIV), 580. ⁵

Après avoir pas mal travaillé, Friedrich peut conclure : j'ai étudié 13 cas possibles, la rente n'a jamais bougé. Dans 5 cas, au doublement du capital a correspondu le doublement de la rente. Dans 4 cas, la rente a plus que doublé. Dans un cas, elle augmente, mais de moins du double. Dans 3 cas, elle reste inchangée à 120, mais ce sont ceux où *A* a été éliminé, et où conséquent nous n'avons plus 5 arpents mais 4, et la rente par unité de superficie est passée de 24 à 30 shillings.

Sur le terrain A qui ne sert plus à rien, vous pouvez construire le siège de la Confédération de l'Industrie !

¹ Bordiga fait toujours référence à l'édition Costes. Cf. id., tableau XIX, éd. sociales p. 108, MEW p. 731.

² Cf. id., tableau XX, éd. sociales p. 108, MEW p. 731.

³ Cf. id., tableau XXI, éd. sociales p. 109, MEW p. 732.

⁴ Cf. id., tableau XXII, éd. sociales p. 109, MEW p. 732.

⁵ Cf. id., éd. sociales p. 110, MEW p. 732-733.

Notons pour finir : dans tous les tableaux de Marx et d'Engels, même dans la forme II, la loi générale de la rente différentielle est respectée : *delta* de produit, multiplié par le prix unitaire de ce même produit, égale *delta* de rente. La fertilité saute ¹ de deux en deux boisseaux et de douze en douze shillings. D'un tableau à l'autre, le saut est variable pour le produit (4, 3, 5 boisseaux, etc.) ainsi que pour le prix régulateur, mais les sauts de la rente d'un terrain à l'autre restent égaux.

¹ It. : *scatto*.

POINT D'ARRIVÉE

[Retour à la table des matières](#)

Après cette ribambelle de chiffres, que nous avons tâché de réduire en petites pilules, il faudrait que la conclusion, pour être digestible, soit vite expédiée.

Marx le dit carrément :

« Du point de vue du mode capitaliste de production, il y a toujours un renchérissement relatif des produits quand, pour maintenir la production à son niveau, il faut procéder à un débours (...). » ¹

« Ce n'est pas seulement la hausse du prix général de production (...) qui est la raison de la hausse de la rente différentielle, mais c'est aussi l'existence de la rente différentielle en tant que rente qui est la raison de la hausse prématurée et plus rapide du prix général de production, afin d'assurer ainsi l'apport du produit augmenté rendu nécessaire. » ²

Friedrich Engels, plus populaire (*absit iniuria verbo*), conclut entre crochets de la façon suivante :

« Plus on applique, donc, du capital à la terre, plus est développée l'agriculture d'un pays, et d'une façon générale sa civilisation, et plus s'accroissent aussi bien les rentes par acre que leur somme totale, plus devient gigantesque le tribut que la société paie aux grands propriétaires fonciers sous la forme de surprofits, aussi longtemps que toutes les

¹ Ed. sociales, id., p. 130. MEW, id., p. 753.

² Ed. sociales, id., p. 123. MEW, id., p. 746. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

catégories de terrain, une fois mises en culture, restent concurrentielles. » ¹

Selon Engels, cette loi explique la virulence de la classe des propriétaires terriens, mais elle explique aussi pourquoi cette vitalité s'épuise peu à peu. Le phénomène provient, selon Engels, du défrichement des pampas, des steppes, des terres vierges des immenses continents extra-européens, et de la formidable puissance atteinte par les moyens de transport. Pour Engels, c'est bien suffisant pour ruiner la grande propriété foncière en Europe, "et la petite par-dessus le marché" ².

Le prix du blé local est freiné sinon abaissé par le prix auquel on peut l'importer d'outre-mer. D'où la lutte menée, à diverses époques, par les agrariens anglais, italiens, des pays de la Baltique, pour imposer des droits d'entrée.

Mais avec la formidable révolution capitaliste en Russie, en Inde et en Chine, sous des formes historiques différentes, la marche vers la faim recommence. Ce n'est pas la composition démographique des classes rurales qui importe. Ce qui importe, c'est la loi du caractère différentiel des rentes et celle de l'augmentation du prix général dans la société mondiale qui est en voie de former un réseau mercantile unique.

Désormais, l'Etat capitaliste russe n'aspire plus ardemment à exporter son *Taganrog* ³ pour nos pauvres macaronis, mais veut exporter des produits manufacturés ; et il a vu baisser ses exportations, en raison du manque de blé qu'il avait promis à l'Angleterre entre 1952 et 1953. Blancs et jaunes croissent en nombre de manière effrayante et la masse des denrées nécessaires ne peut plus être produite qu'à des prix de plus en plus ruineux.

¹ Ed. sociales, id., p. 112. MEW, id., p. 734. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

² Ed. sociales, id., p. 113. MEW, id., p. 736.

³ Taganrog est un port commercial russe sur la mer d'Azov. Bordiga fait donc allusion au blé qui y est embarqué pour l'Italie via Odessa.

La tragédie de la rente différentielle et de la faim intégrale n'a pas d'issue – et nous le verrons aussi avec Lénine – dans la nationalisation de la terre ou des rentes.

Le propriétaire, à la mode bourgeoise, de toute l'immense terre de Russie, des steppes où il pleut du capital, le maître de la rente différentielle globale avec deux cent millions de producteurs-consommateurs, existe : c'est l'État surarmé et capitaliste du Kremlin. Encore dix ans de progrès technique, et il cherchera où acheter son blé.

L'issue de tout cela ne peut être que la révolution internationale, la destruction de tout mécanisme d'achat-vente individuel, d'entreprise ou d'État.

Mais le coup de bélier sera inutile si sa tête ne frappe pas Washington.

Il Programma Comunista, n°7, 02 - 16 avril 1954.

Textes sur la question agraire

11.

JAMAIS LA MARCHANDISE NE RASSASIERA L'HOMME

Il Programma Comunista, n°8, 16 - 30 avril 1954.

POUSSÉES DE MERCANTILISME ¹

[Retour à la table des matières](#)

Tout notre effort, quel que soit sa valeur, tend à faire ressortir que la présente "série" sur la question agraire vise à mettre en lumière les questions fondamentales, centrales, essentielles de la théorie communiste qui ne fait qu'un avec le programme social du communisme. Qu'il ne s'agit pas non plus d'un exposé complet, d'une description détaillée, d'une *analyse* approfondie de tous les aspects d'un *secteur* pris isolément et sur lequel on voudrait particulièrement s'instruire. Nous n'avons pas choisi une discipline, une *matière*, comme on dit à l'école, sur laquelle, une fois digéré tout le fatras, vous seriez appelés à passer un examen ; ce qui signifie : acquérir le droit légal de ne plus en extraire, votre vie durant, le suc vital.

¹ Cf. note 264.

Nous vous contestons un tel droit, en vous déclarant avec regret que, pour parvenir à un résultat tout à fait vivant, et, dans le sens qui n'est pas celui des bouffons, *politique* et *actuel* (le résultat est actuel, à notre sens, dans la mesure où, fondé puissamment sur les faits passés, il prétend avec audace contenir les faits à venir), il est nécessaire d'avoir digéré les masses de données, de chiffres, de relations, de formules et de considérations qui s'y rapportent.

Sans la théorie de la question agraire et de la rente foncière, il n'est pas possible de saisir ce point auquel se réduit toute la résistance contre les dégénérescences du marxisme, dont l'énorme pression nous étouffe de tous côtés.

La théorie de la rente mène directement à la condamnation du *mercantilisme*, de la distribution suivant les *échanges d'équivalents*, condamnation qui seule permet de saisir l'unique et véritable exigence, la revendication indivisible et unitaire de la révolution communiste et de son parti de classe.

La théorie de la rente est indispensable pour parvenir à la condamnation sans réserves des postulats, faussement socialistes de l'utopie selon laquelle la misère sociale devrait être éliminée grâce à une *purification* de l'équation d'échange, d'où devrait être expulsée la fameuse "exploitation" ¹, en réduisant à zéro le terme de survaleur ; en supprimant la fraude dans le rapport travail – marchandise – travail – monnaie ; en laissant subsister les formes sur lesquelles repose la condamnation du travail, c'est-à-dire la forme-marchandise et la forme-monnaie, et par conséquent, la forme-salaire.

Il n'y a pas d'autre voie, et surtout, il n'y en a pas de plus rapide, pour résoudre le problème historique de notre époque : la Russie est capitaliste, et non socialiste.

L'assimilation de la géniale recherche marxiste sur la rente agricole rend non seulement claires les incessantes attaques portées dans les oeuvres de Marx contre le fantasme de l'équilibre, de la proportionnalité mercantile, mais rend aussi indiscutable l'autre fondement au nom

¹ En français dans le texte .

duquel nous luttons depuis toujours : la structure essentielle et non sujette à révision du marxisme existe, complète et exacte, depuis les premiers textes comme *Misère de la Philosophie* de 1847, jusqu'aux derniers et aux textes posthumes.

Nous sommes revenus sans cesse aux citations qui, sous des formes différentes mais toujours rigoureuses et impeccables, expriment cette vérité : abattre le capitalisme signifie abattre le mercantilisme. C'est à dessein que nous les répétons de temps en temps, car notre seule fonction consiste à répéter continuellement : que ceux qui désirent des exercices plus brillants aillent voir ailleurs et que Dieu les assiste.

OSSATURE MAÎTRESSE

[Retour à la table des matières](#)

Dans la classique septième section du Livre I du Capital est abordé le thème de l'accumulation du capital dans un paragraphe au titre lapidaire : "*Renversement des lois de la propriété dans la production marchande en lois de l'appropriation capitaliste*" ¹.

Dans ce développement est mis en relief le fait qu'on ne frappe en rien le système de la propriété sur le capital (et de la propriété sur la terre) si l'on ne frappe pas le principe de la ***propriété sur le produit***, et cela (écoutez bien) même si ce principe était revendiqué par celui qui a donné en contrepartie un autre produit "équivalent".

C'est précisément ***l'équivalence***, principe et norme bourgeois par essence, qui dupe la classe qui travaille.

Si vous me démontrez que, dans une société, la terre est "res nullius" (chose de personne) et le capital industriel "res nullius" lui aussi, vous ne m'aurez nullement démontré qu'il s'agit d'une société socialiste. Vous devez d'abord expliquer comment le "produit du travail"

¹ Ed. sociales, t. 3, p. 21. MEW, t. 23, p. 605. Traduction corrigée par nos soins (NdT).

est attribué, approprié, distribué et mis en circulation, et surtout contre quoi s'échange la "force de travail".

Quiconque affirme, comme le fit involontairement Staline à l'approche de la fin : il faut faire avec la loi des valeurs équivalentes, affirme que la forme économique en question est le capitalisme. Authentique confession à l'article de la mort.

Répétons encore une fois que tout cela "est écrit", et donnons congé à la petite bande de crétiens qui, serait-ce par haine de Staline et des staliniens, voudraient le prouver par des apports inédits, en brouillant les formules cristallines avec de faux ingrédients et des contributions "originales".

Dans le paragraphe mentionné ci-dessus, il est dit :

« Mais ce n'est aussi qu'à partir de ce moment que la production marchande [historiquement bien antérieure au capitalisme] se généralise et devient la forme typique de la production ; ce n'est qu'à partir de ce moment que tout produit est d'emblée produit pour la vente et que toute la richesse produite passe par la circulation. C'est seulement là où le travail salarié constitue son fondement que la production marchande s'impose de force à la société dans son ensemble ; et ce n'est qu'à ce moment qu'elle déploie tous ses pouvoirs mystérieux. (...) C'est dans la mesure même où la production marchande se développe, suivant ses propres lois immanentes, en production capitaliste, que ses lois de propriété se renversent en lois de l'appropriation capitaliste. (...) Qu'on admire donc la fourberie de Proudhon [voici le fameux passage que nous avons opposé à Staline] qui veut abolir la production capitaliste en faisant valoir contre elle les lois de propriété éternelles [selon lui, Proudhon !] de la production marchande » ¹.

Nous avons indiqué par des points de suspension une phrase que nous allons expliquer. Nous voulons bien venir en aide à certains lecteurs paresseux, mais pas *truquer* les citations.

¹ Ed. sociales, id., p. 27. MEW, id., p. 613. Traduction corrigée par nos soins (NdT). La dernière phrase du passage cité est une note de Marx.

L'économie classique bourgeoise était arrivée depuis longtemps au point où s'engluent encore les "modernisateurs" et les maniaques du "dernier cri" (lisez, si vous voulez, les ordinovistes, les "social-barbaristes" et leurs *flirts*). La valeur d'échange d'une marchandise ne provient pas des séismes (tremblements de terre ou frémissements) du marché, mais de la quantité de temps de travail moyen nécessaire pour la produire. Très bien. L'échange sur le marché a lieu entre des marchandises achetées et vendues selon la loi archi-connue : elles contiennent le même temps-travail ¹. Bon. Mais la marchandise-force de travail fait exception : on la paie avec une valeur-temps (salaire) *inférieure* à celle qu'elle procure à l'acheteur.

Par conséquent, en payant l'ouvrier, on "viole" la loi de l'échange équivalent.

D'où la méprise habituelle de nombreux auteurs socialisants *antérieurs* à Proudhon : la loi des équivalents est *naturelle, éternelle, juste* ; il faut seulement faire en sorte de l'étendre également à la rémunération monétaire du travail.

Et Marx de donner de terribles coups de marteau (tout à fait d'actualité !) sur ce rude clou : c'est justement tant que règnera la *loi de la valeur* que règnera l'oppression de classe, l'exploitation du prolétariat. C'est *justement* la loi de l'équivalence dans les échanges que nous devons démolir. Le socialisme n'est pas l'équité dans l'échange, mais la distribution sans échange. Éclaircissons un autre point : quand vous lisez *échange individuel*, ne pensez pas aussitôt et seulement à *l'individu* humain qui cancanne sur le marché, mais plutôt au stock de marchandises en cours d'échange entre les individus : vous y arriverez mieux.

Et voici le passage différé : il nous va comme un gant.

¹ It. : *tempo-lavoro*.

« Dire que l'intervention du travail salarié fausse la production marchande revient à dire que la production marchande ne doit pas se développer si elle veut rester *authentique* » ¹.

En conséquence, bien plus que la propriété privée des moyens de production et d'échange dont on nous rebat les oreilles, l'échange entre équivalents, la production marchande et le système du salariat qui en découle sont les critères infallibles du capitalisme.

CERTITUDES JUVÉNILES

[Retour à la table des matières](#)

Cette critique de Marx se trouve tout entière, et avec les mêmes formules, dans son ouvrage de 1847 contre Proudhon. En 1865, interrogé sur ce qu'il pensait de cet auteur, Marx, dans un texte bref mais d'une importance exceptionnelle, résume les termes de sa critique sur le terrain philosophique, économique et historique ; il cite des passages décisifs écrits 18 ans auparavant et ajoute : « Si sévère que paraisse ce jugement, je suis obligé de le maintenir *encore aujourd'hui, mot pour mot* » ². Et certains s'intitulent disciples de Marx alors qu'ils éructent à tout instant : nous ne voulons tout de même pas répéter les phrases d'il y a trente ans...!

Il est à remarquer que, tout en condamnant de manière aussi tranchante les écrits ultérieurs de Proudhon, Marx lui donne acte de son attitude courageuse face à Thiers après la contre-révolution de juin 1848. Mais le portrait que fait Marx de la nature du petit-bourgeois, même quand il a du courage et du talent, est remarquable :

Deux courants opposés, contradictoires, dominant « ses intérêts matériels, et, par conséquent, ses vues religieuses, scientifiques et ar-

¹ Ed. sociales, id., p. 27. MEW, id., p. 613. Soulignement de Bordiga. Traduction corrigée par nos soins (NdT).

² Lettre à J.-B. Schweitzer du 24/01/1865. Correspondance Marx-Engels, éd. sociales, 1981, t.8, p.14. MEW, t.16, p.29. Soulignement de Bordiga.

tistiques ; il en est ainsi dans sa morale, il en est ainsi *in everything*. Il est la contradiction faite homme. S'il est de plus, comme Proudhon, un homme d'esprit, il saura bientôt jongler avec ses propres contradictions et les transformer au gré des circonstances en paradoxes frappants, tapageurs, parfois scandaleux, parfois brillants. *Charlatanisme scientifique* et *accommodements politiques* sont inséparables d'un pareil point de vue. Il ne reste plus qu'un seul mobile, la *vanité* de l'individu, et alors, comme pour tous les vaniteux, il ne s'agit plus que de l'effet du moment, du succès du jour. De la sorte s'éteint nécessairement le simple tact moral qui préserva un Rousseau, par exemple, de toute compromission, même apparente, avec les pouvoirs existants. » ¹

Eh bien, vous les pisse-copie de service, pouvez-vous mieux décrire ce qui se passe en cette année 1954 ? Alors, vous vous taisez ?

« Peut-être la postérité dira, pour caractériser la toute récente phase de l'histoire française, que Louis Bonaparte en fut le Napoléon, et Proudhon le Rousseau-Voltaire » ².

Peut-être dirons-nous, pour caractériser la phase actuelle de l'histoire italienne, que nous sommes tombés, par la suite, de "Boustrapa" ³ à Ugo Montagna et de Proudhon à Gianchetti Paiarli ⁴.

Nous allons terminer notre *excursus* sur l'excommunication du mercantilisme avec quelques extraits de l'ouvrage sur Proudhon (antérieur au Manifeste).

Nous avons dit plus haut que Marx cite des auteurs antérieurs à Proudhon à propos de l'égalitarisme simplet. Déjà Bray, qui écrivait en 1839, concluait qu'il existait une opposition entre les justes *transac-*

1 Id., p.18. MEW, id., p.32. Soulignements de Bordiga.

2 Id., éd. sociales, p.18. MEW, p.32.

3 Surnom donné à Louis-Napoléon Bonaparte et repris par Marx (formé à partir de trois noms de ville : Boulogne, Strasbourg, Paris, qui ont marqué sa carrière).

4 Gianchetti Paiarli représente ici "Monsieur tout le monde".

tions sur le marché et celle qu'on fait en payant le salaire de l'ouvrier. Celle-ci était définie non seulement comme *mere farce*, une pure farce, mais comme *legal robbery*, un vol légal : avant donc que Proudhon ait défini la propriété comme un vol.

Il est inutile de répéter que la critique faite à la théorie proudhonnienne de la rente foncière anticipe à l'identique les constructions postérieures que nous avons amplement développées : nous l'avons fait dans l'article Métaphysique de la terre-capital, dans le n°3 de 1954.

Après avoir longuement cité Bray, Marx réfute comme suit son illusion selon laquelle *le principe de l'égalité dans les échanges doit amener le travail universel* :

« Donc si l'on suppose tous les membres de la société travailleurs immédiats, l'échange des quantités égales d'heures de travail n'est possible qu'à la condition qu'on soit convenu d'avance du nombre d'heures qu'il faudra employer à la production matérielle. Mais une telle convention nie l'échange individuel. »

Mais aujourd'hui, dit Marx, la réalité historique n'est pas le producteur immédiat, mais bien l'entreprise capitaliste.

« Ce qui est aujourd'hui le résultat du capital et de la concurrence des ouvriers entre eux, sera demain, si vous retranchez le rapport du travail au capital, le fait d'*une convention basée sur le rapport de la somme des forces productives à la somme des besoins existants* ». ¹

Et vous avez là, comme d'habitude sans préavis, une autre définition de la société socialiste.

Ou encore : cette convention est la condamnation de l'échange individuel. Lire (l'ombre de Staline passe) : le socialisme est la condamnation de la loi de la valeur.

Ce qui suit coupera la tête du taureau :

¹ Ed. sociales, id., pp. 87 et 88.

« Dans le principe, il n'y a pas échange des produits, mais échange des travaux qui concourent à la production » (c'est ce communisme primitif dont, par négation de la négation, nous attendons le retour). Ensuite : « C'est du mode d'échange des forces productives que dépend le mode d'échange des produits. En général, la forme de l'échange des produits correspond à la forme de la production. Changez la dernière, et la première se trouvera changée en conséquence. Aussi voyons-nous dans l'histoire de la société le mode d'échanger les produits se régler sur le mode de les produire. *L'échange individuel* correspond aussi à un mode de production déterminé, qui, lui-même, répond à *l'antagonisme des classes*. Ainsi pas *d'échange individuel* sans *l'antagonisme des classes*. » ¹

Paraphrase : là où je trouverai l'échange individuel, c'est-à-dire la loi de la valeur, je dirai : voilà le mode capitaliste de production. *Hoc feci*. C'est ce que nous avons fait.

La théorie de la rente, qui permet d'établir comment se forme le prix de marché du blé (et des moyens de subsistance), permet de démontrer qu'avec l'extension de la production capitaliste, on ne parvient pas à nourrir l'espèce humaine, si haut que soit le niveau des forces productives. Il en découle la prévision de l'écroulement du capitalisme. Mais la chose importante, c'est la démonstration que, pour parvenir à cet effondrement, c'est l'échange marchand, avec sa loi des équivalents, qui doit s'écrouler.

LA MEILLEURE USINE, C'EST LE PLUS MAUVAIS TERRAIN

[Retour à la table des matières](#)

Il existe une nette opposition dans le mécanisme de formation du prix des marchandises entre les articles manufacturés industriels et les denrées agricoles : c'est là le noeud de la question. Le marxisme sait que le mode capitaliste de fabrication des produits manufacturés en a réduit et continue à en réduire le coût, le prix, la valeur, le temps de

¹ Ed. sociales, id., p. 88.

production, en utilisant les nouvelles caractéristiques : la coopération de grandes masses de travailleurs dans la fabrique ; la division technique du travail à l'intérieur de l'entreprise et la division professionnelle du travail à l'intérieur de la société. A ce grandiose pas en avant de la productivité du travail ont correspondu la séparation du travailleur libre (artisan) d'avec ses conditions de travail (son atelier, ses outils et matériaux) et sa transformation en prolétaire. Mais il est indubitable que la conséquence sociale générale a été positive : les produits manufacturés représentent aujourd'hui un temps de travail très inférieur à celui qu'ils exigeaient dans le cadre du travail parcellaire : par exemple, le menuisier devait peut-être sacrifier quelques journées de labeur pour doter sa boutique d'une nouvelle chaise, mais s'il travaille dans une fabrique de chaises, il arrive à acheter une chaise au capitaliste moyennant quelques heures de salaire.

D'où la loi incontestable, incomprise de Lassalle, notre autre tête de Turc, selon laquelle le niveau de vie de l'ouvrier s'améliore historiquement, s'agissant de la satisfaction des besoins que l'on peut satisfaire avec des articles manufacturés ; et aussi, dans une certaine mesure, après une dure période initiale, grâce à une certaine réduction de la durée moyenne du travail.

En effet, à partir du moment où il y a sur le marché des chaises faites par l'artisan, à 3 000 liras, et des chaises fabriquées en usine, à 500 liras, *toutes les chaises* ont le prix de marché de 500 : même celles de l'artisan. Conséquence pratique : ce dernier ferme sa boutique indépendante et va se vendre à la grille de l'usine.

Ainsi a triomphé la loi des équivalents, puisque deux chaises de la même forme, taille et matière, se paient le même prix, et que dix chaises se paieraient dix fois plus (la fameuse *proportionnalité* de Proudhon) ; mais précisément, en vertu de cette loi, il a fallu qu'un producteur libre tombe dans l'esclavage du salariat. Les égalitaristes naïfs n'ont pas pensé que, sur le terrain de la *justice éternelle*, à laquelle ils ont la faiblesse de croire, s'il faut donner 500 liras au capitaliste (qui, lui, n'a fait aucune chaise), il faudrait en donner 3 000 à l'artisan qui a trimé bien plus longtemps.

Quoi qu'il en soit, le progrès de la civilisation sédentaire paraît assuré grâce aux nouvelles ressources techniques dans la fabrication des chaises, qu'on trouve partout : autrefois, dans les campagnes, elles étaient un luxe, et peut-être vous rappelez-vous un *sketch* radiophonique dans lequel une petite vieille récupère à grand peine une chaise qui lui a été prise par l'armée d'occupation afin d'y attacher un rebelle à fusiller.

Le prix d'une chaise est donc celui fixé par *la meilleure* usine, celle où, à égalité de travail et de capital, on obtient davantage de chaises ; et surtout, à égalité de capital *variable*, investi en salaires des ouvriers (productivité et composition organique du capital élevées).

Le capitalisme gagnerait le concours de porte-drapeau d'un bien-être sans cesse croissant s'il démontrait que cela se passe aussi, et à un rythme théoriquement illimité (crises, guerres et autres histoires mises à part), dans la production de l'aliment de base.

Voilà le tournant où on l'attend : et Ricardo lui-même, qui n'était pas un sot, dut reconnaître que, dans l'agriculture, le prix de marché ne se règle pas sur celui de l'usine la plus efficace, mais au contraire sur celui de la pire de toutes. La théorie de la rente différentielle, qu'il fonda, repose sur ce pilier : le prix de vente du blé, même récolté sur les meilleurs terrains, s'aligne sur celui que fixe le cas de la moins fertile d'entre les terres mises en culture.

Cela gêne beaucoup le capitaliste Ricardo. Il a besoin en effet d'un bas prix des denrées agricoles, parce que cela signifie bas salaire, dans la mesure où diminue pour l'industriel le niveau des frais de subsistance suffisant à reproduire la force de travail humaine consommée dans l'usine. Cependant, Ricardo ne trouve pas d'échappatoire pour nier que le prix du blé est celui, très élevé, qui correspond à la production dans les conditions les plus défavorables, et cela, aussi bien lorsqu'il est possible d'étendre la culture à d'autres terres, que lorsqu'on apporte du capital sur les mêmes terres.

C'EST LA FAUTE AU FONCIER ¹

[Retour à la table des matières](#)

L'issue trouvée par Ricardo, et les siens, est ailleurs. Il attribue la loi du plus mauvais terrain à l'existence de la rente foncière, du monopole de la terre par le propriétaire juridique, et constatant, dès son époque, le tarissement évident des terres libres, y compris outre-mer, il soutient qu'il sera possible, en sauvegardant les revenus normaux du capitaliste agricole, de réduire le prix du blé et de toute denrée si l'on supprime le droit du propriétaire foncier. Il est partisan de la nationalisation de la terre : l'État se substituera aux propriétaires en encaissant la rente sous forme d'impôt. Ricardo, qui ne peut pas dire : *C'est la faute à Voltaire*², ou c'est la faute au capitalisme, dit que c'est la faute du propriétaire foncier.

L'analyse de Marx, que nous avons suivie, démontre qu'il n'en est pas du tout ainsi. Si l'État applique un impôt proportionnel à la productivité du terrain, c'est-à-dire s'il ne fait que confisquer la redevance que le propriétaire percevait auparavant, alors tous les comptes qui ont été faits restent inchangés, et le prix du blé continue à être régulé comme avant.

Mais Ricardo proposait indubitablement que l'État établisse une quote-part fixe par unité de superficie. Dans ce cas, le surprofit qui se convertissait en rente foncière resterait identique pour les meilleurs terrains, comparativement au plus mauvais qu'il est utile de cultiver (celui qui ne donne que le profit moyen après paiement de tous les frais de culture) : il irait maintenant dans la poche du fermier capitaliste, et le prix du blé ne diminuerait pas.

La démonstration de Marx établit que la rente foncière est la manifestation de classe du phénomène mais n'en est pas la cause. S'il existe

¹ En français dans le texte.

² En français dans le texte .

une différence aussi radicale, après les habituelles oscillations magiques de l'offre et de la demande, entre la détermination, sur le marché, du prix des chaises et celui du blé, c'est que la cause est ailleurs. Lorsque, dans la bicoque de la petite vieille, d'autres petits-enfants naïtront, avec toujours l'unique chaise, eh bien, ils s'assièrent le cul par terre. Mais, dans la huche, il en ira tout autrement : il faudra bien que, chaque jour, elle contienne une plus grande quantité de farine.

Quand toute la terre cultivable est occupée et que celle qui est utilisée depuis longtemps a été améliorée par des apports de capital, il n'y a plus d'endroits d'où tirer de la farine en supplément pour la population. Tandis que, dans le cas des chaises, la demande dépend du prix, ce sur quoi l'économie bourgeoise tient des discours si creux (le même marché qui absorbe 1 000 chaises à 3 000, en absorbera 10 000 à 500), dans le cas de la farine, la demande NE DEPEND PAS DU PRIX, mais du nombre de bouches à nourrir. Voilà pourquoi, comme Marx le dit à chaque instant dans ces pages, toute la farine se paie au prix du dernier quintal indispensable produit sur le plus mauvais terrain.

Supposons que la chaise soit indispensable à tout humain, de telle sorte qu'il doive l'acquérir sans discuter : croyez-vous que l'industriel chaisier aurait des scrupules à les vendre 3 000, bien que le prix de production soit de 500 ? Selon la sainte loi de l'équivalence, il pourrait le faire : tant que je trouve quelqu'un qui paie 3 000 la dernière chaise, je n'en vendrai aucune pour 2 999, et j'encaisserai sur chacune un surprofit de 2 500.

Il suffirait pour cela que la grandeur du nombre de bouches à nourrir soit la même que celle du nombre des !

Alors la clé du problème n'est pas dans l'existence du foncier, mais dans la nature du besoin humain, dans le caractère des "valeurs d'usage" qui sont de deux types : naturelles et artificielles. Le capitalisme est l'époque de la satisfaction des besoins artificiels et de la non-satisfaction des besoins naturels. Pour les premiers, il n'y a pas de limite aux quantités offertes : il suffit d'ouvrir de nouvelles usines (en général), et il existe aujourd'hui, pour "forcer la demande", selon la formule de Marx, une science complète, avec ses professeurs, ses cours et ses congrès. Il s'agit du *marketing*, de l'art de lancer sur le

marché de nouveaux produits et de trouver un nombre toujours plus grand de consommateurs pour un volume toujours plus grand de marchandises à placer. Publicité et artifices en tout genre concourent à faire naître de rien la nouvelle "demande". Désormais, dans le jargon capitaliste, est *producteur*, non pas celui qui se casse les bras et le reste pour assembler des objets manufacturés indispensables, mais celui qui suscite de nouvelles demandes d'achat : cette sorte de maquereau ambulant qui convainc d'acheter celui qui n'en avait pas le moindre désir avant qu'on lui applique les ressources magiques du *marketing*.

Pour les denrées alimentaires de première nécessité, il n'est pas besoin de faire quoi que ce soit pour persuader les gens de les désirer : la nature y a pourvu. La loi de la valeur ferait considérer comme insensée l'idée de faire manger à moitié prix, ou au quart, les consommateurs qui peuvent s'approvisionner aux terrains *B*, *C* et *D*, et au prix fort, tant pis pour eux, les quelques-uns qui absorbent le maigre blé du terrain *A*. Il est trop évident et facile de les prendre tous à la gorge : étant donné le caractère limité de la terre, ils seront tous réduits à payer le même prix, le maximum.

Une tâche ultérieure sera de voir comment le monde capitaliste, cautionné dans son hypertrophie productive toujours croissante et sans mesure par des benêts ¹ qui ne sont pas rares, court dans différents autres secteurs vers la saturation des *champs* de production où il puise, vers les rentes de monopole et la "faim" généralisée.

La production bourgeoise, s'étant rendue capable de prendre démocratiquement le consommateur – pas seulement de pain – à la gorge, s'entraîne dans tous les domaines, avec la publicité tapageuse et le *marketing*, à l'art de le prendre par l'arrière-train ².

¹ It. : *stenterelli*. Cf. note 149.

² It. : *prenderlo per il sottosedia*.

LA LOI DIFFÉRENTIELLE EST TOUJOURS EN VIGUEUR

[Retour à la table des matières](#)

Mais, pourrait-on dire, est-elle vraiment en vigueur cette loi si étrange sur laquelle s'accordent les économistes bourgeois et communistes et qui affirme que le prix du blé est dicté par le plus mauvais terrain ? Et si Ricardo avait été trop pessimiste dans ses prévisions, s'il n'avait pas tenu compte des ressources techniques modernes ? Les statistiques ne seraient-elles pas là pour démontrer que, désormais, nous avons aussi le pain à *bon marché*, et pas seulement les plumes en acier et les aiguilles à repriser ?

Marx et Ricardo étudiaient la question à une époque où l'économie moderne venait de sortir du monde féodal, dans lequel était réalisé un certain équilibre entre la production rurale d'aliments et, urbaine, de marchandises variées. La population urbaine, réduite, constituait une demande quantitativement limitée de denrées, bien qu'inéluctable dans les limites données (ce dont se souciaient beaucoup les États de l'époque en prévision de périodes d'urgence). La population rurale se nourrissait localement, en règle générale, de ses propres produits, et, malgré son nombre supérieur, elle faisait un usage qualitativement réduit des marchandises manufacturées, l'industrie domestique, très répandue, produisant les plus indispensables.

L'avènement des formes productives nouvelles, qui, en Europe continentale, coïncidait à peu près avec celui des unités nationales et des formes constitutionnelles, élargit les besoins et accéléra le rythme de la vie, mais rendit très sensible l'expérience du renchérissement relatif des biens de consommation populaires : relatif mais bien réel, si l'on se réfère non seulement à l'inflation quasi générale des monnaies, mais aussi à la disposition de moyens d'acquisition réels, en particulier parmi les masses urbaines.

Ceux-là mêmes qui appartiennent à la génération des dernières années du siècle passé se rappellent que les vieux de leur enfance, sur-

tout parmi les pauvres gens, regrettaient encore, comme une espèce d'âge d'or perdu, l'époque qui avait précédé l'unité nationale, à cause surtout du bon marché des denrées alimentaires sous le règne des Bourbons ou des Autrichiens. Toute l'histoire économique des premières décennies de l'Italie unifiée est une histoire de luttes des classes miséreuses contre l'augmentation du coût de la vie, les taxes sur le blé, les impôts sur la mouture et autres charges modernes qui avaient substitué à une abondance alimentaire perdue, fût-elle embellie par le souvenir, la faim généralisée.

Aujourd'hui, l'opinion courante considère que depuis cette époque, tous les indices de consommation, même dans les régions arriérées, auraient généralement augmenté, malgré les périodes de graves crises qui accompagnèrent les premières campagnes africaines et les deux guerres mondiales.

Il n'est donc pas inutile d'avoir l'air de prendre au sérieux les doutes concernant la vérification contemporaine de la loi du "plus mauvais terrain" qui détermine le prix régulateur des denrées agricoles.

Rappelons le raisonnement suivi jusqu'ici. Nous avons accepté l'explication ricardienne selon laquelle la rente naît d'un surprofit sur les terrains gérés par une entreprise de type capitaliste employant des travailleurs salariés. Pour deux terrains sur lesquels le même capital et la même quantité de journées de travail donnent des quantités différentes de produit, on a des gains différents : si, dans les deux cas, le fermier obtient le même profit (du même capital), le surplus qui apparaît dans le cas du terrain le plus fertile est une différence, un surprofit, qui se convertit en une redevance de fermage plus élevée, en rente versée au propriétaire foncier.

Marx explique que cela est dû au fait que, dans les deux cas, le blé est absorbé par le marché au même prix, c'est-à-dire au *prix de production* qui revient au plus faible produit en compensation des salaires, du capital constant et du profit normal. Mais, à peine est-on sur un meilleur terrain que ce même prix de production, qui a déjà rémunéré le travailleur et le capitaliste, peut s'appliquer à un produit en quantité accrue, à davantage de mesures de blé : voilà ce qu'est la rente différentielle.

Si l'on passe aux chiffres, chaque fois que la quantité de blé augmente d'une mesure, la rente s'accroît de 60 shillings ; soit de 8 000 livres à chaque quintal supplémentaire ; soit de 12 shillings tous les 2 boisseaux en plus.

Dans tous les tableaux, on a appliqué des prix *de vente* calculés d'après le prix *de production* du cas le plus défavorable, celui du premier terrain, sur lequel on obtient strictement le profit du capital, mais, comme on sait, une rente nulle.

ENCORE LA PETITE ÉCHELLE

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons donc validé l'"hypothèse" selon laquelle c'est le prix fixé par le plus mauvais terrain qui s'impose à tous les autres, à la grande joie du propriétaire foncier et au grand dam du consommateur. Il s'en est suivi que la rente obéit à la loi *différentielle* lorsqu'on "saute" d'un terrain à l'autre : autrement dit, nous l'avons vu, la rente n'est pas proportionnelle au produit obtenu, ce sont les "sauts" de la rente qui sont proportionnels aux "sauts" de la quantité de produit.

Avec la première forme, nous avons montré que cette loi est vérifiée quand on passe d'un type de terrain à l'autre. Avec la seconde forme, nous avons constaté qu'il en est de même si on investit plus de travail et de capital sur un même terrain, afin d'en augmenter le rendement. Dans ce dernier cas également, nous avons toujours appliqué le prix de vente du plus mauvais terrain, et nous avons vu que, quel que soit l'effet de l'apport de capitaux sur la productivité et sur le prix social général de la denrée, non seulement la rente survit, mais que la loi qui lui fait effectuer des "sauts" différentiels, proportionnels à ceux du poids de la récolte obtenue, reste valide.

Alors, comme dans toute question scientifique, si nous constatons que cela se passe de cette façon dans l'économie agricole réelle, c'est-à-dire si la rente procède par sauts en fonction des sauts de fertilité, nous aurons démontré que notre hypothèse (prix fixé par le plus mau-

vais terrain) était juste. De même, l'hypothèse de Newton sur l'attraction des corps célestes se trouve vérifiée par les lois de Kepler tirées de l'observation, puisque ces lois, que suivent réellement les planètes en mouvement dans le ciel, *se déduisent* précisément de cette "supposition".

Pour effectuer cette vérification, en faisant les réserves nécessaires sur la validité des données, nous allons encore une fois recourir au barème du cadastre agricole italien, établi sur la base des prix de 1939, étant donné que ce barème nous fournit deux renseignements pour toute une série de cultures et de types de terrain : la rente foncière et le profit de l'entreprise agricole, nommés revenu *foncier* imposable et revenu *agricole* imposable. Nous avons dit que nous devons faire des réserves puisqu'il s'agit d'évaluations bureaucratiques, liées à toute une série de formalismes, bien que la bureaucratie technique de 1939 ne fût pas aussi laxiste et corrompue que celle d'aujourd'hui. Et, par conséquent, nous ne prétendons pas en tirer des confirmations sans appel, comme dans le cas des tableaux, faits à l'aide de formules théoriques ; nous nous contenterons d'une certaine concordance entre la théorie et la pratique.

Nous disposons donc de quelques séries de terrains, pour lesquels nous sont fournis les chiffres, en gros dignes de foi, de la rente d'une part et du profit d'autre part. Mais le montant de valeur du produit nous est nécessaire (pas la quantité, puisque, pour une denrée agricole donnée, celle-ci fait un saut en même temps que la valeur retirée du marché : disons d'un quintal de blé à 10, et de 8 000 à 80 000 liras). Comment connaître la valeur du produit ? C'est simple.

Toute la somme perçue sur le marché se décompose de la façon suivante. Le fermier l'encaisse, et il paie la rente au propriétaire. Puis il vérifie s'il a couvert tous ses frais de l'année : ouvriers, semences, engrais, intérêts, etc. Le surplus qui lui reste est son profit d'entreprise : nous le connaissons puisque le fisc en fait une estimation dans son *revenu agricole*. Mais nous savons aussi qu'en moyenne, ce profit est une certaine partie de la dépense, ou capital investi. Nous supposons, dans tous les cas, un taux de 20%, afin de tenir compte du fait que les revenus des tableaux sont un peu plus comprimés que les rentes foncières, étant donné la tendresse dont on fait preuve envers les colons,

métayers et autres. Si, donc, le tableau me dit que le revenu est de 1 000, je sais que le capital avancé était de 5 000, afin qu'il puisse rapporter 1 000 au taux de 20%, et, par conséquent, que le gain du fermier (une fois la rente payée) est de 6 000 : six fois le revenu. La vente sur le marché a dû couvrir ces 6 000 liras plus la dite rente : si celle-ci s'est élevée à 4 000, j'ai prouvé que le produit total a été vendu pour 10 000. Pour plus de clarté, je répète : gain sur le marché, 10 000 ; rente du propriétaire, 4 000 ; dépenses du fermier capitaliste, 5 000 ; profit de ce dernier, 1 000.

Alors, si nous dressons une petite échelle des *rentes* et, en regard, une des *produits*, nous pourrions voir qu'en montant ou descendant les degrés de la première, on fait de même pour la seconde, et qu'à un fort intervalle de la première correspond un fort intervalle de la seconde, et ainsi de suite.

LES CHIFFRES, CES GROS MALINS

[Retour à la table des matières](#)

Commune italienne de Vattelapesca¹. Cinq classes de plantations d'agrumes. Rentes foncières, dans l'ordre croissant : 1 950, 2 400, 3 300, 4 600 et 5 800 liras. Revenus, dans l'ordre croissant : 240, 250, 300, 320 et 350.

Il apparaîtrait, avons-nous dit, que la valeur tirée du produit est dans le premier cas (classe V), de 6 fois le revenu de 240, soit 1 440, plus la rente de 1 950, ce qui fait 3 390. Si nous faisons ce petit calcul dans les quatre autres cas, nous obtenons la série suivante de produits bruts : 3 390, 3 900, 5 100, 6 580 et 7 900.

Il s'agit maintenant de trouver les "différences", que nous avons baptisées *sauts*, pour la série des rentes, et ensuite pour la série des produits, et de comparer leur progression. Nous allons écrire le résultat des quatre sauts en deux lignes superposées :

¹ Expression familière d'un nom de ville imaginaire symbolisant une ville quelconque : "Trifouillis-les-Oies" en français .

Sauts du produit	510	1 200	1 480	1 320
Sauts de la rente	450	900	1 300	1 200

La concordance des progressions entre les *sauts* considérés s'avère évidente. On vérifie ainsi que la loi de la rente différentielle est bien en vigueur. Si nous voulions nous rendre compte de ce qui a été dit dans le numéro précédent, à savoir que la rente n'est pas proportionnelle à la fertilité (produit total par hectare d'un terrain donné), le résultat est immédiat. Le plus mauvais terrain, avec un produit de 3 390, donne une rente de 1 950. Sur le meilleur, le produit s'élève à 7 900. Si la rente augmentait dans le même rapport, elle serait (petite règle de trois) de 1 950 multiplié par 7 900 et divisé par 3 390, soit 4 500. Au lieu de cela, la rente effective est beaucoup plus élevée : 5 800. Pour ne pas trop allonger l'exposé, nous ne choisirons qu'un seul autre exemple.

Culture irriguée de la commune de Scaricalasino ¹. Rentes : 240, 400, 675 et 925. Revenus agricoles : 160, 180, 220 et 240. Produits calculés comme ci-dessus, cas par cas : 1 200, 1 480, 1 995 et 2 365. L'échelle n'ayant que quatre barreaux, les sauts sont au nombre de trois :

Sauts du produit	280	515	370
Sauts de la rente	160	275	250

Ici aussi, on constate qu'il y a proportion entre les sauts en question.

Nous avons développé ces exemples à partir de données économiques actuelles afin de démontrer que la persistance du rendement des rentes agricoles dans des conditions très différentes les unes des autres et la croissance de ce rendement, même quand l'entreprise du fermier est plus productive – confirmant ainsi la loi différentielle de l'augmentation des deux rendements, celui du propriétaire et celui de l'indus-

¹ Ici encore, un nom de commune imaginaire : "Décharge l'Âne" .

triel agricole – confirment en même temps la cause dont l'absence rendrait cette augmentation impossible : le prix élevé des denrées agricoles que la masse des consommateurs paie en fonction du travail qu'exige leur production *dans les conditions les plus défavorables*.

Il n'est pas besoin d'insister sur l'importance de cette charge que fait peser la consommation alimentaire par rapport à celle des articles manufacturés, tout particulièrement sur le budget des plus pauvres, dans la mesure où, chez ces derniers, l'alimentation constitue une plus grande part que dans les budgets plus larges, comprenant la consommation et l'usage de marchandises variées et de produits qui ne proviennent pas de la terre.

REVENONS AU PROGRAMME

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir mis en avant, dans ce qui précède, la portée des conclusions auxquelles parvient la théorie marxiste de la rente, et après avoir montré qu'elle est pleinement applicable à la production agricole moderne, en déduction tant de la première que de la seconde forme de la rente différentielle, et puisqu'il reste encore beaucoup de choses remarquables à tirer de l'exposé de Marx sur cette partie décisive de son oeuvre, il conviendra de revenir au petit programme que l'auteur lui-même a tracé et que nous avons suivi jusqu'ici.

Une fois traitées les deux formes de la rente différentielle, on passe à l'alinéa : "Conversion du surprofit en rente foncière" ¹.

Comme on le sait, le texte original a été recomposé dans un certain ordre qui pourrait ne pas être celui que l'auteur avait à l'esprit quand il préparait les matériaux des différentes rédactions, qui se trouvaient en divers états d'achèvement. De fait, la synthèse à laquelle nous faisons référence n'est pas donnée au début, mais précisément à l'endroit où nous en sommes de notre étude : après les chapitres sur les différents

¹ Titre de la 6^{ième} section du Livre III.

cas et sous-cas de la forme II de la rente différentielle que nous avons étudiée en remettant à leur place les tableaux d'Engels.

Ici, Marx développe d'autres comparaisons sur l'effet des apports successifs de capitaux sur un même terrain B : étant entendu qu'il existe au moins un autre terrain A, moins productif, et qui détermine le prix régulateur de marché. Lorsque est investi en B un premier capital égal à celui dépensé en A, le surplus de produit de B par rapport à A constitue entièrement, comme nous le savons, de la rente.

Il n'est pas inutile d'insister encore une fois sur la notion des prix différents. Celui de A serait de 3 livres sterling (60 shillings) pour l'unique mesure produite. B produirait 3 mesures et demie ; il peut les vendre, étant donné l'abondance de consommateurs, au même prix de 3 livres sterling, et il en retirera 10 livres et demie. Mais une telle augmentation de fertilité en B est supposée obtenue non seulement du fait de l'amélioration de la *qualité* (qui n'aurait conduit qu'à 2 mesures dans le premier tableau de Marx), mais aussi d'un *investissement* plus important de capitaux, porté au double, soit à 6 livres sterling. Il en résulte une marge de 4 livres et demie qui constitue la rente. La rente de B, avant ce doublement de capital agricole, n'aurait été que de 3 livres, provenant de la récolte d'une mesure supplémentaire.

Il n'est pas nécessaire de suivre tout ce développement puisque nous avons déjà donné les conclusions auxquelles Marx parvient en se demandant quels nouveaux apports de capital pourra attirer B, même en admettant qu'à chaque nouvel apport, le *saut* de produit supplémentaire s'amenuise.

Ce qui importe, c'est la définition des prix.

Terrain A. *Prix coûtant* : dépense de 2 livres et demie par are. Prix de *production* (il faut ajouter les 20% de profit du capital) : 3 livres. Prix de *vente* : le même que le précédent, puisqu'il n'y a pas de terrain plus mauvais que A. Le prix de production propre à A, 3 livres la mesure, devient donc aussi le *prix régulateur* de marché, le *prix général*.

Terrain B. Tant qu'avec le même capital de 3 (profit compris) il donne 2 mesures, il les vend au même prix régulateur de 3. Mais nous

pouvons dire aussi que son prix *individuel* de production est de moitié : c'est-à-dire 1 livre et demie pour chaque mesure.

Maintenant, le capital double, soit 6 livres, le produit, sans doubler (ce qui donnerait 4) s'élève à 3 et demie. Il est vendu pour 10 et demie comme on l'a dit : quel est le prix de production *individuel* ? On comprend qu'ici aussi l'individu c'est le champ et non pas une personne humaine ou un habitué du marché ! Ce prix, avec un produit de 3 mesures et demie et une dépense de 6 livres, sera d'environ 1 livre et 14 shillings. Le noeud de la question est là : le prix de production *individuel* est toujours plus faible que le prix *général* de marché, qui est de 3 livres. *Voilà encore de la rente.*

Le propriétaire peut par conséquent consentir à de nombreux apports successifs de capitaux sur son terrain sans craindre que la rente disparaisse, même si la règle de la productivité décroissante des investissements successifs était vraie dans tous les cas. On trouvera toujours des fermiers disposés à investir tant qu'est sauvegardé le taux de profit moyen des capitaux.

La conclusion est donc : tant que l'origine du phénomène est mercantile, et que règne la loi d'airain du prix égal pour une marchandise identique, le prix des aliments, si leur demande augmente, non seulement ne baisse pas comme pour les articles manufacturés produits en grandes quantités, mais tend au contraire à s'élever, s'il est indispensable, pour nourrir les populations, de forcer la production sur des terrains déjà disponibles pour l'exploitation.

Ce n'est pas la "faute" de l'institution-*propriété* – c'est la "faute" de l'institution- *marché*.

Il Programma Comunista, n°8, 16 - 30 avril 1954.

Textes sur la question agraire

12.

QUE LE BATHYSCAPHE HISTORIQUE ACCOSTE !

Il Programma Comunista, n°9, 30 avril - 13 mai 1954

LES PÊCHEURS DE "PERLES"

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons dit à maintes reprises que, pour Ricardo, la rente foncière est toujours et seulement différentielle, tandis que, dans la théorie de Marx, elle est différentielle dans la mesure où l'on compare des terrains de fertilité différente ou des apports différents de capitaux sur la même terre, mais il existe également une rente absolue "de départ" à laquelle viennent se juxtaposer les rentes différentielles.

Dans son raisonnement démonstratif, Marx énonce tout d'abord les lois différentielles de la rente sous sa première et sa seconde formes en trouvant quantitativement la rémunération du travail et celle du capital de l'entreprise agricole restant identiques, qu'à des différences de produit correspondent exactement les mêmes différences de rente.

Dans toute cette démonstration exhaustive, dont nous avons soutenu qu'elle était confirmée par les données de l'économie agricole moderne, Marx pose l'hypothèse qu'il existe un terrain A, le plus mauvais

de tous, où le produit dont la valeur est réalisée sur le marché suffit tout juste à rémunérer le travail et le capital (au profit moyen), mais où, sans autre marge ou surprofit, on n'obtient pas de rente.

Il pourrait sembler qu'en suivant cette voie, Marx ait dû renoncer à soutenir sa thèse de l'existence d'une rente *absolue*, c'est-à-dire présente même sur le terrain le plus stérile.

Passant, dans l'ordre de ses "rubriques", comme nous l'avons rappelé dans le *Fil* précédent, à la rente absolue, Marx explique que cette contradiction ne subsiste même pas un instant.

Avant d'exposer la déduction dans sa pureté cristalline, nous ferons observer que les prétendus disciples de tous bords, qui se soucient comme d'une guigne du corps complexe de la doctrine, mais qui ne veulent pas renoncer à l'utilisation "politique" du puissant courant d'énergie historique auquel l'oeuvre et le nom de Marx se trouvent attachés, font de cette oeuvre un large usage qui présente, depuis bien plus de 50 ans, ce caractère chronique : la chasse à de prétendues contradictions.

Nous ne nous soucions pas du tout de ceux qui veulent jeter au panier les "*opera omnia*" du *magicien de Trèves*, et qui nous déclarent que l'histoire dont Marx a voulu découvrir la trame de lois dans laquelle on parvient à l'enfermer, ne peut au contraire tenir dans des "cases", et que nous, marxistes, nous tournons en rond.

Mais ils nous donnent sacrement du fil à retordre, ceux qui grappillent dans le puissant ensemble des doctrines marxistes, considérant que la doctrine prolétarienne de classe, systématiquement exposée par Marx pour la première fois, comme une loterie de bienfaisance où l'on peut emporter à discrétion telle ou telle pièce grâce à un coup de chance.

De prétendues critiques du marxisme, écrites à distance de plusieurs décennies, se ressemblent de manière lassante : beaucoup croient réellement avoir enfin trouvé le point défectueux et les parties à refaire à neuf et ne savent pas que les mêmes choses sont déjà écrites, dans les mêmes termes, depuis la fin du XIX^e siècle.

Marx, le plus cité, et le plus mal cité des auteurs, aurait été un surpégénie qui plongeait, ici ou là, selon l'urgence du moment, dans la mer sociale de l'histoire et, avec une fantastique force d'intuition, s'emparait formidablement de morceaux de réalité, tandis que d'autres fois il s'égarait dans les prétendues "contradictions".

Une telle chose arrive à tous les écrivains, et pouvait donc arriver aussi à Marx, si l'on suit la méthode habituelle qui consiste à picorer dans la *production* de leur plume et de leur cerveau. Si, en revanche, on sait procéder à la reconstruction synthétique de la théorie, née non pas d'un cerveau petit ou grand, mais de la force matérielle de l'histoire, l'unité et l'harmonie de l'ensemble apparaîtront évidentes et indiscutables.

D'où la petite fable des Marx multiples, des marxismes multiples, des deux âmes, et ainsi de suite, d'où les comparaisons absurdes entre les moments et les phases d'un exposé qui est la propriété et le produit non d'un homme, mais d'une classe qui naît dans l'histoire. Il n'y a donc pas là complément, mise à jour, amélioration, ni exploitation de ce qu'on juge commode et utile, mais plutôt incompréhension, falsification, régression et dégénérescence, balbutiement et divagation aveugle de ceux qui trouvent la lumière révolutionnaire trop éblouissante.

Une fois encore, le tout est à prendre ou à laisser.

ABSOLU ET DIFFÉRENCES

[Retour à la table des matières](#)

Marx explique qu'il n'y a rien à changer dans ce cas à la loi de la rente différentielle lorsqu'on admet et constate qu'il existe aussi une rente sur le plus mauvais terrain, à laquelle viennent s'ajouter les *sauts* successifs de la rente différentielle si l'on change de terrain ou si l'on investit sur le même plus de travail et de capital.

Non seulement la prétendue contradiction ne tient pas, mais il en est ainsi dans toutes les recherches scientifiques. Prenons la loi de la

thermodynamique selon laquelle, lorsqu'on chauffe un corps donné, l'énergie calorifique qu'on y ajoute est proportionnelle à l'augmentation de température. Il n'y a pas à en faire des cauchemars. Supposons que nous soyons très préoccupés par la quittance mensuelle du gaz, et que notre compteur n'indique pas seulement les mètres cubes, mais directement les liras à payer. La marmite est sur le fourneau et on en retire un thermomètre. Il a monté de 20 à 40 degrés centigrades : 5 liras envolées déjà. Pour y plonger les pâtes, il doit encore monter de 40 à 100, soit un "saut" triple du premier : rien à faire, 15 liras de plus. Voilà l'avantage de la culture scientifique : savourer par avance l'étendue de la filouterie.

Eh bien, si, au lieu du thermomètre à centigrades, j'avais un thermomètre anglais à degrés Fahrenheit, où à 0 correspond 32, et à 100, 212, y aurait-il quelque chose de changé ? Justement non, et cela se comprend d'emblée. De 68 à 104, j'aurais payé 5 liras, et de 104 à 212, les 15 supplémentaires. En effet, les "différentielles" (brrr!) de température sont, dans ce cas, de 36 et 108, et la seconde est toujours le triple de la première.

L'énergie physique, qui obéit à la loi de la transformation sans création ni destruction (rassurez-vous : elle s'applique également dans le domaine nucléaire), est une *marchandise* (à l'infécté époque capitaliste) et donc, selon la loi de la valeur, elle coûte de l'argent. C'est pourquoi nous avons lu la grandeur *température* sur le thermomètre, mais la grandeur *énergie thermique* dans... le porte-monnaie. C'est parfaitement rigoureux. Maintenant, l'eau à 20 degrés centigrades ou à 68 degrés Fahrenheit, avant même de recevoir la différence supplémentaire correspondant aux 20 liras, contient déjà de l'énergie calorifique : c'est elle qui fait danser les molécules en une rumba invisible mais ultrafrénétique... Tout ça pour dire que, pour mesurer les énergies et les coûts différentiels, nous pouvons placer le zéro où l'on veut : les comptes tombent juste quand même. L'exemple de la loi reliant température et quantité de chaleur *n'a pas besoin*, pour être valide, que l'on commence à chauffer un corps théoriquement privé d'énergie, comme on a des raisons de penser qu'il l'est à *moins* 273 degrés centigrades.

On a un cas tout à fait analogue dans la première partie du Livre I du Capital, quand Marx, faisant la théorie de la survaleur absolue et relative, suppose qu'il n'entre aucun capital constant dans la valeur du produit mais seulement des coûts salariaux. Je procède, dit-il, comme tout scientifique a la faculté de le faire : je pose c égal à zéro, et par conséquent, je ne considère que v , le capital variable, et p , la survaleur. Les conclusions ne changeront pas quand je "permettrai" au capital constant de réapparaître, comme cela se passe dans tout cas *réel*. Voilà une *magie* à la portée des enfants. Tout manœuvre analphabète comprend que, si son patron achète pour un milliard de matières brutes et se met à les contempler, il ne gagnera pas un sou; mais si, pour les travailler, il engage des ouvriers pour 1 000 livres, il se retrouvera avec 2 000. En mathématique "supérieure", on dit la même chose avec ces mots terribles : *la différentielle d'une quantité constante est nulle*. Tout le monde est horrifié, mais le sourire revient aussitôt quand je dis : qui reste immobile ne bouge pas. Mon degré d'imbécillité est le même dans les deux cas... il a pour *dérivée* zéro.

PETITE ALGÈBRE DE KARL

[Retour à la table des matières](#)

Marx, pour la centième fois, et nous peut-être pour la dixième, nous repartons *ab ovo* :

« Si nous appelons P le prix *général* de production, régulateur du marché, P coïncide pour le produit du plus mauvais terrain A avec son prix *individuel* de production ; c'est-à-dire que le prix paie les capitaux constant et variable, consommés dans la production, plus le profit moyen (...).

Dans ce cas, la rente est égale à zéro. Le prix individuel de production du terrain B immédiatement supérieur est $= P'$ et $P > P'$, ce qui veut dire que P paie davantage que le prix de production réel du produit de la catégorie de terrain B . Posons $P - P' = d$; d , excédent de P sur P' , représente donc le surprofit que réalise le fermier de cette catégorie. Ce d se convertit en rente à payer au propriétaire foncier. Que le

prix de production réel de la troisième catégorie C soit P'' , et $P - P'' = 2d$; ce $2d$ se convertit en rente ; ... etc. »

Rappelons que ce sont des *sauts* tous égaux à d , pour autant que les sauts du *produit* étaient égaux. Marx a écrit d pour *rente différentielle*. Maintenant, il écrit r pour *rente absolue*.

« Supposons encore que (...) la catégorie A [contrairement à la première hypothèse], (...) rapporte une rente = r . Nous aurions alors les deux conséquences suivantes :

Premièrement : Le prix du produit du terrain de la catégorie A ne serait pas réglé par son prix de production, mais excéderait ce dernier, soit $P + r$. En effet, si nous présupposons le mode capitaliste de production dans sa normalité, et donc que l'excédent r , payé au propriétaire foncier par le fermier, ne représente ni un prélèvement sur le salaire ni un prélèvement sur le profit moyen du capital, alors ce dernier ne peut payer cet excédent que si son produit se vend au-dessus du prix de production, ce qui lui rapporterait un surprofit s'il ne devait pas reverser cet excédent au propriétaire foncier, sous forme de rente. Alors le prix régulateur de marché de la totalité des produits provenant de toutes les catégories de terrains ne serait pas le prix de production que le capital en général engendre dans toutes les sphères de production, soit un prix égal aux dépenses plus le profit moyen, mais il serait le prix de production [du plus mauvais terrain A] **plus la rente**, $P + r$, et non P . Car le prix du produit du terrain de catégorie A représente la **limite** [inférieure] du prix général régulateur du marché, prix auquel toute la production peut être livrée, et règle, de ce fait, le prix de la production totale [même si elle est produite sur tous les terrains de catégorie supérieure]. » ¹

Les mots et les petites formules sont de Marx et nous n'y avons ajouté que quelques vétilles entre crochets : vous pouvez relire. C'est donc A , le terrain minable, qui règle toujours le prix et qui le tire **vers le haut** ; et pire encore : au prix qui résulte des frais pour le capital

¹ Ed. sociales, id., p. 133-134. MEW, t. 25, p.756-757. Traduction modifiée par nos soins (NdT). Soulignements de Bordiga.

constant, le salaire et le profit du fermier, il accomplit la prouesse supplémentaire d'y accrocher un joli pompon : la rente absolue.

Avec ce beau cadeau fait à l'appétit public, se pourrait-il que la loi différentielle soit tombée à l'eau ? Jamais de la vie. Laissons Marx exposer son second point : ainsi les critiques adressées à l'algèbre retomberont sur lui.

« Deuxièmement, dans ce cas, quand bien même l'on modifierait substantiellement le prix général du produit de la terre, la loi de la rente différentielle ne s'en trouverait aucunement abolie. Car si le prix du produit de la catégorie *A*, partant le prix général de marché [qui était auparavant P] était égal à $P + r$, le prix des catégories *B*, *C*, *D*, etc., serait également $P + r$. Mais comme, pour la catégorie *B*, $P - P' = d$ [le prix de production du terrain supérieur *B* diminue, par rapport à celui de *A*, de la différence d entre P et P' ; ce bénéfice va à la rente], nous aurions également [en vendant dans les deux cas non pas à P mais à $P + r$], $(P + r) - (P' + r) = d$ [même différence entre *B* et *A* ; même rente différentielle] ; pour *C*, $P - P'' = (P + r) - (P'' + r) = 2d$; enfin pour *D*, $P - P''' = (P + r) - (P''' + r) = 3d$, etc. » ¹

La première petite formule est mise à mal dans l'édition Costes (traducteurs, profitez-en au cas où notre prote serait plus miséricordieux que celui-ci), mais toutes les trois correspondent à la règle selon laquelle, si une même quantité est ajoutée aux recettes et aux dépenses, la marge reste inchangée. Marx a le droit de conclure :

« La rente différentielle serait donc la même après comme avant, réglée par la même loi, même si elle contenait un élément indépendant de cette loi et connaissait une augmentation générale en même temps que le prix du produit agricole. Quoi qu'il en soit de la rente sur les terrains les moins fertiles, il s'ensuit non seulement que la loi régissant la rente différentielle en est complètement indépendante, mais encore que la seule manière de comprendre le caractère même de cette rente est de supposer *égale à zéro la rente du terrain A*. Peu importe, dans la mesure où il est question de la rente différentielle, que la rente du

¹ Ed. sociales, id., p. 134. MEW, t. 25, p.757. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

terrain *A* soit égale ou supérieure à zéro ; en fait, cela n'entre pas en ligne de compte.»¹

DONC, LA FAIM S'ACCROÎT

[Retour à la table des matières](#)

Pour la dernière fois, et au cas où les petites formules soulèveraient des doutes, faisons appel aux chiffres. Et prenons ceux que nous avons adaptés aux données modernes. Dans le tableau que nous avons confectionné, le terrain *A* donnait 5 quintaux de blé à l'hectare, soit 40 000 litres, sur lesquelles 32 000 couvraient les avances, 8 000 représentaient le profit, la rente étant égale à zéro. Le terrain *C*, pour simplifier, donnait 2 quintaux *supplémentaires* de produit, soit 16 000 litres, tout le reste étant inchangé ; cette somme constituait la rente du propriétaire, toute entière de nature *différentielle*.

Si maintenant nous voulons que le terrain *A* donne aussi une rente, étant entendu qu'il produit 5 quintaux et, une fois déduites 32 000 litres de frais plus 8 000, il n'y a pas d'autre moyen qu'augmenter le prix du blé.

Dans la réalité, le problème que Marx pose aussitôt après, à savoir si la rente de base, la rente absolue, existe ou non, est résolu positivement si nous puissions précisément à la source du cadastre italien. ***En effet, nous ne trouverons pas, dans tous les barèmes nationaux, un seul cas où le revenu agricole (profit) serait taxé sans qu'il y ait également une rente de propriétaire (rente foncière).*** Et de fait, dans la catégorie inférieure (la cinquième) existant dans cette commune, une rente de 4 000 correspondait déjà à un revenu de 3 200.

Nous avons déjà montré que, dans ce cas, le produit devait représenter 5 fois le profit (le taux est ici de 25%), plus la rente, c'est-à-dire 16 000 plus 4 000, soit 20 000. Si le prix est toujours de 8 000, ce plus

¹ Id. Soulignement de Bordiga. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

mauvais terrain ne produit que 2 quintaux et demi et serait le terrain régulateur.

Prenons maintenant ce terrain comme catégorie *A* et nous aurons la rente "absolue" de 4 000 liras. Ce serait la quantité *r*.

Passons ensuite au produit de 5 quintaux obtenu maintenant (s'il existait un terrain aussi fertile) en dépensant seulement la même somme de 16 000 (profit inclus). Le produit s'élevant à 40 000 liras, il y a un surprofit de 24 000 liras. Ce dernier se décompose alors en 4 000 (*r*) de rente *absolue* et 20 000 (*d*) de rente *différentielle*.

S'il existait enfin (hypothèse contraire au barème réel) un terrain assez fertile pour donner carrément, *avec le même travail*, 7 quintaux et demi, la valeur du produit monterait à 60 000 liras et la rente à 44 000. Sachant que la rente *absolue* est de 4 000, il reste donc 40 000 liras de rente *différentielle*. Bien ; celle-ci a fait exactement un *saut* de 20 000 liras, comme cela s'était produit en passant de 2,5 à 5 quintaux.

Qu'on n'aille pas dire que nous avons modifié les rapports de ces différentes catégories de terrains en utilisant des données actuelles : notre tableau relevait de la première forme, puisque, dans les trois premières catégories, la rente de propriétaire faisait de grands *sauts* tandis que le revenu agricole variait faiblement; dans les catégories inférieures, c'est le profit qui varie beaucoup, et donc la dépense d'investissement, et ce cas doit être traité dans le cadre de la *seconde* forme, dans laquelle degré de fertilité et capital engagé varient parallèlement.

Par conséquent, Marx élimine dès le départ la contradiction de la coexistence de la rente différentielle avec la rente absolue (de même que serait éliminée la prétention de faire payer le gaz consommé en fonction de la température *finale* de cent degrés, que l'eau mise dans la marmite ait été à zéro ou à quarante degrés).

Il explique donc sur quoi il se fonde pour soutenir qu'en général, à une première cause qui tire vers le haut le prix de marché des produits agricoles, à savoir qu'il se plie inévitablement aux pires conditions de rendement productif, s'en ajoute une seconde, à savoir un *tantième* de

rente prélevé, au même titre, sur les bons terrains comme sur les pires. La loi selon laquelle le prix général de marché, c'est-à-dire la valeur d'échange du blé, dépend du prix de production sur le plus mauvais terrain, devient la suivante : ce prix dépend du prix de production *sur le plus mauvais terrain, auquel s'ajoute une nouvelle marge* d'accroissement qui constitue la rente absolue.

Ces concepts ont déjà été rappelés précédemment par deux fois. Dans tous les secteurs de la production capitaliste, il peut arriver que des surprofits apparaissent. En effet, le prix de vente sur le marché de tous les produits, que nous appelons *valeur* en économie marxiste, comprend outre les avances, un profit correspondant au rapport de l'ensemble du profit social à l'ensemble du capital social. Dans des cas particuliers, il peut y avoir des écarts, et telle entreprise pourra avoir un prix de production inférieur à la valeur. Mais tandis qu'en général, dans les différents secteurs de la production manufacturière, on *tend* vers cette rémunération, dans la mesure où, dans tous ces secteurs, la productivité du travail doit augmenter du fait des découvertes techniques, et où le *taux* de profit décroît, l'agriculture reste arriérée parce que, dans la composition organique de son capital, entrent beaucoup de dépenses de salaire et peu de capital constant, et qu'on a donc, dans un certain sens, "deux taux moyens de profit" : un taux industriel faible, et un taux agricole élevé, même sur le plus mauvais terrain.

POINT CARDINAL

[Retour à la table des matières](#)

Il ne faut pas prendre à la légère le désaccord entre Ricardo et Marx : il se ramène en effet, ni plus ni moins, à l'opposition entre l'apologie du capitalisme et la doctrine de sa destruction.

Rappelons, d'après le septième article de cette série, la synthèse des quatre théories différentes visant à expliquer la rente.

La *première* est la théorie physiocratique. La terre produit une quantité de richesse qui s'ajoute à l'effet du travail humain dont la

source est naturelle. Mais les propriétaires fonciers, qui sont les seuls à disposer de cette source, fixent à leur gré le prix des produits agricoles, sous forme de la redevance qu'ils exigent des fermiers : par conséquent, dans le prix des denrées agricoles, à la rémunération du travail qui a été nécessaire, s'ajoute l'achat de la richesse naturelle, héritage de la classe propriétaire. La survaleur ¹ a pour seule origine la terre.

Cette doctrine dont nous avons montré, avec Marx, qu'elle n'était ni réactionnaire ni pro-féodale, s'oppose décidément à celle de la valeur-travail d'où partira la déclaration d'autonomie de la classe prolétarienne, laquelle figure ici comme élément passif et "stérile" dans le domaine industriel.

La *seconde* théorie, celle de Ricardo, est l'expression pure des intérêts des capitalistes industriels. La valeur d'échange des produits traduit le travail humain qui y est contenu, et les produits agricoles ne font pas exception. Ce qui est versé aux propriétaires fonciers provient d'une partie du gain accumulé par les entrepreneurs ruraux grâce au travail de leurs employés, mais pour autant que ce même travail est utilisé dans des conditions favorables de productivité du terrain et du capital, à la différence de ce qui se passe dans les entreprises rurales les plus médiocres. Cette conception tend à ouvrir à la production capitaliste des denrées agricoles les mêmes perspectives de baisse des prix réels que celles qui existent pour les produits manufacturés, grâce à l'amélioration de la composition technique des capitaux, de sorte qu'avec le système capitaliste, le niveau de vie de populations de plus en plus nombreuses puisse croître, et que puisse se maintenir indéfiniment le profit du capital d'entreprise, en abolissant la seule rente foncière privée.

La *troisième* théorie explique la rente par l'intérêt du capital-terre ; c'est celle de certains adversaires réactionnaires de Ricardo lui-même visant à exposer l'immanence historique et économique du privilège foncier, et nous avons vu que Marx la repousse catégoriquement. La terre n'est pas un capital avancé dans le produit, et le capital ne produit l'intérêt qu'en tant que fraction de la survaleur et du profit, et donc de

¹ It. : *Sopravalore*.

la valeur des marchandises, une fois que la force de travail est intervenue.

La *quatrième* théorie, celle de Marx, prend en considération aussi bien la rente différentielle que la rente absolue, établit de manière irrévocable le caractère historiquement limité de la manière capitaliste de résoudre le rapport entre production et consommation des collectivités humaines. Les besoins alimentaires de celles-ci ne seront jamais satisfaits par le procès d'accumulation du capital, quels que soient les progrès de la technique, de la composition organique du capital, de la quantité de produits que permettra d'obtenir un même temps de travail. A l'antagonisme moderne des classes sociales correspond nécessairement la formation de surprofits, la naissance de rentes absolues, l'anarchie et le gaspillage dans la production sociale. L'équation : *capitalisme égale faim* est établie de façon irrévocable.

Ainsi que nous l'avons indiqué à maintes reprises, et comme cela pourrait être développé dans des études particulières, la doctrine marxiste de la rente, dans sa trame limpide et achevée, fournit l'arme théorique permettant de décrire le monopolisme et l'impérialisme modernes *archi-prévus*. Bien que la sphère de production des aliments soit fondamentale dans la dynamique de toute société, la théorie marxiste de la rente est la partie centrale de la description du mode capitaliste de production : nous dirons que, du point de vue révolutionnaire et *anti-possibiliste*, elle en est la partie *décisive*.

À LUI LE DERNIER MOT

[Retour à la table des matières](#)

« L'essence de la rente absolue consiste donc en ceci : des capitaux égaux produisent, dans différentes sphères de production et selon la différence de leur *composition* moyenne, *des masses différentes de survaleur, le taux de la survaleur* ou l'exploitation du travail étant les mêmes. Dans l'industrie, il y a péréquation de ces différentes masses de survaleur pour donner le *profit moyen* et se distribuer uniformément entre les différents capitaux, considérés comme autant de *parties aliquotes du capital social*. Dès que la production a besoin de la terre,

soit pour l'agriculture, soit pour l'extraction de matières premières, la propriété foncière empêche cette péréquation pour les capitaux investis dans le sol et *accapare* une partie de la survaleur qui, autrement, entrerait dans le fonds de péréquation du taux général de profit. La rente constitue alors une partie de la valeur, plus spécialement de la survaleur des marchandises qui, au lieu d'échoir à la classe capitaliste qui l'a tirée des ouvriers, revient exclusivement aux propriétaires fonciers qui la prélèvent sur les capitalistes. Il est sous-entendu ici que le capital agricole met davantage de travail en mouvement qu'une fraction égale du capital non agricole. C'est le développement relatif de l'agriculture par rapport à l'industrie qui décide de l'importance ou même de l'existence de cette différence. De par la nature des choses, le progrès de l'agriculture doit entraîner une diminution de cette différence *si toutefois* la diminution de la fraction variable du capital par rapport à la fraction constante *n'est pas proportionnellement plus importante encore pour le capital industriel* que pour le capital agricole. » ¹

Il en était ainsi et il en sera ainsi dans la réalité.

Et on peut reconnaître la théorie générale du monopole dans ce court passage :

« (...) A partir du moment où le capital se heurte à une puissance étrangère qu'il ne peut surmonter, sinon partiellement, et qui pose des *limites* à son investissement dans des *sphères particulières* de production, ne l'admettant qu'à *certaines conditions* qui excluent totalement ou en partie la dite *péréquation* générale de la survaleur donnant le profit moyen, il surgira manifestement dans de telles sphères de production, du fait de l'excédent de la valeur des marchandises par rapport à leur prix de production, un surprofit susceptible de se transformer en rente et de s'autonomiser, comme tel, par rapport au profit. Or c'est comme puissance étrangère et comme limite de ce type que la propriété foncière se dresse face au capital lorsque ce dernier s'investit

¹ Ed. sociales, id., p. 154-155. MEW, id., p. 779-780. Soulignements de Bordiga.

dans le sol, ou que se dresse le propriétaire foncier face au capitaliste. » ¹

Cette entrave peut consister en un monopole national ou semi-mondial, y compris étatique, des puits de pétrole ou des hauts fourneaux, par exemple.

La *péréquation* inévitable, en vertu des lois *éternelles* de la concurrence, était la carte avec laquelle Ricardo bluffait.

C'est Marx qui la lui arracha des mains. Théoriciens minuscules de l'époque monopoliste, vous arrivez bien tard !

CHEMINER À LA MANIÈRE DES CRABES

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons ainsi exposé (non sans répétitions et même digressions, indispensables pour insister sur certains points brûlants, comme la nécessité de frapper le capitalisme dans son contenu *mercantile* et *d'entreprise* ², sans nous laisser arrêter par l'obstacle habituel et illusoire de la "propriété en titre") la théorie complète et entièrement capi-ta-li-ste de la rente foncière. Les Croce, Labriola, Sorel, que nous trouvons habituellement sur notre chemin, étant fort peu dégagés de la pose individualiste, littéraire, "artistique", de l'écrivain bourgeois, s'en prennent à Marx parce qu'ils ne savent pas remettre les morceaux à leur place et s'égarent en ne distinguant pas à quel moment l'auteur fait de l'économie, de l'histoire ou de la philosophie, à quel moment il saute de la froide constatation à l'incitation à l'émeute, et parce qu'ils croient que tout ceci est dû au hasard ou à la volonté d'étourdir le lecteur !

¹ Ed. sociales, id., p. 145-146. MEW, p. 770. Traduction revue par nos soins. Soulignements de Bordiga.

² It. : *aziendale*.

N'en déplaise à ces éminences, il a été convenu, dans ce cas, de traiter la question de manière d'abord "statique", puis "cinématique". Nous ne travaillons pas pour la science des savants, mais pour la cause du parti : aussi, la méthode d'exposition ne peut plaire à ces messieurs, et ceux-ci, avec leur misérable "impartialité" intellectuelle, ne peuvent en apercevoir la raison.

Tout le petit programme bien ordonné de Marx, en cette matière, traite d'une société nettement capitaliste, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie. L'ensemble du revenu social se réduit, y compris à la campagne, à trois types : salaire des ouvriers, profit des capitalistes et rente des propriétaires.

Nous avons montré, en son temps, qu'il s'agissait précisément d'envoyer promener la formule *trinitaire* selon laquelle cette société, une fois développée et adulte, où l'État remplace tout au plus la classe terrienne pour toucher les rentes, adopterait un *régime de croisière*, sans crises ni révolutions.

Ce n'est qu'après avoir traité à fond l'argument qui fonde sur l'hypothèse de cet *industrialisme terrien* intégral la sûre prévision révolutionnaire et communiste (laquelle, naturellement, ne se lit pas de manière aussi facile que quand on propose l'*émulsion* populaire-libérale-pacifiste comme étant du communisme), et après avoir clos son petit programme, que Marx confirme la méthode historique et fait l'analyse des formes agraires *non capitalistes* encore existantes et obstinément mêlées, presque un siècle après lui, à la gestion industrielle de la terre.

Nous avons déjà très souvent puisé dans le chapitre sur la "Genèse de la rente foncière capitaliste"¹. Ce dernier insiste sur l'idée que la rente au sens propre ne naît qu'*après* l'intervention du capital, et après quelques allusions aux théories de la rente de différents économistes, dont nous avons trouvé de bien plus amples citations dans l'Histoire des Doctrines économiques, il examine ses formes antérieures, et *impropres*, dans les paragraphes : rente en travail – rente en nature – rente en argent. Il traite enfin des formes ayant survécu : le métayage et la propriété paysanne parcellaire.

¹ Cf. ch. 47 du livre III du Capital.

LE DERNIER CRI !

[Retour à la table des matières](#)

Ici aussi, le refus de cette mauvaise habitude qui consiste à suivre, en matière sociale, la fantaisie de la *dernière mode*, tombe à propos. A en croire beaucoup, et certainement les plus nombreux, l'entrée en lice de ces différentes et bâtardes classes "populaires" serait un fait *nouveau* et *moderne, postérieur* aux luttes conduites par les seuls prolétaires purs de l'industrie (et aussi de la terre, non ?) contre les entreprises capitalistes.

Il s'agirait d'une *découverte* du premier après-guerre, et, dans la version la plus vulgaire, on attribue à Lénine ce prétendu appel aux *semi-prolétaires* à se placer en première ligne, en tant que poids décisif propre à faire pencher la balance de l'authentique lutte de classe entre ouvriers et capitalistes.

À les entendre, Lénine aurait dit, et même Marx l'aurait dit aussi, qu'une révolution prolétarienne anti-capitaliste devrait savoir avant tout être "vraiment populaire". Que diable veulent-ils dire par là ? Les ouvriers véritables, qui sont une minorité, devraient mettre en mouvement, en taillant bien sûr le programme révolutionnaire à leur mesure, les autres classes "pauvres" : artisans, petits fermiers, paysans propriétaires, et, progressivement, petits commerçants, petits industriels, sans parler de la catégorie pas mieux définie des "intellectuels" !

Nous avons là la preuve du fantastique méli-mélo régnant dans les orientations historiques, économiques et d'action du parti, la défense de la doctrine propre à une classe et l'intervention dans les fractures sismiques de l'histoire.

Dans les révolutions et dans les époques révolutionnaires, toutes les classes se mettent en mouvement et participent d'une façon ou d'une autre, c'est indéniable. Nous en arrivons sans faute, et d'amples

explications en ont été données, par exemple dans les exposés sur la question nationale et coloniale, à la thèse selon laquelle, tout en restant fermes sur nos principes non seulement doctrinaux, mais également historiques et politiques, relatifs à l'antagonisme spécifique entre bourgeoisie et prolétariat salarié, il faudrait, à certaines époques et dans certaines "aires", rattacher directement la révolution ouvrière au contenu et aux postulats de la révolution bourgeoise capitaliste. Et cela dans l'Europe d'avant 1871, dans la Russie d'avant 1917, et dans l'Asie et l'Afrique actuelles.

Là où des révolutions bourgeoises sont en cours ou restent à faire, elles sont une rampe de lancement pour les révolutions prolétariennes. Mais seulement si elles sont des *révolutions* véritables, originales, situées historiquement et géographiquement, et certainement pas de fausses *libérations* posthumes, qu'on a encore le culot incroyable de commémorer.

Cette formule de la révolution *vraiment populaire* est précisément la puissante formule historique de la jeune *bourgeoisie* vigoureuse, courageuse et très audacieuse du XIX^e siècle. Nous les prolétaires, nous nous comptons, et nous disons, perplexes : nous sommes en minorité. Mais les bourgeois, les premiers capitalistes (ne pensez pas aux étudiants, aux poètes, aux professions libérales et autres), étaient bien autrement minoritaires. La bourgeoisie sut magistralement mettre en mouvement d'autres classes aux effectifs nombreux, qui étaient opprimées par les anciens régimes, et la révolution de la classe capitaliste triompha comme révolution *du peuple*, de la grande majorité.

Là où ce processus n'avait pas encore porté la bourgeoisie moderne au pouvoir, il est bien évident que le parti prolétarien devait appuyer cette révolution pressante de tout le peuple, et se jeter dans la bataille non seulement pour faire tomber les appareils féodaux, mais pour faire aussitôt passer les masses à l'attaque contre les bourgeoisies victorieuses. Telle était la perspective des *révolutions permanentes* pour Marx et Engels dans l'Allemagne de 1848, pour Trotski et Lénine dans la Russie de 1917, ou pour un véritable parti communiste de classe, *s'il existait*, en Chine.

Les deux thèses suivantes sont donc justes : dans les situations de "révolution double", c'est-à-dire sous des pouvoirs *précapitalistes*, le parti ouvrier est pour la révolution bourgeoise, nationale, libérale, comme point de départ de la révolution socialiste ultérieure. Une *telle* révolution ne peut pas ne pas être *vraiment populaire*, au sens où ces troupes d'assaut que la bourgeoisie demande aux paysans et autres, le prolétariat doit immédiatement tenter de les lui arracher, en les neutralisant au cas où il ne pourrait pas se les soumettre.

Mais là où nous sommes en présence d'un capitalisme caractérisé, bien défini, débarrassé historiquement depuis des décennies des entraves féodales, il y en a marre, nom de dieu, de cette révolution vraiment populaire qui est désormais, historiquement, une dégoûtante redite, et qui doit laisser la place à une *véritable* révolution *de classe*.

LES CHOSES À LEUR PLACE

[Retour à la table des matières](#)

Quoi qu'il en soit, la démangeaison générale de passer tout de suite à la haute politique et à la grande stratégie a pour résultat de mélanger grossièrement les choses. Un bobard comme celui d'un Lénine qui substituerait les paysans aux ouvriers, découvrirait que désormais les seconds ne sauraient faire de révolutions sans les premiers, et donnerait cette nouvelle consigne tactique aux partis ouvriers des pays avancés, doit être vraiment dissipé sans pitié.

Lénine est un disciple orthodoxe de Marx dans la question agraire et partage sa doctrine de la rente à la virgule près. Il sait comme Marx que l'étude des forces sociales des classes rurales autres que les trois classiques considérées jusqu'à présent : propriétaires au sens bourgeois, fermiers et salariés, doit être menée en pleine conscience du fait qu'on ne découvre ainsi aucune forme nouvelle, mais plutôt qu'on remonte jusqu'aux anciennes. Si l'on perd cette certitude, il est vain de parler de révolutions agraires, de revendications paysannes qui s'entremêlent avec les révolutions bourgeoises.

Diluer la forme précise de la lutte de classe ouvrière, et de son organe politique, dans les mouvements *populaires*, ne signifie pas être plus moderne que Marx, mais avoir reculé sur des positions inférieures au regard des grandes polémiques historiques et des grandes scissions : celles de Marx contre le "rebellisme" d'un Bakounine, creux et petit-bourgeois, englobant toute personne "consciente", celles de Lénine contre les socialistes partisans de la défense de la patrie et négateurs de la dictature prolétarienne pour des raisons ni plus ni moins "populaires" que celles des anarchisants. Et du reste, de "vraiment populaire" à "vraiment patriotique", il n'y avait qu'un pas : il a été franchi, et comment !

SONDER EN PROFONDEUR

[Retour à la table des matières](#)

Par conséquent, il est certain que si nous regardons autour de nous, que ce soit en Italie et en France, ou en Allemagne et en Amérique, le spectacle n'est pas purement "trinitaire" : il ne l'est pas à la campagne et ni même dans les villes. Il existe, et souvent massivement du point de vue statistique, d'autres classes et couches sociales en dehors des capitalistes, des possédants et des salariés. Ces couches aussi, bien que sans excès, entrent en mouvement, s'agitent, tendent à la défense de leurs intérêts et préconisent de manière plus ou moins efficace de nouveaux plans d'organisation sociale.

Nous devons donc étudier ce problème, non seulement de manière scientifique, mais en répondant à la question des attitudes tactiques et politiques d'un parti ouvrier de classe envers ces forces. Nous voulons bien le faire.

Mais si la seule façon de le faire était d'attendre de tels contacts et heurts une force qualitativement meilleure et plus active, il vaudrait presque mieux fermer les yeux pour en rester au simplisme coutumier, que nous déplorons depuis toujours, au dualisme banal : le seul antagonisme qui nous intéresse est celui qui oppose les patrons d'entreprise et les salariés ; nous n'en cherchons pas d'autres. Dualisme naïf

qui, en oubliant que Marx, dans *tous* ses textes, parle de *trois* et non de *deux* classes de la société capitaliste moderne, reste aveugle à l'immense potentiel qui émane de la théorie révolutionnaire du capitalisme rural. Mais cette erreur n'est peut-être pas aussi imputable au mouvement socialiste en Italie, où les puissantes masses de purs salariés de la terre peuvent s'enorgueillir de combats magnifiques qui visèrent le cœur (vieux Lazzari, c'était une de tes phrases quand tu étais orthodoxe) de *l'ordre établi de la propriété et du capital* : aujourd'hui, on lutte pour l'ordre, la constitution, et au besoin pour la soutane du pape.

Après avoir édifié sa théorie et sa tactique pour les campagnes sur la base du rapport entre le journalier exploité, le fermier capitaliste et l'agrarien bourgeois, le parti communiste s'occupera effectivement du problème des autres classes rurales. Mais il ne posera pas ce problème avec la présomption de trouver des forces plus ou moins égales en étendue ou en intensité, ou pire, supérieures aux siennes propres.

Ces classes ne sont que des résidus de l'histoire passée, et le problème de savoir pourquoi le capitalisme ne les a pas encore balayées, au moins dans la mesure où il l'a fait pour l'artisanat urbain, trouve les bases de sa solution dans la théorie de la rente, dont le théorème fondamental affirme qu'en ce qui concerne la production des *aliments*, le capitalisme ne peut pas du tout regarder de haut les formes *antérieures* de société : c'est surtout cela qu'il était indispensable de comprendre.

La raison en est que cette théorie a étudié une société de capitalisme rural achevée et prouvé que c'est le socialisme seul, et non le capitalisme, qui donnera le coup de grâce au terrible antagonisme ville-campagne ; pour définir les lois qui régissent l'économie survivante et la dynamique sociale de la petite propriété, du petit fermage et du colonat partiaire, il faut les regarder avec attention, mais dans la certitude de regarder *en arrière*, et non vers l'avenir, de trouver des poids morts à remuer et non des forces qui nous entraîneront au-delà de l'état actuel.

Après avoir fait son incursion sur la vaste mer du monde rural capitaliste, et seulement alors, Marx considère la genèse de la situation

actuelle et présente les caractères distinctifs des formes moins modernes.

Les crétins croient qu'en découvrant la force des masses paysannes, et en les lançant d'abord contre le tsar, puis contre la bourgeoisie, Vladimir Oulianov a montré du doigt au prolétariat européen, qui voyageait dans le train de la lutte de classe, l'avion de l'alliance avec les semi-prolétaires, bouleversant ainsi génialement les anciennes routes.

Mais Lénine savait mieux que nous que, pour sonder les mouvements de ce matériau social, il faut utiliser le *bathyscaphe* pour explorer les profondeurs abyssales de l'histoire, dont certaines du reste se dissimulent encore dans les immenses espaces des continents que le capitalisme en crue n'est pas parvenu à assujettir.

Le renoncement du prolétariat mûr d'Europe à sa position d'avant-garde, au soin jaloux et sacré pour l'indépendance totale de sa théorie et de son organisation vis-à-vis des *positions moyennes*, a été trop chèrement payé.

Le mouvement actuel qui, par malheur, est, chez nous, véritablement populaire, inspire tout aussi véritablement le dégoût et plus encore peut-être, la pitié.

Il Programma Comunista, n°9, 30 avril - 13 mai 1954.

Textes sur la question agraire

13.

LES SECONDS RÔLES DANS LE DRAME DE LA TERRE

Il Programma Comunista, n°10, 14 - 28 mai 1954

LA RENTE, FAIT DE CLASSE

[Retour à la table des matières](#)

Toute la doctrine de la rente aboutit à ce résultat que la jouissance d'une classe parasitaire, qui consomme et ne travaille pas, ne dépend pas du fait qu'elle ait pu monopoliser un produit fourni par des forces naturelles sans intervention du travail humain et qu'elle n'est donc pas un *privilège sur la nature* mais un "privilège sur l'homme". Le droit de propriété, c'est-à-dire celui d'exclure d'autres groupes d'hommes de certaines parties de la surface terrestre, ne donnerait à personne, et à aucun groupe social, le moyen de vivre sans travailler, s'il ne se transformait pas – par l'effet des institutions sociales, politiques, et de *contrainte* – en obligation, pour les "exclus", d'entrer, de trimer et de laisser une partie du fruit de leur travail au groupe rentier.

Toute l'étude sur la formation du prix des denrées agricoles, et sa décomposition en salaire, profit et rente, en vient à situer l'origine du phénomène dans la domination de certaines classes sur d'autres, dans les conditions et les rapports de production. C'est seulement ainsi que

l'on parvient à saisir, en profondeur, que le droit de propriété sur la terre est un droit de prélèvement sur le travail des hommes, et que, par conséquent, dans le "système pur", on ne dénoue les liens qui enserrèrent le fermier et le propriétaire foncier, juchés sur les épaules du salarier porteur de bêche, par aucun des deux moyens illusoire de libération sociale, dont Marx a dissipé le mensonge :

Première illusion : exploitation et oppression cesseront si la terre devient, parcelle après parcelle, propriété de chacun des journaliers agricoles.

Seconde illusion : exploitation et oppression cesseront si l'ensemble de la terre devient propriété de la nation-État.

En passant à l'histoire de la rente foncière et de sa lointaine genèse, Marx insiste encore sur la nécessité de comprendre ce qui suit :

« Partout où des forces naturelles peuvent être monopolisées et assurer un surprofit à l'industriel qui les exploite – qu'il s'agisse de chutes d'eau, de mines riches en minerai, d'eaux poissonneuses, ou d'un terrain à bâtir bien situé –, c'est celui dont le titre de propriété sur une parcelle du globe désigne comme le propriétaire de ces choses naturelles qui détourne du capital opérant, sous forme de rente, ce surprofit » ¹.

Dans cette citation, Marx peint le personnage du propriétaire en titre de la terre et de la rente. La rente subsiste mais petit à petit, le *rentier* ² perd sa couleur :

« Une partie de la société exige de l'autre un tribut pour le droit *d'habiter la terre*, de même que la propriété foncière en général inclut

¹ Le Capital, L.III, éd. sociales, p.156. MEW, t.25, p. 781. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

² En français dans le texte .

le droit pour les propriétaires d'exploiter le globe, les entrailles de la terre, l'air, et partant *le maintien et le développement de la vie* » ¹.

Et la rente augmente grâce à tout cet effort social auquel ne contribuent en rien les classes rentières (au rang desquelles Marx ne fait pas figurer la première bourgeoisie commerçante, fermière et manufacturière, mais où, en lettres de feu, il prévoit de placer la classe du capitalisme développé et parasitaire, la classe de l'accumulation élargie, parfaitement décrite et prophétisée), grâce à « l'augmentation de la population » [ce n'est pas le riche, mais bien le prolétaire qui engendre de toutes ses forces], au « développement du capital fixe qui s'incorpore à la terre [à la force des bras] ou y prend racine, repose sur elle, comme c'est le cas pour tous les bâtiments industriels, les chemins de fer, les magasins, les usines, les docks, etc. (...) » ².

« Ici, deux éléments entrent en considération : d'une part l'exploitation de la terre aux fins de reproduction ou d'extraction [on dit aussi bien exploiter un champ qu'une mine], d'autre part *l'espace*, lequel est requis comme l'élément de toute production et de toute activité humaine ».

Des deux côtés, le développement de la force de travail et du génie de l'espèce permet au Moloch de la puissance foncière, c'est-à-dire au pouvoir d'une classe sur d'autres, de prélever son tribut.

« La demande de terrains à bâtir fait croître la valeur du terrain, en tant qu'*espace* et *fondement* [des ouvrages], tandis qu'augmente aussi, par là même, la demande d'éléments du corps de la terre qui servent de matériaux de construction » ³.

Le grand Adam Smith a dit :

¹ Id., éd. sociales p. 156-157. MEW, p. 782. Traduction modifiée par nos soins (NdT). Soulignements de Bordiga.

² Id., p. 157. MEW, p. 782. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

³ Id. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

« Le pavage des rues de Londres a permis à ceux qui possédaient quelques rochers dénudés sur la côte écossaise de tirer une rente d'un sol qui était auparavant absolument sans utilité » ¹.

Et cela sans avoir bougé un doigt, ni fait fonctionner une cellule nerveuse.

Et voici un coup asséné, d'une main digne d'un Michel Ange, à la présomptueuse et ignominieuse civilisation qui envahit tout en ce milieu du XX^e siècle :

« On peut, il est vrai, comme le fait la grande industrie, concentrer une grande production sur un petit espace (...) » ².

On peut, avec les moyens actuels de la science et de la technique fanatisées, concentrer et faire pleuvoir du ciel de folles masses de "capital destructif" sur le périmètre restreint d'un misérable village asiatique ainsi propulsé de l'obscurité la plus absolue à la notoriété mondiale.

« Mais, étant donné le degré de développement de la force productive, UN ESPACE DETERMINE EST TOUJOURS REQUIS ET LA CONSTRUCTION EN HAUTEUR A AUSSI SES LIMITES PRATIQUES DETERMINEES » ³.

Le communisme est la revanche de l'espace sur la hauteur.

Dans ce sens, la vague jaune a bien fait de balayer le technicisme morbide des fossoyeurs blancs à Dien Bien Phu.

LE JOUG ET LE FOUET RAPPORTENT

[Retour à la table des matières](#)

¹ Id. Adam Smith cité en note par Marx.

² Id., éd. sociales p. 163. MEW, p. 789.

³ Id.. Traduction modifiée par nos soins (NdT). Soulignement de Bordiga.

« Il importe de faire la distinction suivante: la rente provient-elle d'un prix de monopole parce qu'il existe, indépendamment d'elle, un prix de monopole des produits ou de la terre elle-même, ou bien les produits se vendent-ils à un prix de monopole parce qu'il existe une rente ? » ¹.

Ceci n'est pas un jeu de mots au charme hégélien si, à la place du terme "rente", on lit : "une classe en prend une autre à la gorge".

Il peut y avoir le cas, peu intéressant, d'un monopole purement "marchand" qui créerait une rente. Marx explique : un vin très particulier, convoité par certains consommateurs, est produit par quelques rares vignobles ; il s'ensuit un prix élevé, un surprofit pour le vigneron, et une rente pour l'heureux propriétaire. Mais,

« (...) si les céréales [ou la piquette] étaient non seulement vendues au-dessus de leur prix de production [rappelez-vous : frais réels de production plus profit normal], mais au-dessus de leur *valeur* [frais de production sur le plus mauvais terrain plus profit normal] », alors c'est la *rente* qui aurait créé le prix de monopole « par suite de l'obstacle que la propriété foncière oppose à l'investissement non porteur de rente de capitaux dans un terrain non cultivé (...) » ².

« Le fait que le seul titre de propriété sur le globe terrestre permette à un petit nombre de personnes de s'approprier, sous forme de tribut, une partie du surtravail de la société, et de se l'approprier à une échelle toujours plus large à mesure que la production se développe, [ce fait, ce rapport de pure force] est dissimulé par cette circonstance que la rente capitalisée (...) apparaît comme *prix du sol* et que ce dernier peut donc se vendre comme n'importe quel article de commerce » ³.

1 Id., éd. sociales p. 158. MEW, p. 783.

2 Id., éd. sociales p. 158. MEW, p. 784. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

3 Id.. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

(Marx veut dire que la fausse théorie de la rente comme jouissance de produits n'exigeant aucun travail non payé, s'appuie sur la méprise suivant laquelle "l'acheteur de terre" aurait acheté contre argent – travail cristallisé, conformément à la théorie des équivalents – les futurs produits, ou une partie d'entre eux.)

« Ainsi l'acheteur a l'impression qu'il ne reçoit pas gratuitement son droit à la rente, il ne voit pas qu'il l'a obtenu sans travail, sans *risque* et sans *l'esprit d'entreprise* du capital » ¹.

On retrouve ici la thèse selon laquelle le bond en avant de la productivité du travail humain, dans la phase historique de l'accumulation primitive, fut bien sûr l'effet de la soif de pouvoir et de richesse de la jeune bourgeoisie, mais aussi de son goût courageux du risque et de son esprit d'initiative ; toutefois, dans la doctrine qui, pour nous, a atteint sa perfection dès cette époque, ceci n'était pas vrai *pour toujours*, pour une durée indéfinie : ou bien le capitalisme – après un cycle déterminé –, avec sa manière propre de créer du surtravail social à partir d'une grande quantité de travail salarié, s'écroule, ou bien il devient une forme de production aussi parasitaire que l'esclavagisme, le féodalisme, et l'"agrarisme" honni par Ricardo, et étudié mathématiquement comme prélèvement à fonds perdu.

De même que du gain du manufacturier naît une explication "juridique" et "éthique" de l'intérêt du capital dormant, que la philosophie médiévale fustigeait comme usure et délit, de même

« il lui apparaît [à l'acheteur] que la rente représente seulement l'intérêt du capital avec lequel il a acheté la terre, et avec elle le droit à la rente » ².

La rente ne découle donc pas de la "jouissance différée" d'un travail accumulé, mais au contraire de la sujétion de classe, de la violence physique sanctionnée par la loi et par l'Etat. Marx rend ce concept avec l'un de ses puissants parallèles historiques sans lesquels on n'aurait jamais pu envisager que le *salarial* (privé ou d'Etat) ne soit

¹ Id., éd. sociales p. 158-159. MEW, p. 784.

² Id., éd. sociales p. 159. MEW, p. 784. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

pas une forme nécessaire et éternelle, mais transitoire et destinée à disparaître, qui laissera, même aux naïfs, un souvenir de stupeur et de honte.

SALARIÉ, SERF, ESCLAVE

[Retour à la table des matières](#)

« Il en est de même pour le propriétaire *d'esclaves* achetant un noir ; son droit de propriété sur ce dernier ne lui apparaît pas acquis du fait de l'institution de l'esclavage, mais du fait de l'achat et de la vente d'une marchandise. Or la vente ne crée pas le titre lui-même, elle ne fait que le *transmettre*. Le titre doit exister avant de pouvoir être vendu, et pas plus qu'une seule vente n'est capable de créer ce titre, une série de telles ventes, leur répétition constante ne peuvent le faire. Ce sont les *rappports de production* [assujettissement d'hommes à l'esclavage par la contrainte légale] qui l'ont créé. Dès que ceux-ci sont arrivés au point où ils doivent opérer leur mue, la source matérielle de ce titre, économiquement et historiquement justifiée, jaillissant du procès d'engendrement de la vie sociale, se tarit, comme celle de toutes les transactions fondées sur lui ». ¹

Et comme toujours, tandis qu'il semble qu'on parle froidement de la rente des terrains à bâtir, des mines, du sol, et que certains, pas très calés, sont tentés de dire : "à quoi bon transcrire des chapitres de Marx? Ce dont nous avons besoin, c'est de savoir ce que *nous devons faire* (!? certainement pas *coelum terramque movere* ²...)", le programme révolutionnaire est une fois de plus puissamment défini :

« Du point de vue d'une *organisation économique supérieure de la société*, la propriété privée d'individus sur le globe terrestre paraîtra tout aussi absurde que la propriété privée d'un individu sur un autre. MÊME UNE SOCIÉTÉ ENTIÈRE, UNE NATION VOIRE TOUTES LES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES RÉUNIES NE SONT PAS PROPRIÉTAIRES DE LA TERRE. ELLES N'EN SONT QUE LES POSSESSEURS, LES USUFRUITIERS ET, EN *BONI PATRES FA-*

¹ Id., éd. sociales p. 159. MEW, p. 784. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

² "Remuer ciel et terre".

*MILIAS, ONT LE DEVOIR DE LA TRANSMETTRE AMÉLIORÉE
AUX GÉNÉRATIONS FUTURES* » ¹.

Afin d'établir que le communisme veut bien dire le remplacement de l'organisation et de la gestion privées de la production par une organisation et une gestion collectives et sociales unitaires, et non qu'il consiste dans le remplacement de la *propriété* privée par une *propriété* sociale – puisque qui dit propriété, dit existence de propriétaires et de non propriétaires, division en classes et domination d'une classe sur l'autre –, Marx paraphrase une formule qui se trouve dans toutes les législations modernes et reprise du droit romain. En cultivant le fonds que le propriétaire lui a loué, le fermier ne doit pas l'épuiser, ni même le laisser tel quel, mais le gérer "comme un bon père de famille", c'est-à-dire non pas comme s'il devait, à la fin du contrat, le restituer à une personne étrangère, mais comme s'il devait le laisser en héritage à ses enfants.

Si la comparaison est empruntée à l'institution familiale propre à la société actuelle, ce n'est certainement pas au sens où famille et héritage seraient transférés tels quels dans la société future. Après avoir mis hors jeu l'individu, ses droits et ses devoirs, sa généalogie et sa filiation, son patrimoine et son héritage, ce n'est même pas cette sorte de société anonyme par actions que serait la communauté des vivants, répertoriée dans les listes électorales, qui prendrait sa place, mais quelque chose qui se situe encore au-delà : l'espèce caractérisée par une vie immortelle, qui cultive, gère et se transmet à elle-même la nature organisée, l'écorce terrestre avec ses équipements, sans interruptions et sans avoir à consigner les transferts de propriété dans les bureaux sordides de l'Enregistrement.

C'est pourquoi nous répétons ce que nous avons affirmé : la formule agraire du communisme n'est certainement pas : "la terre à la nation". Cette formule, de même qu'elle fut jadis celle du jacobinisme le plus extrémiste dans la politique révolutionnaire française et une théorie de l'école économique la plus avancée du capitalisme anglais classique, n'a pu être, dans la mesure où elle n'est pas transitoire mais dé-

¹ Id., éd. sociales p. 159. MEW, p. 784. Traduction modifiée par nos soins (NdT). Soulignements de Bordiga.

finitive, que la formule d'une révolution moderne récente en Russie, désormais consolidée en révolution bourgeoise, menée à la victoire comme *révolution populaire*, mais perdue, à l'échelle européenne, comme révolution prolétarienne de classe.

À REBOURS DANS L'HISTOIRE

[Retour à la table des matières](#)

Qu'il soit donc bien clair que nous ne trouverons pas sur notre chemin le petit possesseur de terre, le petit colon travailleur, avec leur cortège d'équipements individuels, d'étroitesse familiale, de traditionalisme productif et de craintes superstitieuses si, partant de la société capitaliste et trinitaire – avec ses propriétaires fonciers indolents, ses capitalistes terriens avides et ces magnifiques combattants révolutionnaires (en dépit des influences petites-bourgeoises et de tout l'attirail de la propagande bourgeoise conservatrice, mais aussi souvent en raison même du faible besoin de connaissances professionnelles) que sont les manœuvres de la terre, nus, purs prolétaires sans propriété, modèles de la classe qui n'a absolument rien à perdre, mais tout un monde à gagner –, nous allons vers la société communiste. Et c'est pourquoi, si nous voulons écrire le roman de ces couches sociales qui n'ont jamais été des protagonistes de l'histoire, nous embarquerons – *heri dicebamus*¹ – dans le bathyscaphe qui descend dans les profondeurs de l'histoire.

Chez Marx, la genèse de la rente foncière moderne a ses racines dans le monde féodal. Dans celui-ci, la production agricole présente un caractère "naturel" : son premier caractère bien connu est le lien immédiat existant entre travail et consommation, tous deux enfermés dans le périmètre d'un village, et ensuite d'un territoire limité que domine le seigneur. Et on a très souvent dit que s'il domine, ce n'est pas par nécessité d'une organisation sociale complexe, mais uniquement par nécessité de la sécurité des cultures qui n'est plus assurée par de puissants Etats armés comme dans l'Antiquité esclavagiste, ce qui les

¹ ØDisions nous hierØ. Cf. ch.12.

expose au pillage d'envahisseurs guerriers non encore fixés durablement au sol.

Nous nous sommes aussi occupés à maintes reprises des autres caractères de cette agriculture.

Plus que dans tout autre système, la circulation sur le marché et la transformation du produit en monnaie font défaut. Cette dernière se produisait plus fréquemment dans l'agriculture classique à main d'œuvre servile, dans laquelle des quantités considérables de denrées étaient produites dans le latifundium, comme cela se passe dans le système moderne de plantations dans les colonies d'outre-mer, avec emploi massif d'une main d'œuvre servile ou semi-servile.

Parmi les types de production agricole antérieurs à la production féodale, il faut rappeler aussi celui qui est encore en vigueur dans les domaines asiatiques. Les paysans travaillent en commun dans de petits villages tribaux qui paient un tribut au seigneur. Le tribut est fourni en produits, et parfois en or, comme lors de la pesée de l'Aga Khan. Le propriétaire finit par s'identifier à l'Etat politique : rente et impôt finissent par être la même chose. Cet exemple est l'un de ceux qui servent à Marx pour démontrer comment, historiquement, le marché n'est pas le seul tissu conjonctif liant production et consommation.

Mais revenons au Moyen Age européen, et à son économie naturelle, c'est-à-dire fondée sur des rapports non mercantiles. Ce système assure une bonne correspondance entre la production et la demande de la consommation des travailleurs d'une part, celle du seigneur et de sa cour de l'autre. Il n'est gravement défectueux que dans les années de mauvaises récoltes et de pénurie, ou lors d'invasions ennemies.

La classe des travailleurs de la campagne est, dans ce cas, constituée de serfs : cette classe ne nous intéresse plus puisque dans la société bourgeoise moderne ce type social a disparu. Le serf a un champ qu'il peut cultiver et dont il destine les produits à sa famille ; avec ce champ, il dispose de la modeste dotation des outils dont il se sert. Ses obligations, dans la première forme appelée "rente en travail", consistent, à certains moments, par exemple deux journées de travail par semaine, à devoir aller travailler sur le terrain réservé au seigneur qui

s'approprié le produit après la récolte. Il s'agit donc d'une servitude personnelle, et le paysan ne peut pas quitter son lieu de résidence, il ne peut pas sortir du territoire contrôlé par le feudataire. La richesse de ce dernier ne dépend pas de l'étendue des terres assignée et aussi modifiée par des feudataires supérieurs ou par le monarque, mais du nombre de familles qui lui sont asservies et qui suivent la terre lors des différents transferts de souveraineté.

Les serfs de la glèbe ne cessent pas d'être la composante fondamentale de la population rurale lorsque la prestation servile, au lieu d'être accomplie sous forme de temps de travail sur la terre seigneuriale, l'est sous forme de livraison d'une quote-part du produit de la terre qu'ils cultivent directement. Nous passons alors de la forme primitive de la rente en travail à la rente en nature : la première forme est la *corvée*¹ ; la seconde est la *dîme*, qu'elle soit due au seigneur, à l'Etat ou à l'Eglise.

DU SERF AU PAYSAN AUTONOME

[Retour à la table des matières](#)

Et pourtant, dans le milieu social étroit de ces formes primitives, le paysan travailleur peut, dans certains cas, commencer à conquérir une indépendance économique, mais non encore sociale. Les économistes se sont étonnés que cela ait pu se produire. Mais la chose est claire si l'on interprète ce rapport – très clair en lui-même sous l'angle de la distinction entre travail pour soi et surtravail se manifestant de manière immédiate comme fractions de temps de travail ou fractions de produit – dans le droit fil des analyses menées à propos du rapport complexe de l'époque capitaliste.

Sur un terrain stérile, il sera toujours nécessaire, pour l'accomplissement des obligations féodales, que le travail du paysan donne un peu plus que ce qu'il doit consommer pour se maintenir en vie : à savoir plus que ce qui est mesuré, à l'époque moderne, par le "salaire". Cette notion est commune à toutes les formes de production :

¹ En français dans le texte.

« Le fait que le produit du serf doit suffire à remplacer, à part sa subsistance, ses conditions de travail, se retrouve inchangé dans tous les modes de production (...) » ¹. Ici, « la rente consiste simplement dans l'appropriation d'un excédent de produit et de travail relativement à ce minimum ».

Mais si le terrain est un peu plus fertile, il peut arriver que le producteur immédiat, après avoir fourni, soit en travail effectué par lui et les membres de sa famille, soit en nature (produits), ce qui lui a été prescrit par le seigneur et par les autres institutions, consomme moins que ce qui lui reste et puisse mettre de côté une certaine réserve de denrées d'abord, puis d'outils, et aussi, au fur et à mesure que se développe le droit rural, de terre à cultiver, d'habitations modestes, de bétail et ainsi de suite.

Même avant l'abolition des relations féodales par la révolution politique, on voit déjà des serfs plus riches assujettir à leur tour d'autres serfs inférieurs.

Mais la sortie de l'économie de type naturel et la diffusion des rapports marchands, non seulement pour les produits manufacturés (auxquels pourvoyait dans un premier temps et dans une large mesure une industrie domestique et campagnarde), mais aussi pour les denrées agricoles, se produit à mesure que la rente en nature cède le pas à la rente en argent.

Nous sommes au point de départ d'une évolution grandiose. Dans sa forme la plus pure, elle mène à l'agriculture capitaliste intégrale : tous les produits tendent à devenir des marchandises et à entrer dans le champ d'une grande circulation, d'abord nationale, et ensuite extra-nationale. La classe des fermiers capitalistes se forme, et, du côté opposé, celle des paysans salariés, dépossédés de terre comme d'argent. La terre, affranchie des droits féodaux, devient totalement commercialisable, et, avec les capitaux accumulés dans les villes, apparaissent de nouveaux propriétaires fonciers qui, pour partie, gèrent les terres acquises, et, pour partie, les confient à des fermiers. Le rapport entre

¹ Id., éd. sociales, p.171. MEW, p.798. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

ville et campagne est complètement révolutionné, et le bouleversement est plus radical que occasionné par le remplacement du métier artisanal par la grande manufacture : c'est ce qui nous a fait définir le capitalisme comme *révolution agraire*.

La dépendance entre ville et campagne s'inverse, la production n'est plus assujettie à la consommation naturelle, mais la consommation à la production artificielle. C'est alors que commencent la baisse des prix des objets manufacturés et la hausse des prix des produits alimentaires.

En Italie, la campagne avait moins qu'ailleurs tyrannisé la ville, comme, par exemple, dans la France des rois où une cour de ruraux maltraitait la magistrature et le Parlement de Paris. La révolution libérale a pour résultat d'assujettir politiquement les seigneurs et les paysans et aussi d'affamer les couches populaires urbaines, soulées de souveraineté juridique.

« Au Moyen Age, le taux de profit élevé n'est pas uniquement dû à la composition inférieure du capital où domine l'élément variable avancé en salaire, mais surtout à la spoliation de la campagne : on accapare une partie de la rente du propriétaire foncier et du revenu de ses sujets. Si, au Moyen Age, les campagnes exploitaient les villes au point de vue *politique* partout où le régime féodal n'était pas battu en brèche par un développement exceptionnel des villes, *comme en Italie* par exemple, la ville par contre exploitait, partout et toujours, les campagnes au point de vue économique en leur imposant ses prix de monopoles, son système d'impôts, ses corporations, ses escroqueries commerciales et son usure » ¹.

Mais là où il y avait des serfs de la glèbe et des seigneurs, l'évolution ne s'est pas toujours faite uniquement vers la formation de fermiers, salariés, et propriétaires bourgeois. Les serfs aisés et les petits exploitants terriens se sont transformés, selon les régions, en masses plus ou moins denses de propriétaires travailleurs autonomes et de petits colons, tributaires, non plus du seigneur féodal, mais du propriétaire bourgeois de la terre.

¹ Id., éd. sociales p. 180. MEW, p. 809. Soulignements de Bordiga.

LE COLONAT PARTIAIRE

[Retour à la table des matières](#)

Le colon est celui qui cultive avec sa force de travail (et celle de sa famille) une terre qui ne lui appartient pas. Il doit donc payer une rente à celui qui détient le titre juridique de propriété. Il peut acquitter cette rente en argent, et nous avons affaire au petit fermier. Mais s'il la paie en nature, avec une quote-part des denrées que le propriétaire est ensuite libre de consommer ou d'échanger contre argent sur le marché, on a coutume couramment de le nommer *métayer*, puisque on entendait par métayage ¹ la division de la récolte en deux parties égales : la moitié au propriétaire, la moitié au cultivateur.

Etant donné que ce partage varie beaucoup selon les époques et les lieux, que, dans un même contrat de colonat, il peut être différent (et il l'est dans la généralité des cas) pour ce qui pousse au dessous ou au dessus du sol, pour les fruits, le vin, etc., que parfois ces produits vont entièrement à une seule des parties, il est plus exact de ne pas employer le terme de métayer, mais celui de "colon partiaire".

De même que nous passons insensiblement du colon qui paie un petit loyer en argent au fermier capitaliste, car le locataire, ne pouvant plus cultiver le fonds affermé par son seul travail et celui de sa famille, engage des ouvriers agricoles salariés, de même avons-nous à l'époque actuelle, particulièrement en Italie (Romagne), de riches colons partiaires, ou métayers par antonomase, qui exploitent la terre qu'ils tiennent du propriétaire avec un nombre souvent important de journaliers salariés.

Comme on le sait, dans cette situation se forme une double opposition d'intérêts : celle entre le métayer et le propriétaire, qui porte sur le montant de la redevance de loyer représenté par la quote-part de denrées (rente du propriétaire) et celle entre l'ouvrier agricole et le métayer qui porte sur le niveau du salaire. Historiquement, le métayer n'a

¹ It. : *mezzadria*, de *mezza* : moitié .

cessé de s'éloigner du paysan pour se rapprocher du fermier capitaliste (qui prédomine, par exemple, en Lombardie), et cette lutte à trois présentait, dans l'Italie d'avant-guerre, la disposition suivante : propriétaires (fonciers) cléricaux ou libéraux – métayers républicains, avec les Bourses du Travail "jaunes" – ouvriers agricoles socialistes, avec les Bourses du Travail "rouges" (et aussi, en Vénétie, ouvriers catholiques, avec les ligues "blanches").

Pour l'instant, occupons-nous du *métayer*¹ qui pioche effectivement la terre, et du rapport économique qui définit ce type, non purement capitaliste, de production rurale.

« Le métayage ou système d'exploitation avec partage du produit peut être considéré comme une forme de transition entre la forme primitive de la rente et la rente capitaliste ; l'exploitant (le tenancier) apporte, outre le travail (le sien ou celui d'autrui), une partie du capital actif et le propriétaire foncier, en plus de la terre, fournit l'autre partie du capital (le bétail par exemple) ; le produit est réparti entre le métayer et le propriétaire dans des proportions déterminées qui varient suivant les pays »².

Marx explique que le gain que le propriétaire retire peut constituer non seulement la rente foncière au sens complet moderne, mais aussi une part du profit du capital. Le gain que réalise de son côté le métayer peut constituer non seulement le salaire correspondant à sa force de travail, mais en plus une partie du profit d'entreprise, dans la mesure où il est possesseur d'au moins une partie des moyens de travail. La rente, le profit et le salaire, ne sont donc pas nettement isolables comme dans le cas de l'exploitation par le fermier capitaliste.

Ce qu'il est toutefois intéressant de mettre en relief, en particulier lorsque nous ne traitons pas du petit fermier travailleur, mais du colon partiaire qui paie la rente en denrées, c'est le fait qu'une grande partie de la valeur produite est soustraite à la circulation.

1 En français dans le texte .

2 Id., éd. sociales p. 182. MEW, p. 811.

La révolution capitaliste n'est complète que lorsque la totalité du produit du travail, sous forme de marchandises puis d'argent, entre dans un circuit unique, de plus en plus vaste géographiquement, dans lequel la production se déverse et la consommation puise. Le dépassement du mercantilisme ne sera possible qu'en prenant appui, dans cet immense magma, sur la fusion des anciens *îlots de production et de consommation*.

Or, dans le métayage, le produit, pour la part qui reste au métayer, est destiné à sa consommation (nous faisons référence ici au pur métayer travailleur de la terre) sans entrer dans le circuit général des marchandises. Par conséquent, les quotes-parts qui correspondent au salaire et à une partie du profit ne revêtent pas la forme de marchandise de monnaie. Il en est de même, au moins partiellement, du tribut versé en nature au propriétaire terrien en tant que rente et partie du profit : il sera en effet consommé en partie par le propriétaire et sa famille, et pour l'autre partie seulement converti, sur le marché, en d'autres biens de consommation nécessaires, ou investi en capitaux.

Ce critère suffit à établir que tout colonat de ce genre est une forme rétrograde, surtout dans la perspective du passage au communisme, par rapport à l'entreprise agricole avec travail salarié, sans parler des considérations sur la dimension de l'entreprise elle-même, autre argument non moins important.

CE QUI EST SOUSTRAIT AU CIRCUIT

[Retour à la table des matières](#)

La formation et l'extension des marchés sont le fait central de la naissance de l'économie moderne et le chapitre essentiel du roman historique de la bourgeoisie qui a conduit révolutionnairement les peuples des pays les plus lointains à consommer les produits d'origines les plus diverses, et à payer, en même temps qu'ils échangent des produits, les tributs les plus variés aux nouvelles formes de vie et d'activité.

Avec le mercantilisme capitaliste, l'économie n'est déjà plus un système de rapports entre personnes privées mais un fait social, enfermé toutefois dans les limites d'une forme classique de production et fondé avant tout sur le système du marché (dont il est l'expression) et la loi de la valeur d'échange, seul facteur permettant d'établir l'équilibre entre efforts de travail et besoins.

Le développement du capitalisme rend inéluctable de nouvelles solutions à ce rapport : tel est le point central de nos doctrines et programmes. Ces solutions, en rejetant la loi mercantile, iront vers l'abandon définitif des compensations à l'intérieur des circuits locaux. Le résultat favorable consistant à disposer, en vue d'un rendement supérieur du travail social, de l'ensemble des produits pour l'ensemble des consommations, sans compartiments étanches, sera conservé, mais on abandonnera l'expédient de l'équivalence monétaire qui ne donne que l'illusion d'un résultat semblable, alors qu'elle laisse chaque îlot de travail condamné à ne pouvoir aller, pour la satisfaction de ses besoins, au-delà des limites données par sa productivité matérielle locale.

Encore une fois, le socialisme ne consiste pas en ce que l'individu, le groupe ou l'entreprise considérée comme organisation de producteurs, puissent consommer toute la valeur qu'ils ont produite sans soustractions (ce qui est même une absurdité), mais en ce qu'il puisse organiser la production selon un plan unitaire, en relation avec un plan unitaire des besoins sociaux, comme l'indiquent les nombreuses citations que nous avons données des puissants raccourcis de nos textes classiques.

Il ne sera pas nécessaire – c'est même justement le point à dépasser – que telle usine ou tel terrain consomme en la personne de ses travailleurs l'équivalent de ce qu'ils ont produit, et encore moins que de tels budgets en équilibre soient bouclés pour les nations, les provinces, les villes ou les villages. Dans ce genre d'ébauches utopistes, nous pouvons trouver des courants *syndicalistes*, *communalistes* ou *d'entreprise*, mais rien qui ressemble, même de loin, au programme propre du communisme marxiste.

Le capitalisme industriel a pu faire accomplir à l'humanité un bond en avant gigantesque dans le rendement de l'effort de travail – en ne permettant pas, cependant, à la classe même qui travaille d'en profiter –, parce que, *concernant les produits manufacturés*, le jeu de l'affrontement dans la concurrence-équivalence mercantile a conduit au remplacement général des moyens de production désuets par des moyens plus puissants et plus rentables, et que les vieux systèmes ont presque disparu devant l'avancée des nouveaux, en faisant grandement progresser la satisfaction des besoins de ce type, quelle que puisse être la critique, fondée, de leur *complication* progressive.

Cela a eu pour conséquence que, partout, les entreprises qui produisent sur une plus grande échelle, plus rapidement, et en plus grandes quantités (fût-ce dans une alternance difficile de courants et de contre-courants, interrompue, même, par des crises effroyables), ont fini par expulser et balayer les entreprises moins équipées et moins efficaces, en particulier dans le domaine technologique où la dimension supérieure de l'organisation d'entreprise est, entre autres, un élément décisif pour l'emporter.

Partout et toujours, mais dans certaines limites. Là où il n'existe pas, *naturellement*, de rente, et tant que le cours prévu et inéluctable du cycle capitaliste de concentration-accumulation n'engendre pas, *artificiellement*, le *phénomène-rente* !

Et voilà pourquoi l'indéniable progrès quantitatif – mais certainement pas, au même degré, qualitatif – dans l'adéquation entre travail et besoins, qui a été réalisé depuis deux siècles de capitalisme *dans la sphère des objets manufacturés*, ne s'est pas accompagné d'un résultat comparable, même de loin, *dans le domaine agricole* ; et voilà pourquoi il est certain qu'au-delà de l'époque actuelle, le cycle capitaliste sera régressif sur toute la ligne, tout en continuant à augmenter de manière gigantesque le volume de la production.

Là où il y a rente, c'est-à-dire monopole – grâce à la force politique de classe organisée en pouvoir public –, le phénomène de la forme la plus efficace chassant la moins efficace se renverse en son contraire tant que l'enveloppe capitaliste n'est pas brisée.

Là où règne la loi qui fait que tout est réglé par le système le plus mauvais, par le terrain le plus stérile, la technologie est en sommeil depuis cinq, dix siècles, en un étrange contraste avec la fièvre qui fait changer d'équipements dans d'autres secteurs aux cycles d'"amortissement" très courts, surtout dans le domaine des techniques de la mort, de sorte que ce terme des économistes ne pourrait être mieux choisi.

TRISTE ARCADIE

[Retour à la table des matières](#)

Il faut bien verser des larmes devant ce blocage du progrès agricole, car parmi d'autres phénomènes que le capitalisme a déchaînés figure la croissance des populations à un rythme que l'histoire des autres époques ignorait complètement, et ces milliards de bouches hurlent parce qu'elles ne trouvent pas à manger, qu'elles ont moins de pain que les membres des communautés ancestrales, et se fichent pas mal d'avoir cent ou mille fois plus d'acier, de pétrole, d'uranium ou de cobalt.

Mais la production agricole a cependant quelques compensations, étant donné que toute la pathologie du capitalisme, qui est le cauchemar des grandes agglomérations, infeste moins durement les campagnes et y suscite de moindres besoins, surtout dans le domaine des besoins tordus et morbides. Et le travail en plein air, s'il ne mérite pas les apologies littéraires dont il fut toujours entouré, s'il connaît les terribles extrémités de la misère et de la dégénérescence humaines – surtout là où règne la petite agriculture, hypocritement admirée –, ne présente cependant pas certains traits inhumains d'étouffement de l'homme au travail et ne le contraint pas, en règle générale, à des conditions impitoyables d'environnement et d'effort nerveux, sinon musculaire.

Il y a d'autres secteurs où les inconvénients particuliers des conditions dans lesquelles se déroule la vie du prolétaire, sur son lieu de travail et sur son lieu de résidence, ont été corrigés précisément sous

l'action du rendement productif élevé atteint par la technique, en apportant des compensations très variées à l'intensité supérieure des efforts et en permettant de condamner finalement, par la coercition plus que sous l'effet de la loi spontanée de l'économie, et toujours dans l'intérêt du système capitaliste lui-même, les dispositifs les plus contre-productifs de la peine des hommes.

En conséquence, l'agriculture, bloquée par l'entrave de la rente, est demeurée primitive, mais n'exige qu'un effort humain tolérable ; l'industrie en général, ignorant jusqu'à présent l'entrave de la rente, a entassé trop de travailleurs dans des espaces trop étouffants, mais n'a pas connu la limite de l'alignement de "tous les cas le plus mauvais possible" en parvenant à amener presque tout le monde aux conditions du cas le moins primitif et le plus perfectionné.

Il y a d'autres secteurs que l'agriculture où sévit le phénomène de la rente.

Nous ne parlerons pas pour l'instant du domaine des habitations urbaines, où le monopole des terrains à bâtir conduit à un coût de construction et d'utilisation qui a une influence décuplée sur le niveau de vie prolétarien, bien que des contre-mesures soient imaginables dans les limites même du capitalisme.

Il existe un autre domaine de cruelle actualité – et il n'y a aucun plaisir à répondre de cette manière à ceux qui trouvent nos exposés abstraits et non soumis à l'impulsion et à l'urgence du moment – c'est celui de l'industrie extractive.

RIBOLLA : LA MORT DIFFÉRENTIELLE

[Retour à la table des matières](#)

Avec les premières nouvelles de la catastrophe qui a tué 42 travailleurs dans l'obscurité, la suffocation et la boue du travail d'extraction, on a diffusé des descriptions de la mine de lignite de Toscane ¹.

¹ Il s'agit du coup de grisou qui a eu lieu le 4 mai 1954 à la mine de Ribolla.

Dans les premières informations, les toutes premières, qui furent données sans penser encore aux méprisables gesticulations des partis, tout le monde l'a dit : la vieille mine mal équipée, proche désormais de l'épuisement et ne méritant pas en l'état les frais d'une modernisation des installations, *devait être fermée*. Mais c'eût été le chômage et la faim pour le petit pays de Ribolla qui n'avait aucune autre ressource économique.

Par conséquent, la mine est restée ouverte et la solution est digne des principes qui régissent le système capitaliste : c'est un fait que les morts ne mangent pas.

Une autre usine, qui aurait fabriqué, par exemple, cent de produit par unité de travail au lieu de mille, aurait été fermée depuis des décennies, mais la mine, elle, est restée ouverte. Les méthodes d'extraction étaient celles d'il y a des siècles et que les descriptions du XIX^e siècle attribuent aux mines anglaises et françaises de combustibles fossiles. Mais tandis que ces dernières sont en train d'abandonner ces méthodes grâce à des équipements modernes de sécurité, les équipements italiens, au contraire, se détériorent.

C'est une conséquence directe des lois économiques du capitalisme. D'autres pays plus industrialisés disposent avant tout d'un sous-sol riche en minerais de qualité et de pouvoir calorifique bien plus élevé : nous, nous en sommes réduits au lignite, et même à la tourbe, et à utiliser des mines de *fertilité* inférieure.

Ce sont bien ces dernières qui régulent le prix international et maintiennent élevé celui de l'antracite que nous fera grassement payer le *pool* du charbon, ce *rentier*¹ européen de l'exploitation des combustibles et des minerais, nid douillet du surprofit capitaliste sur les matières premières de la mort militaire et civile.

Les combustibles extraits des entrailles de la terre proviennent de la digestion géologique de végétaux, de savanes et de forêts. Ils sont plus ou moins riches en carbone et possèdent un pouvoir calorifique varié. On les classe grossièrement en tourbes, lignites, houilles et an-

¹ En français dans le texte .

thracites. Les anthracites sont les charbons fossiles riches qui viennent principalement d'Angleterre, des États-Unis, d'Afrique du Sud, etc. En Italie, il y en a peu : les besoins annuels globaux se situent entre 12 et 15 millions de tonnes, alors que la production actuelle atteint à peine 2 millions. Mussolini, dans ses plans d'autarcie, a voulu la faire passer des 3 millions de 1939 à 4, soit un tiers des besoins. En 1942, année de guerre, la célèbre Entreprise d'État des Charbons Italiens, fondatrice de nouvelles villes, parvint en effet aux 5 millions de tonnes ¹.

La faible quantité d'anthracite est extraite dans le Val d'Aoste et à Barbagia en Sardaigne. Des quantités encore plus faibles de houille sont extraites dans le Frioul et l'Iglesiente. L'anthracite des meilleures mines istriennes (Arsia) a été perdu après la guerre. Le plus gros de la production est constitué par le lignite de Sardaigne, d'Ombrie, du Valdarno et de la région de Grossetto; parmi les différents types allant des plus riches (picéa, xyloïde) aux plus pauvres (lignite tourbeux), le charbon *Sulcis* était déjà classé comme lignite de faible valeur calorifique.

Le meilleur anthracite dépasse en pouvoir calorifique 9 000 calories par kilogramme, la houille est à environ 8 000, les différents lignites entre 7 000 - 7 500 et moins, et la tourbe, qui doit être préalablement séchée, à environ 3 000.

Les prix internationaux de ces combustibles vont de 24 000 liras pour une tonne de charbon sud-africain à 18 000 pour l'anthracite anglais, à 14 000 pour la houille et à 8 000 environ pour les lignites nationaux (les meilleurs oscillant entre 10 et 11 000). Le prix varie donc avec la capacité calorifique, à raison de 2 000 liras par millier de calories au kilogramme. Cela revient à dire que le minerai le plus médiocre, et donc la mine la moins fertile, régule le marché général.

¹ En 1953, la production italienne de charbon, de l'anthracite à la qualité *Sulcis* (voir plus loin) dépassait de peu 1 070 000 tonnes; depuis, elle est descendue à des quantités insignifiantes.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE !

[Retour à la table des matières](#)

On dit que les coûts d'extraction du charbon de la qualité *Sulcis*, très mauvaise par rapport aux charbons d'importation (en effet, les coûts d'extraction dépendent en principe de la quantité de matériaux, et non de leur pouvoir calorifique, et doivent donc être sensiblement les mêmes dans tous les cas : les difficultés techniques se compensent, et les mines dotées de minerais plus riches sont logiquement mieux équipées en installations de taille, d'évacuation, de sécurité et le travail y est donc plus productif), seraient d'environ 11 700 liras nettes par tonne. Selon les journaux commerciaux, on ne l'écoule qu'à des prix inférieurs au prix courant et avec une *perte* de 4 000 liras par tonne : une rente à l'envers. Mais il n'y a aucun doute qu'aux coûts nets en capital constant et en salaires (les ouvriers menacent continuellement de se mettre en grève en revendiquant des crédits pour les entreprises), s'ajoute le profit des sociétés exploitantes et aussi une rente "absolue". C'est Pantaloni ¹ qui la débourse : ce jeu coûte annuellement 4 milliards à l'État italien. Dans ces conditions absurdes, la production augmente, l'entreprise stocke des montagnes de ce très mauvais charbon, de même, à ce qu'il paraît, qu'on entasse autant de bon charbon importé en excès et payé en devises fortes à l'étranger, sur les docks de Gênes.

Étant donné qu'il n'y a pas de raison pour que le prix *individuel* de production du *Cardiff* ou des charbons extra-européens soit très différent des 11 - 12 000 liras italiennes, la différence entre ce prix et la valeur de marché, un écart de 6 à 12 000 liras environ, constitue la *rente différentielle* de ces mines. On pourra dire que ces dernières paieront des salaires plus élevés, mais, grâce à un meilleur outillage, il est absolument certain que le tonnage annuel par *unité* de travail est bien supérieur.

¹ Cf. [note 214](#).

Dans tout cela, où est la folie la plus furieuse, la démagogie économique la plus imbécile ? Ce n'est pas de dénoncer la rente, le surprofit, le profit des sociétés capitalistes, que l'on ne combat que sur le terrain de l'organisation sociale et politique de l'Europe entière et non par des manoeuvres commerciales et législatives, mais de réclamer que les mines à *fermer* soient maintenues ouvertes, d'exiger, tout en sachant parfaitement que c'est absurde, qu'elles soient dotées, alors qu'elles vont s'épuiser, de coûteux équipements de sécurité.

C'est pourtant cela et rien d'autre que demandent les partis "extrémistes" qui doivent fabriquer des suffrages aux élections locales, en s'attribuant le mérite bouffon de lutter contre "ne serait-ce qu'un seul licenciement".

C'est ce que demandent aussi en chœur, en n'insultant les premiers que pour l'effet produit sur un public stupide, les capitalistes, heureux que l'État, et naturellement la classe ouvrière italienne, prennent en charge le solde passif.

Dans tous ces drôles de mouvements, le monde des affairistes palpe des sous à la pelle, et le monde des bavards parlementaires justifie l'exploitation de la plus stupide des mines : celle de la connerie humaine.

Quand le développement logique des lois économiques du capitalisme d'entreprise – qui sont mathématiquement les mêmes en Russie comme ailleurs, et avec les mêmes effets fatals – débouche sur une catastrophe meurtrière, on ne saisit pas l'occasion de stimuler dans la classe prolétarienne l'appropriation de la doctrine révolutionnaire de classe, mais on recherche, avec la mentalité la plus crassement bourgeoise, la "responsabilité", la *faute* de ce dirigeant capitaliste-ci plutôt que de celui-là ou de tous, le *scandale*, oxygène suprême de cette Italie *post-Dongo* ¹ sans vigueur et qui, dans sa misérable oeuvre administrative dont gouvernements et oppositions partagent les lignes di-

¹ Cf. note suivante.

rectrices, reproduit les instructions de l'homme de Dongo ¹, à la seule différence qu'elle obtient des résultats encore plus couillons.

Si le capital italien, pauvre sous-section du capital mondial, mais riche d'expérience et d'expédients par héritage historique, mettait au concours la meilleure façon de maintenir la classe ouvrière éloignée d'un retour au potentiel révolutionnaire, le tout premier prix serait remporté haut la main par les staliniens locaux qui, avec leurs chefs-d'œuvre de manœuvrisme et de langage, deviennent, à chaque nouvelle occasion, plus bassement et plus vulgairement démagogues.

Il faut croire qu'on leur a déjà versé leur salaire. Et si ce n'est qu'une insinuation, , ils n'en seraient qu'un peu plus méprisables.

Il Programma Comunista, n°10, 14 - 28 mai 1954.

¹ Il s'agit de Mussolini qui fut assassiné par des partisans à Dongo près de Côme (NdR).

Textes sur la question agraire

14.

MISÉRABLE ESCLAVAGE DU LOPIN DE TERRE ¹

Il Programma Comunista, n°11, 29 mai - 15 juin 1954

DÉCOMPOSITION EN FACTEURS

[Retour à la table des matières](#)

En passant, enfin, à l'examen des couches secondaires de l'économie agraire, nous avons traité du colon partiaire (métayer) et du rapport social particulier dans lequel il se trouve vis-à-vis du propriétaire terrien : à ce dernier revient la rente foncière et parfois une quote-part de profit du capital s'il possède un capital mobilier (machines, bétail, etc.) ; au colon, ce qui serait le montant du salaire correspondant à son travail personnel, augmenté d'une part du profit du capital. Deux cas se présentent : s'il s'agit d'un tout petit colon qui travaille lui-même, ou avec la seule aide de sa famille, toute la terre qu'il loue, il touche cette part dans la mesure où il possède quelques outils et achète, avec son modeste capital d'exploitation, des semences, des engrais, etc. ; s'il s'agit d'un gros métayer ou colon partiaire, c'est aussi en second lieu parce que, devant engager des journaliers, il possède et avance un capital-salaires.

¹ It.: *schiazza*. Littéralement, un rien.

Dans la présentation de Marx, que nous suivons fidèlement en démontrant à chaque étape qu'il n'y a rien à y changer, toute l'analyse des rapports sociaux agraires est conduite en référence au cas pur de l'économie capitaliste terrienne, avec ses trois figures : le propriétaire qui ne touche que la rente – le fermier qui, en avançant tout le capital, ne touche que le profit – le journalier, qui ne touche que le salaire. Ces trois grandeurs économiques pures, une fois introduites, se superposent en pratique de manière variée, mais nous les considérons comme uniformes et homogènes, et les personnes, ou mieux les couches sociales, comme hybrides.

Il n'existe pas d'autre manière de poser des problèmes scientifiques qu'on aborde par la méthode quantitative et non ... baratinesque. Si quelqu'un soutient que les faits sociaux ne peuvent pas faire l'objet d'une science ni d'une théorie quantitative, mais seulement d'une description narrative, bon ! Celui-là est clairement positionné et il n'y a plus qu'à lui dire : Monsieur, l'un de nous est de trop !

Mais lorsqu'on prétend employer la méthode marxiste et qu'on traite ces sujets avec des effets lacrymaux, sentimentalistes et d'allure hypocritement affective, en insultant les bourgeois, non parce qu'ils agissent et pensent en bourgeois, mais parce qu'ils se comportent en personnes immorales, cruelles, antichrétiennes, antinationales, antipopulaires, alors c'est une apostrophe moins chevaleresque qu'il faut adresser à cette vile espèce de contradicteurs : messieurs, vous puez du cœur !

La méthode scientifique, qui fait la théorie des "procès purs", sans qu'il soit besoin d'en exhiber un échantillon "concret", qui parvient, grâce aux relations qu'elle a découvertes, à représenter, expliquer, prévoir le cours des procès complexes qui seuls se rencontrent dans la réalité (et qui, au grand dépit de Hegel, affirme tranquillement que ce qui est rationnel n'est pas réel et que ce qui est réel n'est pas rationnel), n'a rien de mystérieux, et on peut en donner mille exemples.

Supposons que nous nous posions le problème, rien moins que "théorique", du temps qu'il faut à un véhicule à moteur pour atteindre une certaine vitesse et surtout du temps qu'il lui faut pour s'arrêter ... avant de nous passer dessus. Ce temps est déterminé outre, bien en-

tendu, la puissance motrice et la masse du véhicule, tant par la platitude de la route, sa pente (montée ou descente) que par la résistance du milieu (air, dans notre cas, et vent). On arrive à donner la réponse lorsqu'on a "écrit" les lois du mouvement sur une route plane sans frottement de roulement et sans action de l'air (une route qui de toute évidence n'existe pas), ensuite du mouvement sur un plan incliné dans les deux sens, du frottement des roues et enfin de la résistance des milieux. De la combinaison des lois de ces différents procès, dans un cas réel, on déduit la conclusion particulière ; et, en fonction de tout cela, le conducteur appuie sur l'accélérateur, freine, change de rapports, pousse sans hésiter son moteur dans les montées, descend avec prudence, prévoit l'effet d'un vent tourbillonnant, des virages, etc. On comprend bien tout cela, même si l'on ne connaît pas chacune des lois formelles. Et cependant, celui qui veut établir pourquoi l'homicide a eu lieu et construire la voiture et la route de façon à l'éviter, doit bien les connaître. Subir une collision est quelque chose de réel, mais l'esquiver est plus rationnel.

Par conséquent, au lieu de courtiser le paysan propriétaire et travailleur, et pire, d'en faire un modèle idéal de l'homme libre et autonome, il nous faudra le désarticuler sans hésitation et mettre en relief les organes du salarié, ceux de l'entrepreneur, et ceux du propriétaire. Deux âmes, hélas, l'habitent, et même trois : voilà la tragédie.

NOMADE ET COLON

[Retour à la table des matières](#)

Le colon a une physiologie sociale plus simple que le paysan propriétaire : il n'a ni la saveur ni la couleur du propriétaire immobilier. Si on procède au titrage chimique ou clinique, on trouve zéro ; on obtient ce titre en ouvrant les registres du cadastre : son nom n'y figure comme entreprise titulaire d'aucune parcelle désignée sur les cartes, pas même d'un mètre carré.

Le colon n'est pas lié à la terre : c'est un homme libre, comme il l'était dans l'Antiquité même. Il possède bien des provisions, un équipement qu'il peut charger en totalité sur quelque carriole, et il possède

la bête qui la tire : il peut donc décamper et s'en aller cultiver, en conservant sa figure sociale de travailleur-exploitant, un autre morceau de terre.

En général, le petit colon déteste le changement : comme dans le cas du grand fermier, il désire ardemment un bail à long terme et, à l'échéance, sa reconduction, tandis que le propriétaire préfère des baux de courte durée et non renouvelables ; il sait bien que, de cette façon, le colon laisse en terre une quote-part de capital-travail sous forme de bonification foncière, susceptible d'accroître la rente exigible.

L'Italie d'avant-guerre connut de grandes luttes contre les expulsions de colons ¹, au gré du propriétaire, par contrainte légale et non sans épisodes sanglants. Aujourd'hui, le "blocage" des loyers agricoles apparaît comme une grande conquête sociale qui proroge l'échéance des contrats et empêche, dans une certaine mesure, l'augmentation des fermages, même si elle n'est pas due à l'accroissement du rendement productif mais à la dévaluation de la monnaie. Quand il s'agit de loyer en nature et non en argent, on freine l'augmentation de la quote-part de denrées que représente le versement périodique au propriétaire au titre de la rente foncière.

Ce mécanisme est particulièrement farfelu en Italie où, à partir des fondations mussoliniennes, il a été développé par les catholiques, les libéraux, les socialisants et les communistes (voir la série Propriété et Capital, dans les premiers numéros de *Prometeo*). L'inconsistance de tout cela apparaît de manière très nette dans son application, faite en dépit du bon sens, aux fermages fixés pour les grandes propriétés, que ce soit en argent ou (à titre purement fictif et de compensation des fluctuations monétaires) en blé. De fortes sommes passèrent ainsi des propriétaires terriens aux capitalistes ruraux, ce qui met en évidence combien toutes ces mesures ne favorisent pas en réalité le travail agricole, mais bien le capital agricole; et si elles caressent démagogiquement le paysan métayer et colon dans le sens du poil, elles le font uniquement en raison de sa constitution bâtarde d'entrepreneur qui, en définitive, est celle-là même qui le berne. Ce confusionnisme et l'alliance malpropre entre les intérêts du travail et ceux du capital d'en-

¹ It.: *escomii*.

treprise renferment en eux, de même que la formule fasciste, la quintessence de la formule économique-sociale des défuntes "CLN"¹, celle de l'époque (bien plus stupide que les vingt années du fascisme) que, dans les vicissitudes changeantes de la politique italienne, nous exécutons tous.

Le colon se sépare donc du petit propriétaire en ceci que le second est fixé à sa terre (sauf cas d'achat-vente que le mécanisme bourgeois autorise pleinement), tandis que le premier peut en principe se déplacer où il veut. Dans les deux cas on a prédominance de la consommation à l'intérieur de l'entreprise des denrées produites et ainsi soustraction au circuit marchand. Petite propriété et colonat ont tous deux des effets qui s'opposent à la circulation moderne des produits-marchandises, mais la propriété parcellaire est plus *fossile* encore que le colonat, étant donné qu'elle fait également obstacle à la circulation des travailleurs.

Une classe dominante, et par-dessus tout la classe capitaliste, tient d'autant mieux le pouvoir et étouffe toute révolution que le mouvement des produits du travail et des personnes qui travaillent est plus faible, tant à l'intérieur des frontières qu'au delà.

Nous utilisons le terme de colon dans un double sens : celui actuel de petit fermier ou métayer qui, sur une terre de culture ancienne, prend la place d'un autre, et celui, historique, de premier cultivateur et défricheur d'une terre vierge, voire ignorée. Ce colon d'outre-mer surgit avec la force d'occupation, et progressivement, l'organisation politique en fait un locataire de l'État, puis un propriétaire en bonne et due forme.

Avant même le colon ancien ou moderne, précédé ou non de flottes et d'armées de conquêtes, il y a le nomade qui, à la recherche de terre, amène avec lui sa force musculaire et ses rares outils. Mais c'est chez les peuples nomades que se trouvaient les communautés colonisatrices se déplaçant sur de gros chariots qui étaient en même temps des ins-

¹ CLN.: Comités de libération nationale, qui réunirent les partis démocratiques italiens de septembre 1943 à avril-mai 1945.

truments de guerre et de production ; le travail et la consommation étaient immédiats, naturels, non fixes, mais *collectifs*.

Le petit fermier ou métayer moderne, en quête de terre, fonde une entreprise individuelle expulser l'ancien propriétaire ni les bêtes féroces pour avoir un endroit où semer, mais il paie, pour ce faire, une indemnité.

Cette forme sociale de gestion de l'agriculture a donc, du point de vue technique et productif, du point de vue de l'amélioration de la terre et de l'agriculture, tous les défauts et côtés négatifs de la barbarie primitive, incapable d'enraciner son alimentation dans une organisation stable et permanente ; elle a, du point de vue économique et social – et donc des possibilités de maturité de l'action historique des couches correspondantes –, les côtés négatifs, au sens moderne, qui résultent de la consommation locale immédiate à l'intérieur de l'entreprise, avec son horizon borné, de l'insuffisance des rapports, même marchands, avec le circuit général. Non seulement, comme travailleur, le tout petit métayer mange ce qu'il fabrique de ses mains, mais, comme entrepreneur, il paie la rente avec une fraction matérielle de son produit physique.

Le paysan propriétaire est-il plus moderne, lui qui ne paie pas de rente, puisqu'il est le *rentier*¹ de lui-même, mais uniquement des impôts ou des intérêts de dettes, et qui doit le faire en argent, tandis que, d'autre part, il est lié à son lieu de travail et, en règle générale, n'en change pas durant des générations entières ? Certainement pas de beaucoup. La dernière tendance est de lui barrer la seule voie l'élevant au rang de salarié globe-trotter : l'émigration ; et aussi l'autre qui lui permettait de s'arracher à son lopin de terre natal : la guerre d'infanterie.

1 En français dans le texte .

LA COURONNE PARCELLAIRE

[Retour à la table des matières](#)

Le travailleur de la terre que la révolution bourgeoise a transformé en propriétaire exclusif de l'espace que ses bras, au risque qu'ils se brisent et pendent inertes le long de son épine dorsale tordue, arrivent à gratter fébrilement, durant toute une vie sans repos, n'a pas de maître. Il n'en a pas au regard de la loi, de la littérature et de la philosophie : tout est là pour le libéralisme capitaliste, et donc, presque tout pour l'anarchisme libertaire. Presque, car, prétendant appliquer la formule ampoulée "ni Dieu, ni maître", il lui faudrait régler ses comptes avec le curé qui exerce une véritable dictature sociale et politique sur les petits paysans (même s'il n'y a plus de dîme).

Les partis ex-marxistes qui ont beaucoup de partisans chez les paysans parcellaires, n'ont pas seulement dû brader le marxisme, mais encore pactiser avec les prêtres, que ce soit au niveau étatique en Russie ou, électoral, en Italie.

La révolution bourgeoise a, d'une part, détruit les servitudes féodales, et libéré le paysan serf, et, de l'autre, a créé la "sécurité privée" de la propriété personnelle, y compris immobilière, juridiquement identique, sans égard à l'étendue ni à la différence existant entre la propriété où travaille le titulaire et celle où d'autres personnes travaillent.

Avant même le Manifeste, Marx, à peine âgé de vingt ans, avait déjà écrit que le communisme est la destruction de la *sécurité privée* qui avait existé jusque là. Mais cette sécurité privée, entière sur le plan conceptuel, combien coûte-t-elle à l'heureux propriétaire foncier à la taille ainsi réduite ¹, si nous la soumettons aux mesures économiques dont nous avons présenté la *formule* ? Voilà la question.

¹ Littéralement : « propriétaire en quarante huitième ». Bordiga use ici d'une métaphore d'imprimeur, celle de la feuille pliée un certain nombre de fois et donnant des feuillets de plus en plus petits.

Le petit paysan, qui réside sur sa terre et dans sa maison, jouit de la certitude de ne pas avoir à attendre d'un jour à l'autre – comme le salarié –, ou d'une saison à l'autre – comme le petit colon –, l'ordre d'évacuation. Il ne s'en ira que s'il le veut et au prix qu'il veut : rien ne pourra l'y obliger, si ce n'est un contrat de remplacement librement accepté et conforme à la loi des équivalents. Tout ceci est du *droit* ; en économie marxiste, nous avons clairement établi que, n'étant pas un produit du travail et, dans le cadre des rapports marchands, une marchandise, la terre a improprement un prix, mais n'a pas de "valeur" et n'est pas soumise dans les transferts de propriété, à la loi de la *valeur*, quand bien même la loi de la concurrence (très inférieure du point de vue hiérarchique) joue aussi un rôle (équivoque) dans ces transferts. Personne ne peut en effet dire : j'affecte tant d'argent-capital et je me fabrique tant de terre. On *trouve* la terre, on ne la *produit* pas : elle peut être gratuite, on peut la payer de sa vie. Nous insistons, même au risque d'ennuyer, sur cet a b c du marxisme.

Mais ce droit à la tranquille immobilité légale pour une vie entière, et de père en fils, que coûte-t-il au paysan (si nous calculons aussi selon l'arithmétique mercantile) en argent, en temps, en travail ? L'immobilité se prolonge sur des générations ; elle semble avoir quelque chose de commun avec les "droits des non-travailleurs", c'est-à-dire des seigneurs, des agrariens et des entrepreneurs industriels, puisqu'elle reste attachée à la personne du chef de famille, dont on n'héritera qu' "à sa mort", même si l'âge l'a désormais éloigné du lopin et réduit à l'état de pauvre larve végétant dans son taudis, où les adultes l'abandonnent le matin après un coup d'œil distrait, et où les enfants transforment leur propre droit temporaire à la paresse en droit de leur faire subir vacarme et chahut.

Nous avons souvent rappelé les pages terribles de Zola, dans La Terre, où l'on assiste, en présence de notaires de province, aux partages entre héritiers, effectués par les parents encore vivants qui se réservent un misérable "usufruit", lors de cette division que les avocats nomment *inter liberos*.

Chez Zola, la scène est digne d'un Michel Ange. Les deux vieillards hébétés sont assis, les enfants montés les uns contre les autres et contre les donateurs font et refont les comptes de ce qui doit

leur revenir, rognant le dernier bout de pain, le dernier morceau de sucre pour le succédané de café, calculant impitoyablement le minimum nécessaire pour faire tenir debout une carcasse squelettique et chancelante. A la fin, les vieux se lèvent en tremblant et apposent leur signature sur la paperasse honnie avec des mines de suppliciés : la belle, la sacro-sainte propriété, protégée par Dieu et le gouvernement, est passée aux mains d'autrui !

Alors le notaire, qui ne veut pas risquer la nullité de l'acte, apostrophe le vieillard, au cours de la pénible séance à propos de ses volontés et lui explique pour la centième fois (la hâte est exclue dans ces affaires où la pratique est millénaire) les articles du code sur les pouvoirs du testateur-donateur vivant : Toi, lui crie-t-il avec solennité, toi, as-tu compris, toi seul es *Seigneur et Roi* ; *Seigneur et Roi* ! Tel te fait la loi !

Les révolutionnaires du XX^e siècle sont plus terre à terre et ternes que les notaires du XIX^e. Aujourd'hui, ils organisent des petites fêtes en tricolore et rouge sale pour la concession de terres en pleine propriété aux petites familles rurales, eux aussi exaltent cette seigneurie trompeuse des miséreux, cette couronne des va-nu-pieds.

Dans la société actuelle, il y a trois cibles sur lesquelles l'artillerie révolutionnaire est pointée (et vous ne l'avez pas mise hors service pour toujours, ô adorateurs de la parcelle !) : famille, héritage, propriété. Ce sont des cibles à abattre non seulement quand elles sont aux mains de quelques-uns, mais surtout si elles sont réparties parmi la multitude.

DERRIÈRE LE PARAVENT

[Retour à la table des matières](#)

Il s'agit maintenant de définir la réalité sociale qui se cache derrière cet étalage de fausse souveraineté en évaluant le poids des facteurs économiques, et, pour ce faire, il convient de puiser à nouveau dans les pages de Marx.

Nous avons dit que nous voulions calculer le prix payé par le petit propriétaire pour cette "sécurité" conquise après le traditionnel "affranchissement". Quand les Barbares envahirent l'Europe occidentale et fondèrent, sur les ruines de l'État romain, les premières organisations nationales, si peu centralisées fussent-elles, ils se désignèrent, pour cette raison, sous le vocable de Francs : Engels illustre amplement ce fait dans L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, où nous avons tant puisé en différentes occasions et en particulier dans le rapport de Trieste ¹ sur la question raciale et nationale. Eh bien, le paysan franc, ex-membre de la horde et ex-soldat impérial, payait un petit prix pour entretenir la sobre cour de Charlemagne et la légère armature de l'État : en dehors de cela, Charlemagne dépassa les perspectives d'une agriculture parcellisée, bien que la densité des populations soit très faible, et expérimenta les grands domaines de l'État ou des ordres religieux.

Des formes beaucoup moins pures ont subsisté en Europe orientale, en raison entre autres de la moindre influence d'une société technologiquement différenciée et évoluée en tout point de vue, comme celle de la Rome classique et aussi chrétienne. Voyez comment Marx décrit une de ces formes en traitant de cette bête de somme qu'est le paysan "libre" :

« Des restes de l'ancienne propriété collective du sol, qui s'étaient maintenus après le passage à une économie paysanne indépendante, par exemple en Pologne et en Roumanie, ont servi de prétexte, là-bas, pour passer à de formes inférieures de la rente foncière. Une partie du sol appartient aux paysans individuels qui la cultivent eux-mêmes en toute indépendance. Une autre partie est cultivée en commun et donne un surproduit qui sert soit à payer les dépenses communales, soit à constituer une réserve en cas de mauvaise récolte, etc. Ces deux dernières parties du surproduit et finalement sa totalité, y compris le sol qui l'a produit, sont peu à peu usurpées par des fonctionnaires de l'État et des particuliers ; les propriétaires paysans primitivement libres, auxquels on continue d'imposer l'obligation du travail collectif sur ce

¹ Cf. Rapport à la réunion de Trieste (août 1953) paru dans les numéros 16 à 20 (1953) de *Il programma comunista*, sous le titre: Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste.

sol, se transforment ainsi en serfs, en paysans astreints à payer une rente en produit, tandis que les usurpateurs des terres communales deviennent les propriétaires non seulement des biens communaux usurpés, mais aussi des exploitations paysannes elles-mêmes » ¹.

Ce passage fait penser au côté vicieux du *kolkhoze* russe : l'autorisation donnée à chaque membre de cette entreprise de travail collectif (qui est en plus une entreprise capitaliste d'État qui déverse sa production sur le marché et paie dépenses et salaires) de garder pour soi le jardin individuel sur lequel il travaille et récolte pour sa consommation familiale ; il s'agit donc d'une économie à moitié mercantile et à moitié franchement *prémercantile*.

Marx se débarrasse en quelques notations des systèmes de production collective où une marge revient au propriétaire, lequel se confond avec l'entrepreneur. Dans ces formes non trinitaires mais dualistes, il y a d'un côté l'ouvrier agricole, non propriétaire, pas même de ses outils, qui reçoit des denrées alimentaires ou un salaire en nature, et de l'autre, tout le surtravail (indistinctement) où, en théorie, nous distinguons profit et rente. L'une de ces formes est la production esclavagiste classique où tout apparaît comme rente ; une autre, plus moderne, est celle des "plantations" d'Amérique et d'autres continents, où l'on produit du riz ou du café pour des marchés lointains à l'aide d'une main d'œuvre locale semi-esclave. Une forme actuelle est celle où le propriétaire administre, comme on dit, *à régie*, c'est-à-dire sans fermier mais directement, à l'aide de travailleurs salariés.

Nous avons donc vu la trinité devenir dualité dans le petit colonat (colon et propriétaire : binôme travail + capital, vis-à-vis du monôme propriété) et dans l'administration directe (travailleur et propriétaire : monôme travail, vis-à-vis du binôme capital + propriété). Reste la synthèse des trois en un : travail, capital, propriété.

« Reste la propriété *parcellaire*. Le paysan est simultanément le libre propriétaire de *son terrain*, instrument principal de sa production et champ d'activité indispensable à *son travail* et à *son capital*. Ici, pas

¹ Id., éd. sociales, p. 182-183. MEW, p. 811-812. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

de fermage à payer ; la rente n'apparaît donc pas comme une forme particulière de la survaleur bien que, dans les pays où la production capitaliste est développée par ailleurs, elle se présente comme surprofit comparativement à d'autres branches de production [on peut le comprendre en ayant en tête que le cadastre d'imposition attribue d'un seul mouvement, y compris à la minuscule parcelle appartenant au travailleur direct, le "revenu foncier" du propriétaire en plus du "revenu agricole" de l'entreprise] ; mais ce surprofit, comme ce que son travail lui rapporte, revient au paysan » ¹.

LA TRÈS PETITE AGRICULTURE

[Retour à la table des matières](#)

Au vu du passage suivant, on peut mesurer à quel point le marxisme est éloigné de toute estime pour le système parcellaire :

« Cette forme de propriété foncière suppose que, tout comme dans les formes antérieures, la population rurale excède de beaucoup la population urbaine et donc que le mode capitaliste de production, même s'il domine, est relativement peu développé ; il s'ensuit aussi que dans les autres branches de la production la concentration des capitaux se meut dans des limites étroites, que la dispersion des capitaux y est prépondérante ». ²

Chacun voit qu'il s'agit là d'un état de choses négatif pour le développement de la lutte de classe moderne et le socialisme.

« (...) une part prépondérante du produit agricole doit entrer ici, comme moyen de subsistance, dans la consommation immédiate de

¹ Id., éd. sociales, p. 183-184. MEW, p. 812-813. Soulignements de Bordiga.

² Id., éd. sociales, p. 184. MEW, p. 813. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

ses producteurs, les paysans, et son excédent seul passer comme marchandise dans le commerce avec les villes ».¹

Ici, la question est subtile, le processus très délicat. Nous sommes dans une situation considérablement éloignée de celle où apparaît possible la transition du capitalisme au socialisme dans une phase historiquement arriérée où le capitalisme est trop peu avancé, à l'état encore infantile, sinon embryonnaire. Mais, malgré cela, il faut expliquer comment il se fait que le prix du blé (du pain, des aliments en général) soit *inférieur* à celui d'un régime capitaliste en plein développement, avec de grandes entreprises agricoles gérées par des entrepreneurs industriels employant des ouvriers salariés.

Étant donné qu'une faible partie du produit est vendue sur le marché, il est difficile de parler de prix général courant. Mais il est certain que la rente différentielle existe, même si elle ne se manifeste pas dans les montants des transactions. Le paysan qui occupe une terre plus fertile, produit, à peine égale, plus de blé, dont il vend bien sûr l'excédent, au même prix que les voisins qui en produisent moins. Il jouit donc de la rente différentielle, même s'il la convertit partiellement en temps de repos plus long. Marx nous prévient que, dans cette forme de la petite propriété, émerge le prix de la terre, qui, « pour le paysan, entre comme élément dans le coût de production effectif »².

Ce prix en argent figure « dans les partages entre héritiers (...) ou dans les transferts permanents de tout ou partie de la propriété terrienne », l'acquéreur devant souvent recourir à l'hypothèque³.

Il semble donc que la rente soit proportionnelle au prix de la terre et non au degré de fertilité des terres dont on vend le produit au même

¹ Id., éd. sociales, p. 184. MEW, p. 813. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

² Id., éd. sociales, p. 184. MEW, p. 813. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

³ Id., éd. sociales, p. 184. MEW, p. 813. L'acquéreur en question est le cultivateur lui-même. Traduction modifiée par nos soins (NdT). Nous avons suivi ici la version du journal, laquelle diffère de celle des éditions Iskra.

prix, mais il est toujours vrai que la rente est fixée en premier, et que, de cette rente « élevée au rang de capital » ¹, on déduit, au taux d'intérêt courant, ce qu'on appelle prix de la terre. Par conséquent, la rente différentielle existe dans l'agriculture parcellaire ; mais ici, dans un capitalisme peu développé, « on peut couramment admettre qu'il n'existe pas de *rente absolue* » ².

Nous savons en effet que cette part de rente provient du fait que le prix de vente, non content d'atteindre le prix de production du plus mauvais terrain, le dépasse d'un montant qui dépend de l'existence d'un prix de monopole supérieur à la "valeur" du produit, c'est-à-dire qu'en plus des frais et du profit calculé au taux général de l'industrie, il inclut un excédent supplémentaire.

Tout ceci se produira dès qu'existeront une production industrielle généralisée, un marché général et la stabilisation du taux *moyen* de profit d'entreprise. Il sera alors possible de fixer la *valeur* des produits et de vérifier qu'en vertu du monopole foncier et de la nécessité absolue de la consommation de base, le blé a pour prix général de marché un montant supérieur à sa *valeur*. Valeur qui dépend, répétons-le, du prix de production individuel du plus mauvais terrain, prix consistant en salaires, dépenses en capital constant et profit moyen.

Mais, avec la petite production, non seulement ce bond ultérieur du prix qui donne un surprofit (donc une rente) même sur le plus mauvais terrain, ne se produit pas, mais il peut arriver au contraire, étant donné que le travailleur lui-même encaisse, lors de la vente du produit, le remboursement des dépenses, ce qu'il croit être son "salaire", le profit et la rente, qu'il accepte de travailler et de produire en sacrifiant non seulement toute la rente, mais aussi tout ou partie du profit.

En d'autres termes, en économie entièrement capitaliste, la limite inférieure du prix de l'aliment de base doit couvrir : salaire, capital avancé, profit moyen et rente absolue.

1 It.: Rendita portata al capitale, traduction que donne Bordiga de l'allemand kapitalisierte Rente.

2 Id.

En économie pré-capitaliste, la limite inférieure du prix descend beaucoup plus bas : c'est simplement les débours plus le salaire. Dès que cette limite inférieure est franchie, le cultivateur peut exploiter sa terre ou acheter de la terre à exploiter.

« Il n'est donc pas nécessaire que le prix de marché atteigne la valeur ou le prix de production du produit. C'est là une des raisons qui font que le prix des céréales, dans les pays où prédomine la propriété parcellaire, est *plus bas* que dans les pays à production capitaliste. Une partie du *surtravail* effectué par les paysans qui travaillent dans les conditions les moins favorables *est donnée gratuitement à la société* et n'entre pas dans la fixation des prix de production ou dans la création de valeur en général. Ce prix moins élevé résulte par conséquent de la *pauvreté des producteurs* et nullement de la *productivité de leur travail* ». ¹

QUANT A NOUS, NOUS VOTONS POUR L'INDUSTRIE

[Retour à la table des matières](#)

Pouvons-nous considérer comme une approche de la société communiste toute forme qui participerait de cet étrange rapport ? On y produit avec un gaspillage de force de travail et des méthodes figées exigeant beaucoup de travail pour peu de produit, mais le consommateur qui se fournit sur le marché (une minorité, par définition, à ce stade) paie *bon marché* les denrées alimentaires, dans la mesure où la classe des très petits producteurs se contente d'offrir gratuitement son surtravail. Il ne fait aucun doute que, dans la société communiste, *tout le monde* offrira gratuitement à la société la *totalité* de son surtravail, mais à la limite, ayant favorisé la plus haute productivité du travail non seulement dans la sphère des objets manufacturés mais dans celle des produits alimentaires, la société "libèrera tout le monde du travail nécessaire" (ceci n'est pas une citation, mais quand nous la retrouverons, nous le signalerons).

¹ Id., éd. sociales, p. 185. MEW, p. 814-815. Soulignements de Bordiga.

Cette société de l'agriculture parcellaire, dont Marx dessine la structure en ses traits décisifs, est une société d'opresseurs ; et cela justifie un de nos vieux titres qui (dans le parallèle entre question agraire et question nationale) assimile la petite paysannerie à un peuple assujetti, réduit au niveau des *Ilotes* de la Grèce antique.

Au cours du développement capitaliste, le prix de l'objet manufacturé n'a pas baissé parce qu'on a extorqué un surtravail supplémentaire à l'ouvrier industriel, mais au contraire parce que *le passage de la petite à la grande entreprise*, en permettant d'utiliser les apports nouveaux de la technique et de la science, a fait correspondre *une quantité toujours plus grande de produit à un temps de travail toujours plus court*.

C'est en abolissant, avec la révolution prolétarienne, l'opposition diamétrale entre ce procès d'augmentation de productivité dans la sphère industrielle et celui de blocage et de recul de la productivité dans la sphère agricole, et seulement de cette manière, qu'il sera possible de faire correspondre une masse sociale suffisante de produits alimentaires et manufacturés à une faible quantité de temps de travail moyen général donné à la société et à elle seule en tant que société sans classes, sans revenus à répartir en types trinitaires de base et en types hybrides dérivés et qui puissent être affectés par la loi aux personnes-entreprises.

Et, ici aussi, le texte en vient à définir la société communiste, par opposition aux absurdités de la petite et de la grande production bourgeoise :

« Ce que la propriété parcellaire exclut de par sa nature même : le développement des forces productives sociales du travail, les formes sociales du travail, la concentration sociale des capitaux, l'élevage à grande échelle, l'application progressive de la science.

L'usure et les impôts la ruinent partout fatalement. Le débours de capital pour l'achat de terre soustrait ce dernier à la culture. Des moyens de production éparpillés à l'infini, des producteurs eux-mêmes isolés. Gaspillage monstrueux de force humaine. La détérioration progressive des conditions de production et le renchérissement des

moyens de production comme loi inéluctable de la propriété parcel-laire. Les bonnes années sont un malheur pour ce mode de produc-tion » ¹.

Maintenant, pour tenir parole, voici la démonstration suggestive sur la nature de non-capital du prix de la terre, comme de toute acqui-sition de "titres de rentes" ; nous enfoncez ce clou parce que tout le marxisme est là.

« Dans la petite culture, le prix du sol, forme et résultat de la pro-priété privée du sol, se manifeste comme limite de la production même. Dans l'agriculture à grande échelle et dans la grande propriété foncière exploitée sur le mode capitaliste, la propriété se manifeste tout autant comme limite, imposée au fermier dans son investissement productif [qui constitue bien, lui, du *capital*, puisqu'il ne sert pas à *acheter* la terre, qui reste au propriétaire, mais est *dépensé* pour réap-paraître dans un *produit* accru], lequel, en dernière instance, n'est pas à son avantage mais à celui du propriétaire foncier. Dans les deux formes [propriété paysanne, agriculture capitaliste. On réclame toute votre attention! Avant que le couperet ne tombe sur le mode de pro-duction qui ravage tout, le faisceau de lumière est subitement braqué sur celui de demain!], EN LIEU ET PLACE D'UN TRAITEMENT CONSCIENT ET RATIONNEL DE LA TERRE EN TANT QUE PROPRIÉTÉ PERPÉTUELLE DE LA COMMUNAUTÉ, QUE CONDITION INALIÉNABLE D'EXISTENCE ET DE REPRO-DUCTION DE LA CHAÎNE DES GÉNÉRATIONS SUCCESSIVES, on a l'exploitation et la dilapidation des forces de la terre... Dans la *pe-tite* propriété, il en est ainsi par manque de moyens et de connais-san-ces scientifiques dans l'emploi de la force productive sociale du tra-vail. Dans la *grande*, c'est en raison de l'exploitation de ces moyens aux fins de l'enrichissement le plus rapide possible du fermier et du propriétaire. » ²

¹ Id., éd. sociales, p. 186. MEW, p. 815-816. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

² Id., éd. sociales, p. 191. MEW, p. 820-821. Traduction modifiée par nos soins (NdT). Soulignements de Bordiga.

Arrêtez-vous ! Rien ne sert de créer ou de supprimer les petits ou les grands propriétaires avec leur titre personnel. Il faut, pour la centième fois, frapper plus à fond :

« Les deux [petite et grande propriété] du fait de leur dépendance du *prix du marché* ». ¹

Il n'y avait pas contradiction avec l'autre formule lumineuse selon laquelle "même la société n'est pas propriétaire de la terre". Même dans le langage des juristes ordinaires, une propriété qui devient *perpétuelle* et *inaliénable* ne donne pas lieu à un droit *sicut dominus*, de propriétaire, mais seulement à un *usufruit* (voir le passage en question, dans l'article précédent, troisième paragraphe).

Mais, encore une fois, nous savons parfaitement où se trouve le *Pentagone* qu'il faut faire sauter pour détruire le double obstacle au communisme : il est dans le *système mercantile*, dans la loi du *prix de marché*. Nous trouvons un de ces Pentagones partout où nous trouvons une Banque d'État. Mais nous pensons néanmoins à celui d'Ou-tre-Atlantique.

EXTENSIV ODER INTENSIV?

[Retour à la table des matières](#)

Ce curieux titre latino-germanique qui signifie *extensiv* ou *intensiv* appartient à l'opuscule d'un certain Maron que Marx cite et sur lequel Engels regrette de ne pas avoir de plus amples indications.

De manière habituelle, ce Maron, que Marx excuse du fait qu'il est allemand et non économiste de profession, (et vous alors, Don Carlo?), formule parfaitement le contraire de la vérité et cela est très pratique. Il ne s'agit pas là d'un luxe dialectique mais d'une solide méthode de recherche.

¹ Id.

Maron estime que le capital déboursé dans l'acquisition de la terre est un capital *d'investissement*, et il discute ensuite

« les définitions respectives du capital d'investissement et du capital d'exploitation, c'est-à-dire des capitaux fixe et circulant » ¹.

Marx lui oppose immédiatement son avis : le capital dépensé pour la terre n'est NI du capital *d'investissement* NI du capital *d'exploitation*, pas plus que ne l'est, en dépit de ce même Maron

« le capital investi à la Bourse dans l'achat d'actions... ou de bons d'État ». Ce capital « n'est pas réellement investi dans une branche de production quelconque... » ².

Nous arrivons à l'importante thèse suivante : ce qui assure au propriétaire en titre la jouissance d'une *rente* n'est pas du capital. Est capital ce qui est dépensé pour obtenir un *produit* et jouir d'un *profit*.

Nous sommes en présence de deux manières différentes de considérer la dynamique capitaliste : celle de l'économie bourgeoise (et de ses lèche-bottes, *ceux qui ajoutent* au marxisme des théories concernant des faits "ignorés de Marx") et celle de l'économie marxiste une et indivisible.

Nous avons déjà défini ces termes, à la manière de Marx, dans nos précédents exposés, quand nous avons démontré que les "sociobarbaristes" ³ n'y ont rien compris. Pour les bourgeois, le capital fixe signifie la valeur d'acquisition de toute l'installation productive, machines, bâtiments, etc., le capital circulant, de son côté, est la valeur des matières premières à acheter et des salaires à payer.

À l'inverse, pour nous marxistes, le capital se divise en une partie variable destinée aux salaires et une partie constante qui comprend toutes les autres avances nécessaires à un cycle de production. La dis-

1 Id., éd. sociales, p. 187. MEW, p. 816, note 47.

2 Id.

3 Allusion au groupe français *Socialisme ou Barbarie* (cf. notes 208 et 243).

inction entre capital circulant et capital fixe est pour nous la suivante : la dépense pour les matières premières, par exemple, est du capital circulant dans la mesure où elle sert en totalité à obtenir le produit donné. La dépense pour l'achat d'une machine entre dans la partie fixe du capital constant, non pas pour son *coût total*, car la machine est encore là à la fin du cycle de production, mais seulement pour la quote-part d'usure, d'amortissement : donc, cette dépense est imputée au compte-capital en autant de fractions qu'il y a de cycles de fabrication distincts et successifs.

Dans le cas de l'agriculture, toutes ces dépenses, qu'il s'agisse des salaires, semences, engrais, *parts d'amortissement* et autres, constituent le capital avancé qui est transféré à la valeur du blé produit, majorée du profit normal et de la rente. Dans le calcul effectué à notre manière, la valeur de la terre n'entre jamais, pas plus que n'y entraient les coûts de construction, ou la valeur estimée, des ateliers et installations mécaniques de la FIAT.

Nous entendons enfoncer, encore une fois, ce clou essentiel à coups de marteau-pilon. Il est possible que, nous usions un peu la tête du marteau ; eh bien, seuls ces quelques grammes d'acier seront comptés dans le capital constant et non le coût de la grosse bête. Aussi dures que soient les têtes, et aussi assourdissant le grondement du marteau-pilon, cela ne fera pas une grosse somme.

« Le prix du sol n'est rien d'autre que la rente capitalisée et, par conséquent, anticipée. Si l'exploitation agricole est capitaliste, le propriétaire foncier recevant seulement de la rente et le fermier ne payant rien pour la terre en dehors de cette rente annuelle, il devient manifeste que le capital investi par le propriétaire dans l'achat de la terre, bien que lui rapportant un certain intérêt, n'a rien de commun *avec le capital investi dans l'agriculture elle-même* [engagé, employé, placé, mais toujours *par le seul fermier*]. Il ne fait partie ni du capital fixe en fonction ici, ni du capital circulant ; s'il [le capital consacré à acheter la terre] donne simplement à l'acheteur un *titre* à la perception de la rente annuelle, *il n'a absolument rien à voir* avec la production de cette rente ». ¹

1 Id.

L'ESCLAVE : UN PAS EN AVANT

[Retour à la table des matières](#)

L'exemple historique rend la chose compréhensible :

« Prenons par exemple l'économie esclavagiste. Le prix payé pour l'esclave est simplement la survaleur anticipée et capitalisée, ou le profit, qu'on se propose de tirer de cet esclave. Mais le capital dépensé à son achat ne fait pas partie du capital qui permettra de tirer de l'esclave du profit, du surtravail. » ¹

Pour l'esclave, la chose est plus évidente : le capital qui permettra de tirer de la survaleur de son travail sera constitué d'une meule, d'un dévidoir, de blé, de chanvre et, en outre, de la nourriture qu'on lui distribuera. Mais pas de son prix d'achat qui reste inchangé même si, au bout de quinze jours, il meurt de maladie ou d'accident : prix qu'il serait fou de risquer en totalité dans le peu de filés ou de farine produits dans ce bref laps de temps.

Qu'on ne prenne pas pour un paradoxe la phrase suivante :

« C'est l'inverse. C'est du capital dont le propriétaire d'esclaves s'est dessaisi, prélèvement sur le capital dont il dispose dans la production effective. » ²

En effet, si l'esclave meurt, le maître regrette de ne plus pouvoir acheter d'autres meules, métiers à tisser, matières premières, aliments, et, à la limite, il le regrette aussi dans le cas où, son esclave restant en vie, il a dépensé tout son argent comptant.

¹ Id., éd. sociales, p. 187. MEW, p. 817.

² Id. Traduction modifiée par nos soins (NdT).

Il en est de même du misérable exploitant du malheureux lopin de terre. Il lui faut du *travail* : il en dispose ; il en dispose aussi dans sa famille : qu'il soit malade ou ivre et qu'une nuit, une tempête arrive qui pourrait disperser la serre ou le poulailler, il chassera sa fillette du lit à coups de ceinture pour qu'elle se précipite dehors à moitié nue et fasse le nécessaire. Depuis sa plus tendre enfance, le roi, le seigneur du poétique bout de champ ne dort pas, une seule nuit de sa vie, à poings fermés... Il lui faut un peu de capital en bonne et due forme, et il en dispose parfois, ou alors, pour l'obtenir, il s'endette à l'époque des semailles ou des engrais. Mais cela ne suffit pas. Le lopin de terre paternel, partagé entre les six ou sept familles de ses fils, ne peut lui permettre de vivre et, en général, il faudra acheter un peu de terre ailleurs. Autre dette, autre hypothèque, autre vente forcée, pas très différente de celle de l'esclave (le capitalisme de la prospère Amérique réserve un traitement similaire au salarié lui-même sous la forme de produits vendus par mensualités).

« La dépense de capital monétaire pour l'achat du terrain n'est donc pas un investissement de capital agricole. *Elle est diminution pro tanto* ¹ du capital dont peuvent disposer, dans leur sphère de production même, les petits paysans. *Elle diminue pro tanto* le volume de leurs *moyens de production* et rétrécit par là la base économique de la *reproduction*. Elle assujettit le petit paysan à l'usure puisque dans cette sphère, d'une façon générale, il existe moins de crédit proprement dit. Cette dépense est un obstacle à l'agriculture même là où l'achat concerne de grands domaines. Elle est en effet en contradiction avec le mode capitaliste de production, indifférent au total à l'endettement du propriétaire foncier, que celui-ci ait hérité de son domaine ou qu'il l'ait acheté. » ²

« Les inconvénients du mode capitaliste de production qui fait *dépendre le producteur du prix-argent de son produit* s'ajoutent ici aux inconvénients résultant du développement imparfait de ce mode de production... », ce développement imparfait reposant précisément sur le fait que l'agriculture « n'est plus, ou bien n'est pas encore, assujettie

¹ *Pro tanto*: d'autant.

² Id., éd. sociales, p. 189. MEW, p. 818-819. Traduction modifiée par nos soins (NdT). Soulignements de Bordiga.

au mode de production capitaliste, mais à un mode de production *hé-rité de formes sociales disparues* » ¹.

Le prix-argent de la terre assujettit le capitalisme à des formes pré-capitalistes dépassées qui, de fait, n'ont jamais pu être abolies dans aucun pays industriel, aussi avancé fût-il. Mais le seul prix-argent des produits (dans le cas où l'argent accumulé ne pourrait pas être converti officiellement en instruments de production ou en droit sur la terre) suffit à établir que l'économie où il figure est immobilisée dans les limites du capitalisme.

L'agriculture du système soviétique actuel, hybridation entre une propriété nationale à rente nationale, un système de grandes entreprises à capitalisme d'État et un réseau de petites exploitations familiales en usufruit (même si elles sont aliénables) peine encore beaucoup à s'acheminer vers la forme capitaliste.

Elle est totalement engluée, non moins qu'en Occident, dans l'économie familiale, le droit d'héritage et les bénédictions du pape qui vont avec.

Il Programma Comunista, n°11, 29 mai - 15 juin 1954.

¹ Id., éd. sociales, p. 190. MEW, p. 820. Traduction modifiée par nos soins (NdT). Soulignements de Bordiga.

Textes sur la question agraire

15.

CODIFICATION DU MARXISME AGRAIRE

Il Programma Comunista, n°12, 18 juin - 02 juillet 1954

ULTIME ÉTAPE

[Retour à la table des matières](#)

La série des *Fil du temps* consacrés à la "Question agraire" a débuté, dans ce bimensuel, avec l'antépénultième numéro de 1953 et s'est poursuivie tout au long des douze premiers numéros de 1954, ce numéro compris. Une série, donc, de quinze chapitres, et si cela vous semble plus vivant, un Tour en quinze étapes.

Il ne s'agit cependant que d'une pause : nous n'en avons pas encore fini. Nous développerons toute une partie du sujet auquel nous avons fait de fréquentes allusions dans une autre série à venir : en bref, la partie Lénine-Révolution russe ¹. Dans ce domaine également, qu'on ne s'attende pas à quelque lumière originale, à quelque dossier à déposer au "Bureau des brevets et exclusivités", le plus caractéristique de

¹ Cf. les deux séries Russie et Révolution dans la théorie marxiste (il programma comunista n° 21/1954 et 1-8/1955) et Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui (id., du n° 10/1955 au n°12/1957).

cette société qui nous dégoûte au plus haut point et dans laquelle on appose le plus stupidement bourgeois des cachets sur le travail du muscle-cerveau, travail qui, comme tous les autres, est social et non personnel. Voulez-vous une définition ultra-simple de la société communiste ? C'est celle où on ne brevetera plus les lubies favorites.

Et, en effet, une fois établis les axes de la vision marxiste sur les problèmes agraires, il s'agira seulement de montrer comment, dans l'œuvre colossale de Lénine, sous l'angle de la doctrine, c'est la ligne générale de notre école qui a été intégralement suivie, et, par conséquent, comment les questions de la révolution russe ont été posées et résolues par l'histoire en pleine conformité avec le *schéma* parfaitement établi. L'histoire enseigne, l'histoire révèle, l'histoire démolit les schémas et ainsi de suite. Mais quand et lesquels ? C'est là la question ! L'histoire n'empoigne pas la chandelle pour éclairer le premier venu qui ouvre son journal favori au café.

Si, en exposant la construction marxiste de la question agraire, nous n'avons fait aucune innovation (et nous ne le ferons jamais tant que l'artériosclérose le permettra), ni apporté aucune variante, nous tenons cependant à répéter que nous n'avons pas eu l'intention de développer un "thème" scolaire dans les limites d'un programme qui l'isole des autres, comme dans les compartiments étanches de la culture officielle bourgeoise, la plus insipide parmi toutes les civilisations historiques.

À la vérité, nous nous sentons quelque peu solidaires du docteur péripatéticien, dont le bourgeois (avant la lettre) Molière se paie la tête, et qui, mis hors de lui par un contradicteur qui lui administrait un syllogisme "bancal", ou plutôt étranger aux schémas classiques de la logique du Maître, lui déverse sur la tête la liste des sciences où il excelle et que nous nous garderons de citer, de la cosmométrie à la géomancie, de la métaphysique à la musique, de la rhétorique à la théologie, de la mathématique à l'astrologie, de l'alchimie à la physique.

Nous préférons un charlatan qui ose discuter sur tout à l'expert et au spécialiste modernes qui s'enferment dans leur stupide champ de compétence et jurent de tout ignorer de celui du compère d'à côté,

puisqu'il a conclu avec lui le pacte habituel : ne laissons pas voir à un tiers combien nous sommes tous deux pleins de vide.

L'importance attribuée au secteur agricole et à sa théorie, avec un soin poussé chez Marx jusqu'à la systématisation totale, réside dans le fait qu'elle renferme tout le système, s'il faut, pour aller vite, parler de secteur et de système ; de sorte que, pour faire comprendre la solution de la question agraire, il faut parvenir à clarifier tous les fondements généraux et centraux, expliquer l'ensemble du mécanisme de la société actuelle, donner les équations de sa dynamique "extrapolées" avec certitude du passé vers l'avenir.

Les événements russes depuis 1917, loin d'avoir posé l'ensemble sur des bases nouvelles, sont là pour démontrer que Marx et Lénine – dans la phase de théorisation – avaient pu "extrapoler" avec sûreté les lois de développement découvertes.

Pour savoir ce que veut dire *extrapoler*, nul besoin de la géomanie du vieux docteur. Si je voyage de Plaisance à Modène, si je lis les heures sur ma montre et si j'énonce par déduction l'heure d'arrivée à Rome et celle du départ de Milan, j'ai extrapolé en avant et en arrière : si j'ai deviné, c'est que je possédais la bonne formule du mouvement. Avons-nous donc réduit l'histoire à un indicateur de chemin de fer ? Mais vous vous embrouillez, ô philistins de la pensée bourgeoise ! Ce n'est qu'après être arrivés que nous accrocherons l'indicateur – et vous aussi – à un clou de bonne portée comme Bartali le fera pour sa bicyclette.

LE TOUR DE RUSSIE

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'à présent, notre exposé, bien que complexe, n'a pas suivi un ordre systématique de traité et s'est en effet orienté non seulement vers le coeur des principes du marxisme, mais aussi, et souvent, vers la périphérie de l'actualité.

Nous ne fermons pas délibérément les yeux aux exploits de cette vedette des temps modernes, mais nous la suivons avec indulgence, sachant, pour en rester à l'aimable comparaison cycliste (afin d'humilier les cuistres), qu'elle ne peut nous surprendre avec ses *démarrages*. Elle aura beau remuer les fesses sur sa selle, en un style plus ou moins gracieux, elle est condamnée à faire tourner ses pieds et ses pédales dans un rayon que fixe l'acier du déterminisme : voilà toutes ses innovations.

Ce que les crétins ordinaires considèrent donc comme des zigzags imprévisibles, se réduit, après une courte démonstration, à de simples glissades sur des pistes bien tracées.

Ces rappels constants et répétés des aspects bien connus de la démonstration générale et ces digressions sur des épisodes contemporains pour y trouver confirmation de lois établies depuis longtemps, peuvent aussi avoir altéré l'ordre de l'exposé, mais ils prouvent combien notre méthode est éloignée du dilemme stupide : ou bien ne faire qu'une présentation doctrinale, ou bien se situer au coeur de l'action. Trouvez-moi dans le monde entier un seul individu, Grand M'as-tu vu ¹ à la notoriété universelle ou crétin inconnu, qui ait disposé un seul instant de ce choix et je me couvrirai la tête de cendres, je renierai immédiatement jusqu'au dernier chaque mot prononcé ou rabâché en vue d'enseigner le marxisme.

En effet, nous avons déjà présenté, en diverses allusions, les grandes lignes de l'économie soviétique actuelle dans le domaine agricole, ainsi que des luttes politiques au cours desquelles, historiquement, le prolétariat et les différentes couches de la population rurale se sont mis en mouvement et ont été mis en contact.

L'erreur qu'il s'agit de dissiper, favorisée par l'enthousiasme généreux que souleva la victoire d'Octobre, est que le problème de l'influence des classes rurales n'aurait pas du tout été défini avant ces phases historiques de première importance, lors des deux transitions suivantes : la révolution bourgeoise qui renverse le système de la ser-

¹ It.: *Battilocchio*: il s'agit de l'individu prétentieux et vide de l'époque bourgeoise. Cf. *Il battilocchio nella storia* (il p. c., n°7, 1953).

vitute féodale – la révolution socialiste conduite par les travailleurs salariés, aussi bien de l'industrie que de la terre, dans des pays où existent des couches relevant d'autres classes rurales, tels que les petits colons et propriétaires.

Ces rapports sont déjà définis à la clôture des étapes de ce premier coup d'œil historique et la solution des problèmes est déjà contenue dans les "classiques", ainsi que Lénine l'a revendiqué, et qu'elle s'est présentée dans la lutte sociale en Russie : du reste, nous avons déjà exposé par avance cette thèse dans *l'Aperçu introductif* du début dont certains lecteurs se souviennent sans doute.

Après donc un certain laps de temps, nous préparerons et annoncerons cette nouvelle série qui, encore une fois, ne contiendra aucune donnée nouvelle ni n'abordera de sujet inédit et touchera nécessairement à des questions plus vastes, comme les rapports entre la révolution russe et la révolution mondiale, le cours du grand cycle opportuniste où se trouve la classe ouvrière mondiale, à une époque où elle semble suivre le drapeau de la politique léniniste et de la révolution russe, époque qui ne peut s'achever que dans des conditions rendant inutilisable l'arme qui identifie l'anticapitalisme d'un côté et la société russe et ses satellites de l'autre. Mais nous n'en sommes pas encore là aujourd'hui.

ENTRE ENNEMIS ET ALLIÉS

[Retour à la table des matières](#)

C'est avec la naissance de la théorie qui explique les luttes entre groupes humains en prenant pour base non les différences d'idéologie, ni même le désir spontané de pouvoir, mais les intérêts matériels et la position sociale dans la production, que se pose, en même temps que le problème de l'hostilité des classes, celui des alliances de classes.

Théorie de la lutte des classes (nous essayons, encore une fois, d'être élémentaires) ne veut pas dire division de la société en *deux* classes : il existe toujours plus de deux classes, et notre affirmation est

qu'on va vers la société sans classes, et non pas qu'on doive auparavant passer par la société à deux classes.

Cette longue mastication des thèses agraires aura servi à écrire en gros caractères ce théorème fondamental formulé dès le début de la Critique de l'économie politique : la société capitaliste moderne typique se compose de *trois* classes : *prolétaires, capitalistes et propriétaires fonciers*. Dans un conflit entre trois participants, il y a trois coalitions possibles de chacun contre deux, sans compter la situation où chacun est en lutte contre les deux autres.

Dans les époques incandescentes de l'histoire, un des groupes de classes se met en position d'attaquer tous les autres, et c'est alors que retentit le terrible mot d'ordre du chef révolutionnaire Jésus de Nazareth : *Qui n'est pas avec moi est contre moi*.

Dès que la classe prolétarienne prend conscience d'elle-même dans l'histoire et voit face à elle le "fabricant" capitaliste, elle ne manque pourtant pas de se rendre compte de l'existence de différentes autres classes qui, avant même qu'il y ait des fabricants et des salariés, évoluaient au sein de la vieille société médiévale.

Avec la constatation, si imparfaite soit-elle, de l'existence de tous ces groupes, surgit immédiatement, de la manière la plus variée, la question de l'alliance avec certains d'entre eux.

Faut-il rappeler encore une fois que les premiers auteurs socialistes, qui eurent l'intuition des caractères oppressifs de l'économie bourgeoise d'entreprise, esquissèrent les plans d'une alliance entre prolétaires des fabriques et seigneurs féodaux ? Il s'agit du socialisme féodal et conservateur contre lequel il fallait encore lutter il y a un siècle. Faut-il répéter que, selon la position parfaitement admise par le marxisme pour une phase historique déterminée – et pour les aires géographiques qui lui sont strictement liées –, se posa et s'imposa l'existence de l'alliance armée et combattante entre les salariés et leurs patrons bourgeois dans la guerre civile et nationale ?

Et le Manifeste des Communistes expose déjà les rapports entre le prolétariat et les diverses autres classes *au lendemain* de la victoire bourgeoise complète sur le régime féodal.

Nous revenons tout bonnement à l'abc et formulons encore une fois la question telle qu'elle est présentée dans le Manifeste :

« Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparé du pouvoir [par exemple, la bourgeoisie] ont cherché à assurer leur position déjà acquise en soumettant l'ensemble de la société aux conditions qui leur assuraient leur revenu. » Mais « les prolétaires [à la différence de toute autre classe historique] ne peuvent s'emparer des forces productives sociales qu'en abolissant le mode d'appropriation qui, jusqu'ici, leur était propre ; et par suite, tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'ici ». ¹

Et cela, comme c'est bien connu, parce que

« les prolétaires n'ont rien en propre à *sauvegarder*, ils ont à *détruire* [ainsi que nous l'avons dit dans le numéro précédent] *toutes les sécurités et garanties privées* contractées jusqu'ici » ².

Cette condition est le propre du prolétariat et d'aucune autre classe ; les passages précédents ont démontré que seule la classe salariée n'a aucun lien avec les fameuses formes : famille, héritage, patrie. C'est pourquoi, s'il est parfaitement vrai qu'il existe d'autres classes, mêmes pauvres, il fut depuis lors proclamé (sans avoir à y revenir) que

« De toutes les classes qui font face aujourd'hui à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe effectivement révolutionnaire. Les autres classes dépérissent et sombrent avec la grande industrie, dont le prolétariat est le produit le plus authentique ». ³

¹ MEW, id., t.4, p.472. Traduit par nous (NdT).

² Id. Traduit par nous (NdT). Soulignements de Bordiga.

³ Id.

Et par conséquent

« Le prolétariat, couche la plus basse de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire voler en éclats tout l'édifice des couches qui constituent la société officielle » ¹.

Ces affirmations qui, depuis un siècle, sont entrées dans la chair et le sang de millions de travailleurs des générations successives, n'empêchèrent pas que ces autres couches, destinées à se fracturer, à la manière des formations géologiques de matériaux malléables et hétérogènes, sous la poussée de la roche abyssale en fusion ou à être broyées dans ses plissements, ont été dûment *mises à leur place*, et pas seulement condamnées à disparaître.

« Les couches moyennes, le petit industriel, le petit négociant, l'artisan, le paysan, toutes combattent la bourgeoisie pour préserver de la ruine leur existence de couches moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices. Plus encore, elles sont réactionnaires, cherchant à faire tourner en arrière la roue de l'histoire. S'il leur arrive d'être révolutionnaires, c'est dans la perspective de leur passage imminent au prolétariat, c'est qu'elles ne défendent pas leurs intérêts présents, mais à venir, c'est qu'elles abandonnent leur position propre pour se placer sur celle du prolétariat » ².

De même donc que la classe ouvrière, force de première ligne de la révolution sociale, a des ennemis, elle a aussi des alliés. Il arrive, à certaines époques, qu'elle combatte

« les ennemis de ses ennemis, les vestiges de la monarchie absolue, les propriétaires fonciers, les bourgeois non-industriels, les petits-bourgeois » ³, et il arrivera, à d'autres époques, qu'elle laisse venir à ses côtés, dans les révoltes, ces couches secondaires qui "se situent du point de vue de l'avenir", sans toutefois leur confier – étant toujours prêtes à suivre le plus fort – les positions centrales.

¹ Id., p.472-473.

² Id., p.472.

³ Id., p.470.

MARX ET LA FRANCE

[Retour à la table des matières](#)

Dans Les luttes de classe en France, travail rédigé en 1850 et qu'Engels considérait comme un exemple classique de l'application de la méthode matérialiste à l'histoire, Marx consacre quelques pages remarquables à la paysannerie française à l'occasion de sa révolte contre l'impôt sur le vin, dont Louis Bonaparte, alors simple président de la République, était aussi partisan.

« La population campagnarde, qui dépasse les deux tiers de la population française, est composée dans sa plus grande partie de *propriétaires fonciers* prétendument libres » ¹.

Ainsi donc, nous constatons que, plus d'un demi-siècle après la première accession au pouvoir de la bourgeoisie, bien plus certainement que la moitié de la population, sinon les deux tiers, se compose de couches sociales autres que celles des prolétaires salariés et des capitalistes, et que, par conséquent, les personnages du drame ne se réduisent pas à ces deux seules classes.

Depuis lors, un siècle entier s'est écoulé, et cependant on a coutume de décrire l'économie française comme principalement agricole : le secteur agricole emploie plus de la moitié de la population, fournit toute la population en produits alimentaires sans qu'il y ait besoin d'en importer, tandis qu'il exporte fortement en particulier du vin (premier rang dans le monde).

Revenons aux libres propriétaires :

« La première génération, affranchie gratuitement par la Révolution de 1789 des charges féodales, n'avait rien payé pour la terre » ².

¹ MEW, id., t.7, p.82. Ed. sociales, 1974, p.137. Soulignement de Marx.

² Id.

C'est là que réside tout le secret des révolutions antiféodales, qui n'a rien à voir avec le "partage des terres", ni dans la France de 1789, ni dans la Russie de 1917 (sauf les cas de morcellement des domaines publics ou municipaux, abandonnés à la cupidité non pas des travailleurs de la glèbe, mais d'usurpateurs avisés, grands et petits). Les champs sont déjà subdivisés en petites exploitations techniquement autonomes, mais la chape commune du droit des seigneurs féodaux (ou des institutions religieuses) en grève une bonne partie. Une fois cette chape soulevée, la terre est "libre", mais il n'y a pas eu, en règle générale, de conquête par invasion ni tracé de nouvelles limites entre les lots. Il existait deux formes misérables : la *servitude* et la *très petite culture*. La première a été abolie, mais, malheureusement, la seconde est restée. Premier acte : "On n'avait rien payé pour la terre".

« Mais les générations suivantes payèrent sous la forme de *prix du sol* ce que leurs aïeux demi-serfs avaient payé sous forme de rente, de dîme, de corvées, etc. Plus, d'une part, s'accroissait la population, plus, d'autre part, augmentait le partage des terres – et plus le prix de la parcelle montait, car le chiffre de la demande croissait avec son exigüité. Mais à mesure qu'augmentait le prix que le paysan payait pour la parcelle, soit qu'il l'achetât directement, soit qu'il se la fît compter comme capital par ses cohéritiers, *l'endettement du paysan*, c'est-à-dire *l'hypothèque*, augmentait dans la même proportion. Le titre de créance pris sur la terre s'appelle en effet *hypothèque*, nantissement sur la terre. De même que sur la propriété moyennâgeuse s'accumulent les *privileges*, de même s'accumulent sur la parcelle moderne les *hypothèques*. D'un autre côté, dans le régime du parcellement, la terre est pour son propriétaire un pur *instrument de production*. A mesure qu'on morcelle la terre, sa fertilité diminue. L'application de la machine à la terre, la division du travail, les grands travaux d'amélioration du sol comme la pose de canaux, l'assèchement, l'irrigation, etc., deviennent de plus en plus impossibles, en même temps que les *faux frais* de la culture s'accroissent proportionnellement à la division de l'instrument de production lui-même. Et il en est ainsi, que le propriétaire de la parcelle possède ou non du capital. Mais, plus la division augmente, et plus le bien-fonds constitue, avec son inventaire extrêmement misérable, tout le capital du paysan parcellaire, et moins le capital s'investit dans la terre, et plus le petit paysan manque de terre,

d'argent et de connaissances pour utiliser les progrès de l'agronomie, et plus la culture du sol régresse.(...)

C'est donc dans la mesure où s'accroît la population et avec elle le partage de la terre, que renchérit *l'instrument de production*, la terre, et que diminue sa *fertilité*, c'est dans la même mesure *que périlite l'agriculture et que s'endette le paysan*. (...)

Il est donc arrivé que le paysan français, sous forme *d'intérêts* pour les *hypothèques* mises sur la terre, sous forme d'intérêts pour des *avances non hypothéquées* des usuriers, cède au capitaliste non seulement une rente foncière, non seulement le profit industriel, en un mot non seulement *tout le bénéfice net*, mais même une *partie du salaire*, de sorte qu'il est tombé au degré du *tenancier irlandais*, et tout cela sous le prétexte d'être *propriétaire privé* ». ¹

LES PAYSANS ET LA POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Ce tableau confirme d'une part la systématisation théorique de l'économie de la petite exploitation agricole "autonome", qui nous est déjà connue, et d'autre part introduit, par un exemple historique concret, à la question de la "tactique".

« On comprendra quelle fut la situation des paysans français quand la République eut ajouté encore de nouvelles charges aux anciennes. On voit que leur exploitation ne se distingue que par la *forme* de l'exploitation du prolétariat industriel » ².

« Voilà, écrit Marx, ce que disaient les socialistes dans des pamphlets, des almanachs, des tracts de toute sorte. » ³

¹ MEW, id., p.83-84. Ed. sociales, id., p.137-139. Soulignements de Marx.

² MEW, id., p.84. Ed. sociales, id., p.140. Soulignement de Marx.

³ Cette phrase, dans le texte de Marx, conclut le paragraphe cité à la suite. Cf. note suivante.

« L'exploiteur est le même : le capital. Les capitalistes pris isolément exploitent les paysans pris isolément par les *hypothèques* et l'*usure*. La classe capitaliste exploite la classe paysanne par l'*impôt* d'État. Le titre de propriété est le talisman au moyen duquel le capital l'a jusqu'ici ensorcelée, le prétexte sous lequel il l'a excitée contre le prolétariat industriel. Seule la chute du capital peut élever le paysan, seul un gouvernement anticapitaliste, prolétarien, peut le faire sortir de sa misère économique, de sa dégradation sociale. La *République constitutionnelle*, c'est la dictature de ses exploiters coalisés, la République *social-démocrate*, la République rouge, c'est la dictature de ses alliés. Et la balance monte ou baisse, selon les voix que le paysan jette dans l'urne électorale » ¹.

Le léninisme, s'il consiste à dire aux paysans que *la dictature des ouvriers est celle de leurs alliés* (mais jamais à dire aux ouvriers que la dictature des paysans – classe inapte à dicter quoi que ce soit – est celle de leurs alliés), était donc déjà formulé en 1850. Mais ce qui l'était aussi, c'est que *la république constitutionnelle est la dictature de tous leurs exploiters* et Lénine confirma aussi cela.

Attention ! Ce n'était pas seulement le langage de modestes socialistes pré-marxistes et démocratiques, qui, au fond, ne demandaient rien d'autre aux paysans que de voter pour eux. C'est, selon Marx dans ces mêmes pages, ce socialisme mi-utopique, mi-doctrinaire,

« qui, subordonnant l'ensemble du mouvement à un seul de ses moments (...), ne faisant au fond qu'idéaliser la société actuelle, (...) est abandonné par le prolétariat à la petite-bourgeoisie (...), tandis que [c'est ce qui est écrit !] (...) le *prolétariat* se regroupe toujours plus autour du *socialisme révolutionnaire*, du *communisme*, pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de *Blanqui* [conquête du pouvoir par les armes]. Ce socialisme est la *déclaration de la révolution en permanence*, la *dictature de classe* du prolétariat (...) » ².

¹ MEW, id., p.84. Ed. sociales, id., p.140. Soulignements de Marx.

² MEW, id., p.89. Ed. sociales, id., p.147. Soulignements de Marx. Le découpage du texte de Marx par Bordiga nous contraint à nous écarter d'une traduction littérale (NdT).

Mais dire au paysan, en 1950, que le salut de la constitution républicaine est son idéal, qu'elle lui garantira la propriété privée de la terre, qu'est-ce donc ? Du marxisme, du léninisme, du socialisme démocratique et petit-bourgeois ? Il n'y a pas lieu de choisir entre des définitions convenables : c'est de la pisse.

ENTRE BONAPARTE ET LA COMMUNE

[Retour à la table des matières](#)

Dans les formidables pages du 18 Brumaire, le paysan français revient sur scène. Il est l'objet d'un terrible classement :

« De même que les Bourbons avaient été la dynastie de la grande propriété foncière et les Orléans la dynastie de l'argent, les Bonaparte sont *la dynastie des paysans*, c'est-à-dire de la masse du peuple français. L'élu des paysans, ce n'était pas le Bonaparte qui se soumettait au Parlement bourgeois, mais le Bonaparte *qui dispersa ce Parlement* » ¹.

« La tradition historique a fait naître dans l'esprit des paysans français la croyance miraculeuse qu'un homme portant le nom de Napoléon leur rendrait toute leur splendeur » ².

Marx craint ici d'avoir été trop féroce :

« Mais entendons-nous. La dynastie des Bonapartes ne représente pas le paysan révolutionnaire, mais le paysan conservateur ; non pas le paysan qui veut se libérer de ses conditions d'existence sociale représentées par la parcelle, mais le paysan qui veut, au contraire, les renforcer... » ³.

¹ Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, éd. sociales, 1969, p.126. Soulignements de Bordiga.

² Id., p.127.

³ Id., p.128.

Ces staliniens italiens qui luttent pour renforcer le paysan à l'intérieur d'une clôture barbelée entourant quelques mottes de terre, sont-ils donc pour leur part des bonapartistes ou seulement des vespasianistes (voir ci-dessus) ?

Le rapport entre prolétariat et classes moyennes ou paysannes est encore traité dans le troisième ouvrage de Karl Marx sur l'histoire de la France – véritable indicateur ferroviaire de l'express révolutionnaire, annoncé en retard, mais qui arrivera avec d'autant plus de fracas. A Paris, le même parti des petits-bourgeois qui avait collaboré, en juin 1848, à la répression des révoltes ouvrières, dut s'incliner devant la grandeur de la Commune, après que les traîtres de la haute bourgeoisie eurent été expulsés de la capitale. Et

« la Commune avait parfaitement raison en disant aux paysans : "notre victoire est votre seule espérance" » ¹.

Marx s'insurge contre le mensonge selon lequel l'Assemblée nationale de Versailles représenterait la paysannerie française ; elle représentait les gros agrariens, les pires ennemis du paysan français. Ayant été réellement fait "seigneur" par Napoléon Ier, il avait dû, après la Restauration en 1815, payer à ces revenants un milliard d'indemnité. Aux yeux du paysan,

« l'existence même d'un grand propriétaire foncier est déjà en soi un empiétement sur ses conquêtes de 1789. La bourgeoisie, en 1848, avait grevé son lopin de terre de la taxe additionnelle de 45 centimes par franc, mais elle l'avait fait au nom de la révolution ; tandis que maintenant [en 1871] elle avait fomenté une guerre civile contre la révolution [la Commune] pour faire retomber sur les épaules du paysan le plus clair des cinq milliards d'indemnités à payer aux Prussiens. La Commune, par contre, dans une de ses premières proclamations, déclarait que les véritables auteurs de la guerre auraient aussi à en payer les frais. La Commune aurait délivré le paysan de l'impôt du sang, elle lui aurait donné un gouvernement à bon marché, aurait transformé ses sangsues actuelles, le notaire, l'avocat, l'huissier, et autres vampires

¹ La guerre civile en France, éd. sociales, 1968, p. 70.

judiciaires, en agents communaux salariés, élus par lui et devant lui responsables. Elle l'aurait affranchi de la tyrannie du garde champêtre, du gendarme et du préfet... Tels étaient les grands bienfaits immédiats dont le gouvernement de la Commune – et celui-ci seulement – apportait la perspective à la paysannerie française » ¹.

Marx prévoyait que « trois mois de libre communication entre le Paris de la Commune et les provinces **amèneraient un soulèvement général des paysans** ». Les Junkers français le savaient parfaitement, « de là leur hâte anxieuse à établir un cordon de police autour de Paris » ² et à noyer dans le sang le premier gouvernement du prolétariat.

ENGELS ET L'ALLEMAGNE

[Retour à la table des matières](#)

L'ouvrage d'Engels écrit en 1850 sur la guerre des paysans en Allemagne, est davantage lié à une situation historique comparable à celle de la Russie tsariste du XX^e siècle, ayant été écrit, ainsi que le dit l'auteur, sous l'effet de la contrerévolution, c'est-à-dire de l'échec de la tentative de révolution en permanence, autrement dit d'une accession au pouvoir de la bourgeoisie capitaliste allemande, suivie d'une lutte du prolétariat pour le pouvoir.

En se posant la question des raisons de l'indolence révolutionnaire de la bourgeoisie en Allemagne, de l'absence historique d'une véritable révolution nationale, Engels rappelle qu'il y a eu en Allemagne une grande lutte anti-féodale, avec la révolte des paysans de Thomas Münzer en 1525 que l'histoire vulgaire traite comme une guerre de religion, pour n'en avoir pas reconnu la base sociale.

La révolution paysanne contre les pouvoirs féodaux fut écrasée surtout parce qu'elle ne trouva pas de soutien effectif dans la bourgeoisie des villes, et l'Allemagne fut condamnée à ce particularisme d'États minuscules et de petites principautés contre lequel Engels

¹ Id., p. 70-71.

² Id., p. 71.

s'élève tout spécialement dans ses vigoureuses apostrophes et sa prise de position décidée en faveur de la formation, aussi tardive soit-elle en plein XIX^e siècle, d'un État central unitaire ; nous avons longuement expliqué ailleurs qu'il est juste, en ce sens, de voir en lui un précurseur de l'Anschluss qui ne fut mené à bien qu'en plein XX^e siècle, et se trouve aujourd'hui ajourné par la volonté convergente de tous les pouvoirs contre-révolutionnaires mondiaux ¹.

Nous avons aussi rappelé la conclusion d'Engels : qui tira parti de la révolution de 1525 parmi les forces en lutte : les paysans serfs, les seigneurs féodaux, les princes des petits États ? Les paysans furent battus et les chaînes du servage féodal retendues. Mais les nobles ruraux perdirent une grande partie de leur richesse et de leur autonomie au profit des petits princes : ce fut en tout cas un coup porté à l'éparpillement féodal. *Les petits princes* en tirèrent donc parti. Et qui le fit en 1848, quand les ouvriers, les paysans et les bourgeois des villes furent battus à leur tour ? *Les grands princes*, répond Engels. Mais derrière les petits princes, se tenaient à l'époque les petits bourgeois dans leurs modestes capitales ; derrière les grands princes de 1848, à Berlin, Vienne et Munich, se tenaient désormais les grands bourgeois, et derrière eux, les prolétaires. Même la contre-révolution est, de ce point de vue de l'unité, un pas historique en avant : qu'on se souvienne aussi de l'évaluation de Sadowa ; ce fut une bonne chose que Vienne ait été soumise à Berlin, de même qu'il eut été bon que Berlin ait été soumise à Vienne. Sedan et la formation de l'Empire furent aussi de bonnes choses, comme nouveau pas vers la centralisation allemande, réalisée par Bismarck avec trois cent cinquante ans de retard sur Münzer !

Une grande question historique se referme ainsi et s'ouvre celle de l'Internationale rouge en Europe, de la dictature du prolétariat sans nation.

Même si le paysan n'avait pas d'autres infériorités, il aurait celle-ci : le plus haut niveau historique qu'il puisse atteindre, même en s'insurgeant, est le niveau national.

¹ Cf. *Guerra e rivoluzione* paru dans *Battaglia comunista* n°10 de 1950.

Dans la Préface qu'Engels écrit en 1874, les lignes de ce tableau historique, embrassant des siècles et de grands États, sont dessinées avec une admirable clarté.

Nous y trouvons autre chose : l'exposé, dans la situation succédant à la guerre franco-prussienne et à la Commune, du jeu des fameuses classes moyennes et agraires dont nous nous sommes occupés ainsi que la question des *alliances*.

Les bourgeois étaient désormais passés à l'alliance avec toutes les forces réactionnaires : noblesse, monarchie, armée, bureaucratie :

« Nos grands bourgeois agissent en 1870 comme les bourgeois moyens de 1525. Quant aux petits bourgeois, aux artisans et aux boutiquiers, ils resteront toujours égaux à eux-mêmes. Ils espèrent s'élever en bluffant au rang de la grande bourgeoisie, ils redoutent d'être précipités dans le prolétariat. Pris entre la peur et l'espoir, ils sauveront leur peau pendant la lutte et, après, ils se joindront au vainqueur ; c'est leur nature » ¹.

En 1870, dit Engels, nous avons une nouvelle classe, le prolétariat. Mais il est encore loin de former la majorité. Il doit *donc* (que d'encre a fait coulé ce *donc* !) recourir à des alliances qu'il ne peut chercher que « parmi les petits bourgeois, parmi le *Lumpenproletariat* des villes, parmi les petits paysans et les journaliers agricoles » ².

LES ALLIÉS SOUMIS À L'EXAMEN

[Retour à la table des matières](#)

Le passage en revue de ces forces sociales est intéressant :

« Nous avons déjà parlé des *petits bourgeois*. Ils sont très peu sûrs, sauf après la victoire, et alors ils poussent des cris de triomphe as-

¹ La guerre des paysans en Allemagne, éd. Sociales, 1974, p. 28. MEW, t. 16, p.398.

² Id., éd. sociales, p.29. MEW, id., p.398.

sourdissants dans les bistrots. Cependant il y a parmi eux de très bons éléments qui se joignent spontanément aux ouvriers ».¹

(Ceci est une autre paire de manches et concerne l'organisation du parti qui n'a absolument rien à voir, à notre avis, avec la formule *travailleuse*). Nous sommes en règle : le vieil Engels était trop bon buveur pour dire : nous n'irons pas nous taper une bière avec les petits bourgeois².

Quant au *Lumpenproletariat*, c'est-à-dire la pègre des villes, il y aurait lieu de faire une remarque, comme celle où Lénine faisait observer que Marx semblait être plus *étatiste* qu'Engels³. Dans cette affaire, Marx tord beaucoup moins le nez qu'Engels, selon lequel qui utilise ces misérables « n'est qu'un traître au mouvement »⁴.

« Les *petits paysans* – car les gros font partie de la bourgeoisie – sont de diverses catégories. Ou bien ce sont des *paysans féodaux* qui ont encore des corvées à faire pour leur noble maître [cette forme a aujourd'hui disparu]. Après que la bourgeoisie a manqué à son devoir de libérer ces gens du servage, il ne sera pas difficile de les persuader qu'ils ne peuvent plus attendre leur libération que de la classe ouvrière.

Ou bien ce sont des *métayers*. Dans ce cas existe en général la même situation qu'en Irlande. Le fermage est si élevé que lorsque la

1 La guerre des paysans en Allemagne, éd. sociales, id., p.29. MEW, t.16, p. 398.

2 It.: *facciamoci la birra*. Cette expression populaire signifie ordinairement « ne pas servir à grand'chose, ne pas mener loin ». Mais ici Bordiga prend birra (la bière) au sens propre.

3 Cf. Lénine, l'Etat et la Révolution, début du chap. V : « Bei einem oberflächlichen Vergleich des Briefes von Marx an Bracke vom 5. Mai 1875 mit dem oben besprochenen Brief von Engels an Bebel vom 28. März 1875 könnte es scheinen, als wäre Marx viel mehr "Staatsanhänger" als Engels und als bestünde zwischen den Auffassungen der beiden Verfasser über den Staat ein ganz erheblicher Unterschied. »

4 Id.

récolte est moyenne, le paysan avec sa famille peut tout juste subsister, et lorsqu'elle est mauvaise, il meurt presque de faim, n'est pas en état de payer le fermage et devient de ce fait totalement dépendant de la faveur du propriétaire foncier.(...) De qui peuvent-ils donc attendre leur salut si ce n'est des ouvriers ?

Restent les paysans qui cultivent *leur propre lopin de terre* (...) Ce sont eux qui peuvent encore le moins attendre de la bourgeoisie, car ils sont précisément pressurés par les bourgeois, les capitalistes usuriers. Cependant ils sont le plus souvent très attachés à leur propriété, quoique en réalité elle ne leur appartienne pas à eux, mais à l'usurier. On peut néanmoins les persuader qu'ils ne seront délivrés de l'usurier (...) » que par un gouvernement de la classe ouvrière ¹.

Enfin Engels traite des salariés agricoles, auxquels les sociaux-démocrates allemands ont peut-être donné trop tard l'importance qui leur était due et fait observer la parfaite analogie sociale entre les ouvriers des villes :

« Le jour où la masse des ouvriers agricoles aura compris ses propres intérêts, un gouvernement réactionnaire, féodal, bureaucratique ou bourgeois sera impossible en Allemagne » ².

Engels devait encore déplorer qu'en 1874, c'est dans cette classe que se recrutaient, en même temps que les armées des princes, les électeurs des junkers et des bourgeois, des nationaux-libéraux et du centre catholique.

Ainsi que nous l'avons souvent noté, on était peut-être plus avancé en Italie où, même si prêtres et libéraux récoltaient des succès dans les campagnes, le prolétariat agricole prédominait depuis la fin du XIX^e siècle et où le mouvement politique socialiste était fort.

¹ Id., p.29-30. MEW, id., p. 399. Soulignements d'Engels.

² Id., p. 31. MEW, id.

On ne demande pas au salarié agricole s'il est un allié : c'est un frère dans les troupes de la révolution, au premier rang desquelles il s'est cent fois trouvé.

HEURT CATASTROPHIQUE DES THÈSES OPPOSÉES

[Retour à la table des matières](#)

1) NATURE ET TRAVAIL

Contrethèse 1. La **nature** met à la disposition de la société humaine une masse périodique de **richesse**. Qui contrôle une portion de terrain jouit de l'usage d'une part proportionnelle de ces fruits.

Thèse 1. Tout l'ensemble des biens d'usage dont dispose la société provient du **travail** humain. Dispose de ces biens, sans prestation correspondante de travail, tout groupe social qui contrôle : a) les **personnes** des producteurs : donc les produits ; b) le droit des producteurs d'accéder à la **terre** : donc les produits ; c) les **instruments** de travail indispensables aux producteurs : donc les produits.

2) RICHESSE ET SURTRAVAIL

Contrethèse 2. La terre, les outils de travail et l'argent sont une richesse accumulée (que celle-ci provienne de la nature ou du travail) qui engendre périodiquement, sans s'épuiser, une quote-part de fruit (**rente, profit, intérêt**).

Thèse 2. Tout revenu des classes qui non affectées à la production provient du **surtravail** d'autres classes que les institutions politiques contraignent à ne prélever sur le produit que la faible partie qui suffit à conserver et faire se reproduire la classe active.

Rente, intérêt, profit ne sont que des fractions de cet excédent, ou **surproduit**, attribuées à diverses couches sociales en vertu des pouvoirs de l'ordre établi.

3) PARTAGE DU PRODUIT

Contrethèse 3. (Formule trinitaire) Le produit se décompose en trois facteurs de production : *travail* ; *propriété* ; *capital* ; et doit donc être divisé en trois parts : le *salaire* rémunère le travail; la *rente*, la propriété ; le *profit* (et *l'intérêt*), le capital.

Thèse 3. Tout d'abord le produit comprend un quatrième élément, à savoir le montant des matières premières et des frais d'amortissement des outils et équipements qui doit être restitué en fin de cycle et que les marxistes appellent *capital constant*. Par conséquent, l'équation de l'économie classique bourgeoise : produit égale salaire plus profit plus rente, est fautive. Il faut donc répartir "la valeur ajoutée au produit" lors d'un cycle de production donné. Cette valeur provient *en totalité* du *travail* utilisé.

Dans la forme capitaliste moderne, trois classes sont présentes. Toute la valeur créée dans la production naît du travail du prolétariat sur lequel sont effectués trois prélèvements : *salaire* pour les *ouvriers* (séparés des instruments et de la terre) ; *profit* pour les *entrepreneurs capitalistes* (qui disposent du capital mais non de la terre) ; *rente* pour les *propriétaires fonciers*.

4) PATRIMOINE ET CAPITAL

Contrethèse 4. La rente foncière équivaut au gain que retire le possesseur d'un capital-argent en l'ayant investi dans l'achat de terre, de même qu'il l'aurait obtenu en investissant ce capital dans l'achat d'installations productives ou en le plaçant à intérêt. Dans les trois cas, la valeur patrimoniale se déduit du gain en le capitalisant sur la base du même taux annuel d'intérêt.

Thèse 4. Le *profit* des différentes entreprises capitalistes tend à se niveler jusqu'à un taux moyen, tant que la *rente* n'intervient pas. Dans ce cas, le *produit* est porteur, sur le marché, de la valeur d'échange correspondant à ce que le marxisme appelle *prix de production* : capital constant, plus capital-salaire, plus profit.

L'économie bourgeoise appelle l'avance pour le capital constant et le capital-salaires *coût de production* ou prix coûtant.

L'économie marxiste appelle *taux de profit* le rapport du profit à cette avance et *taux de survaleur* le rapport de ce même profit au seul capital variable ou frais salariaux.

Aucune de ces deux grandeurs ne correspond au taux de *bénéfice* ou *dividende*, généralement beaucoup plus bas, que l'économie vulgaire met en rapport avec la *valeur patrimoniale* de la firme définie par la valeur des installations, plus le capital monétaire d'exploitation, plus les biens-fonds s'il y en a.

La *terre*, le *capital monétaire*, ainsi que la valeur estimée des *moyens de travail* considérés comme des biens commerciaux et non comme des facteurs liés à la production et qui restent intacts après le cycle qui a réalisé le *produit net*, ne sont pas des investissements de *capital productif*, mais seulement des *titres sociaux* à prélèvements sur le profit (et donc sur le surtravail) et sur le surprofit lorsqu'il existe. Ils n'entrent pas dans le calcul de la répartition du *produit total écoulé* (le "chiffre d'affaires" des bourgeois) qui, pour les marxistes, se partage entre le capital total avancé et le profit.

5) RENTE DIFFÉRENTIELLE

Contrethèse 5 . La rente de la terre est d'autant plus élevée que l'est la valeur marchande de la terre et cela est la conséquence du droit de l'époque moderne qui garantit la liberté d'acquisition de la terre, ou de sa vente, pour en investir ailleurs le prix au gré du vendeur.

Thèse 5. Alors que l'intérêt est une partie du profit normal (le reste constitue le *bénéfice d'entreprise*) que l'entrepreneur cède à un prêteur lorsqu'il ne dispose pas lui-même du numéraire nécessaire à l'achat des matières premières et au paiement des salaires, avant sa récupération dans le produit final, la *rente* n'apparaît que lorsqu'existe un *profit extra* par rapport au taux social moyen de profit.

Une entreprise agricole donne un *profit extra* par rapport à une autre quand la fertilité de la terre est telle qu'avec *le même travail* et la

même avance de capital, on obtient une quantité *supérieure* de denrées que le marché absorbe *au même prix* général. Cette différence, une fois remboursés les frais et le profit normal du fermier capitaliste, est versée au propriétaire et constitue la *rente différentielle*.

6) LA LOI DU PLUS MAUVAIS TERRAIN

Contrethèse 6. Comme dans le cas des produits manufacturés, le prix dépend de *l'offre* et de la *demande* : il est élevé lorsque le désir de consommation augmente, bas lorsque la capacité de production augmente.

Thèse 6. Les fameuses oscillations dues à la concurrence n'ont pas d'autre influence que celle de faibles "modulations d'amplitude" de *l'onde porteuse* d'amplitude stable : elles se compensent mutuellement et ne produisent aucun transfert de richesse d'une classe sociale à une autre, mais seulement des bénéfices et des pertes épisodiques de firmes individuelles. Pour les produits manufacturés de l'industrie moderne, le prix tend à se stabiliser autour de leur *valeur d'échange* qui est égale dans ce cas au *prix de production* incluant le *profit* proportionnellement au taux moyen.

Pour les produits agricoles, le prix de marché s'établit d'après le *prix de production individuel* du terrain le moins fertile qui ne parvient à compenser, outre les dépenses, que le profit moyen. Étant donné le rapport entre la croissance de la population et la limitation de la terre agricole, tout le produit est écoulé au même prix et là où, à *dépense égale*, il est en *quantité supérieure*, et donc à *prix individuel de production inférieur*, se crée un surprofit qui se transforme en *rente*.

7) RENTE ABSOLUE

Contrethèse 7. Étant donné que le *propriétaire* ne touche une *rente* qu'à partir du moment où le produit, au prix de marché, couvre plus que le profit capitaliste normal, il n'y a pas de rente sur le plus mauvais terrain régulateur du marché : ce dernier ne pourrait être cultivé que par le propriétaire lui-même en qualité d'entrepreneur capitaliste (Ricardo).

Thèse 7. En plus des sauts successifs de rente supplémentaire qui sont la conséquence de la qualité croissante du terrain, existe à la base une **rente absolue** propre au cas le plus défavorable. Ceci pour autant que, concernant les denrées alimentaires (blé = aliment de base) le **prix de marché** est même supérieur à la **valeur**, c'est-à-dire au **prix de production** dans les plus mauvaises conditions, dès lors que la terre est entièrement **occupée** et exploitée en totalité sous la forme d'**entreprise** capitaliste (que donc est dépassée la consommation directe des denrées par le cultivateur, et que toute la production entre, en qualité de marchandise, dans le circuit marchand).

Le mode historique de production capitaliste, au fur et à mesure qu'il se répand, fait baisser le prix des objets manufacturés et fait monter celui des produits alimentaires.

8) INDUSTRIE ET AGRICULTURE

Contrethèse 8. Avec le progrès de la technique et l'investissement de capitaux plus importants dans l'agriculture, on pourra augmenter la masse des produits alimentaires jusqu'à en faire baisser le coût... ; sous-contrethèse a) : à condition de libéraliser les échanges et les investissements de capital...; sous-contrethèse b) : à condition qu'une direction économique centrale calcule de façon adéquate les volumes de capital à affecter aux différents secteurs et régleme les cotations du marché.

Thèse 8. Toute harmonisation des prix industriels et agricoles est impossible en économie capitaliste, comme en général de la satisfaction des besoins en fonction de l'utilité sociale – de même qu'elle est impossible dans la répartition de la richesse, du capital et des revenus.

La tendance de cette économie à s'écarter toujours plus de l'équilibre n'est pas liée à la simple appropriation du surtravail mais au fait que la répartition du produit entre les revenus des différentes classes dépend de l'existence d'un **prix courant** de marché **égal** pour les marchandises produites dans des conditions et avec des degrés d'effort et de fertilité les plus divers ; elle est liée à **la loi de la valeur**, c'est-à-dire **l'équivalence dans les échanges**, et à la distribution marchande.

La *composition organique* de plus en plus élevée du capital industriel (*haut niveau technique* : beaucoup de matériaux transformés pour un nombre d'ouvriers et d'heures de travail sans cesse décroissant) détermine la baisse historique générale du taux de profit (alors que sa masse sociale augmente énormément avec l'augmentation du capital global), même à taux de survaleur identique (prélèvement identique de surtravail).

Dans l'agriculture, ce procès que l'apparition de la production capitaliste a rendu inéluctable est bloqué non seulement par le monopole privé de la terre, mais principalement par le *nivellement mercantile* de toute la masse produite qui est livrée à l'échange et par le rapport défavorable entre population et terre.

Le transfert de toutes les rentes foncières *à l'État*, proposé dès le début de l'industrialisme, n'éliminerait pas du tout les causes de ce fait essentiel en redistribuant le surprofit qui allait aux propriétaires fonciers entre les capitalistes bourgeois, auxquels, suivant la vieille thèse de Ricardo, l'État ne demanderait plus d'impôts sur les bénéficiaires.

9) COMMUNISME ET ANTIMERCANTILISME

Contrethèse 9. En plus de l'étatisation de toutes les rentes, on peut parvenir à l'équilibre général et à la baisse du temps de travail social moyen avec un niveau général de consommation élevé : a) en transférant à *l'État* tout le profit des entreprises industrielles et agricoles ; b) en le laissant aux *associations autonomes* de l'ensemble des travailleurs de chaque entreprise.

Thèse 9. Ces mesures ne sortent pas du cadre *mercantile* et donc *capitaliste*, étant donné que l'échange marchand réglerait les rapports entre entreprises, entre entreprise et État, entre entreprise et consommateurs, entre consommateurs et État, ainsi qu'entre entreprise et travailleurs. Il y aurait également un volume énorme de travail social global accompagné d'une faible consommation sociale globale sans aucun équilibre entre prestations de travail et jouissances de consommation.

Le dépassement du *despotisme d'entreprise*, à savoir la mise en captivité durant un temps de travail exagéré (qui ne devrait être aujourd'hui, sur le plan technique, qu'une *petite* fraction de celui des époques précapitalistes et du maximum physiologique) et le dépassement de *l'anarchie de la production* (à savoir le gaspillage d'une grande quantité du produit social qui n'est pas transformée en consommation utile) constituent le programme communiste de la révolution du prolétariat et présente les caractères suivants :

A) Abolition de l'administration de la production sous forme de gestion d'*entreprises*.

B) Abolition de la *distribution* au moyen de l'échange *mercantile* et *monétaire*, tant pour les produits-marchandises que pour la force de travail humaine.

C) Plan social unitaire (exprimé en quantités physiques et non en équivalents économiques) d'affectation des forces de travail, des matières premières, des outils aux différents secteurs de production et des produits aux différents secteurs de consommation.

Les formules selon lesquelles le socialisme serait suppression de la survaleur et restitution du produit intégral à chaque producteur sont vulgaires et fausses.

Le socialisme est *l'abolition de toute valeur marchande et de tout travail forcé et payé*, laissant place au don du surtravail de chaque individu ni à autrui ni à lui-même, mais à la société.

10) PARCELLISATION ET MISÈRE

Contrethèse 10. Un remède aux graves disparités, unanimement reconnues, dans la répartition de la richesse, se trouve dans l'attribution de parcelles de terre à des petites exploitations familiales gérées par des fermiers, des colons ou des paysans propriétaires libres.

Thèse 10. Les couches autres que salariées de la population agricole laborieuse, dont la société capitaliste ne sera jamais débarrassée, sont des survivances de formes sociales du passé. Le produit de cette

production fragmentaire ne se maintient à un prix inférieur à celui obtenu dans l'agriculture pleinement capitaliste que parce que ces *travailleurs-entrepreneurs* et même *propriétaires fonciers* sur de très petites exploitations abandonnent, à cause des difficultés naturelles et sociales et d'une technique inférieure, une partie de la *rente* et du *profit* et souvent même du *salaire* équivalent à celui d'un non possédant, à la classe capitaliste et à l'État d'une part, aux consommateurs d'autre part (c'est le cas lorsque le prix est *en dessous* et non *au-dessus* de la valeur).

Ces couches forment une classe, presque une caste, d'opprimés, arriérée par rapport au monde moderne, incapable – bien que leurs révoltes d'affamés puissent déranger le pouvoir bourgeois – d'incarner de nouvelles formes sociales révolutionnaires.

La révolution est la tâche de la classe des prolétaires salariés de l'industrie et de la terre ; et la fonction historique de cette seule classe est la dictature révolutionnaire.

11) MONOPOLE ET CONCURRENCE

Contrethèse 11. La théorie marxiste de l'économie moderne, fondée sur les lois de la production en tant que détermination de la valeur du produit et de la survaleur, n'a pas été capable de rendre compte exactement des phénomènes récents du monopole et de l'impérialisme, dans la mesure où ses déductions présupposaient l'existence de la libre concurrence.

Thèse 11. La théorie, fondée sur le calcul de la grandeur de valeur et de ses composantes dans la production capitaliste, s'est opposée, dès sa naissance, à la théorie bourgeoise de la concurrence, l'a réfutée et en a signé la condamnation en dévoilant depuis lors le caractère de monopole de classe de cette économie. Les phénomènes récents ont confirmé la doctrine ainsi que toutes ses prévisions, et leur présentation théorique et mathématique, y compris dans les secteurs industriels, s'effectue sans aucune difficulté suivant les théorèmes rigoureux portant sur la rente : ces derniers ont été, dès leur formulation, appliqués non seulement à l'agriculture, mais à toutes les forces naturelles ; ils sont donc aussi valables pour l'économie de la machine à charbon

ou à essence, des centrales hydroélectriques et bientôt nucléaires, toutes ces sources d'énergie étant les fondements actuels et futurs de surprofits, de monopoles et de parasitismes rentiers qui aggravent le *déséquilibre* de la forme sociale capitaliste.

12) LA SCIENCE ENNEMIE

Contrethèse 12. Les doctrines fondées sur l'introduction de grandeurs mesurables dans la production, sur les transferts de valeur d'une classe à l'autre, avec leurs prévisions sur les tendances du développement historique, sont des idéologies arbitraires, étant donné que les prévisions scientifiques ne sont pas possibles dans le domaine économique ; la seule science possible est celle qui se fonde sur l'enregistrement des prix concrets et en suit les oscillations extrêmement complexes. Les économistes modernes, largement postérieurs à Marx, les auteurs les plus connus, les professeurs les plus écoutés et les plus illustres s'en tiennent désormais aux théories du prix.

Thèse 12. Les professeurs à la lanterne! ¹.

Il Programma Comunista, n°12, 18 juin - 02 juillet 1954.

Fin du texte

¹ En français dans le texte.